

COLLECTION
**PRATIQUES ET
POLITQUES SOCIALES**

**CHRISTIAN JETTÉ, BENOÎT LÉVESQUE,
LUCIE MAGER ET YVES VAILLANCOURT**

**Économie sociale
et transformation
de l'État-providence
dans le domaine
de la santé et du bien-être**

**UNE RECENSION DES ÉCRITS
(1990-2000)**



Presses de l'Université du Québec

**Économie sociale
et transformation
de l'État-providence
dans le domaine
de la santé et du bien-être**

**UNE RECENSION DES ÉCRITS
(1990-2000)**

PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

2875, boul. Laurier, Sainte-Foy (Québec) G1V 2M3

Téléphone : (418) 657-4399 • Télécopieur : (418) 657-2096

Courriel : secretariat@puq.quebec.ca • Internet : www.puq.quebec.ca

Distribution :

CANADA et autres pays

DISTRIBUTION DE LIVRES UNIVERS S.E.N.C.

845, rue Marie-Victorin, Saint-Nicolas (Québec) G7A 3S8

Téléphone : (418) 831-7474 / 1-800-859-7474 • Télécopieur : (418) 831-4021

FRANCE

DIFFUSION DE L'ÉDITION QUÉBÉCOISE

30, rue Gay-Lussac, 75005 Paris, France

Téléphone : 33 1 43 54 49 02

Télécopieur : 33 1 43 54 39 15

SUISSE

GM DIFFUSION SA

Rue d'Etraz 2, CH-1027 Lonay, Suisse

Téléphone : 021 803 26 26

Télécopieur : 021 803 26 29



La *Loi sur le droit d'auteur* interdit la reproduction des œuvres sans autorisation des titulaires de droits. Or, la photocopie non autorisée – le « photocopillage » – s'est généralisée, provoquant une baisse des ventes de livres et compromettant la rédaction et la production de nouveaux ouvrages par des professionnels.

L'objet du logo apparaissant ci-contre est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit le développement massif du « photocopillage ».

Économie sociale et transformation de l'État-providence dans le domaine de la santé et du bien-être

**UNE RECENSION DES ÉCRITS
(1990–2000)**

**Christian Jetté
Benoît Lévesque
Lucie Mager
Yves Vaillancourt**

2000



Presses de l'Université du Québec
2875, boul. Laurier, Sainte-Foy (Québec) G1V 2M3

Données de catalogage avant publication (Canada)

Vedette principale au titre :

Économie sociale et transformation de l'État-providence dans le domaine de la santé et du bien-être : une recension des écrits, 1990-2000

(Collection Pratiques et politiques sociales)
Comprend des réf. bibliogr.

ISBN 2-7605-1087-5

1. Économie sociale – Bibliographie. 2. État providence – Bibliographie.
3. Économie sociale – Québec (Province) – Bibliographie. 4. Politique sociale –
Bibliographie. 5. Politique sanitaire – Bibliographie. 6. Économie sociale.
I. Jetté, Christian.

Z7164.E2E28 2000

016.33

C00-941121-6

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada
par l'entremise du Programme d'aide au développement
de l'industrie de l'édition (PADIÉ) pour nos activités d'édition.



Nous remercions le Conseil des arts du Canada
de l'aide accordée à notre programme de publication.

Mise en pages : TYPOLITHO COMPOSITION INC.

Conception graphique : RICHARD HODGSON

1 2 3 4 5 6 7 8 9 PUQ 2000 9 8 7 6 5 4 3 2 1

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés
© 2000 Presses de l'Université du Québec

Dépôt légal – 3^e trimestre 2000

Bibliothèque nationale du Québec / Bibliothèque nationale du Canada
Imprimé au Canada

REMERCIEMENTS

La publication de ce livre a été rendue possible grâce à une subvention spécifique du Conseil québécois de la recherche sociale (CQRS) [RS-2990] et grâce à l'appui important de l'équipe de recherche « Économie sociale, santé et bien-être » soutenue à la fois par le CQRS et par Développement des ressources humaines Canada (DRHC).

Nous sommes également redevables au Comité d'aide aux publications de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) qui a soutenu financièrement certaines opérations liées à la publication de ce livre ainsi qu'à l'Alliance de recherche universités-communautés (ARUC) en économie sociale qui a participé activement à la diffusion de cet ouvrage.

Mentionnons qu'une partie des travaux de recherche menés, au cours des derniers mois, par un des co-auteurs de cet ouvrage (Christian Jetté) ont contribué de façon importante à l'avancement d'une démarche académique menant à l'obtention d'un doctorat en sociologie à l'UQAM. Boursier du Conseil de la recherche en sciences humaines du Canada (CRSHC), celui-ci remercie l'organisme subventionneur pour le soutien financier qui lui est apporté depuis mai 2000.

En outre, certaines analyses déployées dans le présent rapport ont d'abord été développées dans le cadre d'un projet de recherche intitulé «30 ans de développement des pratiques en travail social au Québec (1960-1990)», projet soutenu financièrement par le Conseil de la recherche en sciences humaines du Canada (CRSHC) et le Fonds de développement académique du réseau de l'Université du Québec (FODAR).

Par ailleurs, nous tenons également à remercier Caroline Vachon, étudiante à la maîtrise en sociologie à l'UQAM et assistante de recherche pour ce projet, détentrice d'un diplôme en documentation de l'Institut Universitaire de Bordeaux en France, qui a effectué un patient travail de recherche et de traitement des données. Soulignons aussi la contribution de Christine Lemay et Muriel Guériton, deux étudiantes de maîtrise de l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information de l'Université de Montréal. Leurs connaissances et leur outillage méthodologique nous ont été d'une aide précieuse pour développer des stratégies de recherches fécondes et productives. À cet égard, soulignons que leur formation préalable en sciences sociales s'est avérée un atout précieux dans la compréhension et l'opérationnalisation de notre problématique.

Enfin, nous ne pourrions amorcer cet ouvrage sans mentionner l'implication généreuse d'Anne-Marie Gaillard, assistante de recherche, ainsi que celle de François Aubry et Louise Tremblay, tous deux professionnels de recherche au Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS), qui ont accepté de relire ce document dans une perspective critique afin d'en améliorer le contenu et la forme.

INTRODUCTION

L'économie sociale est plus que jamais au cœur de l'actualité politique, économique et sociale au Québec, aux États-Unis ainsi que dans plusieurs pays européens. Au cours des dernières années, elle a fait l'objet de nombreux débats au sein des membres de la communauté scientifique en sciences sociales et parmi les divers acteurs sociaux impliqués dans son développement. Cette redécouverte de l'économie sociale, après une éclipse qui aura duré presque un siècle¹, se veut, d'une part, une réponse à la crise de l'interventionnisme keynésien dans l'économie (crise de l'emploi) et aux formes hiérarchiques d'organisation du travail et de gestion qui y sont associées (crise du travail) et, d'autre part, une riposte de la société civile à la crise de l'État-providence dont les conséquences les plus visibles sont la crise des finances publiques et les limites organisationnelles et institutionnelles des services

1. Voir à ce sujet le numéro double (n° 275-276) d'avril 2000 de la *Revue internationale de l'économie sociale (RECMA)* qui porte sur «Un siècle d'économie sociale».

étatiques. Dans un tel contexte, les pratiques mises de l'avant par l'économie sociale révèlent des potentialités de transformation qui permettent de repenser le rapport entre l'État et le Marché en y introduisant les associations, les nouvelles formes de gouvernance et la société civile. Or, cette conjoncture rend indispensable l'essor de la recherche à la fois pour comprendre l'émergence de ces pratiques et pour les soutenir dans leur développement. La recherche favorise ainsi l'apparition d'une vision critique qui permet de mieux cerner les forces et faiblesses de ce secteur.

C'est dans cette optique que s'inscrivent les résultats des travaux que nous publions dans ce livre qui présente une recension des écrits publiés de 1990 à 2000 sur l'économie sociale et la transformation de l'État-providence dans le domaine de la santé et du bien-être. Les résultats de l'analyse de nos données portent ainsi sur un objet d'étude moins large qu'il aurait pu l'être si nous avions pris en considération l'ensemble des changements portés par la problématique de la nouvelle économie sociale. En ce qui nous concerne, nous avons circonscrit nos travaux aux composantes de l'économie sociale œuvrant dans le domaine de la santé et du bien-être et aux transformations qui sont survenues dans le cadre de la crise de l'État-providence. Malgré ces balises, nous sommes conscients que la réalité des pratiques fait en sorte qu'il existe des croisements importants, d'une part, entre la crise financière de l'État et les réponses apportées par les entreprises de l'économie sociale et, d'autre part, entre l'impact de ces entreprises sur la production économique et la crise du travail et de l'emploi. Mais ces restrictions, quant à la définition de notre objet, ne diminuent en rien la pertinence de notre étude. Bien au contraire, le domaine de la santé et du bien-être constitue un champ de pratiques sociales vaste et complexe dont l'analyse permet de jeter un éclairage original sur la transformation du modèle de développement fordiste.

En effet, engagées dans la recherche de solutions alternatives qui pourraient représenter une ouverture à la démocratisation de l'ensemble de l'économie et des services collectifs, les entreprises de la nouvelle économie sociale s'inscrivent dans une dynamique visant à remodeler les dimensions institutionnelles et organisationnelles du développement social et économique. Que ce soit par le biais des discussions entourant les formes partenariales entre l'économie sociale et l'État, le développement local, l'insertion à l'emploi ou la reconfiguration du modèle de développement social (Lévesque, 1998 ;

1997; 1997b; Lévesque et Ninacs, 1996; Favreau et Lévesque, 1996)², de nombreuses initiatives ont été amorcées afin d'institutionnaliser la reconnaissance d'un tiers secteur d'activité tant au Québec (Lévesque et Mager, 1995)³ qu'ailleurs dans le monde (principalement dans les pays d'Europe occidentale). Devant un tel foisonnement d'entreprises, de structures partenariales et d'événements, il devient parfois difficile de s'y retrouver, de comprendre les enjeux et de bien saisir les positions défendues par chacun des acteurs sociaux. Comme le signalaient avec justesse les auteurs de l'*Appel pour une économie sociale et solidaire*⁴, « plusieurs s'interrogent sur l'importance réelle de l'économie sociale dans l'ensemble des activités économiques et surtout sur sa place dans un projet de société » (Arteau *et al.*, 1998 : 3)⁵.

Pourtant, ce n'est pas faute d'information sur le sujet. Bien au contraire, les publications sur le thème de l'économie sociale se sont multipliées au cours des dernières années, reflétant ainsi l'intérêt manifesté autant par les acteurs sociaux engagés dans son développement que par les décideurs publics qui réglementent le secteur et les intellectuels qui analysent le phénomène et qui tentent d'en dégager les grandes tendances. Nos équipes de recherche respectives, soit le Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS), l'équipe Économie sociale, santé et bien-être (ESSBE) et le Centre de

-
2. Le lecteur prendra note que la plupart des références bibliographiques incluses dans l'introduction et la présentation de notre problématique renvoient à des ouvrages et des articles recensés dans la bibliographie générale constituant la troisième partie de ce livre. Toutefois, certaines références que nous utilisons n'ont pas été incluses dans cette bibliographie soit parce que la date de parution précédait l'année 1990, soit parce que le contenu a été jugé non pertinent par rapport au thème central de la recension. Afin d'éviter la confusion que pourrait susciter la présence de deux bibliographies distinctes au sein du même ouvrage, nous avons préféré insérer, dans les notes en bas de page, les ouvrages non recensés dans la bibliographie générale.
 3. Lévesque, Benoît et Lucie Mager (1995). « L'institutionnalisation des nouvelles dynamiques de concertation locale et régionale au Québec : les acteurs sociaux à la recherche d'une stratégie gagnante », dans Gagnon, Alain-G. et Alain Noël (sous la direction de), *L'Espace québécois*, Montréal, Québec/Amérique, 135-170.
 4. Au printemps 1998, plusieurs personnes provenant de tous les horizons sociaux et professionnels (intellectuels, syndicalistes, militants, promoteurs, etc.) et de toutes les régions du Québec s'engageaient dans le débat en signant l'*Appel pour une économie sociale et solidaire* afin de rappeler la diversité et la richesse des initiatives de l'économie sociale et de faire valoir ses potentialités de développement.
 5. Arteau, Marcel *et al.* (1998). *Appel pour une économie sociale et solidaire*, Montréal, Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative (CIRIEC - Canada), 8 pages.

recherche sur les innovations sociales dans les syndicats, les entreprises et l'économie sociale (CRISES), toutes trois implantées à l'Université du Québec à Montréal (UQAM)⁶ s'intéressent de près à la question de l'économie sociale depuis déjà quelques années. Toutefois, nos travaux sur l'économie sociale ont commencé bien avant que le concept ne devienne à la mode. En fait, l'orientation même de nos recherches et de nos équipes a amené tout naturellement certains d'entre nous à se pencher, dès les années 1980, sur les divers aspects de l'économie sociale, particulièrement dans le domaine des services de proximité, des activités d'insertion, du logement social et du développement économique, social et communautaire.

Or, devant la multiplicité des canaux de diffusion de l'information concernant l'économie sociale, la diversité des points de vue exposés et l'éventail des positions défendues par les divers acteurs sociaux et les personnes s'intéressant au secteur de l'économie sociale, ici et ailleurs dans le monde, nous avons senti le besoin de colliger scientifiquement la documentation s'y rapportant, afin de la rendre disponible à ceux et celles qui voudraient s'y référer. Pour ce faire, nous avons procédé à une recension des écrits sur le sujet, tout en découpant l'objet de notre étude en fonction de nos intérêts de recherche. Le choix de cette thématique s'est fait en tenant compte, également, de l'importance des principaux déterminants de la santé et du bien-être, tels que définis dans la *Politique de la santé et du bien-être* (PSBE) du gouvernement du Québec (Québec, 1992)⁷. De façon opérationnelle, cela signifie que nous sommes demeurés attentifs, au cours de nos travaux, aux écrits démontrant les potentialités de mise en œuvre de cette politique par le développement de certaines composantes de l'économie sociale. Nous reviendrons plus en détail sur cette question plus loin dans le document.

Ce livre se divise en trois grandes parties. La première partie comporte six sections. Dans les quatre premières, nous établissons les liens entre certains éléments de notre problématique et la méthodologie utilisée. La lecture de ces sections devrait permettre aux lecteurs de se familiariser avec nos concepts théoriques, notamment avec notre défi-

6. Yves Vaillancourt est directeur du LAREPPS et de l'équipe ESSBE ainsi que membre du CRISES. Benoît Lévesque est directeur du CRISES et membre de l'équipe ESSBE. Christian Jetté est professionnel de recherche au LAREPPS et dans l'équipe ESSBE. Lucie Mager a été professionnelle de recherche au CRISES jusqu'en juin 1999.

7. Québec (1992). *La politique de la santé et du bien-être*, Québec, MSSS, juin, 192 pages.

inition de l'économie sociale, et de mieux comprendre les balises que nous nous sommes assignées dans la constitution de notre corpus documentaire. De plus, nous y décrivons de manière détaillée notre stratégie de cueillette des données afin de rendre compte des problèmes rencontrés et de la façon dont nous les avons résolus.

Comme l'originalité de cette recension se situe en grande partie dans la définition des mots clés que nous avons attribués à chacune des références bibliographiques retenues, il était normal d'accorder une attention particulière aux processus ayant mené à la construction de cette liste de mots clés. Incidemment, la section 5 a été pour nous l'occasion de déployer de manière plus substantielle notre problématique et d'en dégager les éléments centraux. Cette section expose notre vision du développement de la nouvelle économie sociale dans le contexte de transformation de l'État-providence tout en situant les principaux paramètres analytiques qui nous permettent d'expliquer son émergence au cours des années 1990 et les enjeux qu'elle soulève pour les acteurs sociaux concernés. Par ailleurs, c'est dans la sous-section 5.7 que nous abordons la question des mots clés à partir desquels nous avons caractérisé les références bibliographiques retenues. Nous y présentons également la classification que nous avons établie à partir d'une grille d'analyse à trois niveaux correspondant aux trois dimensions de l'action des acteurs sociaux, soit la dimension organisationnelle, la dimension institutionnelle et la dimension des rapports sociaux.

La deuxième grande partie du document présente les principaux résultats de nos travaux en ce qui a trait à la provenance des documents, à la langue dans laquelle les documents ont été rédigés, aux thèmes abordés ainsi qu'aux caractéristiques générales du corpus que nous avons constitué. Nous apportons également certains éléments d'analyse de contenu de notre corpus, notamment du point de vue des limites et des potentialités du développement de l'économie sociale et de l'utilisation des ressources bénévoles et des ressources salariées dans les entreprises d'économie sociale. Cette analyse permet de repérer certains indices quant aux formes différenciées d'institutionnalisation de l'économie sociale dans les divers pays étudiés. Enfin, nous concluons cette deuxième partie en faisant une synthèse de l'analyse des données recueillies et en identifiant certaines pistes de recherche qui se dégagent de nos travaux.

La troisième grande partie du livre comporte deux sections. La première section comprend la liste des 811 références bibliographiques

recueillies – que nous avons numérotées et classifiées par ordre alphabétique – qui constitue une bibliographie de plus de quatre-vingt-dix pages. La bibliographie est suivie, dans une deuxième section, d'un index thématique qui permet de repérer rapidement les références bibliographiques associées à l'un ou l'autre des 81 mots clés que nous avons attribués aux documents répertoriés. Cet index thématique peut se révéler très utile à ceux et celles qui ne possèdent pas le support informatique nécessaire à l'utilisation de la base de données sur le logiciel *ProCite*. En effet, même s'il ne permet pas de croisements de mots clés ou de croisements avec d'autres variables inscrites dans les divers champs descriptifs (date, pays, langue, etc.) – opérations qu'on peut facilement réaliser avec la base de données informatique – cet index thématique est un outil de recherche assez complet puisqu'il permet d'explorer de manière ciblée la centaine de pages de références bibliographiques que nous avons constituées.

Il est important de souligner ici que le lecteur pourra obtenir, en s'adressant à l'adresse électronique inscrite au bas de cette page⁸, la base de données informatisée des références bibliographiques que nous avons recensées. Cette base de données sur support informatique permet, comme nous le mentionnions précédemment, d'effectuer des recherches plus sélectives parmi les 811 références retenues en tenant compte simultanément de plusieurs variables. Elle permet également l'impression sur papier et le transfert sur traitement de texte d'une ou de plusieurs références bibliographiques en fonction des besoins ou de la sélection de l'utilisateur. L'opérationnalisation de toutes ces commandes sur support informatique demeure toutefois conditionnelle à l'acquisition, par l'utilisateur, du logiciel *ProCite*, logiciel à partir duquel a été construite notre base de données (logiciel non inclus avec le document).

Enfin, le document se termine par la présentation, en annexe, d'un carnet de bord expliquant le fonctionnement des principales commandes du logiciel *ProCite* (Research Information Systems, 1987)⁹. Cette dernière partie comporte des informations expliquant le choix du logiciel *ProCite* comme support informatique à notre banque de données, ainsi que son mode de fonctionnement lors de travaux

8. larepps@uqam.ca

9. Research Information Systems (1987). *ProCite for the Macintosh. User's Manual Version 2.0*, Institute for Scientific Information.

de recherche ou lors de la consultation des données. Ce carnet devrait permettre aux utilisateurs de la banque de données de mieux comprendre la logique d'ensemble du logiciel, de connaître le contenu des champs d'indexation et, de manière générale, d'aborder de façon plus conviviale l'outil que nous mettons à leur disposition.

L'ÉCONOMIE SOCIALE : PROBLÉMATIQUE ET MÉTHODOLOGIE

1. ÉLÉMENTS DE PROBLÉMATIQUE ET IMPLICATIONS MÉTHODOLOGIQUES

Dès le départ, nous avons formulé notre projet de façon à ce qu'il devienne un outil de recherche pertinent qui soit plus qu'une simple accumulation de références bibliographiques sur les initiatives, les entreprises et les organismes d'économie sociale dans le domaine de la santé, des services sociaux et du bien-être. Pour ce faire, il était primordial, dans un premier temps, de bien définir notre cadre théorique et notre problématique afin de sélectionner les références bibliographiques en fonction des balises que nous nous sommes assignées pour délimiter notre corpus.

Ces balises font d'abord référence à la thématique de notre recension qui porte sur les transformations de l'État-providence en lien avec les composantes de la nouvelle économie sociale dans le secteur de la santé et du bien-être. Une fois le champ de notre recherche délimité, nous avons priorisé les composantes de la nouvelle économie sociale qui sont apparues au cours des 35 dernières années, ce qui éliminait de notre corpus les références aux anciennes composantes de l'économie

sociale, tels le Mouvement Desjardins, les fonds de développement ou les coopératives forestières.

Nous avons également distingué, dans notre devis initial, et en interface avec les transformations de l'État-providence, trois grandes catégories d'initiatives, d'organismes et d'entreprises d'économie sociale faisant partie du domaine de la santé et du bien-être :

- 1- Les ressources communautaires, coopératives, associatives (comme les organismes à but non lucratif [OBNL], etc.) qui dispensent des services ou qui organisent des activités dans le domaine de la santé, du bien-être et des affaires sociales (Vaillancourt, 1994 ; Bélanger, 1995, 1996 ; Bélanger et Lévesque, 1992) ;
- 2- Les structures de soutien au développement des entreprises d'économie sociale dans les communautés locales (Conseil de la santé et du bien-être, 1996 ; Rodrigue, 1996 ; Favreau et Lévesque, 1995 ; Favreau et Klein, 1995)¹⁰ ;
- 3- Les organismes communautaires d'intégration ou d'insertion au travail et de formation de la main-d'œuvre, comme par exemple ceux qui appartiennent au réseau du Regroupement québécois des organismes de développement de l'employabilité (RQODE).

Confrontés à l'ampleur du corpus lors de nos recherches préliminaires, il nous est rapidement apparu préférable de cibler en priorité la première catégorie d'organismes, compte tenu, d'une part, qu'une opération de recension semblable à la nôtre était déjà en cours à l'Université du Québec à Hull, sous la direction de Louis Favreau et de Jacques L. Boucher, concernant les deux dernières catégories, soit les structures de soutien au développement des entreprises d'économie sociale dans les communautés locales et les organismes d'intégration ou d'insertion au travail. D'autre part, un coup de sonde exploratoire dans la première phase de nos travaux nous avait déjà permis de relever un nombre important de documents liés à la thématique des ressources associatives et coopératives dispensant des services dans le domaine de la santé et

10. Rodrigue, Norbert (1996). *Documentation pour la Conférence sur le devenir social et économique du Québec*, les 18, 19 et 20 mars, Québec, Conseil de la santé et du bien-être, 50 pages.

CSBE (1996). *L'harmonisation des politiques de lutte à l'exclusion du marché du travail*, deuxième avis, Québec, septembre, 79 pages.

Favreau, Louis et Juan-Luis Klein (1995). «Présentation du dossier [sur les régions]», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 8, n° 1, printemps, 29-43.

du bien-être. Étant donné l'orientation donnée à notre recherche, nous avons donc convenu que la somme des écrits portant sur les ressources et les organismes d'économie sociale dispensant des services ou organisant des activités dans le domaine de la santé, du bien-être et des affaires sociales justifiait à elle seule une recension des écrits.

Néanmoins, il faut considérer que les thématiques abordées dans certains ouvrages et articles se situent à l'intersection de deux, sinon de plusieurs champs d'étude. Ceci a pour effet de créer des zones d'interdisciplinarité qui peuvent se situer, par exemple, à mi-chemin entre la thématique du développement local et celle de l'économie sociale. Nous avons donc arbitré ces références une à une en fonction de l'intérêt accordé par les auteurs à la question de l'économie sociale et de ses interfaces avec le domaine de la santé et du bien-être.

Par ailleurs, nous avons également dû nous positionner relativement à l'appartenance objective de certains organismes au secteur de l'économie sociale afin de savoir si nous devions ou non inclure dans nos travaux la littérature qui s'y rapporte. On doit comprendre que certains acteurs impliqués dans les activités de ces organismes refusent parfois de s'identifier au secteur de la nouvelle économie sociale. Cette reconnaissance fait d'ailleurs l'objet d'intenses débats, à l'heure actuelle, tant à l'intérieur des mouvements sociaux qu'entre l'État et les promoteurs de l'économie sociale au Québec (Boivin et Fortier, 1998b; REESADQ, 1998a; 1998b¹¹; Lamarche, 1998; Vaillancourt et Jetté, 1997). Or, si les discussions entourant ces débats n'ont pas permis de dégager un consensus social clair concernant la reconnaissance institutionnelle de certains groupes et la définition de l'économie sociale – la question des alliances et des rapports entre les diverses composantes de l'économie sociale se posant de manière cruciale à cet égard –, elles nous ont néanmoins fourni des indications fort pertinentes sur les caractéristiques et les orientations que chacun des acteurs concernés souhaite assigner à l'économie sociale. Ces débats ont ainsi mis en relief la volonté des acteurs sociaux de définir leur propre espace identitaire qui puisse fonder leur reconnaissance institutionnelle.

11. Regroupement des entreprises d'économie sociale en aide domestique (REESADQ) (1998a). «Ensemble, pour prendre en main notre avenir», *Coup d'œil sur le regroupement (Bulletin du REESADQ)*, www.clsc.org/REESADQ/index.htm.
 REESADQ (1998b). «Le champ d'activité à clarifier», *Coup d'œil sur le regroupement (Bulletin du REESADQ)*, www.clsc.org/REESADQ/index.htm.

C'est ainsi que la question de l'appartenance de certains organismes au secteur de l'économie sociale a exigé, de notre part, la mise en place de critères bien définis qui permettent de dépasser le principe de la simple adhésion subjective des acteurs afin de déterminer les conditions de leur appartenance objective. L'établissement de cette appartenance devient ainsi l'assise d'un processus méthodologique délimitant l'objet de notre étude de manière opérationnelle pour la recherche.

Nous avons ainsi choisi une définition de l'économie sociale qui soit la plus englobante possible. Pour ce faire, nous nous sommes appuyés sur plusieurs textes québécois qui ont marqué le débat sur cette question, notamment les documents produits par le Chantier de l'économie sociale (Groupe de travail sur l'économie sociale, 1996). Nous avons également puisé certains éléments de notre définition dans les travaux de plusieurs experts européens, dont Jacques Defourny (Defourny et Manzon Campos, 1992) et Claude Vienney (1994). Certains éléments de cette définition ont d'ailleurs été repris et synthétisés dans des articles et des documents récents (Vaillancourt *et al.*, 2000; Lévesque et Mendell, 1999; Lévesque et Vaillancourt, 1998; Lévesque et Ninacs, 1997; Lemieux et Vaillancourt, 1997; Vaillancourt et Labesse, 1997). Voici les principaux :

- L'économie sociale est constituée d'entreprises et d'organisations dont la spécificité est de combiner un groupement ou une association de personnes plutôt que d'actionnaires avec une entreprise ou une organisation produisant des biens et/ou des services afin de satisfaire certains besoins exprimés par les membres de l'association. Cette caractéristique permet donc de cibler (mais pas nécessairement dans leur totalité) les organismes communautaires, les coopératives et les OBNL comme des composantes essentielles de l'économie sociale.
- Les entreprises et les organisations relevant de l'économie sociale établissent leur propres structures organisationnelles et se veulent autonomes, c'est-à-dire qu'elles ne sauraient être confondues avec des institutions des secteurs public et marchand.
- Les entreprises et les organisations relevant de l'économie sociale sont des organisations formelles officiellement constituées, ce qui leur permet d'établir des règles spécifiques afin de réaliser des arbitrages entre les objectifs de viabilité économique qu'exige l'entreprise et les objectifs de rentabilité sociale correspondant aux besoins des membres. Ces règles peuvent être plus ou moins bien définies selon le statut juridique (coopérative, OBNL, société) et

autres conventions codifiées. Dans la plupart des cas, ces règles concernent la définition des activités, la désignation démocratique des dirigeants, la répartition des surplus ou des profits et l'appropriation de l'entreprise en cas de dissolution de manière à ce que l'aide de l'État et l'implication bénévole ne soient pas appropriés par quelques individus. Ces caractéristiques ont donc pour conséquence d'exclure de l'économie sociale les ressources informelles telles que les aidants naturels et les familles.

- Même si nous excluons du secteur de l'économie sociale le travail bénévole informel et le travail au noir, il n'en demeure pas moins que nous reconnaissons comme faisant partie intégrante de l'économie sociale les ressources bénévoles organisées formellement à partir d'un statut juridique reconnu (le plus souvent sur la base d'un statut d'organisme à but non lucratif). En outre, plusieurs des entreprises et des organisations de l'économie sociale comptent, du moins partiellement, sur des ressources bénévoles ou militantes afin de dispenser leurs services ou d'organiser leurs activités. Ces entreprises et ces organisations font donc appel aux principes de don et de réciprocité, même si le bénévolat ne constitue pas la dynamique exclusive de la production des services ou de l'organisation des activités (Polanyi, 1944)¹².
- Les entreprises et les organisations de l'économie sociale ne sont pas axées sur la recherche de profits. Elles se démarquent ainsi des entreprises du secteur marchand. Elles peuvent toutefois réaliser des surplus, à condition que les décisions concernant la redistribution de ces surplus soient prises collectivement en tenant compte à la fois d'objectifs sociaux et d'objectifs économiques.
- Les entreprises et les organisations de l'économie sociale évoluent principalement dans la production de biens ou de services, mais elles peuvent aussi déployer des activités de défense de droits et de promotion (comme par exemple, les Associations des coopératives d'économie familiale [ACEF]).

Une fois posés les principaux paramètres de notre définition, il nous est maintenant possible de distinguer les composantes du secteur de l'économie sociale de celles de trois autres secteurs économiques. En effet, plusieurs auteurs européens identifient l'économie sociale à un « tiers secteur » (ou acteur) de l'économie. Cette appellation provient du

12. Polanyi, Karl [1944] (1983). *La Grande transformation*, Paris, Gallimard, 419 pages.

souci de distinguer les entreprises de l'économie sociale à la fois de celles du premier secteur, soit de l'économie marchande (le marché), du deuxième secteur, soit de l'économie publique (l'État et ses prolongements dans le réseau public et parapublic) et du secteur informel, c'est-à-dire l'économie informelle (les aidants naturels, etc.)¹³. Cette représentation de l'économie sociale, renvoyant à un secteur de l'économie dans un ensemble de quatre secteurs (sphères ou acteurs), est assumée théoriquement dans les travaux de plusieurs chercheurs européens (Enjolras, 1995 a ; Kendall et Knapp, 1995 ; Taylor, 1995 ; Smith, Rochester et Hedley, 1995 ; Perri 6 et Vidal, 1994 ; Wistow *et al.*, 1994 ; Defourny et Monzon Campos, 1992).

Ce concept de tiers secteur nous permet donc d'examiner la place occupée par l'économie sociale dans la dispensation des services de santé et de bien-être, aux côtés des trois autres secteurs. C'est là un aspect important de notre analyse puisque, dans le contexte actuel de crise de l'État-providence, on assiste à une reconfiguration de l'offre de services entre ces quatre secteurs. Nous reviendrons sur ce point ultérieurement.

Pour l'instant, ces précisions apportées quant aux principaux éléments de définition de l'économie sociale, et à la place qu'elle occupe par rapport aux autres secteurs, sont suffisantes pour saisir l'essentiel du processus de sélection de notre corpus documentaire. Néanmoins, il subsistait toujours certaines difficultés concernant l'identification de la littérature traitant de notre sujet, soit le caractère complexe et diversifié de la réalité recouvrant le secteur de l'économie sociale, la polysémie du concept d'économie sociale et sa contemporanéité. Il fallait donc trouver des solutions opérationnelles à ces difficultés méthodologiques afin d'assurer la cohésion et la bonne marche de nos travaux. C'est ce que nous verrons dans la section suivante.

13. Certes, les auteurs, européens pour la plupart, qui utilisent la notion de tiers secteur ne parlent pas toujours explicitement d'un tiers secteur d'économie sociale. Si l'expression « tiers secteur d'économie sociale » est plus utilisée dans des pays comme la France et la Belgique, elle l'est beaucoup moins dans d'autres pays européens. Au Royaume-Uni, par exemple, certains auteurs vont parler d'un tiers secteur volontaire et communautaire tout en excluant les coopératives de ce tiers secteur (Kendall et Knapp, 1995). D'autres plaident pour que le tiers secteur inclut aussi les coopératives (Spear, Leonetti et Thomas, 1994 ; Defourny et Monzon Campos, 1992). Quant à nous, nous nous retrouvons davantage dans la deuxième position.

2. LA NOUVELLE ÉCONOMIE SOCIALE : UNE RÉALITÉ MOUVANTE ET DIVERSIFIÉE, UN CONCEPT POLYSÉMIQUE ET CONTEMPORAIN

Bien que le concept d'économie sociale ne soit pas nouveau et qu'il ait existé au Québec, comme ailleurs, bien avant la Marche des femmes contre la pauvreté en 1995, il n'en demeure pas moins que son utilisation généralisée et sa nouvelle représentation sociale sont récentes. À cet égard, précisons que notre définition large et inclusive a pour effet d'intégrer au secteur de de l'économie sociale la majeure partie des organismes communautaires du domaine de la santé et du bien-être au Québec. Ainsi, malgré une existence qui remonte à moins d'une trentaine d'années (mais parfois davantage), la plupart de ces organismes n'avaient, jusqu'à tout récemment, jamais été identifiés au secteur de la nouvelle économie sociale (Bélangier et Lévesque, 1992).

Cette situation représentait donc une source potentielle de confusion dans nos recherches, notamment lors de l'utilisation des bases de données informatisées, puisqu'on peut parler d'économie sociale sans la nommer comme telle. De plus, comme l'économie sociale regroupe des entreprises et des organisations œuvrant dans plusieurs secteurs d'activité, il fallait établir une liste des concepts, des secteurs d'activité et des désignations qui pouvaient, dans le domaine de la santé et du bien-être, être des synonymes ou des équivalents, dans la réalité, d'entreprises et d'organismes relevant de l'économie sociale. La liste des termes et des désignations, regroupés dans le tableau 1 ci-dessous, donne un aperçu des principaux thèmes que nous avons utilisés pour effectuer nos recherches :

TABLEAU 1
Principaux termes utilisés dans les recherches sur CD-ROM

Français	Anglais
communautaire	day care
économie sociale	mental health
économie solidaire	non-profit sector
économie plurielle	social economy
État-providence	social housing
femmes	social welfare
logement social	third sector
santé mentale	voluntary sector
services de garde	welfare pluralism
tiers secteur	

Nous avons donc effectué une recherche thématique large par l'entremise de bases de données en ligne et sur CD-ROM, en utilisant en tout ou en partie les stratégies de recherche énumérées précédemment. Dix-neuf (19) bases de données en ligne et sur CD-ROM (énumérées à la page suivante) ont ainsi été interrogées dans la première phase de notre collecte de données.

TABLEAU 2
Bases de données consultées

Base de données Titre et description	Couverture	Format	Période
<i>ABC POL-SCI</i> Sciences politiques et gouvernement	internationale	CD-ROM	1990 – 1999
<i>ABI/INFORM (R)</i> Affaires et gestion/ théorie et pratiques	internationale	en ligne	1990 – 2000
<i>ABI/INFORM</i> Affaires, management, économie	internationale	en ligne	1990 – 2000
<i>Ageline</i> Personnes âgées : contexte social, économique, santé	internationale	en ligne	1990 – fév. 1998
<i>CHOIX</i> Livres et périodiques francophones au Canada	canadienne	en ligne	1990 – 1998
<i>Canadian Business and Current Affairs</i> 500 périodiques et journaux canadiens/ Gestion	canadienne	en ligne	1990 – nov. 1999
<i>Francis</i> Sciences humaines et sociales	internationale	en ligne	1990 – mai 1999
<i>Harvard Business Review</i> Gestion	internationale	en ligne	1990 – 1998
<i>IAC Business A.R.T.S.</i> Sciences sociales et humaines	internationale	en ligne	1990 – 1998

TABLEAU 2
Bases de données consultées (*suite*)

Base de données Titre et description	Couverture	Format	Période
<i>IAC Management</i> Affaires et gestion/ théorie et pratiques	internationale	en ligne	1990 – fév. 1998
<i>Mental Health Abstract</i> Santé mentale	internationale	en ligne	1990 – fév. 1998
<i>PAIS</i> Affaires publiques, politiques, économiques	internationale	CD-ROM	1990 – janv. 2000
<i>REPÈRE</i> Périodiques francophones	pays francophones	en ligne	1990 – avril 2000
<i>Social Work Abstract</i> Service social	internationale	CD-ROM	1990 – oct. 1999
<i>Sociological Abstract</i> Sciences sociales/ sociologie	internationale	en ligne	1990 – 1998
<i>Sociofile</i> Sciences sociales et sociologie	internationale	CD-ROM	1990 – 1999
<i>Swet scan</i> Tables des matières électroniques/ 14 000 périodiques	internationale	en ligne	1990 – 1998
<i>Dissertation Abstract</i> Thèses et mémoires	internationale (<USA)	CD-ROM	1995 – 1999
<i>École des Hautes Études Commerciales</i> Base de données sur les coopératives	Québec	Bibliothèque Patrick Allen	1990 – 1998

3. LES CRITÈRES DE SÉLECTION DU CORPUS DOCUMENTAIRE

D'entrée de jeu, signalons que les documents qui font référence au secteur de l'économie sociale dans les pays de l'hémisphère Sud et de l'Asie (Amérique Latine, Japon, Thaïlande, etc.) n'ont pas été retenus

afin de prioriser la documentation provenant du Canada (et de ses provinces), des États-Unis et de la plupart des pays de l'Europe occidentale (Allemagne, Angleterre, Belgique, France, Italie, Suède, etc.). De plus, à l'intérieur de la littérature que nous avons privilégiée, nous avons considéré que, pour des fins de comparaison avec le Québec, la littérature européenne était plus pertinente que la littérature américaine.

La raison de ce choix s'explique facilement. Aux États-Unis, comme dans la plupart des pays de l'hémisphère Sud, il n'y a jamais eu d'État-providence achevé; tout au plus a-t-on pu, dans ces pays, bénéficier d'un *reluctant Welfare State*, c'est-à-dire d'un État-providence inachevé ne disposant même pas d'un système public d'assurance-santé universelle. À la différence du Canada et d'autres régions, notamment l'Europe de l'Ouest, ces pays n'ont pu compter sur l'institutionnalisation d'un ensemble de dispositifs publics et de politiques sociales qui tissent un filet de sécurité sociale permettant d'offrir à la population des services de santé et de bien-être universels et gratuits. Ce qui ne signifie pas pour autant que les formes prises par cet État-providence furent les mêmes au Canada et dans tous les pays européens, ni qu'elles répondaient aux mêmes impératifs politiques et socioéconomiques (Esping-Andersen, 1999). La configuration de l'État-providence pouvait en effet varier selon les pays. Néanmoins, on peut dire que la mise en place d'un dispositif providentialiste, après la Seconde Guerre mondiale, fut un trait commun de l'évolution politique de tous ces pays.

Or, notre thème de recherche porte spécifiquement sur l'économie sociale dans le contexte de la transformation de l'État-providence. Dès lors, il ne peut donc y avoir eu, dans les pays ayant fonctionné en vertu d'une régulation providentialiste «inachevée», de transformation importante de l'État-providence puisque celui-ci n'a jamais existé pleinement. Dans ce contexte, l'apparition d'un nouveau partenariat entre le secteur public et le secteur de l'économie sociale, tel que nous l'entendons dans notre problématique, ne peut se poser. Voilà pourquoi nous n'avons pas retenu la littérature sur l'économie sociale issue de certains pays. Néanmoins, attendu la proximité géographique des États-Unis et leur influence politique énorme sur le Canada, nous avons malgré tout cru bon de recenser certaines pièces de la littérature américaine qui abordent la question du «*non-profit sector*». Ces documents devraient nous permettre de brosser un tableau des principales composantes du secteur de l'économie sociale aux États-Unis et de comparer leur évolution avec celles d'autres pays ayant bénéficié d'un dispositif providentialiste plus élaboré.

D'autres critères de sélection ont contribué à diminuer le nombre initial de références identifiées dans la première phase de notre collecte de données. Ainsi, nous avons retiré de notre banque de données la grande majorité des articles dont le nombre de pages se situait en deçà de cinq, de manière à ne conserver que les pièces significatives du point de vue analytique et scientifique. Les articles d'opinion, les éditoriaux de revues ou de journaux, les descriptions ou évaluations sommaires d'organismes ou de secteurs n'ont donc pas été retenus, sauf lorsque ces écrits illustraient la position officielle d'acteurs sociaux concernés par la question de l'économie sociale. Dès lors, étant donné l'application de cette règle minimale concernant le nombre de pages, il est clair que nous n'avons pas procédé à une revue de presse sur le thème de l'économie sociale. Nous avons toutefois fait preuve de flexibilité dans l'application de ce principe afin de sauvegarder certains documents qui nous apparaissaient intéressants malgré leur non-conformité aux critères de sélection de notre corpus général. Nous nous sommes entendus, par exemple, pour conserver le dossier complet d'une revue qui contiendrait plusieurs articles courts sur l'économie sociale.

En terminant, soulignons également que cette revue de littérature ne prétend aucunement réaliser une recension exhaustive de toute la documentation portant sur l'économie sociale dans les divers pays mentionnés précédemment, pour la période couverte par notre recherche. Nous sommes conscients des limites de nos stratégies de recherche et de l'inégalité des moyens mis en œuvre afin de sonder certains segments de la littérature. En effet, le lieu d'enracinement de nos équipes de recherche, la connaissance approfondie des chercheurs principaux (Benoît Lévesque et Yves Vaillancourt) des milieux concernés par l'économie sociale au Québec, notre fréquentation quotidienne de la littérature québécoise sur le sujet, tous ces facteurs ne peuvent qu'avoir favorisé l'identification de références québécoises, notamment en ce qui a trait à la littérature produite par certains acteurs des mouvements sociaux. De plus, le séjour d'une dizaine de jours de Christian Jetté en Saskatchewan, un des professionnels de recherche ayant travaillé pour ce projet, ainsi qu'un voyage effectué par Yves Vaillancourt en Angleterre, au cours de nos travaux de recherche, ont permis une cueillette peut-être plus substantielle de documentation dans ces lieux.

4. NOTRE STRATÉGIE DE CUEILLETTE DE DONNÉES

Par ailleurs, notre connaissance de la littérature touchant l'économie sociale nous laissait croire que la stratégie de collecte de données élaborée à partir du support informatique avait été utile, mais qu'elle comportait aussi certaines limites puisqu'elle n'épuisait pas toutes les possibilités d'identification et de sélection de références bibliographiques liées à notre sujet d'étude. Dans une seconde phase, nous avons établi une liste des revues susceptibles de contenir des articles traitant de l'économie sociale (ou de thèmes équivalents). Cette liste fut dressée en fonction de la proximité du contenu rédactionnel de ces revues avec le thème de notre étude, de la fréquence de leur utilisation référentielle par la communauté scientifique et de leur ouverture interdisciplinaire. Nous avons consulté tous les numéros de ces revues depuis le mois de janvier 1990 afin d'en extraire les articles pertinents pour nos travaux. La liste ci-dessous présente le nom de ces revues ainsi que leur lieu d'édition :

<i>Annales de l'économie publique, sociale et coopérative</i>	Oxford, Angleterre
<i>Économie et Solidarités</i>	Québec, Canada
<i>Intervention</i>	Montréal, Canada
<i>L'actualité économique</i>	Montréal, Canada
<i>Nouvelles pratiques sociales</i>	Québec, Canada
<i>Revue des études coopératives, mutualistes et associatives</i>	Paris, France
<i>Lien social et Politiques</i>	Montréal, Canada
<i>Service social</i>	Québec, Canada
<i>Sociologie du travail</i>	Paris, France
<i>Voluntas</i>	New York, États-Unis
<i>Revue canadienne de politiques sociales</i>	Ottawa, Canada

Cette liste ne contient pas le nom de toutes les revues auxquelles nous faisons référence dans notre base de données. Elle présente uniquement les périodiques que nous avons fouillés de manière plus systématique suite à une première phase de collecte de données effectuée sur les CD-ROM et les bases de données en ligne.

Cette stratégie à deux volets a été rendue nécessaire en raison des divers facteurs mentionnés précédemment, soit le caractère polysémique du concept, la nature variée de ses composantes et sa relative contemporanéité. Les particularités de notre objet d'étude rendaient ainsi plus ou

moins complets les résultats obtenus à partir d'une stratégie de collecte de données axée uniquement sur les supports informatiques.

Nous avons donc recueilli plusieurs références à partir de notre propre connaissance de la littérature conventionnelle (articles, monographies, rapports de recherche, etc.) et de certains éléments de la « littérature grise » ayant une diffusion plus restreinte (publications gouvernementales, documents syndicaux, mémoires d'organismes, prises de position d'associations, conférences d'experts, actes de colloques, etc.). Soulignons ici que la disponibilité des documents et les informations relatives à leur localisation représentaient des critères essentiels qui conditionnaient le choix des références retenues. Ainsi, malgré les restrictions de diffusion qui peuvent toucher certains documents de la « littérature grise », ces critères ont été appliqués tant pour cette littérature que pour la littérature conventionnelle.

Nous sommes également redevables, pour une trentaine de références, à la consultation d'une banque de données sur le mouvement coopératif (Lévesque et Malo, 1991 ; 1995)¹⁴, produite par Benoît Lévesque et Marie-Claire Malo¹⁵, et au travail effectué par une équipe de chercheuses féministes de l'Université du Québec à Montréal, membres de l'équipe « Économie sociale, santé et bien-être »¹⁶. En comptabilisant les références que nous avons nous-mêmes identifiées dans les revues, c'est donc plus de 500 références qui sont venues s'ajouter aux titres que nous avions déjà trouvés sur CD-ROM et sur les bases de données en ligne. Au total, notre banque de données regroupe donc 811 références bibliographiques qui ont été répertoriées sur support informatique par l'entremise du logiciel *ProCite*.

14. Lévesque, Benoît et Marie-Claire Malo (1991). « L'avenir de la recherche universitaire sur les coopératives : l'exemple du Québec », *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, Paris, n° 39, 87-99.

Lévesque, Benoît et Marie-Claire Malo (1995). « Les études sur les coopératives : base de données bibliographiques, centres de recherche universitaires », dans Séguin, Marie-Thérèse (sous la direction de), *Pratiques coopératives et mutations sociales*, Paris, L'Harmattan, 247-267.

15. Cette base de données est disponible à l'École des Hautes Études Commerciales (HEC) de Montréal. Elle a pu être mise sur pied grâce à une subvention du Conseil de la recherche en sciences humaines du Canada (CRSHC).

16. L'équipe de chercheuses féministes était constituée de Francine Descarries, professeure au département de sociologie de l'UQAM, Christine Corbeil, professeure au département de travail social de l'UQAM, et Elsa Galerland, étudiante et assistante de recherche.

5. LES MOTS CLÉS ET LES THÉMATIQUES IDENTIFIÉES

En fonction du cadre théorique et de la problématique qui sous-tendent nos travaux, nous avons subdivisé notre thématique générale, soit l'économie sociale dans le contexte de transformation de l'État-providence, en plusieurs sous-thèmes liés au domaine de la santé et du bien-être. Nous avons par la suite attribué des mots clés à chacun des sous-thèmes identifiés de manière à pouvoir classifier les références répertoriées en fonction d'un certain nombre de concepts liés directement à notre problématique.

Cette liste de mots clés a donc été élaborée, dans une première étape, à partir d'une stratégie déductive s'appuyant sur la définition de trois grandes dimensions constitutives de l'action des acteurs sociaux, soit la dimension des rapports sociaux, la dimension institutionnelle et la dimension organisationnelle. Ces dimensions ont déjà été présentées et explicitées dans certains écrits et elles ont été largement utilisées dans plusieurs travaux scientifiques exécutés, soit par les signataires de ce rapport, soit par des chercheurs avec lesquels nous avons collaboré dans nos équipes de recherche respectives (Vaillancourt et Jetté, 1997; Jetté, 1997¹⁷; Comeau, 1996¹⁸; Lévesque, 1994; Mager, 1995¹⁹; Bélanger et Lévesque, 1992b; 1991; Boucher, 1994; 1991²⁰). Nous ne comptons donc pas reprendre ici en détail les explications concernant la pertinence de notre approche. L'ampleur et la richesse des analyses produites jusqu'ici ont largement fait la preuve de la fécondité conceptuelle et empirique de notre approche théorique. Nous préférons plutôt renvoyer le lecteur à certains ouvrages qui traitent plus en profondeur de cette question, tout en précisant que notre cadre conceptuel emprunte

17. Jetté, Christian (1997). *Analyse des positions de la Fédération des affaires sociales en rapport avec les nouvelles formes d'organisation du travail (1970-1994)*, Cahiers du LAREPPS et du CRISES (mémoire de maîtrise en sociologie), Montréal, UQAM, département de travail social et de sociologie, 176 pages.

18. Comeau, Yvan (1996). *Grille de collecte et de catégorisation des données pour l'étude d'activités de l'économie sociale*, Université du Québec à Montréal, Cahiers du CRISES, n° 9605, 13 pages.

19. Mager, Lucie (1995). *Les monographies d'entreprises du CRISES: profil des études réalisées ou en cours au sein des équipes Acteurs sociaux et Entreprise*, Université du Québec à Montréal, Cahiers du CRISES, 95-03, 40 pages.

20. Boucher, Jacques (1991). *Théorie de la régulation et rapport salarial*, Université du Québec à Montréal, Cahiers du CRISES, 90-01, 90 pages.

Boucher, Jacques (1994). *Transformation du discours de la CSN sur la modernisation sociale des entreprises (1970-1992)*, thèse de doctorat en sociologie, Université du Québec à Montréal, Cahiers du CRISES, 94-01, 283 pages.

ses principaux éléments à la théorie de la régulation (Boyer, 1990 ; Lipietz, 1989 ; Aglietta, 1987 ; Coriat, 1979)²¹ ainsi qu'à la théorie de l'action collective (Touraine, 1999 ; 1984 ; 1978 ; 1973)²².

Ce renvoi ne peut toutefois nous dispenser d'identifier clairement les thèmes et les concepts rattachés à chacune de ces trois dimensions dans le cadre de nos travaux actuels. Il s'agit en fait d'opérationnaliser notre cadre théorique et la problématique qui en découle, afin de produire une grille d'analyse adaptée au thème de l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être dans un contexte de transformation de l'État-providence. Avant d'exposer, à la sous-section 5.7, le contenu que nous allons donner à chacune de ces trois dimensions, il nous faut au préalable présenter de manière plus élaborée certaines composantes de notre problématique, ce que nous allons faire dans les sous-sections suivantes.

5.1 La crise et la transformation de l'État-providence

Dans notre problématique, nous distinguons la période historique de construction de l'État-providence qualifiée de «fordiste» (1945-1980), celle de la crise (1981-1990) et celle de la transformation du modèle de développement fordiste (1991-1999), transformation qui touche à la fois le travail, l'État-providence, les services publics, etc.

Nos références théoriques nous ont amenés, dans plusieurs de nos travaux, à donner de l'importance à l'examen de l'organisation du travail tayloriste propre à l'ère du fordisme, ainsi qu'à l'examen de l'organisation des services souvent providentialiste également propre au fordisme. Ainsi, nous retrouvons dans notre problématique une

21. Boyer, Robert (1990). «Pour une seconde génération de travaux sur la régulation», dans Boismenu, Gérard et Daniel Drache, *Politique et régulation*, Montréal, Éditions du Méridien, 7-26.

Lipietz, Alain (1989). *Choisir l'audace. Une alternative pour le XXI^e siècle*, Paris, Éditions La Découverte, 155 pages.

Aglietta, Michel (1987). «Les métamorphoses de la société salariale», *Interventions économiques*, n^o 17, hiver, 169-184.

Coriat, Benjamin (1979). *L'atelier et le chronomètre*, Paris, Christian Bourgeois Éditeur, 300 pages.

22. Touraine, Alain (1973). *Production de la société*, Paris, Seuil, 543 pages.

Touraine, Alain (1978). *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 315 pages.

Touraine, Alain (1984). *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard, 350 pages.

Touraine, Alain (1999). *Comment sortir du libéralisme?*, Paris, Fayard, 164 pages.

prise en considération du croisement de deux rapports sociaux distincts, soit les rapports de travail et les rapports de consommation. Cette identification du double déficit de participation (c'est-à-dire celle des producteurs de services et celle des consommateurs) dans le modèle de développement fordiste nous amène, dans le contexte de crise du fordisme et de transformation de l'État-providence, à mettre en relief les potentialités de renouvellement des pratiques misant sur un double «*empowerment*» appelant de nouvelles alliances entre les producteurs et les consommateurs de services (Bélanger et Lévesque, 1991 ; 1992 ; Bélanger, Boucher et Lévesque, 1994 ; Vaillancourt, 1994 ; 1995 et 1996).

Ainsi, la crise de l'État-providence se ramène en partie à une crise du providentialisme. Cette crise, outre ses enjeux financiers (crise fiscale de l'État), s'approfondit à travers une large remise en question de l'organisation tayloriste du travail par certaines catégories de travailleurs de ce secteur et s'étend à une restructuration nécessaire du système de l'offre de services sociaux à laquelle exigent de participer non seulement les travailleurs mais aussi les usagers, représentés notamment par le mouvement communautaire ou encore par les adeptes de la décentralisation vers les collectivités et les régions. La régulation bureaucratique centralisée est actuellement remise en question compte tenu du peu d'efficacité dont elle fait preuve pour résoudre les problèmes avec lesquels sont aux prises les entreprises et les organisations, tant du secteur privé que du secteur public. La centralisation des décisions chez les experts bloque les innovations dans tous les domaines : organisation du travail, conventions collectives, ajustements aux nouvelles formes de concurrence par la qualité. Par ailleurs, la remise en cause du providentialisme rejoint les principes mêmes du partage de la légitimité et des compétences entre l'État et la société civile ; elle pousse ainsi à réanimer une solidarité civile intermédiaire, sans doute complémentaire, qui se constitue sur plan des groupes et des territoires et agit globalement sur le bien-être socioéconomique et la santé publique.

Pour resituer l'économie sociale dans le contexte de la crise de l'État-providence, il importe de rappeler que la transformation actuelle du réseau de la santé et des services sociaux s'inscrit dans la recherche d'un nouveau modèle de développement, une recherche capable de faire le deuil de certains traits du vieux contrat social fordiste issu des «*30 glorieuses*» (Rosanvallon, 1995 ; Roustang *et al.*, 1996²³;

23. Roustang, Guy *et al.* (1996). *Vers un nouveau contrat social*, Paris, Desclée de Brouwer, 186 pages.

Vaillancourt, 1995, 1996; Bélanger et Lévesque, 1991, 1992; Bélanger, Boucher et Lévesque, 1994; Favreau et Lévesque, 1995). Dans ce contexte de transformation menant à une nouvelle configuration sociale post-fordiste et post-providentialiste, l'économie sociale, sans être une panacée, peut, à certaines conditions, être un moyen de dépasser le « double déficit de participation » évoqué plus haut.

5.2 La transformation de l'État-providence au Québec dans le domaine de la santé et du bien-être

Pour saisir les possibilités de l'économie sociale dans les transformations en cours, notamment dans le domaine de la santé et du bien-être au Québec, il importe de partir d'une relecture novatrice de l'héritage de la réforme Castonguay des années 1970 et de l'évolution du système depuis. Au Québec, plus que dans les autres provinces canadiennes, la réforme Castonguay a signifié le recours à une intervention intensive et centralisée de l'État, non seulement sur le plan du financement et de la régulation des services, mais aussi sur le plan de leur distribution. Pendant les années 1970, cela a donné lieu à un moratoire à l'endroit du secteur privé et à une méfiance à l'endroit du recours aux ressources de l'économie sociale et de l'économie informelle qui furent pratiquement oubliées (ce qui ne veut nullement dire qu'elles avaient disparu). Cette réforme a accrédité, dans la conscience de plusieurs, une vision voulant que le progrès social passe par un recours quasi exclusif à la forme étatique de distribution des services. Dans une telle perspective, toute diminution de la distribution étatique des services, voire toute réponse non publique à de nouveaux besoins, est perçue comme un recul souvent associé à la privatisation. Aussi, pour se prémunir de la privatisation, certains acteurs sociaux ont le réflexe de s'accrocher à l'étatisation (Vaillancourt et Jetté, 1997; Jetté, 1997²⁴; Vaillancourt, 1995; Bélanger, 1992).

Depuis le début des années 1980, avec la crise du modèle de développement fordiste et providentialiste, les ressources du secteur d'économie sociale ont commencé à être redécouvertes par l'État. Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a commencé à soutenir les organismes communautaires intervenant auprès des jeunes, des femmes, des personnes âgées, des personnes handicapées ou des personnes ayant des problèmes de santé mentale. Il a redécouvert en même temps les potentialités des CLSC et l'importance des politiques de maintien à domicile et de désinstitutionnalisation concernant les

24. Jetté, Christian, *op. cit.*

personnes âgées et les personnes handicapées. De 1981 à 2000, l'action gouvernementale est demeurée néanmoins hésitante et n'a pas donné lieu à un virage politique cohérent.

Récemment, les transformations amorcées par le MSSS, notamment la réforme Côté en 1991 et la réforme Rochon en 1996 (Rochon, 1996)²⁵, ont permis une plus grande reconnaissance des organismes relevant de l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être. Néanmoins, elles sont restées, jusqu'à un certain point, inachevées. D'une part, la réforme Côté a bien permis aux usagers et à certains organismes communautaires, dont le rôle avait été jusque-là marginalisé dans la programmation des plans de services, de se faire reconnaître et de mieux faire entendre leurs revendications. Mais leur pouvoir d'influence est demeuré tout de même assez limité compte tenu de la force d'inertie qui semble caractériser le système. D'autre part, la réforme Rochon a insufflé un vent de changement favorisant la désinstitutionnalisation et le déplacement de certains services vers les organismes issus des communautés. Or, les transferts de ressources qui devaient accompagner ces transformations n'ont pas été à la hauteur des besoins ni des objectifs déclarés. La réforme du ministre Rochon semble plutôt avoir été soumise à des priorités politiques externes au MSSS, dont celle du déficit zéro; ce qui en a amené plusieurs à douter qu'elle puisse viser en même temps un authentique renouvellement des pratiques et des politiques.

Le tableau des pages suivantes fait la synthèse de nos remarques sur la transformation de l'État-providence au Québec dans le domaine de la santé et du bien-être en mettant en relief principalement la place de l'État et de l'économie sociale dans la dispensation des services selon les périodes historiques concernées. Nous y avons ajouté des remarques concernant les années 1960 afin de mettre davantage en perspective les transformations survenues au cours des années 1970 suite à la mise en application de la réforme Castonguay-Nepveu²⁶.

25. Rochon, J. (1996). «Le développement social», dans Conseil de la santé et du bien-être (sous la direction de), *Rapport du colloque Pour favoriser le potentiel des personnes [...]*, Québec, CSBE, 55-61.

26. Ce tableau, et plusieurs des éléments d'analyse qui l'accompagnent, est le fruit de travaux de recherche faits dans le cadre du projet «30 ans de développement des pratiques en travail social au Québec (1960-1990)». Ce projet de recherche, dirigé par Yves Vaillancourt, a pu être réalisé grâce à des subventions provenant du Conseil de la recherche en sciences humaines du Canada (CRSHC) et du Fonds de développement académique du réseau de l'Université du Québec (FODAR).

TABLEAU 3
Nature des transformations institutionnelles du système sociosanitaire québécois selon la période historique concernée

Période historique	Nature des transformations institutionnelles du système sociosanitaire québécois
<p align="center">1960-1972 Montée de l'État-providence I</p>	<p>Période de transition entre une régulation de type libéral et une autre de type providentialiste dans le domaine sociosanitaire québécois. Le secteur privé et les organismes caritatifs (principalement religieux) sont encore très présents dans la dispensation des services même si leur financement relève de plus en plus du secteur public. Les composantes démocratiques et solidaires du secteur de l'économie sociale en sont encore à leurs premiers balbutiements (animation sociale, comités de citoyens, maisons de quartier, cliniques populaires, etc.).</p>
<p align="center">1973-1981 Montée de l'État-providence II</p>	<p>Période d'étatisation intense dans le secteur de la santé et des services sociaux (réforme Castonguay-Nepveu). Les principales composantes du système (hôpitaux, agences, orphelinats, etc.) sont désormais sous la juridiction de l'État provincial qui assurait déjà la majeure partie du financement dans la décennie précédente. C'est l'âge d'or du providentialisme et du syndicalisme dans le secteur public. Au cours de cette période, on a pratiquement oublié les organismes communautaires, pourtant encore présents (organismes qu'on identifie aujourd'hui à la nouvelle économie sociale). Se manifestent, également durant cette période, les premiers signes de la crise du fordisme et du providentialisme, ce qui entraîne un antagonisme et une radicalisation des positions entre les partisans de la poursuite du mouvement d'étatisation et ceux qui souhaitent voir ce processus s'arrêter ou, du moins, ralentir.</p>
<p align="center">1982-1991 Crise de l'État-providence I</p>	<p>Période de crise du modèle providentialiste. On cherche à tâtons à redéfinir les façons de faire selon un agenda soit néolibéral (privatisation, désassurance, etc.) ou paternaliste (banques alimentaires, aide ponctuelle d'organismes à vocation religieuse, etc.), soit étatiste ou providentialiste (défense du statu quo, volonté de maintenir et d'étendre le secteur public à l'ensemble des services sociaux et de santé, etc.).</p>

TABLEAU 3
Nature des transformations institutionnelles du système sociosanitaire québécois selon la période historique concernée (suite)

Période historique	Nature des transformations institutionnelles du système sociosanitaire québécois
	<p>Durant cette période, les organismes communautaires ayant des interfaces avec le domaine de la santé et du bien-être reviennent progressivement sur la scène, même s'ils sont encore considérés comme des acteurs marginaux par les acteurs des deux autres tendances, notamment par les syndicats du secteur public du domaine de la santé et des services sociaux qui adoptent une stratégie défensive devant les transformations en cours.</p>
<p align="center">1992-1999 Crise et reconfiguration de l'État-providence II</p>	<p>Période de redéfinition de l'État-providence et du modèle providentialiste dans laquelle on redécouvre les potentialités de la société civile et des formations sociales qui en émanent tels les organismes communautaires (notamment en vertu de la loi 120 dans le domaine de la santé et des services sociaux). Ceux-ci se constituent progressivement en un véritable secteur au sein de ce qu'on appelle désormais la «nouvelle économie sociale». Néanmoins, le vent néolibéral souffle toujours sur la société québécoise et certains tenants de cette vision cherchent à récupérer à leur avantage les bénéfices que procure l'implication des entreprises d'économie sociale dans la production et la dispensation des services sociaux et de santé tout en se défilant devant les conditions de développement qu'elle requiert (financement adéquat, formation accrue des travailleurs et travailleuses, amélioration des conditions de travail, etc.). Quant aux organisations syndicales du domaine de la santé et des services sociaux, elles poursuivent leur stratégie défensive visant à maintenir le statu quo et ce, en dépit de quelques timides ouvertures suscitées par les pressions de leur membership ainsi que par les organisations centrales de qui elles relèvent.</p>

5.3 L'économie sociale et la *Politique de la santé et du bien-être* (PSBE)

Formellement, le concept d'économie sociale est absent de la PSBE. Toutefois, la réalité de l'économie sociale y est fort présente. Cela devient évident dès que l'on rappelle que les organismes communautaires représentent un segment important des ressources appartenant de plain-pied à l'économie sociale. La PSBE fait des ouvertures sur l'économie sociale, lorsqu'elle invite à prendre le virage du curatif au préventif, à miser sur les ressources légères dans la communauté et à tenir compte des variables exogènes au réseau, soit les déterminants de la santé et du bien-être (c'est-à-dire les « conditions de vie » mises en évidence par la stratégie # 3) (Québec, 1992²⁷ ; Vaillancourt, 1994 ; Renaud et Bouchard, 1994²⁸ ; Rodrigue, 1996²⁹). Cela signifie une reconnaissance des potentialités de l'économie sociale.

La PSBE vise une transformation profonde du système de santé et de services sociaux en misant aussi sur des variables endogènes au réseau, et cela passe par un nouveau partage des responsabilités entre les ressources du secteur public et celles des autres secteurs, dont l'économie sociale. Mais cela passe aussi par la mise en place de nouvelles formes d'organisation du travail.

En somme, la contribution de l'économie sociale se réfère principalement aux stratégies # 2, 3, 5 et 6 de la PSBE, ainsi qu'aux objectifs spécifiques de cette politique qui touchent des pratiques sociales en voie de transformation dans lesquelles les contributions des ressources de l'économie sociale dans la dispensation des services paraissent plus évidentes. Nous pensons aux objectifs # 2 (les enfants et les jeunes ayant des troubles de comportement), # 4 (la violence faite aux femmes), # 5 (l'itinérance), # 6 (la toxicomanie), # 13 (le sida), # 16 (la santé mentale), # 17 (le suicide), # 18 (les personnes âgées), # 19 (les personnes ayant des incapacités physiques et intellectuelles).

Mais c'est surtout en regard de la mise en œuvre des stratégies # 2 et 3 de la PSBE, stratégies qui visent, d'une part, à améliorer les conditions

27. Québec, *op. cit.*

28. Renaud, Marc avec la collaboration de Louise Bouchard (1994). « Expliquer l'inexpliqué: l'environnement social comme facteur clé de la santé », *Interface*, vol. 15, n° 2, 15-25.

29. Rodrigue, Norbert, *op. cit.*

de vie des populations (revenu, scolarisation, logement et emploi) et, d'autre part, à soutenir leurs milieux de vie, que l'apport de l'économie sociale semble le plus prometteur. Les études de pointe sur les coûts du système de santé et de bien-être, au Canada et dans les pays de l'OCDE, convergent. L'amélioration de la santé et du bien-être de la population passe moins par l'ajout de nouvelles ressources budgétaires et humaines dans le système de services que par la réallocation des ressources et la prise en considération des déterminants de la santé et du bien-être situés à l'extérieur du système sociosanitaire. Elle exige le passage d'une perspective curative à une perspective préventive et attentive aux facteurs environnementaux (Bélanger, 1992; Québec, 1992³⁰; Renaud et Bouchard, 1994³¹; Evans, Barer et Marmor, 1994; CSBE, 1995³²). À cet égard, la consolidation de l'économie sociale apporterait la diffusion d'un souffle d'économie solidaire dans l'ensemble de l'économie et de la société.

En effet, plusieurs recherches sur le développement économique communautaire et sur l'économie sociale ont permis de mettre en évidence la capacité qu'ont les entreprises d'économie sociale de revitaliser le tissu social et la qualité de vie dans une localité ou dans un quartier (Favreau et Klein, 1995; Favreau et Lévesque, 1995; CSBE, 1995³³). Or, la transformation du réseau de la santé et des services sociaux invite à miser sur les acteurs qui ont justement développé une riche expertise dans le développement local. C'est ici que l'économie sociale pourrait jouer un rôle accru et avoir des retombées positives sur les cultures publique et privée.

Dans cette optique, il faut également considérer l'apport des organismes de l'économie sociale du point de vue du soutien au milieu de vie (stratégie # 2), et plus particulièrement dans le soutien au milieu de travail et dans le renforcement des réseaux sociaux. C'est ce que nous verrons au point suivant.

30. Québec, *op. cit.*

31. Bouchard, Marc et Louise Bouchard, *op. cit.*

32. Conseil de la santé et du bien-être (CSBE) (1995). *Un juste prix pour les services de santé. Avis au ministre de la Santé et des Services sociaux*, Québec, Gouvernement du Québec, 52 pages.

Evans, R. G., Barer, M. L et T. R. Marmor (sous la direction de) (1994). *Why Are Some People Healthy and Other Not? The Determinants of Health of Populations*, New York, Aldine de Gruyter, 380 pages.

33. CSBE, *op. cit.*

5.4 L'économie sociale et les rapports sociaux de production

La question des rapports sociaux de production dans le système de santé et de bien-être est cruciale à l'heure actuelle, car la crise du providentialisme ne peut être dissociée, comme nous l'avons souligné précédemment (cf. 5.1), de la remise en question de l'organisation tayloriste du travail qui prévaut dans la majorité des institutions des secteurs privé et public. De plus, les formes prises par l'organisation du travail n'ont pas qu'un impact sur les milieux de travail. Elles dictent le sens des rapports sociaux et règlent, pour une bonne part, la façon de vivre des individus dans la société (Polanyi, 1944)³⁴. On comprend donc ici toute l'importance que prennent les rapports sociaux de production dans l'analyse des transformations actuelles du système de santé et de bien-être.

Dans l'organisation fordiste du réseau de la santé et des services sociaux, le taylorisme caractérise les relations de travail dans le secteur public tout autant que dans le secteur privé. Il est moins présent dans le secteur de l'économie sociale, mais peu d'acteurs et d'analystes prennent en considération ce facteur que nous jugeons d'une importance capitale pour comprendre la crise et la remise en question du modèle providentialiste. Ainsi, le fonctionnement démocratique des organismes relevant de l'économie sociale tend à inclure la participation des travailleurs et des usagers aux orientations de la production des services, et se caractérise donc par « l'absence de rupture entre le producteur et l'utilisateur, rupture qui est à l'origine des modèles marchand et étatique » (Godbout, 1998 : 45).

Avec la transformation de l'État-providence, l'économie sociale tend à consolider sa position en tant que troisième secteur (tiers secteur) dans la dispensation des services sociaux et de santé. C'est ainsi que son expertise originale sur le plan de l'organisation démocratique du travail fait place plus audacieusement à la participation du personnel dans la planification, la gestion et l'évaluation des services et des activités. À condition que le pari de l'hybridation soit assumé et que le meilleur de la culture de l'économie sociale soit sauvegardé et consolidé, on peut penser que plusieurs composantes de l'économie sociale pourront exercer une influence et devenir ainsi un référent qui stimulerait la démocratisation de l'organisation du travail dans les entreprises des secteurs public et marchand.

34. Polanyi, *op. cit.*

Cette caractéristique de plusieurs organismes d'économie sociale est d'autant plus importante qu'elle s'inscrit parfaitement dans les objectifs poursuivis par la stratégie # 2 de la PSBE, soit le soutien au milieu de travail. En effet, à l'instar des auteurs de cette politique, nous croyons que «le milieu de travail peut contribuer à maintenir ou même à améliorer la santé, physique et mentale, et le bien-être, particulièrement s'il représente une source de réalisation personnelle et qu'il donne à l'individu le sentiment d'exercer un certain contrôle sur l'organisation du travail» (Québec, 1992: 148)³⁵.

Encore une fois, l'apport des diverses composantes de l'économie sociale pourrait s'avérer un atout précieux pour la mise en œuvre de certaines dimensions de la PSBE, notamment en ce qui concerne les questions de soutien au milieu de travail et d'instauration de nouvelles formes d'organisation du travail.

5.5 L'économie sociale et les rapports sociaux de consommation

Nous avons brièvement abordé la question des rapports sociaux de consommation à la sous-section 5.1. Rappelons simplement ici, que la crise du fordisme et du providentialisme est à la fois une crise qui a frappé les rapports de production et les rapports de consommation. Du point de vue des consommateurs de services, elle se manifeste par une contre-productivité du système. Malgré des investissements énormes consentis pour le développement de la haute technologie médicale, le système sociosanitaire n'a pas été en mesure de mettre un terme à l'accroissement des inégalités en matière de santé et de bien-être liées aux conditions socioéconomiques des divers segments de la population. En outre, l'absence de participation des utilisateurs de services à la définition des priorités de programmation et de prestation de services rend compte d'«un mode de consommation passif et consumériste où les individus-usagers n'ont aucun droit de regard sur leurs propres soins de santé» (Bélanger et Lévesque, 1991: 36).

Ce constat fait généralement consensus auprès des experts. Il a d'ailleurs été repris par le Conseil de la santé et du bien-être dans les énoncés de sa politique se rapportant aux enjeux liés à la santé et au

35. Québec, *op. cit.*

bien-être de la population (Québec, 1992 : 19-21)³⁶. Ces inégalités persistantes entre groupes socioéconomiques différents, entre hommes et femmes et entre territoires différenciés ont donné des munitions aux acteurs, pour la plupart issus de la tendance néolibérale, qui souhaitent voir démanteler un système public qu'ils jugeaient inefficace. Ces acteurs perçoivent donc, dans les effets pervers du providentialisme, un prétexte pour accroître la marchandisation des services et dénoncer les pratiques bureaucratiques et technocratiques des institutions publiques. Or, une analyse de la situation des pays de l'OCDE démontre que « plus le secteur privé prend de l'importance dans les services de santé, moins les dépenses totales sont maîtrisées » (CSBE, 1995 : 8)³⁷.

D'autres avenues ont été explorées. Suite aux conclusions d'études scientifiques (CSBE ; 1995 ; Bélanger, Lévesque et Plamondon, 1987³⁸ ; Vaillancourt, 1994) et à la tenue de nombreuses commissions d'enquête menées au Québec et ailleurs au Canada, notamment la Commission Rochon, plusieurs en sont venus à la conclusion que l'augmentation du financement des services ne constitue pas la solution aux problèmes du système sociosanitaire, pas plus que le comportement des consommateurs ne doit être considéré comme la principale cause des difficultés financières des systèmes. On insiste plutôt pour revoir l'ensemble de la gestion et des règles du jeu afin de permettre une meilleure régulation centrale ainsi qu'une régionalisation et une démocratisation accrues des services (CSBE, 1995)³⁹. Ces propositions visant à améliorer l'efficacité du système sociosanitaire encouragent donc la transformation des rapports sociaux de consommation en plaidant en faveur d'une participation plus grande des usagers aux instances décisionnelles.

En outre, dans un contexte de crise des mécanismes providentialistes de solidarisation, axés sur l'institutionnalisation d'une solidarité abstraite et médiatisée, les activités des organismes d'économie sociale viennent suppléer au déficit de production communautaire de l'État-providence en favorisant le renforcement des liens sociaux par l'établissement d'une « solidarité de proximité » (Enjolras, 1998a : 223-224).

36. Québec, *op. cit.*

37. CSBE, *op. cit.*

38. Bélanger, Paul R., Lévesque, Benoît et Marc Plamondon (1987). *Flexibilité du travail et demande sociale dans les CLSC*, Québec, annexe au Rapport de la Commission Rochon, Les Publications du Québec, 352 pages.

39. CSBE, *op. cit.*

Couplées à de nouvelles formes d'organisation du travail (incluant un nouveau partage du temps de travail), les activités des organismes d'économie sociale pourraient ainsi participer, à leur mesure, à l'écllosion et au déploiement d'un espace social plus convivial et communautaire qui favoriserait la cohésion sociale et le renforcement des liens sociaux.

La stratégie # 2 de la PSBE fait d'ailleurs écho à cet aspect des déterminants de la santé et du bien-être en accordant une attention spéciale au «renforcement du réseau social des personnes [qui] présente un potentiel inestimable pour la prévention des problèmes de santé et des problèmes sociaux, et notamment la violence, la négligence, le suicide et les problèmes de santé mentale» (Québec, 1992: 149)⁴⁰.

Ici encore, l'économie sociale, dans le contexte de la transformation de l'État-providence et de la recherche d'un nouveau contrat social, est un secteur témoin, une manière de faire qui peut devenir un point de référence pour interpeller les pratiques des secteurs public et marchand au chapitre du rapport avec les usagers, les citoyens et les communautés locales. Ce faisant, elle participe également à l'articulation concrète de stratégies d'action favorisant la prévention de problèmes sociaux graves.

5.6 L'économie sociale et les rapports homme-femme

Nous l'avons mentionné dans l'introduction de notre rapport, le dossier de l'économie sociale a fait son entrée dans les médias au Québec grâce à la Marche des femmes contre la pauvreté. L'économie sociale, du moins dans ses interfaces avec le réseau de la santé et des services sociaux, renvoie pour une bonne part à des emplois féminins et à des services qui touchent au premier plan les femmes (Lamoureux, 1998; Vaillancourt et Labesse, 1997; Martel, 1996; Comité d'orientation et de concertation sur l'économie sociale, 1996).

La question de la substitution des emplois féminins du secteur public par des emplois moins bien rémunérés dans le secteur de l'économie sociale est d'ailleurs au cœur du débat concernant les femmes et le développement de l'économie sociale (Laville, 1994b: 51-53). Il faut se rappeler que l'essor de l'État-providence a permis de rapatrier dans

40. Québec, *op. cit.*

la sphère publique – et ainsi de créer des emplois relativement bien payés pour les femmes – des tâches et des activités qui avaient, jusque-là, été du ressort de la production domestique dans la sphère privée (comme les services sociaux aux personnes âgées ou handicapées, les soins à la petite enfance, etc.). Ce transfert de ressources et de responsabilités du secteur informel vers le secteur public a représenté à l'époque une victoire importante pour toutes celles qui militaient en faveur d'une reconnaissance sociale du travail féminin non rémunéré. La constitution de l'État-providence a donc « contribué à remodeler les rapports sociaux de sexe » (Lamoureux, 1998 : 30). On comprend ici que l'avènement d'un tiers secteur de services de proximité composé en majeure partie d'emplois féminins dont les définitions de tâches s'apparentent, à plusieurs égards, au travail réalisé par des femmes dans le secteur public (comme celui des auxiliaires familiales en CLSC, par exemple) en inquiètent plus d'une. On craint non seulement la substitution des emplois, mais également la dévalorisation des tâches effectuées par les femmes et la constitution d'un vaste ghetto d'emplois majoritairement féminins sous-payés, précaires et non syndiqués, avec pauvreté garantie à vie » (Lamoureux, 1998 : 47).

Cette éventualité constitue un danger réel et doit faire l'objet d'une attention particulière de la part des promoteurs de l'économie sociale. Même si certains rejettent d'emblée leur participation à la construction d'un tel « placebo » pour les femmes, il n'en demeure pas moins que d'autres acteurs sociaux, loin de vouloir contrecarrer ce scénario délétère, poussent en faveur du développement d'une économie sociale au service des forces du marché. Si elle est hégémonisée par le néolibéralisme, l'économie sociale risque en effet d'être associée à l'augmentation de la précarité des emplois féminins et à l'introduction de services sociosanitaires de deuxième classe pour les femmes. En revanche, si elle est pensée à partir d'une vision plus solidaire, des « espoirs » deviennent possibles et l'économie sociale peut alors devenir une source d'emplois décents et durables pour des femmes qui assument actuellement certaines tâches non rémunérées ou « au noir » (et non dans le secteur public). Évidemment, des écueils persistent et le développement des organismes relevant de l'économie sociale doit se réaliser à partir de paramètres qui permettent d'éviter la substitution d'emplois et la diminution des emplois féminins permanents dans le secteur public. Déjà, dans son rapport daté de 1996, le Groupe de travail sur l'économie sociale (1996) soulignait la présence de zones grises quant au découpage des rôles respectifs de l'économie sociale et du secteur public dans certains projets liés au

domaine de l'aide domestique et des services de périnatalité (Groupe de travail sur l'économie sociale, 1996 : 11), deux domaines d'activité largement investis par les femmes.

Récemment, la mise sur pied de certains projets d'aide domestique relevant de l'économie sociale a ravivé le débat concernant la substitution des emplois. Les pressions en provenance des clientèles, des partenaires locaux (notamment les CLSC) ou la menace d'un mouvement de privatisation dans le secteur du maintien à domicile ont incité certaines entreprises à élargir leurs services à des activités de la vie quotidienne (par exemple, donner un bain) et même aux soins infirmiers. Il semble, en effet, que certaines entreprises d'aide domestique aient amorcé la dispensation de services liés à l'hygiène corporelle en plus des services d'entretien léger et lourd, ce qui empiète clairement sur des tâches qui devraient demeurer du ressort exclusif des auxiliaires familiales des CLSC. Pour le Regroupement des entreprises d'économie sociale en aide domestique du Québec (REESADQ), il ne fait pas de doute que la situation doit être clarifiée quant à la place que doivent occuper respectivement l'offre publique et l'offre d'économie sociale dans l'organisation des services d'aide à domicile. En outre, le REESADQ considère que le recours au secteur privé et au travail au noir ne constituent pas une solution satisfaisante aux besoins exprimés par les personnes en matière de services d'aide domestique (REESADQ, 1998)⁴¹.

Mais ces nécessités de clarifications sur l'orientation générale des projets ne devraient pas assombrir le bilan somme toute encourageant du développement de l'économie sociale dans le domaine de l'aide domestique. En effet, dans la foulée du rapport remis par le Chantier de l'économie sociale au Sommet sur l'économie et l'emploi de 1996 – rapport dans lequel on identifiait l'aide domestique comme l'un des douze projets retenus –, c'est plus de 100 projets d'aide domestique relevant de l'économie sociale qui ont vu le jour jusqu'à présent. Avec son programme d'exonération financière (PEF) de 79,4 millions de dollars sur trois ans, qui visait la création de 6 000 emplois durables⁴², le gouver-

41. REESADQ (1998). « Ensemble pour prendre en main votre avenir », *Coup d'oeil sur le regroupement*, bulletin du REESADQ.

42. Selon les données obtenues par l'entremise du Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC), c'est plus de 2200 emplois qui auraient été créés dans les entreprises d'économie sociale en aide domestique au Québec depuis deux ans, soit en moyenne la création de 100 emplois par mois.

nement du Québec a largement contribué au développement de ce secteur en soutenant la demande des usagers. Cette initiative a de plus permis à ces projets de franchir une étape de plus dans le processus allant de l'expérimentation à l'institutionnalisation, même si la récurrence du programme est loin d'être assurée⁴³ et si les deux principaux regroupements d'ESSAD au Québec⁴⁴ sont porteurs de visions différentes quant à la programmation et le développement des services qu'ils veulent offrir. Néanmoins, le processus d'institutionnalisation est crucial pour la reconnaissance de ces organismes puisque, dans le contexte actuel de transformation des institutions de santé et de bien-être, l'institutionnalisation assure la pérennité et la stabilité des organismes (Lévesque et Vaillancourt, 1998).

Ainsi, les projets d'aide domestique relevant de l'économie sociale ne sont qu'un des aspects par lesquels est abordée la question des femmes dans le secteur de l'économie sociale. Nous avons choisi de nous attarder plus particulièrement au domaine de l'aide domestique parce qu'il connaît un développement significatif au Québec et qu'il implique une majorité de femmes. Il constitue également un exemple, parmi d'autres, de l'apport du secteur de l'économie sociale dans la réduction de la pauvreté et de l'exclusion chez les groupes les plus démunis, notamment chez les femmes monoparentales. Cet objectif de réduction de la pauvreté et de respect de l'équité dans l'accès à l'emploi pour les femmes, déjà souligné dans le rapport du Groupe de travail sur l'économie sociale (Groupe de travail sur l'économie sociale, 1996: 12-13), rejoint ainsi certains objectifs de la stratégie # 2 de la Politique de la santé et du bien-être qui promeut «une plus grande équité dans les rapports sociaux entre les hommes et les femmes» (Québec,

43. Au printemps 2000, le gouvernement du Québec décidait de renouveler pour une année le programme d'exonération financière des EESAD avec un budget d'environ 30 millions de dollars. Cette somme devrait permettre d'assurer le fonctionnement des entreprises en attente du rapport livré par un comité de révision de la politique de maintien à domicile du ministère de la Santé et des Services sociaux présidé par M. Hervé Anctil.

44. Ces deux associations sont, d'une part, le Regroupement des entreprises d'économie sociale en aide domestique du Québec (REESADQ) qui réunissait, en mai 2000, 73 entreprises dont 60 OBNL et 13 coopératives accréditées au PEF. D'autre part, 30 coopératives accréditées au PEF sont membres de la Fédération des coopératives de services à domicile du Québec (FCSDQ).

1992: 150)⁴⁵. Dans la section consacrée au soutien à l'environnement social, les auteurs affirment nécessaire d'appuyer les initiatives qui permettent « de s'attaquer au problème de l'appauvrissement des femmes, en particulier des mères seules, notamment par des mesures d'équité en emploi et une organisation du travail mieux adaptée aux responsabilités familiales » (Québec, 1992: 151)⁴⁶. Cet énoncé fait ressortir encore une fois les convergences de philosophie et d'action entre la Politique de la santé et du bien-être du MSSS et l'économie sociale, et démontre les potentialités de mise en œuvre de cette Politique par les acteurs sociaux du secteur de l'économie sociale.

5.7 La liste des mots clés caractérisant les références bibliographiques

Les sections précédentes nous ont permis de déployer les principaux éléments de notre problématique. Dès lors, nous sommes maintenant en mesure de présenter le contenu théorique des trois dimensions de l'action sociale auxquelles nous faisons référence au début de la section 5.0. La première dimension, celle des rapports sociaux, renvoie principalement aux acteurs sociaux concernés par l'économie sociale (mouvement associatif, mouvement coopératif, État-providence, mouvement des femmes, mouvement des jeunes, mouvement syndical, mouvement des personnes handicapées, etc.) et à leur capacité d'infléchir le sens des rapports sociaux en fonction des valeurs qu'ils portent et de leur vision du monde. Cette dimension renvoie également aux divers modèles de développement social et économique des sociétés qui sont le résultat des rapports de force entre les acteurs sociaux sur un territoire national à une période historique donnée. On inclut également dans cette dimension tout ce qui se rapporte à la crise du compromis social.

La deuxième dimension, la dimension institutionnelle, renvoie principalement à la reconnaissance du secteur de l'économie sociale par l'État, au financement des organismes et des entreprises de l'économie sociale, à leurs conditions de développement, à leurs règles de participation, à leurs principes de démocratisation, aux formes prises par les ententes partenariales avec l'État et avec les autres composantes de l'économie sociale, aux politiques sociales, etc.

45. Québec, *op. cit.*

46. Québec, *op. cit.*

Enfin, la troisième dimension, la dimension organisationnelle, réfère principalement aux modes de gestion des organismes, aux formes d'organisation du travail qu'on y retrouve, à leurs structures de fonctionnement démocratique, aux divers secteurs d'activité des composantes de l'économie sociale œuvrant dans le domaine de la santé et du bien-être (en santé mentale, en toxicomanie, etc.). C'est donc à partir de ces trois dimensions d'analyse que nous avons classifié nos mots clés et que nous leur avons donné un sens⁴⁷.

Nous avons également retenu une série de mots clés qui pouvaient identifier, le plus clairement possible, les concepts issus de notre problématique (crise, transformation, État-providence, partenariat, modèle, etc.), les acteurs concernés (femmes, usagers, syndicats, etc.) ainsi que les secteurs d'activité du domaine de la santé et du bien-être couverts par notre recension (santé mentale, toxicomanie, logement, services de garde, etc.). Nous avons dû faire des choix quant aux formulations qui nous apparaissaient les plus pertinentes et les plus fonctionnelles pour identifier et classifier par mots clés les références bibliographiques que nous avons répertoriées. Dans certains cas, il a même fallu décomposer certaines thématiques afin d'en rendre compte de la manière la plus exhaustive possible. Par exemple, le thème concernant «la crise et la transformation de l'État-providence» a produit trois mots clés : crise, transformation et État-providence.

Soulignons également que le choix de ces mots s'est fait avec le souci de rendre notre outil de recherche convivial et d'utilisation facile pour les utilisateurs éventuels. Nous avons ainsi ajouté le mot «communautaire» à notre liste de mots clés lorsque les ouvrages indexés faisaient référence spécifiquement aux organismes associatifs de l'économie sociale implantés au Québec et dispensant des services ou organisant des activités dans le domaine de la santé et du bien-être. Comme ces associations ont traditionnellement été identifiées sous la désignation de «groupes communautaires» ou d'«organismes communautaires» au Québec, nous avons préféré utiliser une formulation qui tienne compte de l'usage courant et qui soit susceptible de diminuer les

47. Pour plus de précisions concernant les opérations de cueillette des données, nous invitons les lecteurs à se référer au rapport de recherche produit à l'automne 1999 pour le CQRS (Jetté *et al.*, 1999).

risques de confusion. Même chose avec le concept d'«empowerment» qui peut recouvrir la réalité de divers thèmes tels qu'«autonomie», «cohésion sociale», «engagement social», etc.

Lorsque ces étapes ont été complétées, nous avons commencé notre indexation, tout en sachant que la liste de mots que nous avons identifiés initialement n'épuisait pas toutes les possibilités concernant la classification des références. En fait, le traitement des données, qui constituait la deuxième phase de notre travail d'analyse, nous a permis d'enrichir nos formulations et de compléter notre liste de mots clés. Cette démarche, à caractère plus inductif, a permis de mieux saisir l'originalité et la complexité de notre objet d'étude et d'intégrer nos concepts théoriques au contenu effectif de notre corpus documentaire. Notre liste contient donc au total 81 mots clés que nous présentons ici classifiés en fonction des trois dimensions de l'action sociale présentées au début de la section.

TABLEAU 4
Mots clés se rapportant à la dimension des rapports sociaux

Dimension des rapports sociaux	
1) acteur social	16) État-providence
2) administration publique	17) femme
3) agence	18) hébergement
4) association	19) jeune
5) bénévolat	20) modèle de développement
6) centre hospitalier	21) mutuelle
7) Corporation de développement communautaire (CDC)	22) patronat
8) Corporation de développement économique et communautaire (CDEC)	23) personne âgée (comme acteur)
9) Centre local de développement (CLD)	24) personne handicapée
10) Centre local de services communautaires (CLSC)	25) producteur de services
11) communautaire	26) régie régionale
12) coopérative	27) secteur marchand
13) crise	28) sens du travail
14) éducation	29) société civile
15) Église	30) syndicat
	31) territoire
	32) transformation
	33) United Way (UWA)
	34) usager

TABLEAU 5
Mots clés se rapportant aux dimensions institutionnelle
et organisationnelle

Dimension institutionnelle	Dimension organisationnelle
1) cadre juridique	1) communication
2) condition de développement	2) emploi
3) condition de travail	3) famille
4) décentralisation	4) femme
5) désinstitutionnalisation	5) formation
6) don (comme forme d'échange économique)	6) garderie
7) empowerment	7) hébergement
8) évaluation	8) insertion (comme secteur d'intervention)
9) financement	9) itinérance
10) intersectorialité	10) jeune
11) lien social	11) Logement social
12) partenariat	12) mode de gestion
13) participation	13) organisation du travail
14) politique sociale	14) participation
15) programmation	15) pauvreté (comme secteur d'intervention)
16) réforme	16) personne âgée (comme secteur d'intervention)
17) régionalisation	17) prévention
18) relation de travail	18) professionnalisation
	19) qualité du service
	20) relation de service
	21) santé
	22) santé mentale
	23) SIDA
	24) soutien à domicile
	25) toxicomanie
	26) travail social
	27) violence
	28) virage ambulatoire

5.8 Présentation des résultats par le biais du logiciel *ProCite*

Comme nous le disions précédemment, les résultats de nos travaux ont d'abord été traités à partir du logiciel *ProCite*⁴⁸, logiciel conçu expres-

48. Il s'agit du logiciel *ProCite* (*Complete Bibliographic Information Management*) version 2.1.1 pour Macintosh.

sément dans le but de colliger des références bibliographiques et de construire une banque de données. Ce traitement des données sur support informatique avait pour but, outre de classier les références et de mettre en forme rapidement les listes bibliographiques, de faciliter la recherche de documents au sein de notre banque de données par d'éventuels utilisateurs du support informatique. Pour ce faire, nous avons constitué un carnet de bord qui permet d'identifier les différents champs apparaissant sur l'écran et de classier les informations relatives aux références bibliographiques retenues. Le lecteur pourra retrouver ce carnet de bord en annexe.

6. POURQUOI RÉALISER UNE RECENSION DES ÉCRITS CONCERNANT L'ÉCONOMIE SOCIALE ?

Avant de présenter les résultats de nos recherches, il nous semble opportun de s'arrêter sur quelques interrogations qui peuvent surgir concernant la pertinence de notre objet d'étude. Ainsi, les débats en cours au Québec et ailleurs concernant l'économie sociale nous ont amené à réfléchir sur le bien-fondé de l'utilisation du concept d'économie sociale dans une conjoncture politique et socioéconomique marquée par un fort penchant pour «l'économisation» et la judiciarisation des divers modes de régulation de la société. En effet, pourquoi classier dans la catégorie de l'«économie sociale» des groupes et des organismes qu'on identifiait, il n'y a pas si longtemps encore, comme des groupes populaires ou des organismes communautaires? Comment justifier leur intégration, du point de vue épistémologique, au sein d'un nouveau secteur, à partir de la deuxième moitié des années 1990? Quelles sont les implications politiques et sociales d'une telle transformation de l'objet d'étude, tant pour les acteurs sociaux concernés que pour les chercheurs? Ces questions sont fort pertinentes. Elles pourraient exiger une attention particulière et faire l'objet d'un projet de recherche à elles seules. Étant donné l'objectif visé par la publication de ce livre, nous nous contenterons ici d'esquisser quelques pistes de réflexion.

Soulignons d'abord que, si l'apparition du terme d'économie sociale remonte aussi loin qu'au XIX^e siècle, sa résurgence contemporaine ne peut être dissociée de la crise du socialisme réel et de l'État-providence. Dans ce contexte, et même si la réalité qu'elle recouvre historiquement a pu tout aussi bien faire référence, à certaines époques, à une doctrine sociale de droite (Église catholique) qu'à un projet politique de gauche (socialisme utopique), il n'en demeure pas

moins qu'à l'heure actuelle, « l'économie sociale revient à l'ordre du jour comme une approche qui nous invite à repenser les rapports entre l'économique et le social à l'échelle de la société et non plus à l'échelle d'une entreprise ou d'une organisation prises individuellement » (Lévesque et Mendell, 1999 : 4).

Paradoxalement, le projet néolibéral, en tentant d'évacuer – du moins, théoriquement – la dimension sociale des activités économiques, a lui-même contribué à remettre à l'ordre du jour la question du réencastrement de l'économie et du social. L'effacement du rôle du social au profit de celui de l'actionnariat, dans le fonctionnement des entreprises et dans celui de l'organisation économique, a finalement abouti à la survalorisation d'approches « économicistes » instrumentales qui se sont révélées, en pratique, impuissantes à expliquer l'augmentation fulgurante du nombre de chômeurs et de prestataires de la sécurité du revenu dans une société en pleine croissance économique. Refusant de prendre en considération les dimensions sociales de l'économie, sinon pour en dénoncer les insuffisances (inadaptation de la main-d'œuvre au marché du travail, poids économique des assistés sociaux, fardeau de la dette de l'État, etc.) ou pour en instrumentaliser certains aspects à des fins uniquement économiques⁴⁹, les thuriféraires des politiques néolibérales ont élaboré une théorie de l'activité économique qui laissait dans l'ombre tout un pan de la réalité sociale.

49. On pense ici notamment à la question de la cohésion sociale ou du capital social développé par Putnam (1993 ; 1996) ou bien encore à celle du revenu de citoyenneté qui ont été abordées, mais sous des angles diamétralement opposés, tant par les penseurs sociaux démocrates de gauche que par les penseurs néolibéraux de droite. Cette convergence d'intérêts pour certains thèmes liés à la question sociale n'est pas sans ambiguïté et amène certains observateurs à affirmer que les anciennes catégories de droite et de gauche ne sont plus aptes à rendre compte des projets portés par les acteurs sociaux provenant d'horizons différents. Nous préférons, quant à nous, nuancer cette affirmation en soulignant que, si certaines solutions avancées pour répondre à la crise du providentialisme peuvent être communes à des acteurs sociaux aux positions par ailleurs fort divergentes sur le type de régulation à privilégier dans le développement des sociétés (régulation marchande, étatique, solidaire, etc.), les modalités opérationnelles et les objectifs poursuivis par l'application de ces solutions varient considérablement selon les acteurs concernés. Plus que jamais, une vision éclairée de ces phénomènes ne peut se suffire d'une analyse sommaire de l'action des acteurs sociaux qui se contenterait de relever ou d'énumérer les types de solutions proposées. Elle exige au contraire une lecture attentive des positions véhiculées par ceux-ci en fonction du contexte social, politique, culturel et économique dans lesquels elles ont émergé. À ce sujet, voir aussi l'article de Jane Lewis (1999a).

Or, on peut penser que cette tentative de certains économistes néoclassiques de soumettre les régulations politiques, culturelles et anthropomiques aux seuls impératifs de la régulation marchande a incité d'autres chercheurs et intellectuels à remettre à l'ordre du jour la question de l'économie sociale afin de faire contrepoids aux théories dominantes énoncées par les économistes de l'école néo-classique. Cette résurgence de l'économie sociale s'inscrit donc dans un élargissement des problématiques et des approches disciplinaires, auquel l'influence de la pensée de Polanyi (1944)⁵⁰ n'est certes pas étrangère, et qui touche aussi bien la sociologie que le travail social, les sciences politiques que les sciences administratives.

Ainsi, considérée du point de vue de l'avancement des idées et de la science, la question de l'économie sociale peut être interprétée comme une tentative, de la part de certains scientifiques, d'interpréter et de rendre visible des phénomènes nouveaux « sans pour autant être aveugles aux conflits sociaux qui se forment autour de la gestion sociale de ces transformations » (Touraine, 1999 : 152)⁵¹. Dès lors, l'économie sociale se positionne comme une résultante organisée de l'action de certains mouvements sociaux (notamment le mouvement des femmes et le mouvement communautaire) qui tente d'élaborer des réponses concrètes et novatrices aux problèmes de santé et de bien-être des populations. Ainsi, « l'économie dite sociale serait celle qui reconnaît les dimensions sociales de l'économie : reconnaissance entreprise par entreprise mais également à l'échelle de la société » (Lévesque et Mendell, 1999 : 4).

En outre, les nouvelles théories axées sur les concepts d'économie sociale, de tiers secteur ou de « *third sector* », comme disent les anglophones, cherchent à donner un sens aux initiatives d'un certain nombre d'acteurs sociaux impliqués dans l'organisation et le fonctionnement d'organismes et d'entreprises qui ne relèvent ni du secteur marchand ni du secteur public. Ces secteurs ont d'ailleurs tous deux montré, ces dernières années, leurs limites quant à leur capacité de « procurer emploi, activité, dignité et estime de soi à tous » (Caillé et Laville, 1998 : 5)⁵². Plusieurs des acteurs sociaux, souvent associés aux mouvements populaires et communautaires au Québec depuis les années 1960 (Bélanger

50. Polanyi, *op. cit.*

51. Touraine, *op. cit.*

52. Caillé, Alain et Jean-Louis Laville (1998). « Présentation », *La revue du M.A.U.S.S. semestrielle*, n° 11, 1^{er} semestre, 5-20.

et Lévesque, 1992), se sentent aujourd'hui interpellés, d'une façon ou d'une autre, par cette nouvelle appellation d'« économie sociale » qui est pourtant loin de faire l'unanimité même auprès des principaux intéressés. Pourquoi alors utiliser une désignation qui semble porter à controverse et qui décrit une réalité mouvante et difficile à cerner? Ou, dit autrement, « pourquoi divers organismes qui s'étaient identifiés séparément sont-ils contraints depuis les années 70 de se reconnaître mutuellement et de se faire reconnaître comme appartenant à un même ensemble institutionnel? » (Vienney, 2000 : 40)⁵³.

Outre les facteurs que nous venons d'exposer brièvement (réponse au discours économiciste, systématisation et explicitation du sens de l'action sociale), la réponse à cette question se trouve également dans la nécessité, pour les chercheurs issus des sciences sociales, d'ouvrir un espace heuristique par lequel il sera possible de procéder, dans un premier temps, à la déconstruction de la vision des acteurs sociaux pour, ensuite, dans un second temps, amorcer sa reconstitution à partir d'approches théoriques qui peuvent varier en fonction de leur compréhension du réel. Dans cette optique, l'économie sociale, telle que nous la concevons, ne peut avoir et n'a pas la prétention de former une nouvelle discipline scientifique, malgré des tentatives en ce sens formulées par certains économistes et certains courants du christianisme social au XIX^e siècle (Vienney, 2000)⁵⁴. Elle s'avère plutôt un objet d'étude à construire selon l'angle d'approche privilégiée par les chercheurs. Dans cette optique, notre cadre théorique – qui résulte de la synthèse de diverses approches (l'approche des mouvements sociaux, l'approche de la régulation, la théorie des organisations, etc.) – façonne l'objet d'étude de l'économie sociale d'une manière spécifique et lui assigne une place particulière dans le cadre de la crise du fordisme. Sa réalité n'est donc pas nouvelle, seule sa désignation et sa représentation institutionnelle le sont.

Toutefois, malgré sa relative permanence dans le temps, sous des appellations diverses, du moins depuis le XIX^e siècle, nous devons faire le constat que l'économie sociale a subi des transformations majeures au cours des dix dernières années. Au Québec, ces transformations se sont traduites par un saut qualitatif et quantitatif important des organismes communautaires au cours des années 1990. Cette présence accrue

53. Vienney, Claude (2000). « Qu'est-ce que l'économie sociale? », *Revue internationale de l'économie sociale (RECMA)*, n° 275-276, 38-41.

54. Vienney, Claude (2000), *op. cit.*

d'organismes, voués d'abord à la défense de droits et à la promotion de la qualité de vie des populations marginalisées, n'est pas étrangère, comme nous le soulignons dans notre problématique, à la crise du travail et à la crise budgétaire de l'État. Cette crise a amené plusieurs administrations publiques à se désengager d'un certain nombre d'activités visant à répondre aux besoins de la population. Toutefois, il serait réducteur de voir dans ce nouvel engouement de l'État pour les groupes communautaires – intérêt qui s'est manifesté au Québec depuis la deuxième moitié des années 1980 – le signe univoque d'une récupération opportuniste allant dans le sens des politiques néolibérales.

En fait, l'apparition d'une nouvelle désignation (mais pas nécessairement d'une nouvelle réalité) et l'importance accordée aux activités de l'économie sociale ces années-ci témoignent d'une nouvelle étape dans l'évolution de ces organismes. Cette évolution se caractérise par l'arrivée de nouvelles générations d'organismes en fonction de l'établissement de compromis plus ou moins institutionnalisés au cours de leur histoire. Reprenant une typologie développée par Bélanger et Lévesque (1992), nous pouvons identifier trois générations de groupes ou d'organismes populaires et communautaires au Québec de 1960 à 1992 : la création des comités de citoyens et des groupes de revendications au cours des années 1960, la montée des groupes populaires de services dans les années 1970 et la mise sur pied des groupes communautaires au tournant des années 1980.

Chacune de ces générations d'organismes est apparue en réponse à de nouveaux besoins ou aux insuffisances du dispositif providentialiste. Cette évolution s'est faite en conservant une certaine continuité sur le plan des objectifs et des principes d'action (démocratie, place des usagers, refus de la bureaucratie, etc.). Mais elle s'est aussi réalisée à travers des ruptures, qui ont amené à chaque fois une nouvelle génération d'organismes à prendre le devant de la scène, à mesure que s'opéraient les transformations issues de la crise de la société salariale et de l'État-providence. Dans ce processus, l'émergence des nouveaux groupes ne fait pas pour autant disparaître les plus anciens, mais elle introduit une dynamique nouvelle dans laquelle certains segments des mouvements sociaux sont davantage impliqués dans les rapports sociaux menant à l'organisation de compromis institutionnalisés. À cet égard, les organismes relevant de l'économie sociale représentent à la fois, la dernière génération d'organismes mis sur pied par les mouvements sociaux, mais aussi un mouvement politique revendiquant sa spécificité par rapport aux secteurs public et privé.

Enfin, le regain d'intérêt manifesté par certains intellectuels et chercheurs universitaires pour l'économie sociale depuis quelques années peut également s'expliquer par l'augmentation des entités associatives dans les activités économiques. Leur ampleur a longtemps été négligée, d'une part, peut-être parce qu'elles ne représentaient pas nécessairement une portion significative des activités économiques globales des sociétés modernes comparativement aux activités du secteur marchand et du secteur public. Mais, d'autre part, il faut considérer également que les activités des organismes de l'économie sociale demeuraient difficiles à évaluer, car les systèmes de recension et de comptabilité nationales étaient souvent mal adaptés à leur réalité organisationnelle. «Se déroband au regard du statisticien, elles devenaient donc des entités négligeables puisque quand il n'y a pas de chiffres, il n'existe pas de politique», disaient ainsi avec pertinence Alain Caillé et Jean-Louis Laville dans la préface d'un numéro du *M.A.U.S.S.* portant sur la socio-économie du fait associatif (Caillé et Laville, 1998: 9)⁵⁵. Or, ces dernières années, des efforts ont été faits afin de mieux mesurer certains aspects de leurs activités, notamment au Québec sur le plan du financement et de la création d'emplois (Saucier et Thivierge, 1999; Boivin et Youde, 1998; Proulx, 1998; Tremblay et Tremblay, 1998; Tessier et Roussel, 1998; Mathieu *et al.*, 1996), même si, à certains égards, beaucoup reste encore à faire si on veut être en mesure d'évaluer pleinement non seulement leur impact économique, mais également leur incidence sociale et préventive sur la santé et le bien-être des individus et des communautés.

Considérés globalement, nous croyons que tous ces facteurs ont contribué, chacun à leur mesure, à faire de l'économie sociale une question sociale pertinente et un sujet d'intérêt tant pour les acteurs sociaux concernés que pour les intellectuels et les chercheurs intéressés par le développement de ce «tiers secteur» d'activité. Évidemment, nous sommes conscients que les quelques remarques que nous avons pu livrer dans cette section soit loin d'épuiser toutes les questions et les considérations d'ordre épistémologique qui émergent en lien avec notre sujet. Nous croyons néanmoins que les éléments de réponse que nous avons fournis, même s'ils demeurent partiels et incomplets, sont suffisants à ce stade-ci et nous autorisent à poursuivre nos travaux.

55. Caillé et Laville, *op. cit.*

L'ANALYSE DES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE

7. L'ANALYSE DES RÉFÉRENCES ET DE LEUR CONTENU

Suite à la constitution de notre corpus documentaire, à sa recension sur fiches bibliographiques informatisées et à son indexation par mots clés, nous en avons tiré un certain nombre de remarques et de conclusions pertinentes concernant ses caractéristiques générales (langue d'écriture, date de publication, type de publication, etc.) et son contenu. C'est ce que nous présentons dans cette seconde partie du livre.

7.1 Type de documents recensés et langue de publication

La base de données que nous avons constituée contient au total 811 références. De ce nombre, 510 documents sont en langue française (63 %) et 301 en langue anglaise (37 %). Le tableau 6 ci-dessous présente une ventilation de ces chiffres, ainsi que des informations statistiques sur le type de publications recensées.

Les articles de périodiques constituent un peu plus de la moitié des documents que nous avons indexés (55 %), suivis d des monographies (27 %), des chapitres de livres (13 %) et des thèses et mémoires

TABLEAU 6
Nombre de références selon le type de document et la langue
de publication pour les années 1990 à 2000 (n = 811)

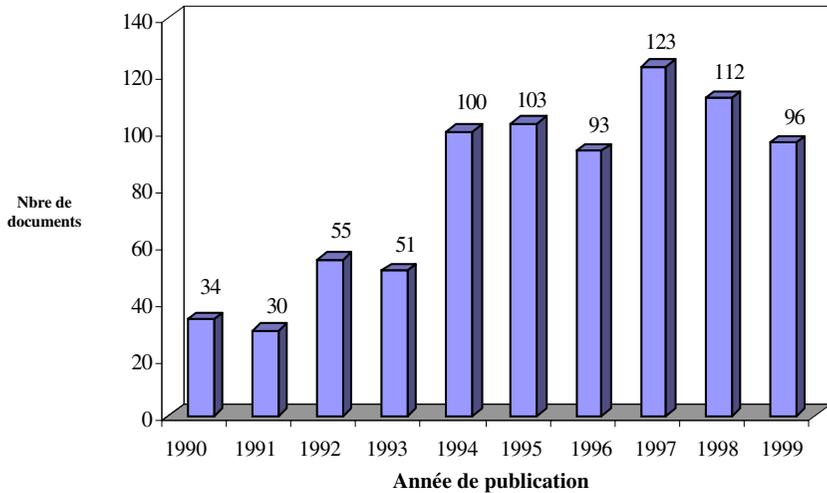
	Articles de périodiques	Mono- graphies	Chapitres de livres	Thèses et mémoires	Total	Pour- centage
Français	271	162	61	16	510	63 %
Anglais	174	60	41	26	301	37 %
Total	445	222	102	42	811	100 %
Pourcentage	55 %	27 %	13 %	5 %	100 %	

(5 %). Comme la question de la nouvelle économie sociale est relativement récente dans les débats au Québec, au Canada, aux États-Unis et en Europe, et que les articles représentent pour les chercheurs un canal de diffusion traditionnel et rapide pour diffuser les résultats de leurs travaux de recherche, il n'est guère surprenant de constater la présence d'un nombre plus élevé de documents recensés dans les périodiques par rapport aux autres types de documents (monographies, chapitres de livres et thèses).

La contemporanéité du concept d'économie sociale et la recrudescence de l'intérêt des chercheurs pour cet objet d'étude sont d'ailleurs très bien illustrées par la figure 1 (à la page suivante) qui démontre l'importante augmentation de la production scientifique concernant l'économie sociale à partir du milieu des années 1990⁵⁶.

56. Soulignons qu'en ce qui a trait à la partie de l'analyse traitant des années de publication de la littérature sur l'économie sociale (figures 1 à 5) dans les territoires nationaux couverts par notre étude (Québec, Canada, États-Unis et Europe), nous avons volontairement écarté les données de notre recherche se rapportant à l'année 2000. Ce retrait des documents publiés en 2000 s'explique par le fait que les bases de données en ligne et sur CD-ROM que nous avons consultées (cf. tableau 2) n'avaient pas encore intégré à leur corpus, au moment où nous avons procédé à notre recension, l'ensemble de la littérature publiée au cours de cette année. Nous ne disposions donc que d'une vue partielle de la littérature publiée en 2000 sur l'économie sociale alors que nous pouvions compter sur un corpus exhaustif et complet pour étayer notre analyse des années 1990 à 1999. Dès lors, il nous était impossible de considérer sur un même pied les résultats de l'année 2000 et ceux des années 1990 à 1999, d'autant plus que le nombre de publications se révélait un indicateur central de notre analyse pour cette section.

FIGURE 1
Nombre de documents recensés selon l'année de publication
pour l'ensemble du corpus traitant de l'économie sociale
dans le domaine de la santé et du bien-être de 1990 à 1999 (n = 797)



De fait, la figure 1 démontre que nous avons identifié, au cours de nos recherches, pratiquement deux fois plus de publications sur le thème de l'économie sociale à partir de l'année 1994 (100 documents) comparativement à l'année précédente (51 documents en 1993), et presque trois fois plus qu'en 1990 (34 documents). Ainsi, même si on observe une augmentation en dents de scie de la littérature scientifique sur l'économie sociale de 1990 à 1993, l'année 1994 constitue indéniablement une année charnière à cet égard. Or, on peut se demander à quoi correspond ce saut quantitatif dans la littérature sur l'économie sociale, qui passe pratiquement du simple au double en l'espace d'une seule année et qui semble perdurer dans les années subséquentes. Pour comprendre le phénomène, nous émettons l'hypothèse qu'il faut faire un parallèle entre cette augmentation et la récession qui frappe les sociétés industrielles en Amérique et en Europe au début des années 1990. Si la crise du début des années 1980 avait frappé de plein fouet les entreprises du secteur privé, la récession du début des années 1990 force à leur tour les institutions du secteur public à revoir leur mode d'intervention et leur fonctionnement interne. Cette période correspond à un moment d'intenses tractations entre plusieurs acteurs sociaux à la recherche de nouveaux compromis institutionnels afin de pallier les insuffisances du dispositif providentialiste dans le domaine de la santé

et du bien-être. L'intérêt nouveau manifesté par ceux-ci pour l'économie sociale (associations, gouvernements, syndicats, etc.) relève précisément de cette dynamique de transformation amorcée au sein des systèmes sociosanitaires dans plusieurs pays industrialisés (Defourny et Campos, 1992).

7.2 L'économie sociale et les territoires nationaux concernés

Le tableau 7 fournit des indications quant aux pays concernés par le contenu des documents que nous avons indexés. Ainsi, le Canada représente le pays dont il est le plus souvent question au sein de notre corpus documentaire (437 références). Néanmoins, il faut prendre en considération le fait que 346 des 437 documents répertoriés concernant le Canada se rapportent plus spécifiquement à la question de l'économie sociale au Québec, soit tout près de 80 % du corpus canadien. À elle seule, la question de l'économie sociale au Québec a donc été traitée dans 43 % de la documentation recensée, tous pays confondus (346/797). Cette prédominance du nombre de documents québécois ne surprendra pas si on se rappelle les remarques que nous avons faites au point 3 du chapitre 1 concernant notre stratégie de cueillette des données.

TABLEAU 7
Nombre et proportion de documents recensés
selon les pays concernés (N = 797)⁵⁷

Amérique du Nord				Europe occidentale						
Québec	Canada sans Qc	Canada avec Qc	É-U	France	Anglet.	Suède	Italie	Belg.	Allem.	Autres pays européens
346	91	437	127	109	81	24	21	19	18	84
43 %	11 %	55 %	16 %	14 %	11 %	3 %	3 %	2 %	2 %	11 %
71 %				45 %						

57. Les lecteurs auront peut-être remarqué que le nombre de documents concernant la recension par territoires nationaux (n = 797) diffère quelque peu du nombre total de documents recensés (n = 811). Cette différence provient du fait que nous ne disposons pas d'informations suffisantes pour caractériser de manière satisfaisante les 14 documents non répertoriés dans le tableau 7.

Par ailleurs, le nombre relativement élevé de documents (127) provenant des États-Unis s'explique aussi par le contenu des bases de données en ligne et sur CD-ROM, que nous avons consultées. Ce contenu est souvent dominé par les références d'auteurs américains. En ce qui concerne l'Europe, on constate que la situation de l'économie sociale et les transformations affectant le système de santé et de bien-être en Angleterre et en France ont représenté l'ancrage territorial dominant du contenu de la littérature que nous avons recensée dans notre base de données. Cela s'explique évidemment par la langue d'écriture des publications recensées (français et anglais), mais aussi par le fait que ces deux pays sont des lieux privilégiés de contacts et de réseaux pour les chercheurs principaux dans ce projet, ce qui a pu influencer la cueillette de données par rapport aux autres pays européens.

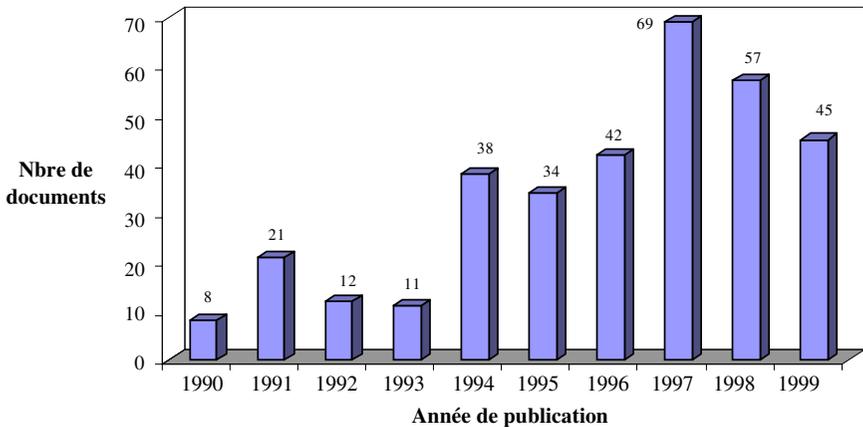
7.3 L'évolution de la production littéraire traitant de l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être au Québec

La figure 2 démontre qu'on observe le même phénomène au Québec, quoique à une échelle plus réduite, compte tenu du volume moindre du corpus documentaire traitant de la situation québécoise, et avec de légères fluctuations au début des années 1990. Néanmoins, l'année 1994 apparaît ici aussi comme une année décisive dans la diffusion de la littérature et des débats sur l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être. Qui plus est, l'augmentation du nombre de documents de 1993 à 1994, qui passe du simple au double dans l'ensemble du corpus (figure 1), s'accroît de plus du triple (de 11 à 38 documents) lorsqu'on considère uniquement la littérature traitant du Québec (voir figure 2). De plus, on observe également une augmentation significative du nombre de documents traitant du Québec en 1997.

En ce qui a trait à l'accroissement de la production de la littérature au Québec, à partir de l'année 1994, nous croyons qu'il faut se tourner, une fois de plus, vers une prise en compte du contexte sociopolitique si on veut être en mesure de saisir la portée du phénomène. En effet, au Québec, le début des années 1990 correspond à un moment de redécouverte des initiatives relevant de la société civile, redécouverte formalisée en 1991 par certains articles de la Loi 120 sur les services sociaux et de santé (réforme Côté), qui accordait aux organismes communautaires une plus grande reconnaissance de leurs activités dans l'ensemble du système sociosanitaire québécois (Dumais, 1999; Vaillancourt, 1997a; Favreau et Hurtubise, 1994; Panet-Raymond, 1994; Vaillancourt, 1994).

FIGURE 2

Nombre de documents recensés selon l'année de publication pour le corpus traitant de l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être au Québec de 1990 à 1999 (n = 337)



Ce nouvel engouement, au début des années 1990, pour des organismes dont la grande majorité peut être identifiée au secteur de la nouvelle économie sociale, a d'ailleurs donné lieu à de nombreux écrits au sein de la communauté scientifique (administrations publiques, organismes communautaires, groupes de femmes, organisations syndicales, etc.) (Vaillancourt *et al.*, 1993; Vézina *et al.*, 1993; Parazelli, 1992; Caillouette, 1992; Plamondon, 1991; Panet-Raymond, 1991; Panet-Raymond et Bourque, 1991; Shragge, 1990).

Compte tenu que la période de temps nécessaire pour mener à terme une publication peut varier de une à deux années, on peut donc en déduire que la question de l'économie sociale et ses corollaires (nouveaux partenariats, rôle des acteurs sociaux, etc.) était déjà devenue, dès 1992-1993, un enjeu central des transformations sociales dans la société québécoise (Vaillancourt, 1995; Favreau et Lévesque, 1995; Aubry et Charest, 1995; Robitaille, 1995; ministère du Revenu et de la Condition féminine, 1995; Mercier et White, 1995; Martel, 1995; Klein, 1995; Parazelli, 1994; Lamoureux, 1994; Mendell, 1994; Comeau, 1994b; Gagné et Dorvil, 1994b). Dès lors, il était normal de voir les milieux scientifiques, les administrations publiques et les mouvements sociaux publier davantage de documents (études, prises de position,

analyses, etc.) relatifs à ce qu'il était désormais convenu d'appeler « la nouvelle question sociale » (Rosanvallon, 1995).

En outre, ce constat concernant la production de littérature sur l'économie sociale au Québec tend à nuancer la perception voulant que les débats autour de cette question aient pris leur véritable envol seulement au moment de la Marche des femmes contre la pauvreté en 1995. À la lumière des résultats de nos recherches, il semble que la Marche des femmes ait été portée par un mouvement plus large qui s'est amorcé dès le début des années 1990. Certes, cet événement constitue une étape décisive du processus de reconnaissance de l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être, notamment avec la plate-forme de revendications soutenue par le mouvement des femmes concernant les infrastructures sociales. Mais ce moment important de cristallisation des rapports sociaux doit être analysé dans une perspective plus large, principalement dans le cadre du processus d'institutionnalisation de l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être qui s'était amorcé dès le début des années 1980 avec le programme de soutien aux organismes communautaire (SOC) et qui s'est poursuivi en 1991 avec l'adoption de la réforme Côté au Québec (Vaillancourt *et al.*, 2000). Nous ne devons pas perdre de vue, également, que l'amorce des transformations s'est opérée au début des années 1990 avec l'avènement de la crise du travail dans les institutions publiques et la crise budgétaire du gouvernement. Cette crise, qui s'est fait sentir de manière aiguë dans le système de la santé et du bien-être au Québec, a provoqué une remise en question du modèle providentialiste et a favorisé l'émergence de nouvelles pratiques sociales visant à répondre aux besoins non satisfaits des populations. Les prises de position des acteurs sociaux et les écrits publiés sur le sujet sont là pour en témoigner (Lévesque, 1994; Lemieux, 1994; Panet-Raymond 1994; Mendell, 1994; Lévesque et Malo, 1992; Malo, 1991; Lévesque et Bélanger, 1990).

Quant à l'augmentation de la littérature produite sur l'économie sociale à partir de 1997, une observation plus fine des documents publiés montre que la question de l'économie sociale a suscité de nombreux débats au Québec et qu'elle fut l'objet de toute une série d'événements publics organisés en 1996 et 1997 et qui ont donné lieu à plusieurs publications. Soulignons à cet égard le colloque de l'Association d'économie politique ayant pour thème « Au-delà du néolibéralisme. Quel rôle pour les mouvements sociaux? » en octobre 1996 (Guay, 1997b), le séminaire international sur l'économie solidaire tenu à Montréal en juin 1996 (Guay, 1997a), le colloque de la revue *Nouvelles pratiques sociales* sur le thème de

l'économie sociale et des services sociaux et de santé en mars 1997 (Laville, 1997a ; Lemieux et Vaillancourt, 1997 ; Neamtan, 1997), le colloque de l'OCDE à Montréal portant sur les stratégies locales pour l'emploi et l'économie sociale en juin 1997 (Lévesque et Ninacs, 1997), le colloque portant sur les enjeux et les pratiques de l'économie sociale tenu à Québec en avril 1997 (Comeau, 1997d), etc.

Comme on peut le constater, même si les producteurs de services et les promoteurs des entreprises d'économie sociale n'ont certes pas été absents de ces débats, il n'en reste pas moins que la plupart de ces événements ont été organisés à l'initiative des milieux universitaires et scientifiques. Néanmoins, d'autres événements relevant davantage des milieux de pratique furent mis sur pied. Tel fut le cas, par exemple, du colloque organisé par le Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CLSC et en Centre de santé (RQIIAC) qui s'est tenu à Jonquière en juin 1996 et qui portait sur la question des alliances entre les organismes communautaires et les institutions publiques. À eux seuls, les actes de ce colloque ont donné lieu à pas moins de 17 contributions sur l'économie sociale en lien avec le domaine de la santé et du bien-être (Plamondon *et al.*, 1997).

À cela, il faut ajouter également les deux sommets socioéconomiques organisés par le gouvernement du Québec en 1996 qui ont amené la création du Chantier de l'économie sociale (Groupe de travail sur l'économie sociale, 1996) et alimenté la réflexion de nombreux acteurs sociaux au Québec, comme en fait foi la littérature produite sur le sujet notamment par l'acteur syndical (Aubry, 1997 ; Lachapelle, 1997 ; Lamarque, 1997a ; 1997b ; Roy, 1997) et par le mouvement des femmes (Champagne, 1997 ; Descarries et Corbeil, 1997 ; Dubé *et al.*, 1997 ; Gagnon *et al.*, 1997 ; Guay, 1997a ; 1997b ; Nadeau, 1997). Enfin signalons que ce fut également en 1997 que fut mise sur pied l'équipe de recherche en partenariat « Économie sociale, santé et bien-être » (Vaillancourt et Labesse, 1997) financée par le Conseil québécois de la recherche sociale (CQRS). Cette équipe de chercheurs et d'intervenants du milieu, implantée à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), venait alors s'ajouter à d'autres équipes de recherches québécoises ayant déjà entrepris, depuis le début des années 1990, des travaux importants sur l'économie sociale, tel le Centre de recherche sur les innovations sociales dans l'économie sociale, les entreprises et les syndicats (CRISES) et le Centre interdisciplinaire d'information et de recherche sur les entreprises collectives (CIRIEC-Canada) qui ont fait œuvre de pionniers en tant que lieux de production et d'avancement des connaissances sur l'économie sociale au Québec.

À partir de 1998, la production de recherche révèle des transformations quant à l'orientation des chercheurs et à leurs intérêts concernant l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être. En effet, c'est surtout à partir de 1998 et 1999 qu'on voit apparaître la publication de plus d'une dizaine de monographies d'entreprises d'économie sociale dans lesquelles on cherche à mieux cerner le caractère innovateur de ces entreprises par l'entremise d'études systématiques de leurs dimensions organisationnelles et institutionnelles⁵⁸ (Simard, 1999; Pelletier, 1999; Laplante et Duguay, 1999; Andion, 1998a; 1998b; Bouchard et Gagnon, 1998; Charest, 1998; Boucher et Inkel, 1998a; 1998b; Lévesque, 1998; Nadeau, 1998). Simultanément, la recension des écrits à partir de l'année 1998 laisse entrevoir la production d'études plus sectorielles concernant l'impact social et économique des organismes communautaires sur certains territoires régionaux au Québec (Saucier *et al.*, 1999; Boivin et Youde, 1998; Proulx, 1998; Tessier et Roussel, 1998; Tremblay et Tremblay, 1998). Plusieurs de ces études reprennent en partie une démarche initiée par le Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS) et les Services aux collectivités de l'UQAM qui avaient publié conjointement, en 1996, une étude semblable effectuée auprès d'organismes communautaires dans quatre arrondissements de la Ville de Montréal (Mathieu *et al.*, 1996; Jetté et Mathieu, 1999).

Avec l'émergence d'une centaine d'entreprises d'économie sociale en aide domestique au Québec, soutenues en partie par le financement de l'État, la question de l'institutionnalisation de ces entreprises, et du secteur de l'économie sociale en général, va capter davantage l'attention des chercheurs et des promoteurs de l'économie sociale (Jenson et Phillips, 2000; Vaillancourt *et al.*, 2000; Lévesque et Mendell, 1999; Vaillancourt et Jetté, 1999a; 1999b; D'Amours, 1999a; Fournier, 1999; Gagnon *et al.*, 1999; Lévesque et Vaillancourt, 1998). La fin de la décennie voit également émerger progressivement des préoccupations plus soutenues concernant la question de l'emploi et des conditions de travail dans les entreprises d'économie sociale (Favreau, 1999; Vanier, 1999; Larose et Aubry, 1999; Paquet, 1999; Paquet *et al.*, 1999; D'Amours, 1999c) alors que s'expriment avec encore plus de conviction les dangers de déliquescence qui guettent le projet alternatif porté initialement par les promoteurs de l'économie sociale (Bourque, 1999; Graefe, 1999; Piotte, 1998; Boivin et Fortier, 1998b).

58. On doit noter que la plupart de ces monographies ont été réalisées dans le cadre des travaux du CRISES.

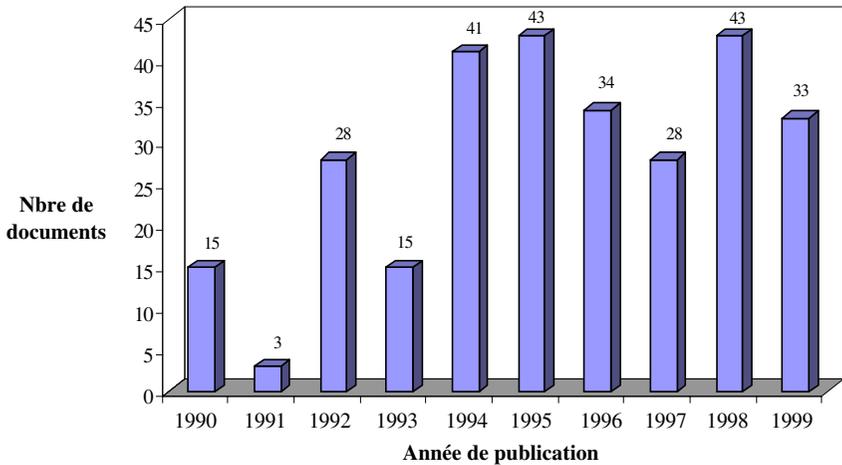
7.4 L'évolution de la production littéraire traitant de l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être en Europe

Jusqu'à un certain point, le type d'analyse développée pour le Québec vaut également pour la production littéraire européenne de langue française et anglaise sur l'économie sociale. Les gouvernements européens ont été confrontés, eux aussi, à divers degrés et en fonction des réalités propres aux entités nationales concernées, à des crises budgétaires importantes. Les acteurs sociaux impliqués dans la dispensation des services sociaux, de santé et de bien-être ont dû ainsi conjuguer à la fois avec des coupures budgétaires au plan du financement des services et avec la remise en question du providentialisme (Enjolras, 1998a; Laville, 1995a; 1994a; Room et Perri 6, 1994; Rosanvallon, 1995; Lipietz, 1990). Et même si les réponses apportées à cette crise ont pu prendre des orientations diverses selon les pays (Archambault, 1998; Enjolras, 1998b; Vaillancourt et Laville, 1998; Kramer *et al.*, 1993), il n'en demeure pas moins que la question de l'économie sociale semble avoir davantage été prise en considération dans plusieurs pays du continent européen à partir du milieu des années 1990.

La figure 3, à la page suivante, démontre ainsi qu'à l'instar du Québec, on assiste à une augmentation importante de la littérature sur l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être en Europe surtout à partir de 1994 (41 documents) et 1995 (43 documents). Une exception toutefois à cette tendance : l'année 1992 qui fut particulièrement prolifique à l'égard de la production littéraire sur l'économie sociale (28 documents recensés), incluant un ouvrage renfermant plusieurs contributions édité sous la direction Jacques Defourny et José Luis Monzon Campos (1992), ainsi qu'un livre de Jean-Louis Laville sur les services de proximité en Europe (1992). Hormis cet écart au début de la décennie, le corpus documentaire européen de langue française et anglaise voit sa production atteindre un sommet en 1995 et en 1998 avec 43 publications. Par la suite, malgré les fluctuations observées dans la recension que nous avons faite de 1990 à 1999, le nombre de documents portant sur l'économie sociale en Europe se maintient à un niveau pratiquement deux fois plus élevé qu'au début de la décennie (si on excepte l'année 1992). On peut penser que cette augmentation n'est pas étrangère à la préoccupation grandissante des chercheurs pour le thème de l'économie sociale sur le territoire européen à partir du milieu des années 1990.

FIGURE 3

Nombre de documents recensés selon l'année de publication pour le corpus traitant de l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être en Europe de 1990 à 1999 (n = 283)



Comme le démontre la figure 3, les années 1994, 1995 et 1996 constituent une période d'intense production littéraire d'où émergent plusieurs textes et ouvrages importants concernant l'économie sociale. Nous pensons notamment au livre de l'économiste Claude Vienney (1994), intitulé tout simplement *L'économie sociale*, qui met en évidence les transformations subies par ces entreprises au cours du 20^e siècle ; du livre de Jean-Louis Laville (1994b) sur l'économie solidaire et ses perspectives internationales, ainsi qu'un ouvrage de langue anglaise, duquel nous avons retenu neuf contributions, produit sous la direction de Perri 6 et Isabel Vidal (1994), qui aborde diverses facettes de la transformation de l'État-providence et de l'implication croissante des associations sans but lucratif et des coopératives dans la livraison des services de santé et de bien-être en Europe (Bager, 1994 ; Caballer *et al.*, 1994, Taylor et Hoggette, 1994 ; Room et Perri 6, 1994). Ajoutons qu'on retrouve également à l'intérieur de cet ouvrage des textes mettant en relief les configurations institutionnelles spécifiques prises par le tiers secteur en Italie (Costanzo, 1994), en Suède (Stryjan, 1994) et en Suisse (Wagner, 1994), ainsi que des contributions abordant la question des femmes (Yeandle, 1994) et la participation des usagers dans la définition des services (Pestoff, 1994).

En ce qui a trait aux années 1995 et 1996, nous avons retenu, entre autres, un ouvrage important portant sur les politiques sociales en

Angleterre, édité sous la direction de David Gladstone (1995), dont les contributions tentent de jeter un éclairage original sur les transformations du « Welfare State » (Gaster, 1995 ; Stewart, 1995 ; Taylor, 1995), incluant le rôle que peut jouer le logement social dans les politiques sociales (Murie, 1995). Un autre ouvrage collectif publié à cette époque mérite d'être souligné : c'est celui produit sous la direction de Bernard Eme, Jean-Louis Laville, Louis Favreau et Yves Vaillancourt (Eme *et al.*, 1996) et intitulé *Société civile, État et Économie plurielle*, dans lequel une dizaine d'auteurs, provenant du Québec et d'Europe, cherchent à éclairer deux points principaux, soit « d'une part, la crise de l'État-providence qui demande de nouvelles analyses, d'autre part, les possibilités de dépassement de cette crise qui peuvent être étudiées à partir de l'analyse de pratiques sociales de la société civile et de politiques publiques en émergence » (Eme *et al.*, 1996 : 11). C'est également au cours des années 1992 à 1996 qu'on voit apparaître de manière plus fréquente la publication, sous forme de livre (Archambault, 1996b) ou d'articles dans diverses revues scientifiques dont, notamment, *Voluntas* (Lundström, 1996 ; Salamon et Anheier, 1992a ; 1992b ; Taylor et Lansley, 1992), les résultats de la fameuse étude comparative internationale sur le tiers secteur menée dans huit pays industrialisés par l'International Society for Third-Sector Research.

Ainsi, à l'instar du Québec, où l'analyse du corpus littéraire sur l'économie sociale montre que les années 1994 à 1996 constituent une période charnière reflétant l'intérêt nouveau de nombreux acteurs sociaux pour l'économie sociale (dont le mouvement des femmes fut une composante essentielle mais non exclusive), l'augmentation importante de la littérature traitant de l'économie sociale dans les pays ouest-européens, au cours de cette même période, rend compte d'un mouvement similaire à l'échelle du vieux continent. C'est donc dire que la résurgence de l'économie sociale au milieu des années 1990 n'est pas un phénomène propre au Québec, mais qu'elle correspond à une conjoncture historique et socioéconomique sinon généralisée, du moins fortement répandue parmi les pays les plus importants de l'Europe de l'Ouest (l'Angleterre et la France notamment), qui a révélé l'ampleur des transformations amorcées au sein des compromis sociaux institutionnalisés au cours des Trente Glorieuses. Cette reconfiguration des structures sociales, qu'on a pu observer à travers la littérature produite sur l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être (mais qui pourrait certainement être validée par l'analyse d'autres domaines d'activités sociales et économiques), peut être comprise comme le franchissement d'une nouvelle étape qui verrait les sociétés fordistes passer d'une

période de crise à une période « post-fordiste » caractérisée par une recomposition des rapports sociaux et des institutions qui les fixent. Les années 1994 à 1996 se révèlent donc, à cet égard, un moment de transition entre, d'une part, le constat fait par les acteurs sociaux de la crise du fordisme et, d'autre part, la recherche de solutions à l'épuisement de ce modèle⁵⁹.

Enfin, le nombre de documents recensés concernant l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être en Europe diminue légèrement dans le dernier tiers de la décennie (1997 à 1999) par rapport aux années médianes (1994 à 1996), même si plusieurs ouvrages d'envergure sont publiés. Citons d'abord le livre d'Éric Bidet (1997) sur l'économie sociale en France qui, à défaut de révolutionner la problématique dans laquelle il s'inscrit, a néanmoins le mérite de bien situer le développement des entreprises du tiers secteur dans le contexte français. Est plus originale, à notre avis, la contribution de Jean-Louis Laville et Renaud Sainsaulieu (1997) sur la sociologie des associations. Ces deux auteurs se penchent en priorité sur la dimension organisationnelle des associations par l'intermédiaire, notamment, de quatre études de cas d'entreprises d'économie sociale. On peut considérer cet ouvrage comme l'un des premiers apports théoriques et systématiques concernant le fonctionnement interne de ces entreprises, un thème – comme nous le verrons ultérieurement – qui a fait l'objet de peu d'attention de la part des chercheurs jusqu'à cette date.

Notre recension a également permis de recueillir cinq textes parus en 1997 sous la direction de Lionel Monnier et Bernard Thiry portant

59. Même si cette hypothèse est formulée de manière générale et englobante, il n'en demeure pas moins que ces années de transition peuvent varier d'une conjoncture nationale à une autre. En outre, il faut considérer qu'à l'intérieur même d'un territoire national, il n'existe pas nécessairement de consensus absolu entre les acteurs sur l'établissement d'un diagnostic par rapport à une situation. Dès lors, on ne doit pas se surprendre si la totalité des acteurs sociaux n'adhèrent pas nécessairement à une lecture de la réalité sociale qui commande des changements structurels. Ainsi, on pourrait identifier, au sein d'entités nationales engagées dans les processus de transformation du fordisme, des acteurs sociaux qui ne reconnaissent pas cette crise et ses conséquences, ou qui, face aux nouvelles dynamiques du marché (délocalisation, flexibilisation du travail, précarité, etc.) et leurs effets délétères sur les structures sociales, mettent de l'avant des revendications visant la restauration des institutions de l'ancien modèle. Ces variations, par rapport à la validité de la thèse que nous défendons, n'invalident en rien sa portée générale dans le cadre d'une société moderne. Elles ne font que mettre en relief l'espace d'autonomie dont jouissent les acteurs sociaux et les visions spécifiques qu'ils peuvent développer en fonction de leur position particulière sur l'équichier complexe des rapports sociaux.

sur les mutations structurelles vécues actuellement au sein des sociétés industrielles (Anheier et Ben-Ner, 1997; Gachet, Schulte-Beckhausen et Valotti, 1997; Lorendahl, 1997) et l'apport des activités de l'économie sociale dans le cadre d'un objectif d'intérêt général de la société en contexte de profondes transformations (Monnier et Thiry, 1997; Monzon Campos, 1997). Enfin, terminons cette présentation de la littérature européenne en soulignant que cette dernière tranche des années 1990 a également été caractérisée par un effort, peut-être encore plus marqué des chercheurs, pour cerner de manière plus précise les contours d'un nouvel arrangement institutionnel entre l'État et les entreprises de la nouvelle économie sociale. Plusieurs textes touchant ce thème ont d'ailleurs paru en 1998 et en 1999 (Lewis, 1999b; Lorendahl, 1999; Taylor et Bassi, 1998; Vaillancourt et Laville, 1998; Enjolras, 1998a; Malpass, 1998). Cet effort n'est pas étranger à l'évolution du contexte socioéconomique des sociétés occidentales dont plusieurs ont su dépasser les contraintes de la crise du fordisme pour s'engager dans l'établissement de nouveaux rapports sociaux depuis la fin de la décennie. Cette amorce de reconfiguration des compromis institutionnalisés, que certains ont associée à un «nouvel esprit du capitalisme», se manifeste, d'une part, par un retour de la croissance économique dans un contexte d'exclusion de certaines catégories de la population active et, d'autre part, par un désarroi idéologique de la gauche politique et une crise de la critique qui semble incapable d'articuler de nouvelles propositions de justice sociale propre à assurer une redistribution plus équitable de la nouvelle richesse produite (Boltanski et Chiapello, 1999)⁶⁰.

7.5 L'évolution de la production littéraire traitant de l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être au Canada (sans le Québec)

Quant aux provinces canadiennes (le Canada sans le Québec), la faible production de littérature recensée sur l'économie sociale de 1990 à 1999 (84 documents) nous incite à demeurer prudents en ce qui concerne les conclusions que nous pourrions en tirer (*cf.* figure 4). Le peu de documents recensés peut s'expliquer par l'utilisation très récente et plutôt marginale des concepts d'économie sociale (ou de *social economy*) et de tiers secteur (ou *third sector*) dans les provinces canadiennes autres que le Québec à l'intérieur de la littérature que nous avons consultée.

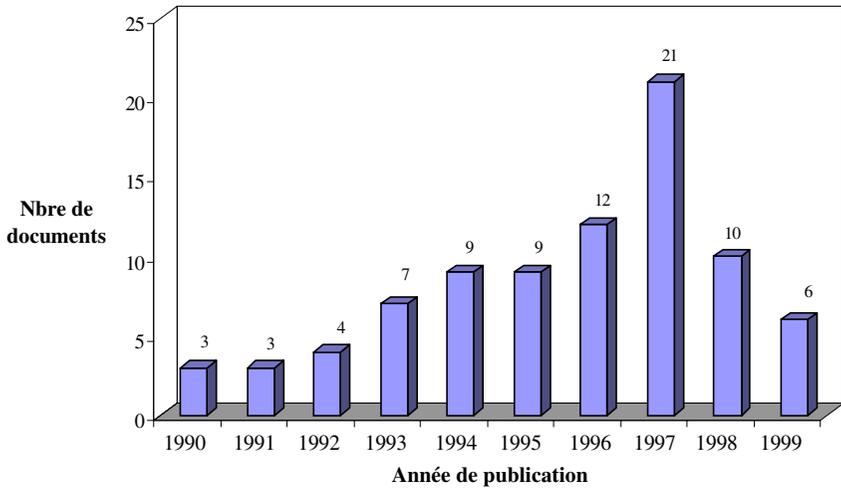
60. Boltanski, Luc et Ève Chiapello (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 848 pages.

De plus, il faut rappeler le choix que nous avons fait dès le départ d'exclure de notre corpus les documents traitant des ressources bénévoles sous l'angle presque exclusif de la gestion ou de la motivation des personnes ainsi que les documents abordant le *voluntary sector* et le *non-profit sector* à partir des concepts de charité ou de philanthropie. Néanmoins, un premier tour d'horizon de la littérature canadienne recensée nous a convaincu de conserver certains documents qui nous apparaissaient pertinents ; à défaut de quoi, notre corpus canadien sur l'économie sociale risquait d'être réduit à une peau de chagrin. En effet, pour la plupart des auteurs canadiens, le tiers secteur semble constitué d'abord et avant tout de ressources bénévoles alimentées financièrement par les dons et la charité privée (Picard, 1997 ; Scharf Cherniavsky et Hogg, 1997 ; Sharpe, 1994 ; Campbell, 1993 ; Smith, 1992). Dès lors, les caractéristiques attribuées au tiers secteur ne correspondent pas suffisamment à notre définition de l'économie sociale pour nous permettre d'inclure toutes les pièces canadiennes relatives à ce thème dans notre recension. Malgré ces réserves, et en tenant compte des remarques exprimées à propos du faible nombre de documents recensés, l'année 1997 semble avoir représenté, pour les provinces canadiennes hors Québec, un moment important d'augmentation de la production littéraire sur l'économie sociale en lien avec la santé et le bien-être. Nous avons ainsi identifié 21 documents pour l'année 1997, alors que nous avons recensé respectivement 9 et 12 publications pour les années 1995 et 1996 et un nombre encore moindre de documents pour les années antérieures (cf. figure 4).

Il a donc fallu attendre l'année 1997 pour que soient publiés un nombre significatif d'écrits sur le thème de l'économie sociale et du tiers secteur au Canada. Avant cette date, peu de choses ont été écrites sur le sujet, sinon une publication remarquable de Jack Quarter en 1992 sur l'économie sociale au Canada. Or, malgré l'augmentation de documents recensés pour l'année 1997, l'intérêt pour l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être au Canada ne semble pas se prolonger au-delà de cette période si on s'en tient aux résultats de notre étude pour les années 1998 et 1999, qui montrent l'identification de 10 et 6 documents respectivement pour ces années. Même si les résultats de nos travaux ne permettent pas de statuer clairement sur la question de l'intérêt accru ou non des acteurs sociaux et des universitaires canadiens pour la question de l'économie sociale en lien avec la santé et le bien-être, mentionnons que, dans un article publié dans la revue *Nouvelles pratiques sociales* au printemps 1999, Paul Leduc Browne propose une analyse de la littérature sur le tiers secteur au Canada anglais.

FIGURE 4

Nombre de documents recensés selon l'année de publication pour le corpus traitant de l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être au Canada (sans le Québec) de 1990 à 1999 (n = 84)



Selon les observations qu'il a pu faire, «[même] si la question du tiers secteur suscite beaucoup d'intérêt au Canada anglais, tant dans les ministères fédéraux et provinciaux, et les organismes privés consacrés à la recherche (les think tanks), que dans les universités [...], le secteur reste peu connu et sous-conceptualisé» (Browne, 1999: 143). Ainsi, son étude semble confirmer que «les perspectives historiques et sociologiques sont souvent occultées au profit de modèles logiques abstraits, à l'instar des travaux d'économistes américains» (Browne, 1999: 147). En outre, si ce dernier a pu constater que les recherches concernant le tiers secteur au Canada anglais portaient, «dans les années 1970 et au début des années 1980, avant tout sur des questions d'ordre technique relevant du recrutement des bénévoles, ainsi que du financement ou de la gestion des associations et des entreprises» (Browne, 1999: 145), nous pourrions ajouter, suite à nos propres travaux, que cette tendance semble s'être poursuivie au cours des années 1990. De plus, Browne lui-même, dans son article, tout comme d'autres chercheurs canadiens (Shields et Mitchell Evans, 1998), demeurent sur un registre très défensif par rapport aux potentialités de l'économie sociale.

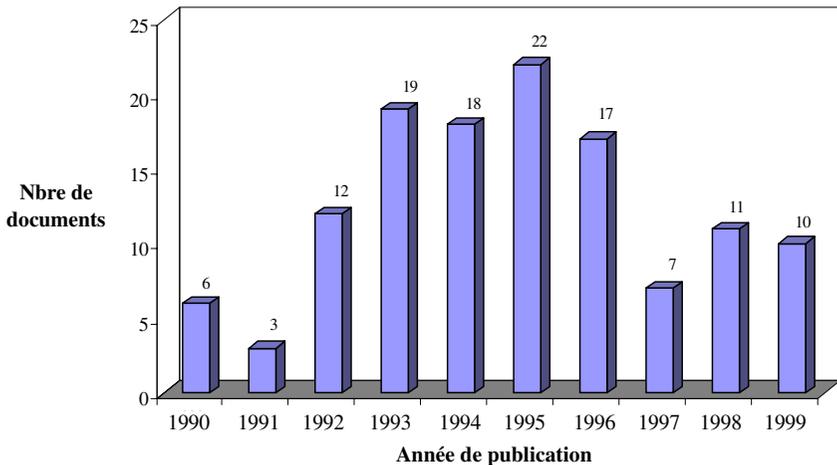
Cet intérêt mitigé au Canada anglais concernant une économie sociale productrice de services et d'activités d'utilité sociale, aux côtés des secteurs public et privé, peut s'expliquer également par le faible niveau d'institutionnalisation de celle-ci par rapport au Québec, ainsi que la relative indifférence des mouvements sociaux et des gouvernements provinciaux à son égard. Non pas qu'elle n'existe pas de manière empirique au Canada anglais, mais sa réalité est fréquemment assimilée (et restreinte, pourrions-nous ajouter) au concept de développement économique communautaire (DEC). Dès lors, ceux et celles qui s'intéressent au DEC au Canada anglais (mouvement qui fait partie de l'économie sociale selon notre définition) ont parfois de la difficulté à élargir leur point de vue afin d'englober l'ensemble du secteur de l'économie sociale. Pour un déploiement plus large des quelques éléments comparatifs présentés ici entre l'économie sociale au Québec et celle du reste du Canada, notamment dans les provinces de l'Ontario, de la Saskatchewan et du Nouveau-Brunswick, nous renvoyons les lecteurs à une étude produite en 2000 par l'une des équipes de recherches auxquelles nous participons (Vaillancourt *et al.*, 2000).

Enfin, nous ne pourrions terminer cette discussion sur la littérature canadienne anglaise concernant l'économie sociale sans mentionner la publication en 2000 d'un ouvrage important (mais qui n'est donc pas comptabilisé dans la figure 4), sous la direction de Keith G. Banting, et sous le titre de *The Nonprofit Sector in Canada. Role and Relationships*. D'une certaine manière, on peut considérer que les contributions présentées dans cet ouvrage constituent un début de réponses aux lacunes théoriques et empiriques mises à jour par P.L. Browne concernant la production scientifique sur l'économie sociale au Canada anglais (Browne, 1999). Ainsi, nous avons retenu, pour les fins de notre recension, cinq articles tirés de ce livre, dont un texte livrant les résultats d'une analyse comparative entre les entreprises du tiers secteur au Québec et en Ontario dans le domaine du soutien à domicile (Jenson et Phillips, 2000), un autre exposant les conséquences inattendues du développement d'activités commerciales dans deux entreprises sans but lucratif (Counselling Organization et Environmental Organization) en Ontario (Dart et Zimmerman, 2000), ainsi qu'un article présentant les résultats d'une enquête concernant le « *nonprofit sector* » au Manitoba (Brown *et al.*, 2000).

7.6 L'évolution de la production littéraire traitant de l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être aux États-Unis

Pour compléter notre survol de l'ensemble de la littérature que nous avons recensée, il nous reste à traiter du corpus abordant la question de l'économie sociale aux États-Unis. À cet égard, soulignons d'abord que les réserves émises concernant la production canadienne hors Québec sur l'économie sociale sont également valables pour le corpus américain. Plusieurs documents ont ainsi été éliminés lors du processus de sélection puisqu'ils abordaient la question du bénévolat à partir de préoccupations presque uniquement philanthropiques, caritatives ou techniques et, donc, trop restrictives par rapport à notre définition de l'économie sociale. Suite à ce tamisage, nous avons identifié 125 documents publiés aux États-Unis de 1990 à 1999 concernant l'économie sociale en lien avec le domaine de la santé et du bien-être (cf. figure 5 ci-dessous).

FIGURE 5
Nombre de documents recensés selon l'année de publication pour le corpus traitant de l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être aux États-Unis de 1990 à 1999 (n = 125)



La figure 5 montre que c'est au milieu des années 1990 que la production littéraire sur l'économie sociale aux États-Unis, en lien avec le thème de la santé et du bien-être, s'est faite la plus abondante (de 1993 à 1996), avec toutefois un recul marqué pour l'année 1997 (seulement

sept publications recensées). Les années productives à cet égard, soit de 1993 à 1996, surviennent au moment du premier mandat à la présidence du démocrate Bill Clinton, qui promettait de créer un nouveau partenariat entre le tiers secteur et le secteur public. Cette conjoncture favorable au développement du tiers secteur survient également après plusieurs années de régime néolibéral sous la gouverne de deux gouvernements républicains successifs, soit ceux de Ronald Reagan et de Georges Bush durant les années 1980, qui ont utilisé l'un comme l'autre le thème du bénévolat afin de mousser leur candidature à la présidence (Rifkin, 1996 a : 330-336).

La production d'écrits concernant l'économie sociale coïncide également avec l'intérêt manifesté chez nos voisins du sud pour les concepts de capital social et de prise en charge des communautés par elles-mêmes (Putnam, 1996). Ces concepts peuvent toutefois, en fonction de leurs modalités d'application, s'harmoniser parfaitement avec une vision néolibérale du développement social. En effet, lorsque ces dynamiques (capital social et empowerment) émergent sous l'impulsion des forces du marché, c'est alors le secteur informel (et donc les ressources bénévoles) qui assume, en bonne partie, l'organisation des services et des activités de soutien et de bien-être pour les personnes vulnérables dans les communautés. Le financement de ces activités se fait alors par le biais de la charité et de la philanthropie, qui prennent une importance capitale pour la survie financière des organismes bénévoles. Cette situation les rend toutefois plus vulnérables à l'influence et aux diktats des grandes fondations privées, comme le démontre l'expérience américaine. C'est ainsi qu'aux États-Unis, au cours des années 1980, sous la gouverne des deux gouvernements républicains, le «volontariat» est devenu le fer de lance d'une stratégie visant «à rendre l'État au peuple»; ce qui signifie, dans le langage sibyllin de la communauté politique américaine, une présence minimale de l'État dans les services de santé et de bien-être à la population (Rifkin, 1996 a : 330).

Il semble d'ailleurs que ce sentiment «anti-welfare» ait persisté au cours des années 1990, même au sein de l'opinion publique américaine. L'un des principaux candidats républicains à la présidence de l'an 2000, George W. Bush, se sent ainsi parfaitement légitimé de mettre en bonne place, dans son agenda politique, la recomposition du filet de sécurité sociale de la société américaine dans le cadre d'un transfert de responsabilité du public vers le privé. Advenant une victoire lors de ces élections, il promet de mobiliser encore davantage les Églises et les organismes caritatifs du pays, «ces soldats de l'armée de compassion»

comme il les appelle, afin de favoriser un retrait encore plus grand de l'État dans le domaine de l'aide sociale. L'économie sociale fait donc l'objet d'une attention particulière aux États-Unis⁶¹, mais cet intérêt se fonde sur un programme politique très conservateur visant carrément à démanteler les politiques sociales publiques s'adressant aux plus démunis. De plus, l'économie sociale est davantage considéré sous l'angle de sa capacité à faire appel à un large bassin de ressources bénévoles organisées⁶².

D'ailleurs, plusieurs organismes du tiers secteur financés par le gouvernement américain ont dû composer avec des coupures importantes de leur financement compte tenu des restrictions budgétaires que celui-ci s'est imposées à partir des années 1980. D'une part, le gouvernement américain fait donc l'éloge des organisations issues de la société civile, d'autre part il réduit leur financement. Ce double discours tend ainsi à confirmer la fonction sociale compensatoire que certains conservateurs voudraient voir confier aux mouvements associatifs américains.

61. Des lecteurs pourraient s'étonner de l'absence de référence spécifique ou plus importante, à ce moment-ci, à la revue *Voluntas*, une revue internationale d'envergure portant sur le tiers secteur publiée pourtant aux États-Unis. Cette omission s'explique facilement. Rappelons d'abord que les données de cette section sont relatives aux pays concernés par le contenu de la littérature, et non par le lieu de publication de cette littérature. Or, même si le lieu de publication de la revue se situe bien aux États-Unis, cela ne présume en rien du contenu des articles. Nous avons d'ailleurs recensé dans la revue *Voluntas*, de 1990 à 1998, uniquement six articles qui traitaient de la situation de l'économie sociale ou du tiers secteur aux États-Unis dans le domaine de la santé et du bien-être (Hodgkinson, 1990; Dale, 1993; Fletcher *et al.*, 1994; Salamon et Anheir, 1998b; Wolch, 1999; Salamon, 1999). De plus, il faut considérer que *Voluntas* est une revue internationale éditée en Angleterre, dont les collaborateurs proviennent d'un peu partout dans le monde (Angleterre, Australie, Amérique latine, Canada, États-Unis, Europe, etc.). Ainsi, malgré l'implantation de cette revue dans une université américaine, les articles qu'elle présente s'adressent d'abord à un lectorat international dont les intérêts dépassent largement la seule préoccupation pour la situation de l'économie sociale aux États-Unis, ce dont témoigne avec éloquence le contenu des articles répertoriés.

62. Dans nos travaux, nous avons l'habitude de distinguer le secteur de l'économie sociale du secteur informel, qui renvoie plutôt à des ressources bénévoles non organisées ou non instituées par l'État telles que la famille, les aidants naturels, le voisinage, etc. Dans cette optique, les associations regroupant majoritairement des ressources bénévoles sont considérées à mi-chemin entre le secteur de l'économie sociale et le secteur informel puisque, même si elles font appel en majeure partie à des ressources non rémunérées, elles relèvent d'un niveau d'institutionnalisation plus grand que les ressources bénévoles non organisées.

Dans un article paru en 1999 dans la revue *Voluntas*, Lester M. Salamon, un expert de la question du tiers secteur, affirme que cette situation a forcé plusieurs associations à se tourner vers une participation accrue des usagers pour financer leurs activités. Or, cette nouvelle conjoncture a attiré des entreprises marchandes à l'intérieur de domaines d'activité traditionnellement dévolus aux entreprises associatives, qui ont ainsi cherché à profiter de la constitution d'une nouvelle demande, en partie solvable, pour vendre leurs services. Pour pallier cette crise financière et la crise de légitimité que doivent affronter les entreprises du tiers secteur aux États-Unis, jugées par la population trop portées vers la professionnalisation et la bureaucratisation, il propose au mouvement associatif américain de se recentrer sur ses valeurs de base et de négocier un nouveau partenariat avec l'État à l'image de ce qui se fait dans certains pays européens (Salamon, 1999). Or, cette idée est critiquée par d'autres observateurs qui croient que, compte tenu de la perte d'autonomie des États dans le contexte actuel de globalisation des économies, il est impossible de procéder à ce recentrage et qu'il vaut mieux, pour les organismes du tiers secteur, s'en remettre à un repli à la marge, loin des institutions dominantes et des groupes puissants (Wolch, 1999). D'autres encore affirment que les modèles corporatistes européens auxquels fait référence Salamon dans son texte – dont l'Allemagne s'avère peut-être l'un des exemples typiques – sont loin de représenter des références idéales puisque, si la marchandisation accrue des activités des associations américaines a provoqué une crise de légitimité parmi celles-ci, le modèle de corporatisme en vigueur en Allemagne a lui aussi ses détracteurs (Zimmer, 1999). Bref, le modèle américain d'économie sociale est en crise, et les experts ne semblent pas s'entendre sur les solutions à apporter afin d'y remédier.

7.7 Quelques hypothèses en lien avec l'indexation par mots clés

L'indexation de notre corpus documentaire à partir de mots clés nous a permis d'avoir un aperçu des dimensions les plus souvent abordées dans cette littérature, et des principales thématiques retenues par les auteurs (voir tableaux 8 et 9). La classification, par ordre décroissant, de l'occurrence de l'ensemble des mots clés que nous avons utilisés (tableau 9) fournit des indications intéressantes à ce sujet. Ainsi, de manière générale, on constate que certains thèmes ont fait l'objet d'une attention plus soutenue dans la littérature produite sur l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être de 1990 à 2000.

TABLEAU 8
Classification des mots clés par ordre alphabétique et leur occurrence
dans le corpus documentaire (n = 811)

Mot	Occurrence	Mot	Occurrence
1. acteur social	(134)	42. lien social	(79)
2. administration publique	(232)	43. logement social	(85)
3. agence	(14)	44. mode de gestion	(165)
4. association	(280)	45. modèle de développement	(195)
5. autonomie organisationnelle	(11)	46. mutuel	(13)
6. bénévolat	(113)	47. organisation du travail	(101)
7. cadre juridique	(39)	48. partenariat	(270)
8. CDC	(3)	49. participation	(204)
9. CDEC	(6)	50. patronat	(10)
10. charité	(34)	51. pauvreté	(50)
11. CLD	(4)	52. personne âgée	(31)
12. CLSC	(38)	53. personne handicapée	(9)
13. communautaire	(215)	54. personnel salarié	(113)
14. communication	(12)	55. politique sociale	(116)
15. condition de développement	(109)	56. prévention	(21)
16. condition de travail	(48)	57. privatisation	(55)
17. contractualisation	(13)	58. professionnalisation	(21)
18. coopérative	(104)	59. programmation	(112)
19. crise	(67)	60. qualité du service	(29)
20. DEC	(8)	61. réforme	(34)
21. décentralisation	(27)	62. régie régionale	(3)
22. désinstitutionnalisation	(12)	63. régionalisation	(6)
23. don	(13)	64. relation de service	(9)
24. éducation	(6)	65. relation de travail	(15)
25. Église	(17)	66. santé	(53)
26. emploi	(108)	67. santé mentale	(44)
27. empowerment	(45)	68. secteur marchand	(56)
28. État-providence	(112)	69. sens du travail	(37)
29. évaluation	(97)	70. sida	(11)
30. famille	(28)	71. société civile	(28)
31. femme	(57)	72. soutien à domicile	(83)
32. financement	(186)	73. syndicat	(40)
33. formation	(28)	74. territoire	(128)
34. garderie	(26)	75. toxicomanie	(9)
35. hébergement	(11)	76. transformation	(204)
36. hôpital	(12)	77. travail social	(41)
37. insertion	(36)	78. usager	(121)
38. institutionnalisation	(62)	79. UWA	(3)
39. intersectorialité	(19)	80. violence	(6)
40. itinérance	(7)	81. virage ambulatoire	(11)
41. jeune	(29)		

TABLEAU 9
Classification décroissante des mots clés selon leur occurrence
dans le corpus documentaire (n = 811)

Mot	Occurrence	%	Mot	Occurrence	%
1. association	(280)	35 %	41. insertion	(36)	
2. partenariat	(270)	33 %	42. charité	(34)	4 %
3. administration publique	(232)	29 %	43. réforme	(34)	
4. communautaire	(215)	27 %	44. personne âgée	(31)	
5. participation	(204)	25 %	45. jeune	(29)	
6. transformation	(204)	25 %	46. qualité du service	(29)	
7. modèle de développement	(195)	24 %	47. formation	(28)	3 %
8. financement	(186)	23 %	48. famille	(28)	
9. mode de gestion	(165)	20 %	49. société civile	(28)	
10. acteur social	(134)	16 %	50. décentralisation	(27)	
11. territoire	(128)	16 %	51. garderie	(26)	
12. usager	(121)	15 %	52. prévention	(21)	
13. politique sociale	(116)	14 %	53. professionnalisation	(21)	
14. personnel salarié	(113)	14 %	54. intersectorialité	(19)	2 %
15. bénévolat	(113)		55. Église	(17)	
16. État-providence	(112)		56. relation de travail	(15)	
17. programmation	(112)		57. agence	(14)	
18. condition de dévelop.	(109)	13 %	58. contractualisation	(13)	
19. emploi	(108)		59. don	(13)	
20. coopérative	(104)		60. mutuel	(13)	
21. organisation du travail	(101)	12 %	61. hôpital	(12)	1 %
22. évaluation	(97)		62. communication	(12)	
23. logement social	(85)	10 %	63. désinstitutionnalisation	(12)	
24. soutien à domicile	(83)		64. autonomie org.	(11)	
25. lien social	(79)		65. virage ambulatoire	(11)	
26. crise	(67)	8 %	66. hébergement	(11)	
27. institutionnalisation	(62)		67. sida	(11)	
28. femme	(57)		68. patronat	(10)	
29. secteur marchand	(56)	7 %	69. toxicomanie	(9)	
30. privatisation	(55)		70. personne handicapée	(9)	
31. santé	(53)		71. relation de service	(9)	
32. pauvreté	(50)	6 %	72. DEC	(8)	
33. condition de travail	(48)		73. itinérance	(7)	
34. empowerment	(45)		74. éducation	(6)	
35. santé mentale	(44)	5 %	75. régionalisation	(6)	
36. travail social	(41)		76. CDEC	(6)	
37. syndicat	(40)		77. violence	(6)	
38. cadre juridique	(39)		78. CLD	(4)	
39. CLSC	(38)		79. CDC	(3)	
40. sens du travail	(37)	4 %	80. régie régionale	(3)	
			81. UWA	(3)	

Une classification plus fine des sujets abordés, à partir des trois dimensions de l'action collective (dimension des rapports sociaux, dimension institutionnelle et dimension organisationnelle), permet de constater que la question des acteurs sociaux (tableau 10) et des processus institutionnels (tableau 11) inhérents à l'émergence de la nouvelle économie sociale ainsi qu'au nouveau partage des responsabilités dans le domaine de la santé et du bien-être semblent avoir été des thèmes de prédilection. Ce sont en effet les dimensions du partenariat, de la participation, du financement, de la politique sociale et de la programmation qui semblent avoir fait l'objet d'un intérêt particulier de la part des chercheurs et des acteurs sociaux au cours de la période étudiée. L'occurrence des mots clés répertoriés dans les tableaux 8 à 11 montre que les thèmes jusqu'ici privilégiés dans la littérature sur l'économie sociale se fondent en grande partie sur l'analyse macro des phénomènes (rôle des acteurs sociaux, partenariat, participation, transformation, modèle de développement, territoire, etc.) au détriment des processus plus micro relevant davantage de la dimension organisationnelle (conditions de travail, qualité du service, professionnalisation, etc.).

Seules les questions entourant la gestion des organismes semblent avoir fait l'objet d'une préoccupation centrale de la dimension organisationnelle au sein de la littérature que nous avons recensée sur l'économie sociale (voir tableau 11). Cette préoccupation des chercheurs et des acteurs sociaux à l'égard des modes de gestion doit être mise en parallèle, à notre avis, avec le potentiel de participation des usagers et de démocratisation de l'organisation du travail dans les organismes de l'économie sociale par rapport à la techno-bureaucratie qui caractérise les modes de gestion dans les établissements du secteur public. C'est d'ailleurs sur ce plan que se situent, pour une bonne part, les enjeux actuels touchant le renouvellement des pratiques sociales dans les entreprises et les organismes du tiers secteur. Les tensions engendrées par la lutte des nouveaux mouvements sociaux pour l'établissement d'un nouveau compromis social prennent leur source dans une critique radicale de l'organisation même des structures de services institutionnels et de la programmation qui en découle.

L'intérêt pour la gestion des organismes renvoie donc, pour une bonne part, à des considérations émanant de la dimension institutionnelle et des rapports sociaux. Les nombreuses références aux rapports établis entre les acteurs sociaux, notamment aux administrations publiques, aux associations, aux groupes communautaires, aux producteurs de services et aux usagers (tableau 10) ainsi qu'aux processus institu-

TABLEAU 10
Occurrence des mots clés les plus fréquemment identifiés
dans la littérature sur l'économie sociale dans le domaine de la santé
et du bien-être selon la dimension des rapports sociaux
(acteurs sociaux et processus à l'œuvre au sein des rapports sociaux)

Acteurs sociaux	Processus au sein des rapports sociaux
association (280)	transformation (204)
administration publique (232)	modèle de développement (195)
communautaire (215)	territoire (128)
acteur social (134)	État-providence (112)
usager (121)	crise (67)
personnel salarié (113)	privatisation (55)
bénévolat (113)	sens du travail (37)
coopérative (104)	réforme (34)
femme (57)	
secteur marchand (56)	
syndicat (40)	
CLSC (38)	
personne âgée (31)	
jeune (29)	
société civile (28)	
Église (17)	
mutuel (13)	
patronat (10)	
personne handicapée (9)	

tionnels qui y sont associés (partenariat, participation, programmation, financement, etc.) (tableau 11) démontrent que l'émergence des débats autour de ces questions a d'abord été le fait d'acteurs sociaux concernés de près par la recherche de solutions à la satisfaction des nouveaux besoins sociaux (soutien à domicile, équité pour les femmes au travail, pauvreté, logement social, etc.).

En outre, l'occurrence élevée des thèmes «partenariat» et «participation», recensée dans la littérature, renvoie pour une bonne part à des concepts voisins tels que l'implication des ressources humaines, la démocratisation des rapports de production et de consommation et le fonctionnement en réseau. Ces dynamiques correspondent à des tendances déjà relevées et analysées dans le cadre de nombreuses approches théoriques en sciences sociales. En effet, ces thèmes peuvent être associés aux éléments centraux d'analyse des transformations actuelles, que ce

soit dans le cadre d'une vision « post-fordiste » développée par certains tenants de l'approche de la régulation qui ont mis en évidence l'encastrement des mécanismes de coordination des acteurs économiques et des systèmes sociaux de production (Hollingsworth et Boyer, 1997)⁶³ ; de l'identification, par l'approche des conventions, d'un nouvel esprit du capitalisme caractérisé par l'émergence de projets réticulaires et le fonctionnement des ressources en réseau (Boltanski et Chiapello, 1999)⁶⁴ ou bien de la thèse proposée par Manuel Castells (1998)⁶⁵ concernant l'émergence d'une nouvelle société en réseau.

Dans cette conjoncture nouvelle, appelant une plus grande interdépendance et une participation plus forte des acteurs sociaux, et au premier chef de ceux relevant de la société civile, aux transformations des rapports sociaux de production et de consommation, le secteur de l'économie sociale se positionne, à plusieurs égards, comme une forme alternative de production des services dont l'institutionnalisation exige une révision des règles du jeu. Ces nouvelles règles pourront s'instituer sur une base solidaire à condition que les nouveaux mouvements sociaux et les promoteurs de l'économie sociale, enracinés dans les communautés, demeurent vigilants dans leurs négociations avec l'État (Salamon, 1999 ; Serva, 1999 ; Lévesque et Mendell, 1999 ; Enjolras, 1998a ; Lévesque et Vaillancourt, 1998 ; Lévesque, 1998 ; 1997a ; Vaillancourt et Jetté, 1997 ; Favreau, 1995c ; Laville, 1994). Dans l'autre cas, le risque est grand de voir ce secteur instrumentalisé par les forces du marché dans l'optique d'une réforme néolibérale du système axée uniquement sur la réduction des coûts des services liés à la santé et au bien-être des populations (Wolch, 1999 ; Browne, 1998 ; Boivin et Fortier, 1998 ; AFÉAS *et al.*, 1998).

Sur le plan de l'analyse sectorielle et des domaines de services – thèmes qui réfèrent à la dimension organisationnelle du tableau 11 ci-après – l'occurrence des mots clés nous indique un intérêt accru pour le domaine des services de soutien à domicile (notamment pour l'aide domestique), du logement social, des services de soutien aux

63. Hollingsworth, J. Rogers et Robert Boyer (sous la direction de) (1997). *Contemporary Capitalism. The Embeddedness of Institutions*, Cambridge, Cambridge University Press, 493 pages.

64. Boltanski et Chiapello (1999), *op. cit.*

65. Castells, Manuel (1998). *La Société en réseaux. L'Ère de l'information*, Paris, Fayard, 616 pages.

femmes⁶⁶ et, de manière générale, pour les initiatives visant à contrer la pauvreté. L'importance accordée à ces domaines d'intervention vient confirmer les observations que nous avons pu faire, du moins au Québec, par le biais de nos réseaux de contacts avec certains acteurs sociaux⁶⁷, mais aussi par l'entremise d'autres travaux de recherche sur l'économie sociale (Vaillancourt et Jetté, 1999a; 1999b; Lévesque et Vaillancourt, 1998; Jetté *et al.*, 1997; Vaillancourt et Jetté, 1997; Favreau et Lévesque, 1996; Lévesque et Ninacs, 1997; Mathieu *et al.*, 1996).

Une lecture attentive du tableau 11 montre également que certains domaines de services ont été peu mentionnés dans la littérature que nous avons recensée. Les thèmes de l'itinérance, de la violence, du sida, de la prévention et du virage ambulatoire au Québec, pour ne nommer que ceux-là, ne semblent pas avoir été traités fréquemment dans la littérature sur l'économie sociale; ce qui, à certains égards, peut paraître surprenant compte tenu de l'importance accordée à ces problématiques dans plusieurs milieux. Néanmoins, il faut considérer que nous n'avons pu procéder à des recherches thématiques spécifiques couvrant l'ensemble des domaines de services pouvant être inclus dans l'économie sociale. Dans une certaine mesure, ceci pourrait avoir eu pour effet de biaiser quelque peu notre échantillonnage. Or, malgré l'augmentation du nombre de références qu'aurait pu permettre une recherche plus spécifique sur ces thèmes, il faut considérer qu'étant donné l'ampleur de notre corpus documentaire et l'étendue des moyens pris pour effectuer nos recherches, l'ajout de quelques références n'aurait pas modifié substantiellement le portrait de la situation. En fait, on peut raisonnablement penser que ces domaines de services ne constituent pas des thèmes privilégiés de la littérature dans le cadre de la nouvelle économie sociale.

66. Mentionnons toutefois que le thème des femmes, tel que nous l'avons indexé, renvoie ici autant aux interventions visant particulièrement les femmes (activités dans les maisons de femmes, dans les centres pour femmes victimes de violence, etc.) qu'à leur représentation sociale comme acteur au sein des mouvements sociaux.

67. Ces réseaux sont constitués de chercheurs universitaires et de partenaires provenant des secteurs public et communautaire concernés par la question de l'économie sociale. Pour un aperçu de l'étendue et de la composition de ces réseaux, le lecteur peut consulter le document présentant le projet de l'équipe de recherche «Économie sociale, santé et bien-être» (Vaillancourt et Labesse, 1997) ou visiter le site web de l'équipe (www.unites.uqam.ca/essbe/) ou celui du Centre de recherche sur les innovations sociales dans l'économie sociale, les entreprises et les syndicats (CRISES) (www.unites.uqam.ca/crises/).

TABLEAU 11
Occurrence des mots clés les plus fréquemment identifiés
dans la littérature sur l'économie sociale dans le domaine de la santé
et du bien-être selon les dimensions institutionnelle et organisationnelle

Dimension institutionnelle		Dimension organisationnelle	
partenariat	(270)	mode de gestion	(165)
participation	(204)	organisation du travail	(101)
financement	(186)	logement social	(85)
politique sociale	(116)	soutien à domicile	(83)
programmation	(112)	femme	(57)
condition de développement	(109)	santé	(53)
évaluation	(97)	pauvreté	(50)
lien social	(79)	condition de travail	(48)
empowerment	(45)	santé mentale	(44)
cadre juridique	(39)	insertion	(36)
décentralisation	(27)	personne âgée	(31)
intersectorialité	(19)	qualité du service	(29)
relation de travail	(15)	jeune	(29)
contractualisation	(13)	famille	(28)
don	(13)	garderie	(26)
désinstitutionnalisation	(12)	prévention	(21)
régionalisation	(6)	professionnalisation	(21)
		communication	(12)
		virage ambulatoire	(11)
		autonomie organisationnelle	(11)
		sida	(11)
		toxicomanie	(9)
		personne handicapée	(9)
		itinérance	(7)
		violence	(6)
		éducation	(6)

Par ailleurs, le faible nombre de références concernant le virage ambulatoire au Québec nous laisse plus perplexes. En effet, on aurait pu penser que dans la conjoncture actuelle, où plusieurs experts s'entendent sur la nécessité de procéder à une refonte majeure du système sociosanitaire québécois et canadien (Contandriopoulos, 2000; Evans et Stoddart, 1996) dans le cadre d'une transformation du modèle de développement (Lévesque, Bourque et Vaillancourt, 1999), ce thème aurait marqué davantage la littérature sur l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être. Comme les transformations en cours dans le système sociosanitaire québécois procèdent en grande partie d'un constat d'institutionnalisation excessive ainsi que d'une

orientation « hospitalocentriste » générale des services, prenant sa source dans l'édification d'un dispositif providentialiste des services de santé et de bien-être au cours des années 1970, on aurait pu s'attendre à un plus grand effort de contextualisation historique des activités de l'économie sociale dans le cadre de cette réforme.

Or, exception faite de deux documents gouvernementaux (Gouvernement du Québec, 1996a; 1996b) et de deux articles (Fournier, 1998; Vaillancourt, 1997a), le thème du virage ambulatoire semble plutôt avoir été traité de manière résiduelle, souvent en appui à une argumentation axée sur le caractère instrumental de l'économie sociale dans la programmation générale des services de l'État. D'ailleurs, près de la moitié des références concernant le virage ambulatoire (5/11) proviennent d'auteurs féminins ou d'organismes voués à la promotion de la situation des femmes. Le contenu de ces documents fait référence, en priorité, aux écueils possibles et aux effets pervers de cette réforme pour les femmes (AFÉAS *et al.*, 1998; Boivin et Fortier, 1998b; Lamoureux, 1998b; Nadeau, 1997; Roy, 1997; Di Domenico, 1996).

Par ailleurs, il faut tenir compte du fait que, depuis 1998-1999, soit depuis que les gouvernements du Canada et du Québec ont réussi à éliminer leur déficit budgétaire, la nécessité de procéder à des réformes majeures au sein du système sociosanitaire, même si elle se fait encore sentir, revêt un caractère peut-être moins urgent qu'au cours de la période 1992 à 1997. La répartition des budgets accordées par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour les années financières 1999-2000 et 2000-2001, dans lesquels on note un accroissement substantiel des sommes allouées aux services lourds d'hébergement (38 millions \$) par rapport aux crédits accordés pour la mise en place de services plus légers comme les services de maintien à domicile (20 millions \$) constituent un frein au développement de ce type de services. Soulignons, en terminant, que les 20 millions \$ accordés par le gouvernement du Québec pour les services de maintien à domicile pour l'exercice budgétaire 2000-2001 représentent une diminution de la moitié du montant qui avaient été consenti pour ces services au cours de l'année financière précédente, soit 1999-2000⁶⁸. Néanmoins un réenlignement reste possible puisque le gouvernement

68. Ces données financières ont été tirées d'un communiqué de presse du ministère de la Santé et des Services sociaux du gouvernement du Québec daté du 15 mars 2000. Ce communiqué de presse est disponible sur le site web du MSSS à l'adresse suivante : www.msss.gouv.qc.ca/fr/document/communiqués/indexpm.htm.

du Québec entend procéder à une large consultation à l'automne 2000 afin de déterminer l'orientation de ses politiques en matière de santé.

7.8 Limites et potentialités de l'économie sociale

Ces données concernant le contenu des documents et la réalité nationale qu'ils décrivent nous amènent à émettre quelques constats concernant le débat actuel sur l'économie sociale au Québec et ailleurs dans le monde. La littérature que nous avons consultée nous apprend que deux scénarios sont présentés quant à la place et à l'impact de l'économie sociale dans le contexte de la reconfiguration des services collectifs de santé et de bien-être. L'économie sociale peut devenir «une économie pour les pauvres» au service d'une stratégie néolibérale, ou bien elle peut devenir un vecteur d'une nouvelle stratégie démocratique allant dans le sens d'un nouveau modèle de développement plus solidaire.

Comme nous l'avons exposé précédemment, certains auteurs soulignent les dangers d'instrumentalisation des composantes de l'économie sociale par les forces néolibérales, qui considèrent celle-ci comme une aubaine pour réduire les coûts de production des services de santé et de bien-être. Ce scénario ne manque pas de faire émerger des inquiétudes sur le plan de la prospective chez certains acteurs des mouvements sociaux tels les organismes communautaires, les groupes de femmes et les organisations syndicales du secteur de la santé et des services sociaux. L'économie sociale est perçue par ces acteurs sociaux de manière suspecte et elle s'apparente alors à l'institutionnalisation de la précarité des emplois dans des «entreprises de misère». Elle tend à camoufler et à légitimer des processus de privatisation des services publics. Elle favorise également l'émergence de services de deuxième classe. Dans les débats publics récents au Canada et au Québec, plusieurs ont mis en relief les dangers liés à un tel scénario et exprimé leurs inquiétudes à ce sujet (Browne, 1998; Roy, 1997; Boivin, 1996a, 1996b; Fontan et Shragge, 1996). Certains textes insistent sur le fait que les femmes sont particulièrement exposées à payer le prix dans de tels scénarios (AFÉAS *et al.*, 1998; Lamoureux, 1998; Martel, 1996; 1995).

D'autres auteurs insistent davantage sur les potentialités de l'économie sociale, qu'ils perçoivent comme une économie pouvant être portée par un mouvement social «solidaire» (Laville, 1994b). Dans cette optique, tout en conservant une forte capacité de mobilisation du

travail bénévole, elle peut devenir un vecteur de transformation sociale permettant de faire progresser le développement d'emplois décents et de services de qualité. En référence plus précise aux transformations en cours de l'État-providence dans le domaine de la santé et du bien-être, elle peut, si certaines conditions sont réunies, devenir un levier pour renforcer les réseaux sociaux dans les communautés et soutenir la démocratisation de l'organisation du travail et des services. Bref, elle peut montrer au secteur public et marchand des façons prometteuses de mettre en place de nouveaux modes de gestion dans les services et remédier ainsi au déficit de participation dont nous avons parlé précédemment. Dans un certain nombre de textes, ce deuxième scénario retient la préférence d'analystes qui, sans nier les dangers possibles, insistent sur les potentialités (Lévesque et Vaillancourt, 1998; Enjolras, 1998a; Laville, 1998b; 1994b; Lévesque, 1998; 1997a; 1997b; Vaillancourt et Laville, 1998; Vaillancourt et Jetté, 1997; Vaillancourt, 1996b; Comité d'orientation et de concertation sur l'économie sociale, 1996; Favreau, 1995; Aubry et Charest, 1995).

Or, un survol de la littérature internationale nous montre un potentiel et des orientations divergentes du développement du tiers secteur selon les pays. Aux États-Unis, malgré la présence d'un secteur sans but lucratif très développé qui regroupe près de 7 % de l'emploi total du pays (Archambault, 1998: 89), le développement de l'économie sociale s'appuie dans une large mesure sur le bénévolat (Rifkin, 1996a; Schlesinger, Bradford et Bradley, 1996; Wineburg, 1993) et semble se traduire par un élargissement, à plusieurs domaines de services de santé et de bien-être, de ce que nous avons l'habitude de considérer ici comme le secteur informel (Gormley, 1994; Imershein et Estes, 1994; Kettner et Martin, 1996; Rock et Klinedinst, 1995). L'ampleur prise par le tiers secteur aux États-Unis s'explique en grande partie par le rôle de substitut qu'il doit assumer dans ce pays par rapport à un État-providence peu développé.

On observe un phénomène semblable au Canada anglais, du moins dans la province de l'Ontario, où le modèle de développement social fait largement appel à la charité privée et au travail bénévole dans un contexte de coupures budgétaires importantes du gouvernement provincial dans les services sociaux et de santé (Hall et Banting, 2000; Ralph, St-Amand et Régimbald, 1997; Mwarigha et Murphy, 1997; Kérisit et St-Amand, 1997; Browne, 1996). Cette conjoncture sociale, animée par un fort courant néolibéral, tranche de manière nette avec la situation observée au Québec où le développement de l'économie

sociale se fait davantage dans un esprit de complémentarité avec les services publics, même si les risques de substitution d'emplois ou d'une récupération marchande sont toujours présents, comme l'ont souligné certains analystes québécois.

Dès lors, l'occurrence de certains thèmes dans la littérature peut s'avérer révélatrice de la teneur des débats dans une société et des principaux enjeux qui s'y profilent compte tenu des positions défendues par les différents acteurs sociaux. À cet égard, la question de l'utilisation et de la gestion des bénévoles dans l'économie sociale peut s'avérer un indice intéressant à surveiller. Outre les questions de démocratie, d'efficacité et de quête de sens qui peuvent en découler (Lyet, 1998; Godbout, 1998; Mossé, 1998), la maximisation et, surtout, l'instrumentalisation de l'implication bénévole, dans la dispensation des services sociaux et de bien-être, s'avèrent un élément central de la transformation des rapports de production dans un modèle de développement social de type néolibéral. En effet, la pensée politique conservatrice postule «l'existence d'un conflit inévitable entre la société civile et l'État, et la nécessité qui en découle de réduire l'action de l'État afin de laisser un espace suffisant pour le développement des activités bénévoles» (Salomon et Anheir, 1998: 108). Nous avons d'ailleurs eu l'occasion de souligner cette particularité de l'économie sociale inféodée à l'ultralibéralisme à la section 7.6 lorsque nous avons abordé la question du tiers secteur aux États-Unis.

Mais avant d'exposer les résultats de nos recherches à ce sujet, il faut faire quelques remarques sur l'utilisation de certains termes dans la littérature sur l'économie sociale. Ainsi, pour plusieurs observateurs américains, l'économie sociale est bien souvent assimilée au concept de «*community service*» qui, à son tour, renvoie à des activités réalisées au sein des «*volunteer organizations*». Or, ces «*volunteer organizations*» se caractérisent par la présence massive de travail non salarié, effectué par des bénévoles, et leurs formes organisationnelles ne sont pas toujours bien définies dans la littérature par rapport aux «*non-profit organizations*», même si le statut légal de ces deux entités est bien distinct aux yeux de la loi américaine (Simonet, 1998).

Cette confusion des genres semble également affecter le Canada anglais où l'économie sociale et le tiers secteur sont parfois confondus dans diverses désignations telles «*voluntary sector, non-profit sector, voluntary non-profit sector, etc.*» (Campbell, 1994; 1993) des termes qui recourent des réalités sociales qu'on assimile parfois à l'économie sociale mais qui sont loin d'être exempts d'ambiguïté. Ces précisions

sont importantes car «derrière les problèmes de traduction, ce sont donc des systèmes, à la fois espaces construits et espaces de représentation, univers d'action et de discours différents qui apparaissent» (Simonet, 1998: 59). Or, si ces différentes dénominations associées au «*voluntary sector*» décrivent des entités sociales fort différenciées, surtout si on les compare aux formes prises par l'économie sociale au Québec, elles ont malgré tout un dénominateur commun: c'est le recours massif et prioritaire au bénévolat pour organiser des activités ou réaliser des tâches liées au bien-être et à la santé des personnes.

Or, dès le départ, nous avons émis l'hypothèse qu'au Québec, les activités de la nouvelle économie sociale faisaient beaucoup moins référence au travail bénévole que le «*third sector*» ou le «*voluntary sector*» propres à certains pays anglo-saxons. Notre connaissance de la littérature et des mouvements sociaux nous portait à croire que la question du travail salarié au sein des entreprises d'économie sociale était davantage prise en considération au Québec que dans le reste du Canada et aux États-Unis. Nous avons d'ailleurs pris la peine de bien distinguer les ressources bénévoles du travail salarié dans notre travail d'indexation afin de vérifier cette hypothèse. Ainsi, la littérature traitant du travail non salarié a été indexée avec le mot «bénévolat» alors que nous avons utilisé l'expression «personnel salarié» pour caractériser la littérature référant au travail salarié dans les organismes d'économie sociale.

Comme le démontre le tableau 12, une comparaison de l'occurrence des termes «bénévolat» et «personnel salarié» dans la littérature révèle des divergences importantes quant à la place accordée au travail salarié et au bénévolat dans la littérature portant sur l'économie sociale en fonction du territoire national d'où partent les pratiques de l'économie sociale.

Ainsi, la question du bénévolat a été abordée dans 15 % de la littérature traitant de l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être aux États-Unis et dans 14 % de celle traitant du même sujet pour la France, alors qu'on ne la retrouve que dans 10 % de la littérature se rapportant au Québec. Mais c'est avec la littérature portant sur le reste du Canada et l'Angleterre qu'on observe les écarts les plus prononcés. En effet, le thème du bénévolat a été identifié dans 20 % de la production littéraire recensée concernant l'Angleterre et dans 24 % de la littérature concernant le Canada (sans le Québec), comparativement, encore une fois, à seulement 10 % dans la littérature abordant la question de l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être au Québec.

TABLEAU 12
Occurrence des mots clés « bénévolat » et « personnel salarié »
dans la littérature recensée sur l'économie sociale dans le domaine
de la santé et du bien-être au Québec, au Canada (sans le Québec),
aux États-Unis, en Angleterre et en France de 1990 à 2000

		Québec (n = 346)	Canada sans Québec (n = 91)	États-Unis (n = 127)	Angle- terre (n = 69)	France (n = 109)
Bénévolat	Nbre de documents	34	22	19	16	15
	Pourcentage	10 %	24 %	15 %	20 %	14 %
Personnel salarié	Nbre de documents	62	7	14	4	16
	Pourcentage	18 %	8 %	11 %	5 %	15 %

À l'inverse, on observe un pourcentage à peu près deux fois plus élevé au Québec sur la question du personnel salarié (18 %) que dans le reste du Canada (8 %) et aux États-Unis (11 %), et un pourcentage quatre fois plus élevé de ce même thème par rapport à la littérature traitant de l'économie sociale en Angleterre (5 %). Ces chiffres peuvent être perçus comme un indice des formes institutionnelles différenciées prises par l'économie sociale au Québec par rapport au reste de l'Amérique du Nord et à certains pays européens. Alors qu'au Canada anglais et aux États-Unis, les ressources bénévoles constituent une composante essentielle, voire souvent majoritaire, des entreprises du « *third sector* », elles occupent une place moins centrale dans les activités du tiers secteur au Québec, malgré une présence importante dans certains domaines d'activités. Le relatif silence des auteurs canadiens et américains sur les travailleurs salariés donne à penser que ces acteurs sociaux ne représentent pas un enjeu important dans les débats entourant le développement du tiers secteur, alors qu'au Québec, cette question cruciale est portée à la fois par les organisations syndicales (Larose et Aubry, 1998; Lamarche, 1997b; Aubry et Charest, 1995) et par le mouvement des femmes (Fournier *et al.*, 1997; Lemieux et Vaillancourt, 1997;

Comité d'orientation et de concertation sur l'économie sociale, 1996; Martel, 1996; Guberman *et al.*, 1994; Bourque, 1991).

Par ailleurs, en ce qui a trait à l'Angleterre, rappelons que ce pays a été dirigé par un gouvernement conservateur pendant près de 20 ans, si on compte les mandats successifs de Margaret Thatcher et celui, plus éphémère, de John Major au cours des années 1990 (1979-1997). Cette longue période de règne conservateur, au cours de laquelle on a assisté dans plusieurs institutions anglaises à un transfert de responsabilité vers le secteur privé et certaines composantes bénévoles de l'économie sociale⁶⁹ (Taylor, 1992), a permis d'implanter solidement les préceptes des politiques néolibérales dans plusieurs domaines d'activité, y compris dans les dispositifs de protection sociale ainsi que dans le système de services sociaux et de santé (Lewis, 1999a).

En outre, comme la société civile anglaise a une longue tradition d'implication bénévole, d'action collective et de démocratie locale, notamment dans les services sociaux, on peut difficilement échapper à la question des ressources bénévoles lorsqu'on aborde le thème de l'économie sociale en Angleterre (Kendall *et al.*, 1992). Il reste toutefois difficile d'évaluer avec précision la part de travail salarié et celle de travail bénévole dans le «*voluntary sector*» puisque les auteurs que nous avons recensés sur le sujet n'apportent que peu de distinctions entre ces deux catégories de prestataires de services dans leurs analyses respectives (Lewis, 1999b; Taylor et Bassi, 1998; Taylor, Langan et, Hoggett, 1995; Gladstone, 1995; Taylor, 1995; 1992; Kendall *et al.*, 1992). Néanmoins, qu'il suffise de préciser, à ce moment-ci, que les organismes du «*voluntary sector*» sont bénéficiaires, dans la très grande majorité des cas, d'un large appui bénévole pour dispenser leurs services ou pour organiser leurs activités. Ainsi, comme le démontre le tableau 12, il n'est guère surprenant de retrouver de nombreuses références aux ressources bénévoles dans la littérature traitant de l'économie sociale en Angleterre.

Mais au-delà de la question des ressources bénévoles, il faut souligner le fait que l'arrivée au pouvoir des «néo-travailleurs» à la fin des

69. Les Conservateurs ne finançaient toutefois les associations bénévoles que «s'il est établi qu'elles accomplissent un travail utile au gouvernement de manière économiquement efficace» (Lewis, 1999a : 69), ce qui réduisait à sa plus simple expression l'utilité sociale que peuvent avoir ces organismes en tant que composante essentielle de la société civile anglaise.

années 1990 a transformé les relations entre le « *voluntary sector* » et l'État en Grande-Bretagne. D'une relation de type instrumental et asservie aux objectifs utilitaristes des Conservateurs, les organismes du tiers secteur ont vu ces relations évoluer vers un type de partenariat plus respectueux de leurs spécificités depuis 1997, avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Tony Blair et la mise en place de politiques issues de la « troisième voie ». Mais l'avènement de ces nouveaux rapports ne résout pas pour autant un des principaux problèmes du mouvement associatif en Angleterre, soit sa relative faiblesse politique en tant qu'acteur social et sa difficulté d'être partie prenante des processus menant à l'élaboration des politiques publiques (Lewis, 1999b).

La France, quant à elle, se distingue par le traitement relativement équivalent des thèmes du « bénévolat » et du « personnel salarié » dans la littérature que nous avons recensée (respectivement 14 et 15 % des documents). Cet équilibre reflète peut-être les multiples influences subies par le tiers secteur en France, qui emprunte à divers modèles européens (Archambault, 1998). Quant au mouvement bénévole en France, il est en pleine croissance, si on se fie aux données recueillies par les auteurs du programme John Hopkins de comparaison internationale du secteur sans but lucratif. Cette montée du bénévolat s'expliquerait par le désir croissant des Français de prendre en charge leurs propres problèmes et d'agir sur leur environnement social. Selon les auteurs de l'étude, « la vie associative se glisse ainsi dans les vides laissés par l'État, les partis politiques, les mouvements religieux ; elle porte les acteurs les plus dynamiques de la société civile vers l'action concrète de proximité et les circuits courts de solidarité » (Archambault et Boumendil, 1998 : 25).

Le domaine des services sociaux compterait ainsi un peu plus d'un million de bénévoles en France, se classant en seconde place après le domaine des sports et des loisirs pour le nombre de bénévoles mobilisés. Malgré l'engouement manifesté par certains segments de la population française pour le bénévolat, certains auteurs soulignent toutefois l'ambiguïté de cette démarche dans un contexte où l'engagement et le don tendent à se développer, non seulement dans les activités bénévoles, mais également dans les activités salariées par l'entremise des nouvelles méthodes de management et de gestion des ressources humaines qui impliquent fréquemment un investissement accru du personnel, sans contrepartie monétaire (Mossé, 1998). En fait, « les bénévoles sont de plus en plus professionnalisés et nombre de salariés ont

un engagement qui dépasse les obligations fixées par le contrat de travail » (Ramage, 1995 cité dans Mossé, 1998 : 43).

Or, cet accroissement du bénévolat ne peut être dissocié d'un autre processus à l'œuvre au sein de la société française (et au sein de la plupart des pays développés), qui fait face à un double mouvement, soit celui du renouveau de la culture d'entreprise (auquel on peut associer l'émergence des nouvelles méthodes de management) (Boltanski et Chiapello, 1999)⁷⁰ et celui de la modernisation des administrations publiques (Parodi, 1996). Si l'entreprise privée cherche à mobiliser ses ressources humaines dans une optique de plus grande rentabilité et d'accroissement des profits, les administrations publiques sont engagées, quant à elles, dans un processus de modernisation sociale dont l'objectif ultime s'avère l'amélioration de l'efficacité des dispositifs organisationnels et institutionnels qu'elles mettent en place par l'instauration de nouveaux modes de gestion et de rémunération. C'est dans le cadre de l'atteinte de cet objectif que le recours de l'État aux ressources bénévoles peut présenter un certain attrait afin de produire à moindre coûts les services qu'il doit rendre à la population.

On voit bien ici la convergence qui existe entre ces deux mouvements qui affectent la société française (renouveau de la culture d'entreprise et modernisation sociale de l'État) et qui visent à transformer les configurations sociales et institutionnelles issues de la période fordiste. Dans ce contexte, l'économie sociale dans le domaine des services sociaux, faisant déjà appel à une masse imposante de bénévoles en France, est confrontée, « dans une certaine mesure, aux mêmes nécessités de gestion saine et de meilleure productivité, auxquelles vient s'ajouter la question du traitement spécifique des gratuités qu'elle génère » (Parodi, 1996 : 32).

Or, la production de ces gratuités, constituées de dons et de bénévolat, est l'un des traits spécifiques qui caractérise l'économie sociale, peu importe le territoire national concerné. Dans les services de proximité, par exemple, à partir d'une structure conjointe de l'offre et de la demande (ressources marchandes et non marchandes), les ressources bénévoles (ressources non monétaires) viennent compléter la structure hybride des services dispensés par l'économie sociale (Laville, 1992b ; 1997a). Dans un scénario idéal, il en résulte une recomposition des rapports sociaux et économiques, une forme d'économie plurielle au sein de

70. Boltanski et Chiapello, *op. cit.*

laquelle il est possible d'établir un certain équilibre, générateur d'efficacité et d'optimisation des ressources, entre les principes économiques de réciprocité, de redistribution et de marché, pour reprendre les catégories définies par Polanyi (1944)⁷¹. Cette mise en valeur des divers agents économiques d'une société est d'ailleurs ce qui fonde la singularité de l'économie sociale et ses « avantages concurrentiels » par rapport à un type d'organisation de services basé exclusivement ou de manière prédominante sur des ressources soit bénévoles (activités à dominante réciproci-taire), soit publiques (activités à dominante redistributive) ou privées (activités à dominante marchande). L'économie sociale permet donc de réunir ce que l'économie de marché avait séparé depuis son avènement au 17^e et 18^e siècles (Laville, 1994b).

Ce bref tour d'horizon des particularités propres à certaines entités nationales concernant l'identité et l'ampleur des producteurs de services dans l'économie sociale permet ainsi de mettre davantage en perspective l'accroissement de l'implication des ressources bénévoles dans la dispensation des services de santé et de bien-être. Ce survol de la littérature démontre que les enjeux concernant l'utilisation des ressources bénévoles prennent des allures différentes selon les pays concernés, mais il confirme également que les questions que pose cette utilisation ne peuvent être réduites à une simple instrumentalisation au profit de la régulation marchande. Au contraire, l'utilisation des ressources bénévoles soulève des questions complexes qui renvoient à des considérations non seulement d'ordre économique, mais également d'ordre sociologique et politique. À la lumière des écrits que nous avons consultés pour produire cette recension, et en lien avec la problématique que nous avons développée, qui postule une remise en question du modèle de développement fordiste, on peut penser que l'espace occupé par le bénévolat dans la production et la dispensation des services de santé et de bien-être constitue un enjeu important eu égard à l'émergence d'un nouveau modèle de développement social.

Remises dans cette perspective, il est indéniable que les ressources bénévoles font l'objet d'une convoitise de la part des responsables politiques de plusieurs pays développés, surtout depuis l'amorce du processus de redéfinition de l'État-providence à partir du début des années 1980, afin de diminuer les coûts de production de leurs services socio-sanitaires. Néanmoins, au-delà des visées récupératrices induites par

71. Polanyi, *op. cit.*

certaines acteurs sociaux, notamment aux États-Unis, il semble que la question de l'utilisation des ressources bénévoles – ne serait-ce que par son ampleur et le volume des services générés – soit devenue incontournable pour l'ensemble des acteurs sociaux impliqués dans la redéfinition des services aux personnes, tous pays confondus.

Dès lors, la mise en relief des enjeux liés au bénévolat nous conduit irrémédiablement vers d'autres interrogations. Ainsi, le tiers secteur est-il en mesure de gérer de manière novatrice et solidaire ses ressources bénévoles par rapport aux pratiques observées dans le secteur privé et le secteur public? Quels types de rapports (solidaires ou hiérarchiques) vont s'établir entre les bénévoles et les travailleurs salariés au sein d'une même entreprise d'économie sociale? Quel est la part de travail bénévole souhaité et souhaitable par rapport au travail salarié afin de préserver les avantages d'une économie plurielle au sein d'un organisme? Voilà quelques-unes des interrogations qui peuvent surgir suite à la consultation de la littérature sur l'économie sociale et auxquelles notre recension n'a pas permis de trouver de réponses. Les chercheurs et les acteurs sociaux impliqués dans le développement de l'économie sociale devront donc se pencher sur ces questions d'ordre organisationnel afin que le débat sur l'utilisation des ressources bénévoles ne soit pas polarisé autour d'un discours uniquement idéologique faisant fi des véritables enjeux.

CONCLUSION

Que retenir de cet exercice? Sans doute, plusieurs éléments d'analyse mériteraient d'être mis en évidence. Mais certains d'entre eux nous apparaissent plus pertinents à ce moment-ci compte tenu des débats actuels sur l'avenir des entreprises de l'économie sociale. Ainsi, notre recension a permis de constater que l'économie sociale se prête à différentes constructions théoriques et qu'elle s'interprète à travers diverses approches qui en façonnent les contours. C'est sans doute en Europe que cette diversité théorique et conceptuelle est la plus manifeste. En Amérique du Nord (à l'exception du Québec), probablement en raison de la relative homogénéité culturelle et politique qui y prévaut, les constructions théoriques concernant l'économie sociale s'échafaudent de manière plus univoque. L'économie sociale est alors davantage perçue, tant par ses défenseurs de la droite que par ses détracteurs de la gauche politique, comme le simple complément d'une société libérale qui se dégage ainsi des contraintes économiques et administratives liées aux régulations sociales assumées par l'État. La polarisation des débats sur l'économie sociale se déploie donc à partir du rôle de l'État dans la mise en œuvre des divers programmes et politiques touchant le développement social et économique; cette action étatique représentant, pour les

uns, un frein à l'essor et à la croissance bénéfique des marchés tandis que, pour les autres, elle constitue l'ultime rempart de la démocratie face aux dangers d'hégémonisation de ce même marché aux différentes sphères de la vie sociale.

Dans ce débat, le Québec semble tout de même faire bande à part. Historiquement, l'implication des mouvements sociaux dans l'émergence de plusieurs composantes de l'économie sociale a permis d'insuffler à cette dernière un dynamisme et une configuration qui ont peu d'égal sur le continent nord-américain (Vaillancourt *et al.*, 2000). Cette position particulière occupée par l'économie sociale au Québec, aux côtés des secteurs privé et public, son envergure et son apport au développement économique et social en font désormais un joueur incontournable pour les autres acteurs sociaux, qui ne peuvent plus l'ignorer. Néanmoins, le formidable potentiel de démocratie que recèlent les composantes de ce secteur n'est pas sans susciter des attentes diverses qui ne pourront certes pas être toutes comblées, notamment celles portées par l'espoir d'une transformation radicale des institutions et d'une éradication complète des défaillances et des inéquités engendrées par le capitalisme. Mais malgré ces limites, plusieurs entreprises d'économie sociale possèdent le dynamisme nécessaire pour apporter des changements importants à la configuration de certaines institutions – en débutant par les institutions qui ont un ancrage davantage au plan local et régional – à condition, toutefois, que ces entreprises puissent respecter, en premier lieu, leurs promesses de démocratie et de participation populaire.

Or, un des enjeux principaux demeure précisément l'investissement des instances démocratiques et délibératives mises en place par les entreprises de l'économie sociale. Actuellement, on peut considérer ces structures de participation comme l'un des éléments majeurs d'un mouvement en faveur d'une nouvelle citoyenneté active. Mais le pari de cette participation effective est loin d'être gagné. Dans une société où le débat politique semble susciter autant de dérision que de réflexion et où l'intérêt général est souvent confondu avec l'intérêt particulier, cette implication peut être perçue comme le signe d'un idéalisme dépassé ou d'une certaine naïveté politique. Tout aussi menaçant qu'une éventuelle tutélarisation des entreprises par l'État, ce désintéressement de la société envers la chose publique, bien souvent au profit des affaires privées, représente assurément un des principaux facteurs de dégénérescence qui guettent l'économie sociale.

Dès lors, comme tendent à le démontrer certaines études réalisées au Québec (Lévesque et Vaillancourt, 1998; Vaillancourt et Laville,

1998; Jetté *et al.*, 1998; Vaillancourt et Jetté, 1997; Mathieu *et al.*, 1997; Favreau, 1995; Favreau et Lévesque, 1995; Lamoureux, 1994; Cloutier et Hamel, 1991), et en Europe (Osborne, 1998; Taylor et Bassi, 1998; Henriksen, 1996; Ibsen, 1996; Klausen et Selle, 1996; Freeman, 1992; Grindheim et Selle, 1990; Kuti, 1990), l'actualisation du potentiel des organismes communautaires relevant de l'économie sociale et l'orientation de leurs activités dépendent en grande partie des stratégies qui sont et seront adoptées en fonction de la conjoncture sociale, politique et économique. Nous pensons ici notamment au niveau d'ancrage des organismes dans la communauté, à l'insertion de leur action dans une stratégie de développement local, à la solidité des liens de réseautage développés au sein du secteur de l'économie sociale, à leur capacité de développer de nouvelles solidarités avec des organismes des secteurs privé et public et à la reconnaissance de l'originalité de leur action intersectorielle. Mais surtout, le développement des organismes relevant de l'économie sociale sera déterminé par la nature des rapports que ces groupes et leurs promoteurs réussiront à établir avec l'État (rapport tutélaire ou véritable partenariat).

L'issue de ce processus d'institutionnalisation dicté par le jeu complexe des rapports sociaux dépendra en grande partie des solidarités qui pourront s'établir entre les différents groupes et secteurs de l'économie sociale dans leur lutte pour la pleine reconnaissance de leurs activités. Cette lutte déterminera finalement le rôle et la place que pourront occuper les composantes de l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être. Dans une société où les activités économiques sont à dominante marchande et où les compromis découlant des procès d'institutionnalisation sont traditionnellement à l'avantage des forces du marché, les stratégies adoptées par les promoteurs de l'économie sociale prennent une importance cruciale pour le développement et l'avenir de ces groupes.

Dès lors, même s'il est encore trop tôt, à ce stade-ci, pour tirer des conclusions définitives sur l'orientation du nouveau modèle en émergence au Québec et ailleurs, la recension des écrits nous a permis de constater un intérêt récent des acteurs sociaux et des chercheurs envers l'évaluation de certaines composantes de l'économie sociale. Déjà, plusieurs de ces études concluent à l'originalité et à l'efficacité de leur intervention sur les divers facteurs à l'origine des problèmes sociaux et économiques des populations. Néanmoins, beaucoup de travail reste à faire dans ce domaine afin de démontrer scientifiquement la pertinence et l'efficacité de l'économie sociale comparativement aux ressources du secteur public et privé.

Cette recension des écrits sur les entreprises et les organismes d'économie sociale œuvrant dans le domaine de la santé et du bien-être nous a également permis de faire le point sur un certain nombre de sujets abordés dans la littérature concernant le développement de ce secteur d'activité. Nous avons vu, grâce à l'indexation par mots clés, que la très grande majorité des auteurs ont traité cette question surtout du point de vue des grandes mutations issues de la crise du fordisme et du providentialisme (modèle de développement, transformation, territoire, État-providence, etc.) et des acteurs sociaux qui y participent (administrations publiques, associations, coopératives, organismes communautaires, femmes, producteurs de services, usagers, etc.). Les processus institutionnels associés à ces transformations (partenariat, participation, financement, programmation, etc.) ont aussi constitué une préoccupation majeure des chercheurs et des acteurs sociaux. En fait, notre recension des écrits démontre que la perspective macro a dominé l'analyse des chercheurs tout au long des années 1990, reléguant au second plan les dimensions organisationnelles des entreprises de l'économie sociale (organisation du travail, conditions de travail, qualité des services, professionnalisation, etc.). Ce domaine de recherche demeure donc encore largement inexploré, malgré certaines initiatives amorcées récemment afin de mieux cerner l'état de la situation des entreprises de l'économie sociale sur un certain nombre de territoires locaux, régionaux et nationaux.

Cette préoccupation marquée, dans la littérature, pour les rapports sociaux et les processus institutionnels n'est pas étrangère à la réalité sociologique de l'économie sociale qui s'avère un secteur d'activité dont plusieurs composantes sont actuellement en émergence ou en voie d'institutionnalisation. Il n'est donc guère surprenant de voir les chercheurs et les acteurs sociaux s'intéresser davantage à ces deux dimensions, compte tenu des tensions sociales inhérentes à l'établissement d'un nouveau compromis résultant d'une reconfiguration des rapports sociaux dans un secteur donné soit, dans ce cas-ci, le domaine de la santé et du bien-être.

L'analyse par mots clés nous a également permis de constater l'absence de certains thèmes que nous jugions importants dans le contexte actuel de transformation du dispositif providentialiste de santé et de bien-être. C'est le cas, par exemple, du virage ambulatoire au Québec qui ne semble pas avoir fait l'objet d'une attention particulière de la part des acteurs sociaux concernés par le nouveau partage des responsabilités dans le domaine sociosanitaire, exception faite peut-être

des groupes de femmes et des entités publiques et administratives impliquées directement dans cette réforme majeure des structures de dispensation des services.

Enfin, l'analyse par mots clés nous a fourni des éléments d'analyse intéressants afin de poursuivre l'argumentation concernant la trajectoire spécifique du développement de l'économie sociale au Québec. L'identification, dans la littérature portant sur la situation canadienne anglaise (surtout ontarienne) et américaine, d'une préoccupation majeure pour le « *voluntary sector* », qu'on peut associer majoritairement au travail non salarié et au bénévolat, contraste de manière frappante avec la littérature traitant de l'économie sociale au Québec. En effet, dans ce dernier cas, l'intérêt pour les conditions de travail des producteurs de services salariés prend le pas, et de manière non équivoque, sur la question des ressources bénévoles. Nous avons émis l'hypothèse que cet intérêt différencié pour ces questions, dans la littérature, est le reflet de la configuration objective d'une tendance au développement d'une économie sociale plus « solidaire » au Québec qu'ailleurs en Amérique du Nord, le rôle des ressources bénévoles étant circonscrit à l'intérieur d'un scénario de désengagement du secteur public au Canada anglais (en Ontario, du moins) et aux États-Unis dans le domaine de la santé et du bien-être.

Évidemment, d'autres hypothèses et d'autres pistes de recherche pourraient être construites à partir d'une telle recension. Les possibilités de croisements entre les variables sont pratiquement inépuisables. Nous sommes ainsi particulièrement heureux de mettre à la disposition des personnes intéressées cet outil pratique, original et unique, qui peut se prêter à divers usages en fonction des besoins de l'utilisateur. À notre connaissance, il n'existe pas d'outils semblables qui aient été développés concernant l'économie sociale. Si l'analyse que nous avons déployée à partir de cette recension nous révèle une partie des conclusions auxquelles en sont venus les chercheurs sur la question de l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être de 1990 à 2000, l'index thématique par mots clés que nous avons inséré à la fin du livre permet aux utilisateurs de procéder, à leur tour, à une première analyse du contenu des ouvrages recensés.

Nous laissons donc aux utilisateurs le soin d'élaborer leurs propres hypothèses et d'effectuer leurs propres recherches en fonction de leurs intérêts ou de la spécificité de leurs champs d'études. Nous espérons que cette recension pourra s'avérer un outil de recherche utile, permettant à la fois aux utilisateurs de satisfaire leur curiosité, de faciliter leurs travaux et de mener à bien leurs projets.

BIBLIOGRAPHIE

1. Abma, A. Tineke (1997). «Voices from the Margins: Political and Ethical Dilemmas in Evaluation», *Revue canadienne de politique sociale/Canadian Review of Social Policy*, n° 39, printemps, 41-54.
2. Absug, Rikki et Nathalie J. Webb (1999). «Relationships between Nonprofit and For-Profit Organizations: A Stakeholder Perspective», *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, vol. 28, n° 4, 416-431.
3. Abzug, Rikki (1999). «The Nonprofit Sector and the Informal Sector: A Theoretical Perspective», *Voluntas*, vol. 10, n° 2, 131-150.
4. Alcock, Pete et Lars Christensen (1995). «In and Against the State: Community-Based Organisations in Britain and Denmark in the 1990s», *Community Development Journal*, vol. 30, n° 2, avril, 110-120.
5. Alexander, J. (1999). «Implications of Welfare Reform: Do Nonprofit Survival Strategies Threaten Civil Society?», *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, vol. 28, n° 4, 452-475.

6. Alexander-Terry, Jennifer Kay (1993). *Organizational Legitimacy of Nonprofit Service Organizations Engaged in HIV Prevention among Women*, thèse de doctorat, Virginia Polytechnic Institute and State University, 284 pages.
7. Andion, Carolina (sous la direction de Allain Joly et Marie-Claire Malo) (1998a). *La gestion des organisations communautaires: le cas du Carrefour Famille*, Montréal, Cahiers du Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises, les syndicats et l'économie sociale (CRISES), Département de sociologie, Université du Québec à Montréal, ES-009, 57 pages.
8. Andion, Carolina (sous la direction de Allain Joly et Marie-Claire Malo) (1998b). *La gestion des organisations communautaires: le cas de la Maison d'entraide*, Montréal, Cahiers du Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises, les syndicats et l'économie sociale (CRISES), Département de sociologie, Université du Québec à Montréal, ES-010, 57 pages.
9. Andrew, Caroline (1998). «Les femmes et l'État-providence: question revue et corrigée», *Politique et Sociétés*, vol. 17, n^{os} 1-2, 171-182.
10. Angus, Douglas E. et Pran Manga (1990a). *Co-op / Consumer Sponsored Health Care Delivery Effectiveness*, Ottawa, The Canadian Co-operative Association, 56 pages.
11. Angus, Douglas E. et Pran Manga (1990b). *Efficacité des modèles de prestations coopératifs/communautaires des soins de santé que possèdent et administrent les usagers*, Ottawa, Association des coopératives canadiennes, 85 pages.
12. Anheier, Helmut K. (1996). «Pour une révision des théories économiques du secteur sans but lucratif», *Problèmes économiques*, n^o 2456, 28-32.
13. Anheier, Helmut K. (1998). «An Input-Output Analysis of the Nonprofit Sector in the USA and Germany», *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, vol. 69, n^o 1, 5-31.
14. Anheier, Helmut K. et Wolfgang Seibel (1990). *The Third Sector: Comparative Studies of Nonprofit Organizations*, Berlin et New York, Walter de Gruyter, 414 pages.
15. Anheier, Helmut et Avner Ben-Ner (1997a). «Changements dans les délimitations et importances relatives des secteurs privé lucratif, non lucratif, coopératif et public» dans Monnier, Lionel et Bernard Thiry (sous la direction de), *Mutations structurelles et intérêt*

- général*, Paris, Bruxelles, De Boeck-Wesmael/CIRIEC international, 31-50.
16. Anheier, Helmut et Avner Ben-Ner (1997b). «Shifting Boundaries: Long-term Changes in the Size of the For-profit, Non-profit, Cooperative and Government Sectors», *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, vol. 68, n° 3, 335-354.
 17. Archambault, Édith (1996a). «Le secteur sans but lucratif: une perspective internationale. Résultats du programme comparatif John Hopkins dans huit pays industrialisés», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 261, 36-47.
 18. Archambault, Édith (1996b). *Le secteur sans but lucratif. Associations et fondations en France*, Paris, Economica, 261 pages.
 19. Archambault, Édith (1998). «Le secteur sans but lucratif dans le monde», *La revue du M.A.U.S.S. semestrielle*, n° 11, premier semestre, 84-98.
 20. Archambault, Édith et A. Chadeau (avec la participation de) (1992). «Secteur non profit et secteur philanthropique aux États-Unis», *Coopératives et développement*, vol. 23, n° 2, 89-111.
 21. Archambault, Édith et Judith Boumendil (1998). «Dons et bénévolat en France», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 267, 17-29.
 22. Arrigo, B. A. (1994). «Rooms for the Misbegotten: Social Design and Social Deviance», *Journal of Sociology and Social Welfare*, vol. 21, n° 4, 95-113.
 23. Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFÉAS), Côté, Denise, Gagnon, Éric, Gilbert, Claude, Guberman, Nancy, Saillant, François, Thivierge, Nicole et Marielle Tremblay (1998). *Qui donnera les soins? Les incidences du virage ambulatoire et des mesures d'économie sociale sur les femmes du Québec*, Canada, Condition féminine Canada, Gouvernement du Canada, 134 pages.
 24. Aubry, François (1997). «Quel rôle pour l'économie sociale?», *Possibles*, vol. 21, n° 2, printemps, 65-81.
 25. Aubry, François et Jean Charest (1995). *Développer l'économie solidaire. Éléments d'orientation*, Montréal, Confédération des syndicats nationaux (CSN), Service de recherche, 50 pages.

26. Aumond, Maurice et Francine Beaulieu (1994). «Les transformations dans les services à domicile en Ontario», *Service social*, vol. 43, n° 1, 47-66.
27. Azam, Geneviève (1999). «Économie sociale : quel pari? : une approche économique [de l'exclusion sociale et de l'économie solidaire]», *Économie et humanisme*, n° 347, 16-23.
28. Badelt, Christoph et Peter Weiss (1990). «Non-Profit, For-Profit and Government Organisations in Social Service Provision : Comparison of Behavioural Patterns for Austria», *Voluntas*, vol. 1, n° 1, mai, 77-96.
29. Bager, Torben (1994). «The Third Sector Concept and Empirical Studies» dans Perri 6 et Isabel Vidal (sous la direction de), *Delivering Welfare. Repositioning Non-Profit and Co-operative Action in Western European Welfare States*, Barcelone, Centre d'Initiatives de l'Economia Social, 189-197.
30. Bakshi, P., Goodwin, M., Painter, J., Southern, A., Mohan, J., Lee, R., Bradford, M. et B. Jessop (1995). «Theme Issue: The Welfare State», *Environment and Planning*, vol. 27, n° 10, 1539-1626.
31. Baldwin, S., Barefoot, P., Barker, P. J., Meier, C. L., Rezzonico, G. F., Berger, M. et K. Noschis (1990). «Société et santé: de la communauté au quartier», *Architecture et comportement*, vol. 6, n° 3, 209-281.
32. Ballain, René et Marie-Christine Jaillet (1998). «Le logement des démunis : quel accompagnement social?», *Esprit*, n°^{OS} 3-4, mars avril, 128-141.
33. Banks, Kenneth C. et Mangan J. Marshall (1995). «Researching Social Networks in Action», *Journal of Sociology and Social Welfare*, vol. 22, n° 3, 69-88.
34. Banting, Keith G. (sous la direction de) (2000). *The Nonprofit Sector in Canada. Role and Relationship*, Montréal et Kingston, School of Policy Studies, McGill-Queen's University Press, 266 pages.
35. Baqué, Philippe (1994). «Sur les chantiers de l'économie solidaire», *Le Monde diplomatique*, n° 486, septembre, 18-19.
36. Barea Tejeiro, José et José Luis Monzon Campos (1992). «L'économie sociale en Espagne» dans Defourny, Jacques et José Luis Monzon Campos (sous la direction de), *Économie sociale. Entre économie capitaliste et économie publique/The Third Sector. Cooperative, Mutual and Nonprofit Organizations*, Bruxelles, Centre interna-

- tional de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative/De Boeck Université, 149-174.
37. Barou, Jacques (1999). «La nouvelle crise du logement», *Informations sociales*, n° 177, 145 pages.
 38. Beaudin, Michel, Dumais, Monique, Paiement, Guy et Michel Rioux (sous la direction de) (1998). *Intervenir à contre-courant. De nouvelles pratiques solidaires*, Montréal, Fides, 333 pages.
 39. Beaudoin, France (1995). *Portrait de l'apport des organismes communautaires au développement socio-économique*, Regroupement des organismes communautaires Beauce-Etchemin (ROC), 35 pages.
 40. Bédard, Michel et Marc De Koninck (1997). «Le rêve de Diane et les besoins d'Albertine. Projet porté par Aide communautaire Limoilou» dans Plamondon, Denis, Dubord, Sylvie, Maltais, Danielle, Brassard, Sylvie, Boivin, Huguette et Mario Couture (sous la direction de), *Au-delà de la tourmente... de nouvelles alliances à bâtir! Actes du V^e colloque du Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CLSC et en Centre de santé (RQIIAC)*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), Université du Québec à Chicoutimi, 195-204.
 41. Behrend, Adriana Rabinovich (1998). «Innovation et coopératives d'habitation en Suisse», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 267, 52-60.
 42. Béland, Daniel (1998). «État-providence, libéralisme et lien social. L'expérience française: du solidarisme au retour de la solidarité», *Cahiers de recherche sociologique*, n° 31, 135-164.
 43. Bélanger, Jean-Pierre (1992). «De la Commission Castonguay à la Commission Rochon... Vingt ans d'histoire de l'évolution des services de santé et des services sociaux au Québec», *Service social*, vol. 41, n° 2, 49-70.
 44. Bélanger, Jean-Pierre (1995). *Les organismes communautaires du réseau: un secteur de l'économie sociale à consolider et à développer*, Québec, document de travail, Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, 38 pages.
 45. Bélanger, Jean-Pierre (1996). *L'économie sociale: quelques dimensions*, Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux, 97 pages.

46. Bélanger, Jean-Pierre (1999). «Les organismes communautaires : une composante essentielle de ce tiers secteur», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 12, n° 2, 89-102.
47. Bélanger, J. et G. Desrosiers (1995). «La consolidation et le développement des organismes communautaires : un élément de solution à la pauvreté au Québec», *Service social*, vol. 44, n° 3, 145-164.
48. Bélanger, Paul R. (1990). *Néo-fordisme et néo-étatisme : la convergence antidémocratique*, Montréal, Cahiers du Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises, les syndicats et l'économie sociale (CRISES), Département de sociologie, Université du Québec à Montréal, n° 9002, 40 pages.
49. Bélanger, Paul R. (1991). «La gestion des ressources humaines dans les établissements de santé et de services sociaux : une impasse!», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 4, n° 1, 133-140.
50. Bélanger, Paul R., Boucher, Jacques L. et Benoît Lévesque (1994). «L'économie solidaire au Québec : la question du modèle de développement» dans Laville, Jean-Louis (sous la direction de), *L'économie solidaire, une perspective internationale*, Paris, Coll. Sociologie économique, Desclée de Brouwer, 141-180.
51. Bélanger, Paul R. et Benoît Lévesque (1990). «Le système de santé et de services sociaux au Québec : crise des relations de travail et du mode de consommation», *Sociologie du travail*, vol. 32, n° 2, 231-244.
52. Bélanger, Paul R. et Benoît Lévesque (1991). «Labour and Consumer Relationships in the Public Services : The Case of the CLSCs and Caisses Populaires in Quebec», *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, vol. 62, n° 1, 103-114.
53. Bélanger, Paul R. et Benoît Lévesque (1992a). «Le mouvement populaire et communautaire : de la revendication au partenariat» dans Daigle, Gérard et Guy Rocher (sous la direction de), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 713-747.
54. Bélanger, Paul R. et Benoît Lévesque (1992b). «L'organisation du travail dans la santé et les services sociaux au Québec» dans Tremblay, Diane G. (sous la direction de), *Travail et société. Une introduction à la sociologie du travail*, Montréal, Éditions Agence d'Arc, 217-231.

55. Benjamin, E. J. (1994). *Nonprofits in Poverty Communities: Patterns and Strategies of Survival*, thèse de doctorat, University of Chicago.
56. Bentley, Kay J. (1994). «Supports for Community-Based Mental Care: An Optimistic Review of Federal Legislation», *Health and Social Work*, vol. 19, n° 4, novembre, 288-294.
57. Berger, Annie et Guy Michel (1998). *Topo-Guide des services de proximité: pour la création de services solidaires*, Paris, Desclée de Brouwer, 190 pages.
58. Bergeron, Josée (1997). *Les frontières matérielles et imaginées de l'État-providence: les politiques familiales en France, au Canada et au Québec de 1945 à 1993*, thèse de doctorat, Carleton University, 353 pages.
59. Beyer, Heinrich et Hans G. Nutzinger (1993). «Hierarchy or Cooperation: Labour-Management Relations in Church Institutions», *Voluntas*, vol. 4, n° 1, avril, 55-72.
60. Bidet, Éric (1997). *L'économie sociale*, Paris, Éditions Marabout, 214 pages.
61. Bielefeld, Wolfgang (1996). «Resources for Scholars, Practitioners, and Policymakers: Two Introductions to the Nonprofit Sector», *Nonprofit Management and Leadership*, vol. 6, n° 4, été, 423-428.
62. Billis, David (1992). «Planned Change in Voluntary and Government Social Service Agencies», *Administration in Social Work*, vol. 16, n°s 3-4, 29-44.
63. Blais, Louise, Mulligan-Roy, Louise et Claude Camirand (1998). «Un chien dans un jeu de quilles. Le mouvement des psychiatisés et la politique de santé mentale communautaire en Ontario», *Revue canadienne de politique sociale/Canadian Review of Social Policy*, n° 42, 15-36.
64. Blostein, S. (1994). «Social Work Managers and Unions: Terra Incongnita», *Administration and Policy in Mental Health*, vol. 21, n° 3, janvier, 161-174.
65. Boivin, Christiane et Linda Youde (1998). *Profil des organismes communautaires reconnus en santé et services sociaux. Région du Saguenay-Lac-St-Jean*, Québec, Table régionale des organismes communautaires du Saguenay-Lac-St-Jean (T.R.O.C. 02), 96 pages.

66. Boivin, Louise (1998). «L'économie sociale : un gisement de travail obligatoire» dans Boivin, Louise et Mark Fortier (sous la direction de), *L'économie sociale : l'avenir d'une illusion*, Montréal, Fides, 161-186.
67. Boivin, Louise et Mark Fortier (1998a). «Désacraliser le travail» dans Boivin, Louise et Mark Fortier (sous la direction de), *L'économie sociale : l'avenir d'une illusion*, Montréal, Fides, 215-229.
68. Boivin, Louise et Mark Fortier (sous la direction de) (1998b). *L'économie sociale : l'avenir d'une illusion*, Montréal, Fides, 229 pages.
69. Bonnard, Gaby (1998). «Éléments pour une structuration des services de proximité», *La Revue de la Confédération française démocratique du travail*, n° 11, juin-juillet, 25-31.
70. Boscoe, Madeline (1997). *Leadership de santé : le rôle des ONG – une perspective canadienne*, Ottawa, Forum du Canada et des États-Unis sur la santé des femmes, 11 pages.
71. Bouchard, Marie (1991). *Le logement populaire au Québec, entre l'État et le secteur coopératif*, Montréal, Cahiers du Centre de gestion des coopératives (CGC), École des Hautes Études Commerciales (HEC), n° 91-6, 32 pages.
72. Bouchard, Marie (1993). «Co-operative Housing and the State : Redefining a Compromise» dans Gartrell, D. et B. Henderson (sous la direction de), *Globalization and Relevance of Co-operatives, Selected Papers from the 1991 Meeting of the Canadian Association for Studies in Co-operation Held in Conjunction with the Learned Societies Conference*, Ontario, Queen's University, 1-11.
73. Bouchard, Marie (1997). «Les coopératives de la troisième vague : une réponse à la crise? L'innovation sociale dans les secteurs coopératifs de l'habitat et du travail», *Économie et solidarités*, vol. 28, n° 2, 141-148.
74. Bouchard, Marie (dirigée par B. Morel) (1995). *Évolution de la logique d'action coopérative dans le secteur du logement locatif au Québec*, Montréal, Cahiers du Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises, les syndicats et l'économie sociale (CRISES), Collection Thèses et mémoires, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal, vol. 8, n° 1, 382 pages.

75. Bouchard, Marie J. et Lucie Chagnon (1998). «Le développement des communautés locales à la croisée des partenariats», *Économie et solidarités*, vol. 29, n° 2, 42-50.
76. Bouchard, Marie et Marc Gagnon (1998). *L'habilitation dans les organisations coopératives. Cinq cas de gestion de coopératives d'habitation*, Montréal, Chaire de coopération Guy-Bernier, UQAM, n° 1298-099, 54 pages.
77. Boucher, Jacques L. et André Inkel (1998a). *Le mouvement communautaire et le logement social en Outaouais: de la revendication à la recherche de partenariats: le cas de Logemen'occupe et de Mon Chez Nous*, Hull, Cahiers de la Chaire de recherche en développement communautaire, Université du Québec à Hull.
78. Boucher, Jacques L. et André Inkel (1998b). *Santé mentale, hébergement communautaire et logement social en Outaouais: de la revendication à la recherche de partenariats. Le cas de la Maison Réalité et des Habitations du Nouveau Départ*, Hull, Cahiers de la Chaire de recherche en développement communautaire, Université du Québec à Hull.
79. Boucher, Jacques L. et Christian Jetté (1997a). «La syndicalisation des organisateurs communautaires des CLSC: un rendez-vous manqué entre exigences professionnelles et solidarités salariales et sociales?» dans Plamondon, Denis, Dubord, Sylvie, Maltais, Danielle, Brassard, Sylvie, Boivin, Huguette et Mario Couture (sous la direction de), *Au-delà de la tourmente... de nouvelles alliances à bâtir! Actes du V^e colloque du Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CLSC et en Centre de santé (RQIIAC)*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), Université du Québec à Chicoutimi, 293-316.
80. Boucher, Jacques L. et Christian Jetté (1997b). *Le syndicalisme dans le secteur de la santé et des services sociaux du Québec*, Hull, Cahiers du Géris, Série Pratiques sociales, Université du Québec à Hull, n° 7, 21 pages.
81. Boucher, Jacques L. et Louis Favreau (1996). *Développement local et économie sociale: nouveau défi du travail social*, Hull, Cahiers de la Chaire de recherche en développement communautaire, Série Recherche, Université du Québec à Hull, 27 pages.

82. Boucher, Jacques L. et Louis Favreau (1997). «L'action communautaire à l'épreuve du développement local et de l'économie sociale», *Intervention*, n° 104, mars, 40-51.
83. Bourque, Denis et Christian Jetté (1999). «Le syndicalisme du secteur public à l'aube d'une ère nouvelle? Entrevue avec Gérard Larose», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 12, n° 2, 11-26.
84. Bourque, Gilles (1999). «L'économie sociale entre l'économie et le politique», *Cahiers de recherche sociologique*, n° 32, 37-46.
85. Bourque, Raymonde (1991). *Évolution de la profession des auxiliaires familiales et sociales: significations et enjeux*, mémoire de maîtrise en sociologie, Université du Québec à Montréal, 206 pages.
86. Brachet, P. (1995). «Problématique du partenariat de service public», *Politiques et management public*, vol. 13, n° 1, 87-105.
87. Brant, Keit Edouard (1995). *Grassroots Leadership: A Qualitative Study of Social Activism at the Very Source*, thèse de doctorat, University of California, Los Angeles, 213 pages.
88. Broadhead, R. S. et D. D. Heckathorn (1994). «Mesures de prévention contre le sida chez les toxicomanes: problèmes d'action et nouvelles approches», *Social Problems*, vol. 41, n° 3, 473-495.
89. Brousseau, Julie et Nérée St-Amand (1997). «On est condamnés par les pilules, les préjugés... Des usagères et usagers évaluent les services de santé mentale», *Revue canadienne de politique sociale/Canadian Review of Social Policy*, n° 39, printemps, 21-40.
90. Brown, Laura K., Troutt, Elizabeth S. et Attah K. Boame (2000). «The Nonprofit Sector in Manitoba: A Baseline Survey» dans Banting, Keith G. (sous la direction de), *The Nonprofit Sector in Canada. Roles and Relationship*, Montréal et Kingston, School of Policy Studies, McGill-Queen's University Press, 191-228.
91. Browne, Gina (1995). «More Effective and Less Expensive: Lessons from Five Studies Examining Community Approaches to Care», *Health Policy*, vol. 34, 95-112.
92. Browne, Paul Leduc (1996). *Love in a Cold World? The Voluntary Sector in an Age of Cuts*, Ottawa, Canadian Centre for Policy Alternatives, 91 pages.

93. Browne, Paul Leduc (1999). «Le tiers secteur au Canada anglais : éléments d'analyse», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 11, n° 2, vol. 12, n° 1 (numéro double), 143-157.
94. Brudney, Jeffrey L. (1990). «Expanding the Government by Proxy Construct: Volunteers in the Delivery of Public Services», *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, vol. 19, n° 4, hiver, 315-328.
95. Burrows, Roger et Brian Loader (sous la direction de) (1994). *Towards a Post-Fordist Welfare State?*, Londres et New York, Routledge, 240 pages.
96. Caballer, Vicente, Sanchez Ruano, Elena et David Vivas (1994). «Organisations in the Social Economy in Health Care and Social Services: An Overview» dans Perri 6 et Isabel Vidal (sous la direction de), *Delivering Welfare: Repositioning Non-Profit and Co-operative Action in Western European Welfare States*, Barcelone, Centre d'Initiatives de l'Economia Social, 199-231.
97. Cabotte, Laurent (1994). *Comment organiser un service d'aide ménagère aux personnes âgées: l'exemple d'ARCADIA ou une stratégie de l'engagement*, Paris, Centre d'études de l'emploi, 69 pages.
98. Caillé, Alain (1998). «Don et association», *La revue du M.A.U.S.S. semestrielle*, n° 11, premier semestre, 75-83.
99. Caillouette, Jacques (1992). «La réforme Coté ou l'ambivalence de l'État à l'égard du communautaire», *Service social*, vol. 41, n° 2, 115-123.
100. Caillouette, Jacques (1994). «L'État partenaire du communautaire : vers un nouveau modèle de développement», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, n° 1, 161-175.
101. Caillouette, Jacques (1996). *Organismes d'utilité collective: une stratégie de lutte contre l'exclusion du travail*, Québec, Conseil de la santé et du bien-être, 46 pages.
102. Caillouette, Jacques (1997). «L'identité communautaire. Une perspective théorique», *Service social*, vol. 46, n° 1, 95-118.
103. Callen, Jeffrey L. et Haim Falk (1993). «Agency and Efficiency in Nonprofit Organizations: The Case of Specific Health Focus Charities», *Accounting Review*, vol. 68, n° 1, janvier, 48-66.
104. Campbell, Duncan R. (1993). *The Voluntary Non-profit Sector: An Alternative*, Canada, Discussion Paper Series, Government and

- Competitiveness, School of Policy Studies, Queen's University, 49 pages.
105. Campbell, Duncan R. (1994). *The First General Map of Canada's Third Sector*, Discussion Paper Series, Government and Competitiveness, Queen's University, School of Policy Studies, 44 pages.
106. Capucha, Luis et Olga Lança Cordeiro (1998). «Les entreprises d'insertion au Portugal», *Les politiques sociales*, 53-59.
107. Carling, Paul J. (1995). *Return to Community. Building Support Systems for People with Psychiatric Disabilities*, New York, Londres, The Guilford Press, 339 pages.
108. Carrier, Mario (1999). «Services de proximité et petites collectivités», *Possibles*, vol. 23, n° 1, 97-106.
109. Carroll, Mary Clare (1993). *The Role of the Third Sector in Delivering Positive Health Services: A Case Study of Dover*, Delaware, thèse de doctorat, University of Delaware, 265 pages.
110. Carver, Virginia, Bernardi, Dennis, Gavin, Michael, DeVillaer, Michael et Larry Sobol (1995). «The Development of Assessment and Referral Services in Ontario: The Role of ARF Community Programs Staff», *Contemporary Drug Problems*, vol. 22, n° 1, été, 43-59.
111. Castel, Robert (1995). *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 474 pages.
112. Castro, Sami (1999). «Organismes non lucratifs et droit communautaire. À propos de l'arrêt Sodemare: avancée et perspectives», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 272, 17-25.
113. Cattacin, Sandro et Danielle Butschi (1993). «The Third Sector in Switzerland: The Transformation of the Subsidiarity Principle», *West European Politics*, vol. 16, n° 3, juillet, 362-380.
114. Cattacin, Sandro et Rocco Vitali (1997). «La Suisse entre subsidiarité et étatisme. Quelques réflexions sur le rôle des instances non étatiques de production du bien-être en Suisse», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 263, 35-47.
115. Cawley, Richard C. (1996). «The Incomplete Revolution: The Development of Community Work in Quebec CLSCs», *Community Development Journal*, vol. 31, n° 1, 54-56.

116. Centrale d'enseignement du Québec (1994). «Droit de cité: repenser la citoyenneté pour vivre la démocratie», *Options CEQ*, n° 11, automne.
117. Centre for the Study of Co-operatives (1992). *Saskatchewan Co-operatives: A Record of Community Development*, Saskatchewan, University of Saskatchewan, 32 pages.
118. Centres de santé communautaire francophones de l'Estrie, Hamilton-Wentworth-Niagara, Sudbury, Témiskaming et Toronto (1999). «Les centres de santé communautaire: la porte ouverte à la santé des francophones», *Reflets*, vol. 5, n° 2, 162-176.
119. Cérézuelle, Daniel (1996). *Pour un autre développement social: au-delà des formalismes techniques et économiques*, Paris, Desclée de Brouwer, 217 pages.
120. Cerniglia, L. (1990). *Passage d'une structure militante à la reconnaissance professionnelle dans un contexte de prise en compte nationale de la question des violences faites aux femmes; mise en place de projets nouveaux*, thèse de doctorat, École Nationale de la Santé Publique, Rennes, 80 pages.
121. Cette, Gilbert, Héritier, Pierre et Véronique Singer (1996). «Services de proximité et nouvelle croissance», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 262, 24-34.
122. Chagnon, Lucie (sous la direction de Louis Favreau) (1995). *Étude de cas de la Corporation de développement communautaire Rond Point: le développement local et les corporations de développement communautaire au Québec*, Montréal, Cahiers du Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises, les syndicats et l'économie sociale (CRISES), Collection Thèses et mémoires, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal, vol. 95, n° 1, 119 pages.
123. Challis, L. et M. Henwood (1994). «Equity in Community Care», *British Medical Journal*, vol. 308, n° 6942, 1496-1499.
124. Chamberland, Claire, Dallaire, Nicole, Fréchette, Lucie, Lindsay, Jocelyn, Hébert, Jacques et Sylvie Cameron (1996). «Les dimensions sociales de la prévention et de la promotion du bien-être des jeunes et de leur famille: un portrait des pratiques au Québec», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 9, n° 2, 65-86.
125. Chamberlin, Marilyn Sue Burton (1994). *Constructing Success: An Examination of Social Service Providers' Constructions of Client*

- and Program Success*, thèse de doctorat, Purdue University, 184 pages.
126. Champagne, Suzanne (1997). «L'économie sociale : situation actuelle et enjeux pour les femmes du Québec», *Bulletin d'information du Réseau québécois des chercheuses féministes*, vol. 6, n° 2, mars, 3-15.
127. Chang, Cyril F. et Howard P. Tuckman (1994). «Revenue Diversification among Non-profits», *Voluntas*, vol. 5, n° 3, décembre, 273-290.
128. Chanial, Philippe (1998). «La délicate essence de la démocratie : solidarité, don et association», *La revue du M.A.U.S.S. semestrielle*, n° 11, premier semestre, 28-43.
129. Charbonneau, Claude (1995). «L'expérience d'Accès-Cible, un organisme communautaire d'insertion de jeunes ex-psychiatrisés», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 8, n° 1, 149-160.
130. Charest, Julie (sous la direction d'Yvan Comeau) (1998). *Monographie de l'organisme Aide communautaire Limoilou*, Montréal, Cahiers du Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises, les syndicats et l'économie sociale (CRISSES), Collection Entreprises d'économie sociale, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal, n° EC 005, 57 pages.
131. Chaves, Rafael et Antonia Sajardo Moreno (1997). «Le partenariat public-OSBL dans les services sociaux. Le cas espagnol», *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, vol. 68, n° 1, 65-86.
132. Chaves, Rafael et Antonia Sajardo (1999). «Politique sociale et économie sociale en Espagne : une perspective historique et institutionnelle», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 11, n° 2, vol. 12, n° 1 (numéro double), 83-104.
133. Chéroure, Marie-Thérèse (1998). «Les associations dans la dynamique sociale», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 270, 69-88.
134. Chiasson, Guy (1999). «La gouvernance locale, à la fois risquée et favorable pour l'intérêt public», *Économie et solidarités*, vol. 30, n° 2, 7-30.
135. Chicha, Marie-Thérèse (1994). «Mesurer les activités informelles : une démarche utile pour en clarifier les enjeux», *Lien social et politiques-RIAC*, vol. 72, n° 32, 53-62.

136. Chomel, André (1994). «L'éducation coopérative et la formation des élus : l'expérience française depuis le début du siècle», *Coopératives et développement*, vol. 26, n° 1, 17-36.
137. Chopart, Jean-Noël (1997). «Solidarité et modernité, ou l'imposition du voile d'ignorance», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 264, 15-26.
138. Chung, W. S., Fitzpatrick, S. et J. T. Parkeck (1995). «Private and Nonprofit Practitioners: An Exploratory Study», *Social Work and Social Sciences Review*, vol. 6, n° 2, 98-109.
139. Cigno, K. (1999). «New Right, New Labour, New Welfare?», *International Journal of Sociology and Social Policy*, vol. 19, n^{os} 1-2, 130-157.
140. Clément, Marie-Ève, Tourigny, Marc et Monique Doyon (1999). «Facteurs liés à l'échec d'un partenariat entre un organisme communautaire et un CLSC: une étude exploratoire», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 12, n° 2, 45-64.
141. Clément, Michèle (1995). «Virage néolibéral, virage patriarcal. Une entrevue avec Lucie Bélanger de Relais-Femmes», *Service social*, vol. 44, n° 2, 9-22.
142. Cloutier, Céline et Pierre Hamel (1991). «Les services urbains: le défi du partenariat pour le milieu communautaire», *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 35, n° 95, septembre, 257-283.
143. Cnaan, Ram A. et Robin S. Goldberg-Glen (1990). «Comparison of Volunteers in Public and Nonprofit Human Service Agencies», *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, vol. 19, n° 4, hiver, 345-358.
144. Cole, Michele T. (1993). *Is There a Third Way? A Comparative Analysis of the Legal Environments for Personnel Management in the Public, Private for Profit, and Nonprofit Sectors*, thèse de doctorat, University of Pittsburgh, 337 pages.
145. Colin, B., Gardin, L. et Jean-Louis Laville (1995). *Économie des services de proximité: indicateurs d'investissement et de fonctionnement de services de proximité dans quatre filières: l'aide à domicile, les restaurants de quartier, les cafés-musiques, l'environnement*, France, Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie, Plan construction et architecture, CNRS, Laboratoire de sociologie du changement des institutions, Union nationale des fédérations d'organismes d'habitation à

- loyer modéré, Caisse des dépôts et consignations (Rapport), 241 pages.
146. Collins, Stephanie Baker (1998). «The Challenge of Equity in Canadian Social Welfare Policy», *Revue canadienne de politique sociale/Canadian Review of Social Policy*, n° 42, 1-14.
147. Collombon, Jean-Marie et Maurice Parodi (1997). «L'économie solidaire a-t-elle besoin de l'économie sociale?», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 264, 60-69.
148. Comeau, Yvan (1993). «Bilans de satisfaction dans les coopératives de travail québécoises», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 6, n° 2, 141-153.
149. Comeau, Yvan (1994a). «Les éléments de satisfaction et d'insatisfaction dans les coopératives de travail», *Coopératives et développement*, vol. 25, n° 1, 31-46.
150. Comeau, Yvan (1994b). «Politiques sociales et développement alternatif», *Possibles*, vol. 18, n° 3, été, 61-69.
151. Comeau, Yvan (1995a). «Les attitudes des membres à l'égard de leurs associations et coopératives», *Service social*, vol. 44, n° 1, 95-114.
152. Comeau, Yvan (1995b). «Vie quotidienne et participation aux associations communautaires», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 8, n° 1, 121-136.
153. Comeau, Yvan (1997a). «Études de cas d'initiatives de l'économie sociale à Québec» dans Comeau, Yvan (sous la direction de), *Enjeux et pratiques de l'économie sociale à Québec*, Sainte-Foy, Université Laval, 20-37.
154. Comeau, Yvan (1997b). «La structuration du mouvement de développement économique communautaire à Québec», *Économie et solidarités*, vol. 29, n° 1, 101-111.
155. Comeau, Yvan (1997c). «L'insertion sociale par l'entrepreneurship collectif: des défis pour les intervenants» dans Plamondon, Denis, Dubord, Sylvie, Maltais, Danielle, Brassard, Sylvie, Boivin, Huguette et Mario Couture (sous la direction de), *Au-delà de la tourmente... de nouvelles alliances à bâtir! Actes du V^e colloque du Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CLSC et en Centre de santé (RQIIAC)*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), Université du Québec à Chicoutimi, 235-260.

156. Comeau, Yvan (sous la direction de) (1997d). *Enjeux et pratiques de l'économie sociale à Québec*, Sainte-Foy, Actes du colloque tenu le vendredi 11 avril 1997 à l'Université Laval, 65 pages.
157. Comeau, Yvan et Benoît Lévesque (sous la direction de) (1992). *Théories de la satisfaction au travail*, Montréal, Cahiers du Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises, les syndicats et l'économie sociale (CRISES), Département de sociologie, Université du Québec à Montréal, n° 9205, 19 pages.
158. Comeau, Yvan, Bourque, Raymonde et Yves Vaillancourt (1995). *Auxi-Plus: monographie de l'Agence coopérative d'auxiliaires familiales de Montréal*, Montréal, Chaire de coopération Guy-Bernier, Université du Québec à Montréal, n° 0195-68, 44 pages.
159. Comeau, Yvan et Jacques L. Boucher (1997). «L'économie sociale : un projet de développement crédible?», *Économie et solidarités*, vol. 28, n° 2, 1-10.
160. Comeau, Yvan et Jean-Pierre Girard (1996a). *Les coopératives de santé dans le monde: une pratique préventive et éducative de la santé*, Montréal, Chaire de coopération Guy-Bernier de l'UQAM, Université du Québec à Montréal, n° 0396-074, 138 pages.
161. Comeau, Yvan et Jean-Pierre Girard (1996b). «Les coopératives de santé : une modalité d'offre des services médicaux», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 261, 48-57.
162. Comeau, Yvan et Jean-Pierre Girard (1997). *Analyse comparative de différents types d'organismes offrant des services de première ligne en matière de santé*, Montréal, Chaire de coopération Guy-Bernier, Université du Québec à Montréal, 46 pages.
163. Comité d'orientation et de concertation sur l'économie sociale (1996). *Entre l'espoir et le doute*, Québec, 89 pages.
164. Conseil consultatif national sur le troisième âge (1995). *La position du CCNTA sur les services de santé communautaires destinés aux aîné-e-s: progrès et défis*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 26 pages.
165. Conseil de la coopération du Québec (1995). *Coopérer, c'est réussir autrement. Document d'information-statistiques*, Lévis, 18 pages.

166. Conseil de la coopération du Québec (1996a). *Guide de démarrage. Coopératives de services à domicile*, Lévis, 12 pages.
167. Conseil de la coopération du Québec (1996b). *Présences du mouvement coopératif au Québec*, Lévis, 16 pages.
168. Conseil de la santé et du bien-être (1997). *Le forum sur le développement social*, Canada, Gouvernement du Québec, 119 pages.
169. Contandriopoulos, André-Pierre (2000). «Quel avenir pour le système de soins canadien?», *Isuma (revue canadienne de recherche sur les politiques)*, vol. 1, n° 1, 39-43.
170. Corbin, John C. (1999). «A Study of Factor Influencing the Growth on Nonprofits in Social Services», *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, vol. 28, n° 3, 296-314.
171. Corbin, Lise (1996). *L'aide domestique dans le cadre des services d'aide à domicile*, Montréal, Régie régionale de Montréal Centre, 62 pages.
172. Costanzo, Ranci (1994). «The Role of the Third Sector in Welfare Policies in Italy» dans Perri 6 et Isabel Vidal (sous la direction de), *Delivering Welfare: Repositioning Non-Profit and Co-operative Action in Western European Welfare States*, Barcelone, Centre d'Initiatives de l'Economia Social, 271-304.
173. Côté, Daniel et Martine Vézina (1997). *Les relations État et Mouvement coopératif dans cinq pays européens*, Montréal, Cahiers de recherche, École des Hautes Études Commerciales, n° 97-3, 55 pages.
174. Côté, Daniel et Sylvie Desrochers (1991). «L'efficacité des organisations participatives : propositions théoriques et études empiriques», *Coopératives et développement*, vol. 22, n° 1, 7-32.
175. Côté, Denise et Maryse Fortin (1994). «Réformes et régionalisation : pratiques de concertation des groupes de femmes de l'Outaouais», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, n° 1, 131-144.
176. Côté, Élane, Racine, Sonia et Joël Rouffignat (1995). «Appauvrissement, aide alimentaire et organismes communautaires. De la compréhension à l'action», *Service social*, vol. 44, n° 3, 95-114.
177. Côté, Sonia (1993). *Les pratiques d'habiter des personnes seules à faible revenu : cas des maisons gérées par des organismes sans but lucratif*, Montréal, Mémoire de maîtrise à la Faculté de l'aménagement, Université de Montréal, 120 pages.

178. Coursin, F. (1995). «La politique européenne de concurrence et les entreprises de l'économie sociale», *Transnational Associations/Associations transnationales*, n° 1, 26-37.
179. Cousin, Olivier (1996). «Les mutations du travail social: de la transformation du public aux changements dans les modes de prise en charge», *Sociologie du travail*, vol. 38, n° 2, 141-162.
180. Coutu, Alain et Lise Ouellet (1997). «Et si l'évaluation pouvait servir à autre chose que le contrôle ou le jugement?...» dans Plamondon, Denis, Dubord, Sylvie, Maltais, Danielle, Brassard, Sylvie, Boivin, Huguette et Mario Couture (sous la direction de), *Au-delà de la tourmente... de nouvelles alliances à bâtir! Actes du V^e colloque du Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CLSC et en Centre de santé (RQIIAC)*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), Université du Québec à Chicoutimi, 401-410.
181. Couture, Roger T. (1999). «Un centre communautaire pour la vie: un concept de santé de la population pour l'an 2000», *Reflets*, vol. 5, n° 2, 177-191.
182. Covington, Sally (1998). «How Conservative Philanthropies and Think Tanks Transform US Policy», *Covert Action Quarterly*, n° 63, 6-16.
183. Crawford, A. et Martyn Jones (1995). «Inter-agency Cooperation and Community Based Crime Prevention. Some Reflections on the Work of Pearson and Colleagues», *British Journal of Criminology, Delinquency, and Deviant Social Behaviour*, vol. 35, n° 1, 17-33.
184. Creamer, Florence, Drolet, Norma, Legros, Pierre, Mathieu, Réjean et Annie Robin (1994). *Au cœur du changement social: une expérience de gestion sociale du logement par la communauté: la Fédération des OSBL d'habitation de Montréal (FOHM)*, Montréal, FOHM, 24 pages.
185. Crémieux, Pierre-Yves, Gadbois, Denis et Pierre Ouellette (1998). «Une analyse de la performance des CLSC au Québec», *L'actualité économique*, vol. 74, n° 2, 157-182.
186. Cuthbert, Melinda A. (1990). *Organizational Response to AIDS: The Politics of Policy Setting*, thèse de doctorat, Yale University, 392 pages.
187. Da Silva, S. (1995). «Colloque économie sociale et innovation», *Vie sociale*, n° 3, 51-54.

188. Da Soller, Claudio (1995). *Private Voluntary Organizations and the State: International Relief, Food Aid, and Health and Nutrition*, thèse de doctorat, University of Missouri, 237 pages.
189. Dale, Harvey P. (1993). «On Estimating the Size of the Non-profit Sector in the US Economy», *Voluntas*, vol. 4, n° 2, 183-189.
190. Damant, Dominique, Bouchard, Camil, Bordeleau, Luce, Bastien, Nathalie et Geneviève Lessard (1999). «1 2 3, GO!: Modèle théorique et activités d'une initiative communautaire pour les enfants et parents de six voisinages de la grande région de Montréal», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 12, n° 2, 133-150.
191. D'Amours, Martine (1993). *Tous les moyens du bord. Les centres de femmes: des chantiers économiques*, Montréal, L'R des centres de femmes, 46 pages.
192. D'Amours, Martine (1996). *Présence de l'économie sociale au Québec: une illustration dans six secteurs et sept régions*, Montréal, Institut de formation en développement économique communautaire (IFDEC), 46 pages.
193. D'Amours, Martine (1997). *L'économie sociale au Québec. Cadre théorique, histoire, réalités et défis*, Montréal, Institut de formation en développement économique communautaire (IFDEC), 80 pages.
194. D'Amours, Martine (1999a). «Françoise David: une féministe à l'heure du défi mondial. Entrevue avec Françoise David», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 11, n° 2, vol. 12, n° 1 (numéro double), 9-20.
195. D'Amours Martine (1999b). «Le tiers secteur et la possibilité d'influencer le modèle de développement: le cas du Sud-Ouest de Montréal», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 11, n° 2, vol. 12, n° 1 (numéro double), 159-176.
196. D'Amours, Martine (1999c). *Procès d'institutionnalisation de l'économie sociale au Québec*, Montréal, Cahiers du Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS), Département de travail social, Université du Québec à Montréal, n° 99-05, 45 pages.
197. D'Amours, Martine et Marie-Claire Malo (1999). *Modèle québécois d'économie sociale: reconfiguration du modèle de Desroche*, Montréal, Cahiers du Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS), Département de travail social, Université du Québec à Montréal, n° 99-04, 19 pages.

198. Dart, Raymond et Brenda Zimmerman (2000). «After Government Cuts: Insights from Two Ontario Enterprising Nonprofits» dans Banting, Keith G. (sous la direction de), *The Nonprofit Sector in Canada. Roles and Relationship*, Montréal et Kingston, School of Policy Studies, McGill-Queen's University Press, 107-148.
199. Dave-Sen, Priti et Barbara McPake (1993). «Planning and Management of Community Financing: A Review of NGO Approaches in the Health Sector», *Voluntas*, vol. 4, n° 3, 345-371.
200. Davidson, Alexander (1999). «Alternative Model of Social Housing: Tenure Patterns and Cost-renting in New Zealand and Sweden», *Housing Studies*, vol. 14, n° 2, 453-472.
201. Davies, Linda, Mastronardi, Laura et Eric Shragge (1991). «Youth Protection: State or Community Control», *Revue canadienne de politique sociale/Canadian Review of Social Policy*, n° 27, 41-48.
202. Davies, Linda, Kinnon, Margaret M., Rains, Prue et Laura Mastro-nardi (1999). «Rethinking Child Protection Practice. Through the Lens of a Voluntary Service Agency», *Revue canadienne de service social/Canadian Social Work Review*, vol. 16, n° 1, 103-116.
203. Day, Kathleen M. et Rose Anne Devlin (1997). *The Canadian Nonprofit Sector*, Ottawa, Canadian Policy Research Networks, 127 pages.
204. De Koninck, Maria, Pâquet-Deehy, Ann, Dennie, Maureen et Joane Turgeon (1994). «Interventions féministes: parcours et perspectives», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, n° 2, 155-170.
205. Deakin, Nicholas (1995). «The Perils of Partnership: the Voluntary Sector and the State 1945-1992» dans Smith, Justin Davis, Rochester, Colin et Rodney Hedley (sous la direction de), *An Introduction to the Voluntary Sector*, Londres et New York, Routledge, 40-65.
206. Defourny, Jacques (1992a). «Le secteur de l'économie sociale en Belgique» dans Defourny, Jacques et José Luis Monzon Campos (sous la direction de), *Économie sociale. Entre économie capitaliste et économie publique/The Third Sector. Cooperative, Mutual and Nonprofit Organizations*, Bruxelles, Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative/De Boeck Université, 225-252.

207. Defourny, Jacques (1992b). «L'émergence du secteur d'économie sociale en Wallonie», *Coopératives et développement*, vol. 23, n° 1, 151-175.
208. Defourny, Jacques (1993). «Le secteur non-marchand : ses spécificités et ses perspectives d'avenir», *Wallonie*, vol. 20, n° 26, 11-16.
209. Defourny, Jacques (1994a). «Apports et limites de trois approches courantes des associations», *Coopératives et développement*, vol. 26, n° 1, 81-101.
210. Defourny, Jacques (1994b). *Développer l'entreprise sociale*, Liège, Fondation Roi Baudouin, 214 pages.
211. Defourny, Jacques, Favreau, Louis et Jean-Louis Laville (sous la direction de) (1998). *Insertion et nouvelle économie sociale. Un bilan international*, Paris, Desclée de Brouwer, 372 pages.
212. Defourny, Jacques et José Luis Monzon Campos (sous la direction de) (1992). *Économie sociale, entre économie capitaliste et économie publique/The Third Sector Cooperative, Mutual and Nonprofit Organizations*, Bruxelles, De Boeck-Wesmael/CIRIEC, 459 pages.
213. Delcros, X., Le Mire, P., Roberti, G. M., Biancarelli, J., Letteron, R., Pourre, C., Hecquard-Théron, M., Lambert, T. et M. Pouchain (1993). «Ceriec/Aides publiques», *L'Actualité juridique*, n° 6, 395-512.
214. Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (1998). *Activités de proximité : 43 expériences territoriales : bilan d'une initiative lancée par le groupe ACTUEL*, Paris, La documentation française, 173 pages.
215. Delehanty-Abuelghanam, Debbie Anne (1996). *Survival Strategies: How Social Service Nonprofits Succeed and Fail in the Public Arena (A Case Study of Sexual Assault and Domestic Violence Centers)*, thèse de doctorat, Texas Tech University, 272 pages.
216. Demers, Andrée et Deena White (1997). «The Community Approach to Prevention: Colonization of the Community?», *Revue canadienne de politique sociale/Canadian Review of Social Policy*, n° 39, printemps, 1-20.
217. Demoustier, Danièle (1999). «L'économie sociale et les transformations de l'emploi», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 274, 42-51.

218. Demoustier, Danièle et A. Grange (1996). «Dynamiques associatives dans quelques régions d'Europe: amorce d'une comparaison», *Coopératives et développement*, vol. 27, n^{os} 1-2, 25-36.
219. Demoustier, Danièle et Marie-Laure Ramisse (1999). «Essai de construction de profils socio-économiques d'associations», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n^o 272, 58-68.
220. Dent, Mike (1995). «The New National Health Service: A Case of Postmodernism?», *Organization Studies*, vol. 16, n^o 5, 875-899.
221. Descarries, Francine et Christine Corbeil (1997). «Égalité, solidarité et survie: les pratiques du mouvement des femmes au Québec», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 10, n^o 1, 19-28.
222. Deslauriers, Jean-Pierre (1991). «Les politiques sociales canadiennes dans les années 80», *Revue canadienne de politique sociale/Canadian Review of Social Policy*, n^o 27, 12-19.
223. Deslauriers, Jean-Pierre et Yves Hurtubise (1997). «Pensée critique et économie sociale» dans Plamondon, Denis, Dubord, Sylvie, Maltais, Danielle, Brassard, Sylvie, Boivin, Huguette et Mario Couture (sous la direction de), *Au-delà de la tourmente... de nouvelles alliances à bâtir! Actes du V^e colloque du Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CLSC et en Centre de santé (RQIIAC)*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), Université du Québec à Chicoutimi, 261-280.
224. Desmarais, Danielle et Miville Tremblay (1994). «Des emplois économiquement rentables aux emplois socialement rentables. Entrevue avec Denise Julien», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, n^o 1, 5-16.
225. Detrez, Robert (1997). «Problèmes du logement social: le cas de Bruxelles», *Reflets et perspectives de la vie économique*, n^o 4, 73-81.
226. Di Domenico, Mariangela (1996). *Virage ambulatoire: notes exploratoires*, Québec, Conseil du statut de la femme, 28 pages.
227. Diaby, Fatoumata et Nicole Thivierge (1999). «Ficelles: une expérience d'économie sociale mise en œuvre par un collectif de femmes», *Économie et solidarités*, vol. 30, n^o 1, 142-159.
228. Dieleman, F. M. et C. Hamnett (1994). «Globalization World Cities and the Randstad», *Urban Studies*, vol. 31, n^o 3, 357-564.

229. Dina, Richard P. (1993a). *Adaptations by Nonprofit Organizations to Federal Reductions in Resources for Social Services between 1985 and 1990*, thèse de doctorat, Adelphi University, School of Social Work, 155 pages.
230. Dina, Richard P. (1993b). «Toward a New Profit Structure : Lessons from the Past», *Nonprofit World*, vol. 11, n° 4, juillet-août, 37-41.
231. Dion, Paul, Paquette, Lucien et Mireille Désautels (1992). *Projet de recherche concernant les groupes communautaires de la MRC du Granit. Document synthèse*, Sherbrooke, Département de service social, Université de Sherbrooke, 31 pages + monographies.
232. Direction des Coopératives (1998). *Coopératives du Québec, données statistiques 1996*, Gouvernement du Québec, Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, 25 pages.
233. Doré, Gérald (1992). «L'organisation communautaire et les mutations dans les services sociaux au Québec, 1961-1991. La marge et le mouvement comme lieux de l'identité», *Service social*, vol. 41, n° 2, 131-162.
234. Dorival, P. (1994). «Une économie sociale pour temps de crise», *Économie et humanisme*, n° 330, 10-16.
235. Dorval, Francine (1998). *Le travail de rue à Montréal*, mémoire de maîtrise en intervention sociale, Université du Québec à Montréal, 78 pages.
236. Dorvil, Henri, Guttman, Herta A., Ricard, Nicole et André Ville-neuve (1997). *Défis de la reconfiguration des services de santé mentale*, Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux, Gouvernement du Québec, 264 pages.
237. Dotan, Gilad (1998). *Women's Nonprofit Organizations: Funding, Nature, Management, Dilemmas*, mémoire de maîtrise, University of Toronto, 99 pages.
238. Draperi, Jean-François (1998). «L'économie sociale, un ensemble d'entreprises aux formes infiniment variées», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 268, 11-23.
239. Dreir, P. et D. Hulchansky (1993). «The Role of Nonprofit Housing in Canada and the United States», *Housing Policy Debate*, n° 4, 43-81.

240. Dreze, B. (1994). «Économie sociale et lutte contre l'exclusion sociale», *Wallonie*, vol. 21, n° 32, 23-32.
241. Drnevich, Richard (1995). «Partnerships for Community Development and Housing», *Journal of Housing and Community Development*, vol. 52, n° 2, mars-avril, 9-15.
242. Drolet, Norma (1993). «Le logement permanent avec support communautaire pour les adultes en difficulté: une solution préventive à l'itinérance», *Intervention*, n° 94, mars, 6-14.
243. Dubé, Céline, Rose, Ruth, Cité, Denyse, Belley, Thérèse et Josée Belleau (sous la direction de) (1997). «Dossier: L'économie sociale», *Relations*, n° 635, novembre, 263-277.
244. Ducharme, Marie-Noëlle (1999). *Conditions de développement du logement social avec support pour des personnes vulnérables*, mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 132 pages.
245. Duffy, M. J. (1993). «The Voluntary Sector and the Personal Social Services», *Administration*, vol. 4, n° 3, 323-344.
246. Dumais, Monique (1999). «La dynamique du communautaire dans les services de santé et les services sociaux au Québec» dans Fortin, Pierre (sous la direction de), *La réforme de la santé au Québec*, St-Laurent, Fides, 177-194.
247. Duplantie, Jean-Pierre (1991). «L'émergence de besoins nouveaux dans la société québécoise en mutation: des problématiques sociales qui nous interrogent», *Intervention*, n° 88, mars, 5-15.
248. Duval, Michelle (1996). *Quand on reçoit de l'aide pour l'entretien domestique. Résultats de l'enquête menée auprès de bénéficiaires de Défi-Autonomie d'Antoine Labelle*, Montréal, Cahiers de recherche, Groupe de recherche EMPLUS, Centre de gestion des coopératives (HEC), n° 96-3, 73 pages.
249. Duval, Michelle (1997). «Les services de support aux parents de jeunes enfants: un bassin d'emplois d'utilité sociale?» dans Plamondon, Denis, Dubord, Sylvie, Maltais, Danielle, Brassard, Sylvie, Boivin, Huguette et Mario Couture (sous la direction de), *Au-delà de la tourmente... de nouvelles alliances à bâtir! Actes du V^e colloque du Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CLSC et en Centre de santé (RQIAC)*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), Université du Québec à Chicoutimi, 219-234.

250. Eichhorn, P. (1995). «Les défis du marché unique européen pour l'économie sociale de marché et les entreprises d'action sociale et sanitaire», *Revue du Marché Commun et de l'Union Européenne*, n° 389, 388-396.
251. Eme, Bernard (1994a). «Réseaux sociaux et développement économique. Le cas des services de proximité» dans Courtet, C., Berlan-Darqué, M. et Y. Demarne (sous la direction de), *Territoires ruraux et développement. Quel rôle pour la recherche?*, CEMAGREF éditions, 54-68.
252. Eme, Bernard (1994b). «Services de proximité: éclatement des pratiques et fragmentation conceptuelle» dans Bonamy, J. et N. May (sous la direction de), *Services et mutations urbaines. Questionnements et perspectives*, Paris, Anthropos, 141-161.
253. Eme, Bernard (1996). «Éléments de contribution à une analyse des différentes conceptions d'un nouveau secteur d'activités» dans Eme, Bernard, Favreau, Louis, Laville, Jean-Louis et Yves Vaillancourt (sous la direction de), *Société civile, État et économie plurielle*, Paris et Montréal, Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie (CRIDA), Laboratoire de sociologie des institutions (LSCI), Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises, les syndicats et l'économie sociale (CRISES), 225-260.
254. Eme, Bernard, Favreau, Louis, Laville, Jean-Louis et Yves Vaillancourt (sous la direction de) (1996). *Société civile, État et économie plurielle*, Paris et Montréal, CRIDA-LSCI et CRISES, 260 pages.
255. Eme, Bernard et Jean-Louis Laville (1999). «Pour une approche pluraliste du tiers secteur», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 11, n° 2, vol. 12, n° 1 (numéro double), 105-126.
256. Enjolras, Bernard (1993). «Services de proximité dans l'action sociale. L'apport de la théorie du choix institutionnel», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 247, 183-193.
257. Enjolras, Bernard (1995a). «Comment expliquer la présence d'organisations à but non lucratif dans une économie de marché? Une théorie socio-économique des organisations non lucratives», *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, vol. 66, n° 4, 431-456.

258. Enjolras, Bernard (1995b). «L'aide à domicile aux États-Unis», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 258.
259. Enjolras, Bernard (1995c). *Le marché providence. Aide à domicile, politique sociale et création d'emploi*, Paris, Desclée de Brouwer, Coll. Sociologie économique, 253 pages.
260. Enjolras, Bernard (1996). «Crise de l'État-providence, crise du lien social et économie solidaire: éléments pour une socio-économie critique» dans Eme, Bernard, Favreau, Louis, Laville, Jean-Louis et Yves Vaillancourt (sous la direction de), *Société civile, État et économie plurielle*, Paris et Montréal, Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie (CRIDA), Laboratoire de sociologie des institutions (LSCI), Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises, les syndicats et l'économie sociale (CRISES), 101-122.
261. Enjolras, Bernard (1997). «Associations, concurrence et fiscalité: les fondements économiques de l'utilité sociale», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 263, 61-70.
262. Enjolras, Bernard (1998a). «Crise de l'État-providence, lien social et associations: éléments pour une socio-économie critique», *La revue du M.A.U.S.S. semestrielle*, n° 11, premier semestre, 223-236.
263. Enjolras, Bernard (1998b). «Économie sociale et transformation de l'État-providence: le cas des services aux personnes âgées», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 269, 55-67.
264. Esping-Andersen, Gosta (1999). *Les trois mondes de l'État-providence. Essai sur le capitalisme moderne*, Paris, Presses universitaires de France, 310 pages.
265. Estivill, Jordi (1998). «La valeur ajoutée des entreprises sociales face aux enjeux européens», *Les politiques sociales*, 92-103.
266. Evans, R. G. et G. L. Stoddart (1996). «Produire de la santé, consommer des soins» dans Evans, Robert G., Barer, Morris L. et Theodore R. Marmor, *Être ou ne pas être en bonne santé. Biologie et déterminants sociaux de la maladie*, Paris et Montréal, Éditions John Libbey Eurotext et Les Presses de l'Université de Montréal, 37-76.

267. Evers, Adalbert (1995). «Part of the Welfare Mix: The Third Sector as an Intermediate Area», *Voluntas*, vol. 6, n° 2, août, 159-182.
268. Fahey, Tony (1999). «Social Housing in Ireland: The Need for an Expanded Role?», *Irish Banking Review*, automne, 25-37.
269. Fairbain, Brett (1997). *The Social Economy and the Development of Health Services in Canada: Past, Present & Future*, Saskatchewan, University of Saskatchewan, 19 pages.
270. Fallis, George et Alex Murray (sous la direction de) (1990). *Housing the Homeless and Poor. New Partnerships among the Private, Public, and Third Sectors*, Toronto, University of Toronto Press, 295 pages.
271. Farrant, Wendy (1991). «Addressing the Contradictions: Health Promotion and Community Health Action in the United Kingdom», *International Journal of Health Services*, vol. 21, n° 3, 423-439.
272. Favreau, Louis (1990). «Nouveaux enjeux au sein du mouvement populaire», *Coopératives et développement*, vol. 21, n° 2, 5-20.
273. Favreau, Louis (1995a). «Quand l'économie interpelle le social: les nouveaux enjeux de l'intersectorialité dans le champ de la santé et des services sociaux», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 8, n° 1, 235-244.
274. Favreau, Louis (1995b). *Relancer l'emploi et l'économie des quartiers en difficulté de Buckingham, de Gatineau et de Hull par le développement économique communautaire. Rapport de recherche pour le CRÉEOM*, Montréal, Cahiers du Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises, les syndicats et l'économie sociale (CRISES), Département de sociologie, Université du Québec à Montréal, n° 9507, 114 pages.
275. Favreau, Louis (1995c). *Repenser le mouvement communautaire dans une perspective d'économie solidaire; hypothèse de renouvellement de la problématique et de la politique du développement communautaire et de l'économie sociale au Québec*, Montréal, Cahiers du Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises, les syndicats et l'économie sociale (CRISES), Département de sociologie, Université du Québec à Montréal, n° 9505, 27 pages.
276. Favreau, Louis (1996). «Mouvements sociaux, travail social et économie solidaire face à la crise de l'emploi et de l'État-provi-

- dence» dans Eme, Bernard, Laville, Jean-Louis, Favreau, Louis et Yves Vaillancourt (sous la direction de), *Société civile, État et économie plurielle*, Paris, CRIDA-LSCI/CRISES, CNRS-UQAM-UQAH, 124-147.
277. Favreau, Louis (1997a). *L'économie sociale mise en perspective: renouvellement au Nord et émergence au Sud*, Montréal, Cahiers du Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises, les syndicats et l'économie sociale (CRISES), Département de sociologie, Université du Québec à Montréal, n° 9707, 37 pages.
278. Favreau, Louis (1997b). «Mouvement associatif et économie sociale: contribution à une nouvelle gestion du social au plan local et régional» dans Côté S., Klein, J.-L. et M.-U. Proulx (sous la direction de), *Action collective et décentralisation*, Rimouski, Coll. Tendances et débats en développement régional, UQAR-GRIDEQ/UQAC-GRIR, 65-86.
279. Favreau, Louis (1999). *Décentralisation du service public de l'emploi et initiatives locales: l'expérience québécoise*, Université du Québec à Montréal, Cahiers du CRISES, n° 0001, 30 pages.
280. Favreau, Louis, Lachapelle, René et Lucie Chagnon (sous la direction de) (1994). *Pratiques d'action communautaire en CLSC: acquis et défis d'aujourd'hui*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 240 pages.
281. Favreau, Louis et Benoît Lévesque (1995). *Repenser le développement communautaire et l'économie sociale à la faveur de la crise de l'emploi et de la crise de l'État-providence*, Montréal, Cahiers du Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises, les syndicats et l'économie sociale (CRISES), Département de sociologie, Université du Québec à Montréal, n° 9504, 27 pages.
282. Favreau, Louis et Benoît Lévesque (1996). *Développement économique communautaire. Économie sociale et intervention*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 230 pages.
283. Favreau, Louis et Benoît Lévesque (1997). «L'économie sociale et les pouvoirs publics: banalisation du social ou tremplin pour une transformation sociale?», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 10, n° 1, 71-80.
284. Favreau, Louis et Jean-Louis Laville (1997). «Le Secrétariat d'État à l'action communautaire du gouvernement du Québec: une

- mise en perspective autour des notions d'État solidaire et d'économie solidaire», *Économie et solidarités*, vol. 28, n° 2, 23-32.
285. Favreau, Louis et Yves Hurtubise (1993). *CLSC et communautés locales: la contribution de l'organisation communautaire*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 211 pages.
286. Favreau, Louis et Yves Hurtubise (1994). «Les CLSC dans les communautés locales: quelle action communautaire à l'heure de la réforme Côté?», *Intervention*, n° 98, juin, 42-53.
287. Fawcett, Stephen B., Paine Andrews, Adrienne, Francisco, Vincent T., Schultz, Jerry A., Richter, Kimber P., Lewis, Rhonda K., Williams, Ella L., Harris, Kari J., Berkley, Jeanette Y., Fisher, Jacqueline L. et Christine M. Lopez (1995). «Using Empowerment Theory in Collaborative Partnerships for Community Health and Development», *American Journal of Community Psychology*, vol. 23, n° 5, octobre, 677-697.
288. Fazzi, Luca (1996). «Social Policies and the Nonprofit Sector in Italy: A Critique of the Ideologies of Contracting Out», *Economic and Industrial Democracy*, vol. 17, n° 1, février, 75-97.
289. Fédération des OSBL d'habitation de Montréal (FOHM) (1991). *La FOHM et le support communautaire. Analyse. Cadre théorique. Pistes de développement*, Montréal, FOHM, 12 pages.
290. Fenet, Francine (1996). «La solidarité comme fondement de la protection sociale», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 260, 23-31.
291. Fernades, Marianne et Myriam Möllring (1998). «Les réponses associatives et institutionnelles», *Informations sociales*, n° 71, 42-47.
292. Filion, Gilbert, Bilodeau, Angèle, Panet-Raymond, Jean, Martin, Catherine et Louise Labrie (1999). «Les Groupes d'action en santé du cœur: évaluation d'un projet communautaire de promotion de la santé cardiovasculaire en milieu d'extrême pauvreté», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 12, n° 2, 151-164.
293. Finlayson, Geoffroy (1994). *Citizenship, State and Social Welfare in Britain 1830-1990*, Oxford, Clarendon Press, 467 pages.
294. Fletcher, Janice, Gordon, Theresa P., Nunamaker, Thoma et Sherril Richarz (1994). «Competing for Tots: Operating Objectives and Characteristics of For-Profit and Not-for-Profit Child Care Centres in the Pacific Northwest», *Voluntas*, vol. 5, n° 1, avril, 59-85.

295. Florin, Paul et Abraham Wandersman (1990). «An Introduction to Citizen Participation, Voluntary Organizations, and Community Development: Insights for Empowerment through Research», *American Journal of Community Psychology*, vol. 18, n° 1, février, 41-55.
296. Flynn, Rob, Pickard, Susan et Gareth Williams (1995). «Contracts and the Quasi Market in Community Health Services», *Journal of Social Policy*, vol. 24, n° 4, octobre, 529-550.
297. Fontan, Jean-Marc et Eric Shragge (1996). «L'entreprise sociale Le Chic Resto Pop», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 9, n° 2, 117-136.
298. Fontan, Jean-Marc et Marie Bouchard (1997). *Les coopératives jeunesse de services: apprentissage multidimensionnel, impact éducatif et complémentarité à l'environnement scolaire*, Montréal, Chaire de coopération Guy-Bernier, n° 085, 38 pages.
299. Forder, Julien, Knapp, M. et G. Wistow (1996). «Competition in the Mixed Economy of Care», *Journal of Social Policy*, vol. 25, n° 2, avril, 201 pages.
300. Forlani, Victor M. (1995). *Boston against Drugs: An Analysis of Business Involvement in the Community*, thèse de doctorat, Boston University, 279 pages.
301. Fortin, Andrée (1991). «La participation: des comités de citoyens au mouvement communautaire» dans Institut québécois de recherche sur la culture (sous la direction de), *La participation politique, leçons des dernières décennies*, Québec, 219-249.
302. Fortin, Andrée (1992). «Solidarités invisibles et prise en charge de la communauté par elle-même», *Service social*, vol. 41, n° 1, 7-27.
303. Fortin, Andrée (1996). *L'approche communautaire en CLSC: un modèle de gestion en développement*, mémoire de maîtrise, Université Laval, 133 pages.
304. Fortin, Bernard (1997). «Dépendance à l'égard de l'aide sociale et réforme de la sécurité du revenu», *L'actualité économique*, vol. 73, n° 4, 557-574.
305. Foster, Lori et Dave Broad (1998). *Flexible Child Care for Flexible Workers*, Regina, Social Policy Research Unit, Faculty of Social Work, University of Regina, 106 pages.

306. Fournier, Danielle (1997). «Nouvelle dynamique des organismes communautaires et la régionalisation» dans Plamondon, Denis, Dubord, Sylvie, Maltais, Danielle, Brassard, Sylvie, Boivin, Huguette et Mario Couture (sous la direction de), *Au-delà de la tourmente... de nouvelles alliances à bâtir! Actes du V^e colloque du Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CLSC et en Centre de santé (RQIIAC)*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), Université du Québec à Chicoutimi, 57-66.
307. Fournier, Danielle, Guberman, Nancy, Beeman, Jennifer et Lise Gervais (1997). «L'organisation du travail dans des groupes de femmes», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 10, n^o 2, 83-98.
308. Fournier, Jacques (1996a). «Grandeur et misère du virage ambulatoire», *Possibles*, vol. 20, n^o 2, été, 66-83.
309. Fournier, Jacques (1998). «Santé et services sociaux: le vrai virage tarde à venir», *Possibles*, vol. 22, n^{os} 3-4, 188-202.
310. Fournier, Jacques (1999). «Coop Aide Rive-Sud, les acquis et les fragilités», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 12, n^o 2, 170-182.
311. Fournier, Jacques (sous la direction de) (1996b). «L'économie solidaire, dossier France-Québec», *Interaction communautaire*, n^o 36-37, hiver, 56 pages.
312. Franssen, Abraham (1999). «Les travailleurs du non-marchand: héros et victimes», *Recherches sociologiques*, vol. 30, n^o 2.
313. Fréchette, Lucie (1994). «Quand le loisir participe du social: la contribution des centres communautaires de loisirs. Entrevue avec Raymond Bonneau», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, n^o 2, 13-28.
314. Freeman, Richard (1992). «Governing the Voluntary Sector Response to AIDS: A Comparative Study of the UK and Germany», *Voluntas*, vol. 3, n^o 1, mai, 29-47.
315. Fugère, D. (1991). «La garantie d'un financement public adéquat dans le domaine de la santé et des services sociaux», *Revue canadienne de politique sociale/Canadian Review of Social Policy*, n^o 27, 33-40.
316. Gaboriault, Robert (1991). «Les jeux de la capitalisation dans trois formules de coopérative d'habitation», *Coopératives et développement*, vol. 22, n^o 1, 123-140.

317. Gachet, Bernard (1996). «La délégation des services publics aux associations par les collectivités locales: l'exemple des communes françaises», *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, vol. 67, n° 4, 519-544.
318. Gachet, Bernard, Schulte-Beckhausen, Sabine et Giovanni Valotti (1997). «Évolution des politiques locales d'offre de services publics locaux: une analyse comparative» dans Monnier, Lionel et Bernard Thiry (sous la direction de), *Mutations structurelles et intérêt général*, Paris, Bruxelles, De Boeck-Wesmael/CIRIEC international, 231-246.
319. Gagné, Jean (1996). «L'approche alternative en santé mentale», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 9, n° 2, 137-146.
320. Gagné, Jean (1997). «Le partenariat dans le champ de la santé mentale à la période "post PROS"» dans Plamondon, Denis, Dubord, Sylvie, Maltais, Danielle, Brassard, Sylvie, Boivin, Huguette et Mario Couture (sous la direction de), *Au-delà de la tourmente... de nouvelles alliances à bâtir! Actes du V^e colloque du Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CLSC et en Centre de santé (RQIIAC)*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), Université du Québec à Chicoutimi, 67-80.
321. Gagné, Jean et Henri Dorvil (1994). «Le défi du partenariat: le cas des ressources communautaires dans le secteur de la santé mentale», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, n° 1, 63-77.
322. Gagnon, Claire, Lauzon, Johanne et Isabelle Rivest (1997). «Économie sociale. Une tour de Babel?», *La Gazette des femmes*, vol. 19, n° 4, 7-15.
323. Gagnon, Éric (1995). «Engagement social, engagement identitaire. Parcours de femmes», *Service social*, vol. 44, n° 1, 49-68.
324. Gagnon, Éric (1998). «Cinq figures du lien social», *La revue du M.A.U.S.S. semestrielle*, n° 11, premier semestre, 237-249.
325. Gagnon, Éric, Saillant, Francine, Montgomery, Catherine, Paquet, Steve et Robert Sévigny (1999). *Pratiques de soin et figures du lien. Études des services des organismes intermédiaires dans le domaine de l'aide et de soin à domicile au Québec*, Québec et Montréal, Centre de recherche sur les services communautaires, Université Laval et Centre de recherche et de formation du CLSC Côte-des-Neiges, Université McGill, 397 pages.

326. Gagnon, Gabriel (2000). «Vers un nouvel imaginaire social», *Possibles*, vol. 24, n^{os} 2-3, 50-61.
327. Gagnon, Mario et Danièle Ouellet (1997). «Concertation dans les CLSC : comment partager sans perdre son identité d'intervenant communautaire?» dans Plamondon, Denis, Dubord, Sylvie, Maltais, Danielle, Brassard, Sylvie, Boivin, Huguette et Mario Couture (sous la direction de), *Au-delà de la tourmente... de nouvelles alliances à bâtir! Actes du V^e colloque du Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CLSC et en Centre de santé (RQIIAC)*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), Université du Québec à Chicoutimi, 107-126.
328. Galaskiewicz, J. (1992). «Acts of Compassion: Caring for Others and Helping Ourselves. Between States and Markets: The Voluntary Sector in Comparative Perspective», *American Journal of Sociology*, vol. 98, n^o 1, 190-193.
329. Garon, Isabelle et Jean-Pierre Girard (1999). *État de la disponibilité des services de santé au Québec, été 1998*, Montréal, Chaire de coopération Guy-Bernier, Université du Québec à Montréal, n^o 101, 39 pages.
330. Gaster, Lucy (1995). «Quality in Welfares Services» dans Gladstone, David (sous la direction de), *British Social Welfare. Past, Present and Future*, Londres, ULC Press, 303-324.
331. Gauthier, Anne (1998). *Organisation des services de santé mentale dans la communauté: enseignements à tirer de la recherche évaluative*, Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux, 49 pages.
332. Gazier, Bernard (1992). «L'économie sociale dans l'économie mixte», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n^o 247, 174-182.
333. Genestier, P. et Jean-Louis Laville (1994). «Au-delà du mythe républicain : intégration et socialisation», *Le Débat*, n^o 82, 154-172.
334. George, Vic et Stewart Miller (sous la direction de) (1994). *Social Policy towards 2000: Squaring Welfare Circle*, Grande-Bretagne, Routledge, 256 pages.
335. Ghèkiere, L. (1992). «Vers une Europe des solidarités: le logement», *Europe sociale*, n^o 3, 151 pages.
336. Gidron, Benjamin, Kramer, Ralph M. et Lester M. Salamon (sous la direction de) (1992). *Government and the Third Sector. Emerg-*

- ing Relationships in Welfare States*, San Francisco, Jossey-Bass Publishers, 246 pages.
337. Gilain, B. et M. Nyssens avec la collaboration de Jadoul, B. et F. Petrella (1999). «L'économie sociale dans les services de proximité: pionnière, partenaire», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 273, 40-55.
338. Gilain, Bruno et Marthe Nyssens (1998). «L'économie sociale dans les services de proximité: pionnière et partenaire dans un champ en développement», *Reflets et perspectives de la vie économique*, XXXVII, 4^e trimestre, 98-4, 21-42.
339. Gilstrap, Roger L. (1999). *The Health of Mental Health Organizations and Their Employees: A Phenomenological Study*, thèse de doctorat, Gonzaga University, 352 pages.
340. Girard, Jean-Pierre (1995). *Connaissance de l'économie coopérative québécoise: quelques repères*, Québec, Chaire de coopération Guy-Bernier, Université du Québec à Montréal, 94 pages.
341. Girard, Jean-Pierre et Isabelle Garon (2000). *Les coopératives dans le domaine sociosanitaire au Québec: état de la situation*, Montréal, Chaire de coopération Guy-Bernier, Université du Québec à Montréal, n° 111, 43 pages.
342. Giroux, Nicole et Véronique Fenocchi (1994). «La participation: une réalité complexe», *Coopératives et développement*, vol. 26, n° 1, 59-79.
343. Gladstone, David (sous la direction de) (1995). *British Social Welfare. Past, Present and Future*, Londres, ULC Press, 352 pages.
344. Godard, Michel et Anne Herscovici (1994). «L'informel ou la cristallisation d'un nouveau Tiers: les associations du domaine sociosanitaire en Belgique francophone», *Lien social et politiques-RIAC*, vol. 72, n° 32, 67-86.
345. Godbout, Jacques T. (1998). «Liens primaires, association et tiers secteur», *La revue du M.A.U.S.S. semestrielle*, n° 11, premier semestre, 44-56.
346. Goetschy, Janine (1993). «L'Europe sociale à la croisée des chemins: choix, incertitudes et atavismes de l'accord social de Maastricht», *Sociologie du travail*, vol. 35, n° 2, 147-162.
347. Goetz, Edward G. (1992). «Local Government Support for Nonprofit Housing: A Survey of US Cities», *Urban Affairs Quarterly*, vol. 27, n° 3, mars, 420-436.

348. Goldner, Fred H. (1991). «Cultural Beliefs and Market Processes : Confrontational Changes in the Provision of Health Care in the United States», *Research in the Sociology of Health Care*, vol. 9, 141-167.
349. Gooden, Vincent Edward (1996). *Eight Effective Practices of Successful Human Service Contract Managers*, thèse de doctorat, Virginia Polytechnic Institute and State University, 124 pages.
350. Gormley, William T. Jr. (1994). «Privatization Revisited Abstract», *Policy Studies Review*, vol. 13, n^{os} 3-4, automne-hiver, 215-235.
351. Gouvernement du Québec (1996a). *Conférence sur le devenir social et économique du Québec. Un Québec de responsabilité et de solidarité*, Québec.
352. Gouvernement du Québec (1996b). *La santé et les services sociaux. Enjeux et orientations stratégiques d'un système en transformation*, Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux, 46 pages.
353. Gouvernement du Québec (1998). *Conjuguer l'économie et le social (document d'information à l'intention des centres locaux de développement)*, Québec, Gouvernement du Québec, 55 pages.
354. Government of Saskatchewan (1996). *Social Housing... More than Shelter. Annual Report 1996, Saskatchewan Housing Corporation*, Saskatchewan, Saskatchewan Municipal Government, 28 pages.
355. Government of Saskatchewan (1997). *Investing in People and Communities. A Housing Policy Framework for Saskatchewan People*, Saskatchewan, Government of Saskatchewan, 15 pages.
356. Graefe, Peter (1999). «Repenser l'économie sociale face à l'État», *Lien social et politiques*, n^o 41, printemps, 129-142.
357. Gray, Bradford H. (1993). «A Puzzlement : Health-related Organizations in the Nonprofit Almanac», *Voluntas*, vol. 4, n^o 2, 210-220.
358. Grell, Paul (1997). «La Grand-MESS (Média-Économie sociale/solidaire)...», *Possibles*, vol. 21, n^o 4, 141-151.
359. Grell, Paul (1998). «L'État-providence : de la politique sociale à l'économie sociale?» dans Boivin, Louise et Mark Fortier (sous la direction de), *L'économie sociale : l'avenir d'une illusion*, Montréal, Fides, 187-214.

360. Grindheim, Jan Erik et Per Selle (1990). «The Role of Voluntary Social Welfare Organisations in Norway: A Democratic Alternative to a Bureaucratic Welfare State?», *Voluntas*, vol. 1, n° 1, mai, 62-76.
361. Gronbjerg, Kirsten A. (1991). «Managing Grants and Contracts: The Case of Four Nonprofit Social Service Organizations», *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, vol. 20, n° 1, été, 5-24.
362. Gronbjerg, Kirsten A. (1994). «Using NTEE to Classify Non-profit Organisations: An Assessment of Human Service and Regional Application», *Voluntas*, vol. 5, n° 3, décembre, 301-328.
363. Groulx, Lionel-Henri (1998). «L'économie solidaire en débat: points de vue en présence», *Revue canadienne de politique sociale/Canadian Review of Social Policy*, n° 41, 17-32.
364. Groupe de travail sur l'économie sociale (1996). *Osons la solidarité! Rapport du groupe de travail sur l'économie sociale, Chantier de l'économie et de l'emploi (Sommet sur l'économie et l'emploi)*, Québec, 64 pages.
365. Guay, Lorraine (1997a). *Du néolibéralisme à l'économie solidaire: le combat des femmes (Actes du deuxième séminaire international sur l'économie solidaire tenu à Montréal les 10, 11 et 12 juin 1996)*, Montréal, Relais femmes, 114 pages.
366. Guay, Lorraine (1997b). «Le mouvement communautaire et l'économie sociale: entre l'espoir et le doute» dans Klein, Juan-Luis, Tremblay, Pierre-André et Hugues Dionne (sous la direction de), *Au-delà du néolibéralisme. Quel rôle pour les mouvements sociaux?*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 135-154.
367. Guberman, Nancy, Fournier, Danielle, Belleau, Josée, Beeman, Jennifer et Lise Gervais (1994). «Des questions sur la culture organisationnelle des organismes communautaires», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, n° 1, 45-61.
368. Guerrieri, Gianni, Nazzaro, Oreste et Alberto Zevi (1992). «The Social Economy in Italy» dans Defourny, Jacques et José Luis Monzon Campos (sous la direction de), *Économie sociale. Entre économie capitaliste et économie publique/The Third Sector. Cooperative, Mutual and Nonprofit Organizations*, Bruxelles, Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative/De Boeck Université, 179-220.

369. Gueslin, André (1998). *L'invention de l'économie sociale*, (deuxième édition), 411 pages.
370. Gummer, B. (1995). «Which Side Are You On? Current Perspectives on Member Identification with the Organization», *Administration in Social Work*, vol. 19, n° 2, 81-99.
371. Gunn, Christopher (1997). «The Nonprofit Sector: Radical Potential?», *Review of Radical Political Economics*, vol. 29, n° 3, été, 92-103.
372. Hall, Michael H. et Paul B. Reed (1998). «Shifting the Burden: How Much Can Government Download to the Non-Profit Sector?», *Administration publique du Canada*, vol. 41, 1-20.
373. Hall, Michael et Keith G. Banting (2000). «The Nonprofit Sector in Canada: An Introduction» dans Banting, Keith G. (sous la direction de), *The Nonprofit Sector in Canada. Roles and Relationships*, Montréal et Kingston, School of Policy Studies, McGill-Queen's University Press, 1-28.
374. Handy, Femida (1997). «Coexistence of Nonprofit, For-profit and Public Sector Institutions», *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, vol. 68, n° 2, 201-224.
375. Hardina, Donna et Olga W. Malott (1996). «Barriers to Consumer Empowerment: Implications for Health and Social Services Planning in Ontario», *Revue canadienne de politique sociale/ Canadian Review of Social Policy*, n° 37, printemps, 1-20.
376. Harris, Margaret (1990). «Working in the UK Voluntary Sector (Review essay)», *Work, Employment and Society*, vol. 4, n° 1, mars, 126-140.
377. Hedley, Rodney (1995). «Inside the Voluntary Sector» dans Smith, Justin Davis, Rochester, Colin et Rodney Hedley (sous la direction de), *An Introduction to the Voluntary Sector*, Londres et New York, Routledge, 96-113.
378. Henderson, Claire et Graham Thornicroft (1997). «Le statut de la désinstitutionnalisation en Grande-Bretagne», *Santé mentale au Québec*, vol. 22, n° 2, automne, 88-114.
379. Henriksen, Lars Skov (1996). «Voluntary Organisations and Local Government: Lessons from a Danish Case Study», *Voluntas*, vol. 7, n° 2, juin, 177-194.
380. Herrgott, Bénédicte (1999). «Du RMI à l'AAH: une vie a minima? Négociations et effets du glissement des plus démunis des caté-

- gories de l'insertion aux catégories du handicap», *Lien social et politiques-RIAC*, n° 42, automne, 143-154.
381. Hirshhorn, Ronald (sous la direction de) (1997). *The Emerging Sector: In Search of a Framework*, Ottawa, Canadian Policy Research Networks, 105 pages.
382. Hirshhorn, Ronald et David Stevens (1997). *Organizational and Supervisory Law in the Nonprofit Sector*, Ottawa, Canadian Policy Research Networks, 76 pages.
383. Hirth, Richard A. (1999). «Consumer Information and Competition Between Nonprofit and For-Profit Nursing Homes», *Journal of Health Economics*, vol. 18, n° 2, 219-240.
384. Hirth, Richard Adam (1993). *Consumer Information and Ownership in the Nursing Home Industry*, thèse de doctorat, University of Pennsylvania, 322 pages.
385. Hodgkinson, Virginia A. (1990). «Mapping the Non-Profit Sector in the United States: Implications for Research», *Voluntas*, vol. 1, n° 2, novembre, 6-32.
386. Hogan, M. F. et P. J. Carling (1992). «Normal Housing: A Key Element of a Supported Housing Approach for People with Psychiatric Disabilities», *Community Mental Health Journal*, vol. 28, n° 3.
387. Hoggett, Paul (1994). «The Politics of the Modernisation of the UK Welfare State» dans Burrows, Roger et Brian Loader (sous la direction de), *Towards a Post-Fordist Welfare State?*, Londres, Routledge, 38-48.
388. Hommon, Jacqueline Akana (1995). *Third Sector Charities' Role in Service to the Poor: A Interorganizational Interpretation*, thèse de doctorat, University of Southern California, 197 pages.
389. HSURC (Health Services Utilization and Research Commission) (1996a). *The Cost-Effectiveness of Home Care. A Rigorous Review of the Literature*, Saskatoon, Background Paper n° 2, septembre, 81 pages.
390. HSURC (Health Services Utilization and Research Commission) (1996b). *Measuring the Effectiveness of Home Care*, Saskatchewan, Background Paper n° 1, mars, 50 pages.
391. Hudson, Pete (1998). «Welfare Pluralism in the UK: Views from the Non-profit Sector», *Revue canadienne de politique sociale/ Canadian Review of Social Policy*, n° 41, printemps, 1-16.

392. Hurd, Howard (1994). *The Geography of Corporate Philanthropy*, thèse de doctorat, University of Southampton.
393. Hurtubise, Yves (1997). «Groupes communautaires et agences de service social: une partie de notre histoire» dans Plamondon, Denis, Dubord, Sylvie, Maltais, Danielle, Brassard, Sylvie, Boivin, Huguette et Mario Couture (sous la direction de), *Au-delà de la tourmente... de nouvelles alliances à bâtir! Actes du V^e colloque du Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CLSC et en Centre de santé (RQIIAC)*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), Université du Québec à Chicoutimi, 317-324.
394. Hurtubise, Yves et Jean-Pierre Deslauriers (1997). «La nouvelle donne de l'organisation communautaire: réponses aux contraintes imposées à la pratique par le néolibéralisme, le post-modernisme et la crise des finances publiques», *Intervention*, n^o 104, mars, 16-25.
395. Hyman, Richard (1998). «La représentation syndicale des intérêts dans une Europe en mutation», *Sociologie du travail*, vol. 40, n^o 2, 129-150.
396. Ibsen, Bjarne (1996). «Changes in Local Voluntary Associations in Denmark», *Voluntas*, vol. 7, n^o 2, juin, 160-176.
397. Imershein, Allen W. et Carroll L. Estes (1996). «From Health Services to Medical Markets: The Commodity Transformation of Medical Production and the Nonprofit Sector», *International Journal of Health Services*, vol. 26, n^o 2, 221-238.
398. Jackson, Lois A. (1997). «Canadian Federal Government Policies and the Funding of HIV/AIDS Community-based Groups: Changing Objectives in Times of Change», *Revue canadienne de politique sociale/Canadian Review of Social Policy*, n^o 40, 19-45.
399. Jacob, André (sous la direction de) (1998). *Décentralisation et gouvernement local: quelle place pour le social? Actes du 4^e colloque NPS*, Montréal, Cahiers du Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS), Département de travail social, Université du Québec à Montréal, n^o 98-02, 86 pages.
400. Jacquier, C. (1993). *Les quartiers américains, rêve et cauchemar: le développement communautaire et la revitalisation des quartiers aux États-Unis*, Paris, L'Harmattan, 190 pages.

401. Jean, Pierre (1996). «L'économie sociale : autre chose qu'un gadget pour occuper les victimes de la restructuration. Entrevue avec Pierre Paquette», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 9, n° 1, 15-32.
402. Jeantet, Thierry (1995). «Panorama de l'économie sociale», *Problèmes économiques*, n° 2431, 10-14.
403. Jenson, Jane (1998a). *Les contours de la cohésion sociale : l'état de la recherche au Canada*, Ottawa, Canadian Policy Research Networks, 55 pages.
404. Jenson, Jane (1998b). «Les réformes des services de garde pour jeunes enfants en France et au Québec : une analyse historico-institutionnaliste», *Politique et sociétés*, vol. 17, n°s 1-2, 183-216.
405. Jenson, Jane et Susan D. Phillips (2000). «Distinctive Trajectories : Homecare and the Voluntary Sector in Quebec and Ontario» dans Banting, Keith G. (sous la direction de), *The Nonprofit Sector in Canada. Role and Relationship*, Montréal et Kingston, School of Policy Studies, McGill-Queen's University Press, 29-67.
406. Jerrick, Winston et Kenneth A. Berger (1994). «How a Homeless Shelter Cut Employee Turnover in Half», *HR Focus*, vol. 71, n° 2, février, 17-19.
407. Jetté, Christian en collaboration avec le groupe de travail du Plateau Mont-Royal sur la prévention de la violence (1996). *Un coup de main pour la prévention de la violence. Guide pour une approche préventive, éducative et communautaire*, Montréal, Cahiers du Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS), Département de travail social, Université du Québec à Montréal, n° 97-01, 45 pages.
408. Jetté, Christian, Thériault, Luc, Vaillancourt, Yves et Réjean Mathieu (1997). *Évaluation du logement social avec support communautaire à la Fédération des OSBL d'habitation de Montréal (FOHM)*, Montréal, Cahiers du Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS), Département de travail social, Université du Québec à Montréal, n° 97-08, 215 pages.
409. Jetté, Christian, Labesse, Daniel et Yves Vaillancourt (1999). «L'équipe Économie sociale, santé et bien-être : un partenariat original entre chercheurs universitaires et partenaires du milieu», *Économie et solidarités*, vol. 30, n° 2, 158-167.

410. Jetté, Christian et Réjean Mathieu (1999). «Organisation communautaire, développement social et partenariat», *Économie et solidarités*, vol. 30, n° 1, 42-56.
411. Johnson, Laura C. et Julie Mathien (1998). *Services éducatifs à la petite enfance destinés aux enfants d'âge préscolaire dans quatre provinces canadiennes: portée, nature et modèle pour l'avenir*, Ottawa, Caledon Institute of Social Policy, 84 pages.
412. Jordan, Bill et Martyn Jones (1995). «Association and Exclusion in the Organisation of Social Care», *Social Work and Social Sciences Review*, vol. 6, n° 1, 5-18.
413. Joubert, France, Quintreau, Bernard et James Renaud (1998). «Syndicalisme et nouvelles solidarités», *La Revue de la Confédération française démocratique du travail*, n° 11, juin-juillet, 32-37.
414. Juan, Salvador (1999). «L'utilité sociale de l'activité associative face à la professionnalisation et à la marchandisation», *Sociologie du travail*, n° 41, 195-207.
415. Julien, Denise et Jean-Claude Guérard (1994a). *Les entreprises Défi-autonomie. Objectifs et plan financier*, Montréal, Cahiers du Centre de gestion des coopératives (CGC), École des Hautes Études Commerciales (HEC), 14 pages.
416. Julien, Denise et Jean-Claude Guérard (1994b). *Structuration de la demande et de l'offre en aide domestique*, Montréal, Centre de gestion des coopératives, 20 pages.
417. Kang, Chul Hee et Ram A. Cnaan (1995). «New Findings on Large Human Service Organization Boards of Trustees», *Administration in Social Work*, vol. 19, n° 3, 17-44.
418. Kendall, Jeremy, Knapp, Martin, Paton, Rob et Alan Thomas (1992). «The Social Economy in the United Kingdom» dans Defourny, Jacques et José Luis Monzon Campos (sous la direction de), *Économie sociale. Entre économie capitaliste et économie publique/The Third Sector. Cooperative, Mutual and Nonprofit Organizations*, Bruxelles, Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative/De Boeck Université, 107-144.
419. Kendall, Jeremy et Martin Knapp (1995). «A Loose and Baggy Monster: Boundaries, Definition and Typologies» dans Smith, Justin Davis, Rochester, Colin et Rodney Hedley (sous la direc-

- tion de), *An Introduction to the Voluntary Sector*, Londres et New York, Routledge, 66-95.
420. Kenis, Patrick et Bernd Marin (sous la direction de) (1997). *Managing AIDS: Organizational Responses in Six European Countries*, Ashgate, 334 pages.
421. Kergoat, M. et M. Savina (1992). *Les interventions des travailleuses familiales, l'exemple de l'Ille-et-Vilaine*, France, CNRS, Centre de recherche en économie et finances appliquées de l'Université de Rennes, n° 92-02 (LARES), n° 92-01 (CREFAUR), 109 pages.
422. Kérisit, Michèle et Nérée St-Amand (1997). «Community Strategies for Surviving and Resisting the Cuts» dans Ralph, Diana, St-Amand, Nérée et André Régimbald (sous la direction de), *Open for Business, Closed to People: Mike Harris's Ontario*, Halifax, Ferwood Publishing, 144-156.
423. Kettner, P. M. et L. L. Martin (1996). «The Impact of Declining Resources and Purchase of Service Contracting on Private, Nonprofit Agencies», *Administration in Social Work*, vol. 20, n° 3, 21-38.
424. Kieler, Bruce William (1994). *The Oakland Care Act Title I HIV/AIDS Planning Council: A Minimalist Organization Functioning in a Turbulent Environment*, thèse de doctorat, University of California, 218 pages.
425. Kingma, Bruce (1997). «Public Good Theories of the Nonprofit Sector: Weisbrod Revisited», *Voluntas*, vol. 8, n° 2, juin, 135-148.
426. Klausen, Kurt Klaudi et Per Selle (1996). «The Third Sector in Scandinavia», *Voluntas*, vol. 7, n° 2, juin, 99-122.
427. Klein, Juan-Luis (1995). «De l'État-providence à l'État accompagnateur dans la gestion du social : le cas du développement régional au Québec», *Revue internationale d'action communautaire*, vol. 33, n° 73, été, 133-141.
428. Klein, Juan-Luis et Benoît Lévesque (1995). *Contre l'exclusion : repenser l'économie*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 319 pages.
429. Klinger, Myriam (1995). «La nécessaire transformation du rapport à l'usager : la notion de confiance de Giddens», *Sociétés*, vol. 48, 151-161.

430. Knapp, M., Cambridge, P., Thomason, C., Beecham, J., Allen, C. et R. Darton (1992). *Care in the Community: Challenge and Demonstration*, Canterbury, Personal Social Services Research Unit, University of Kent, 378 pages.
431. Knapp, Martin et Gérald Wistow (1995). «Le développement de l'économie mixte dans le domaine des soins de santé et de l'action sociale en Angleterre: réussites et échecs» dans Guille-mard, Anne-Marie, Lewis, Jane, Ringen, Stein et Robert Salais (sous la direction de), *Comparer les systèmes de protection sociale en Europe*, vol. 1, Rencontres d'Oxford, Collection Ren-contres de la MIRE, 257-295.
432. Kramer, Ralph M. (1990). «Change and Continuity in British Volun-tary Organisations 1976 to 1988», *Voluntas*, vol. 1, n° 2, novem-bre, 33-60.
433. Kramer, Ralph M. *et al.* (1993). *Privatization in Four European Countries: Comparative Studies in Government Third Sector Relationships*, M.E. Sharp.
434. Kuti, Eva (1990). «The Possible Role of the Non-profit Sector in Hungary», *Voluntas*, vol. 1, n° 1, mai, 26-40.
435. Labelle, Sylvie, Nepveu, Jean-Pierre et Bertrand Turbide (1998). «Le développement économique communautaire à Montréal», *Économie et solidarités*, vol. 29, n° 2, 51-58.
436. Lachapelle, René (1994). «Syndicats, organismes communautaires et développement économique: l'expérience soreloise», *Coopé-ratives et développement*, vol. 26, n° 2, 41-60.
437. Lachapelle, René (1997). «Arrimer syndicats et entreprises commu-nautaires» dans Plamondon, Denis, Dubord, Sylvie, Maltais, Danielle, Brassard, Sylvie, Boivin, Huguette et Mario Couture (sous la direction de), *Au-delà de la tourmente... de nouvelles alliances à bâtir! Actes du V^e colloque du Regroupement québé-cois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CLSC et en Centre de santé (RQIIAC)*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), Université du Québec à Chicoutimi, 205-218.
438. Lalonde, Linda (1997). «Tory Welfare Policies: A View from the Inside» dans Ralph, Diana, St-Amand, Nérée et André Régim-bald (sous la direction de), *Open for Business, Closed to People: Mike Harris's Ontario*, Halifax, Ferwood Publishing, 92-102.

439. Lamarche, François (1997a). «À propos du modèle québécois d'économie sociale», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 10, n° 2, 215-222.
440. Lamarche, François (1997b). *CSN: l'économie sociale et le respect des responsabilités dévolues au secteur public: la question de l'aide à domicile*, Montréal, Service de la recherche CSN, 13 pages.
441. Lamarche, Lucie (1998). «L'économie sociale: un modèle de développement au service de l'État désétatisé» dans Boivin, Louise et Mark Fortier (sous la direction de), *L'économie sociale: l'avenir d'une illusion*, Montréal, Fides, 137-160.
442. Lamoureux, Diane (1998). «La panacée de l'économie sociale: un placebo pour les femmes» dans Boivin, Louise et Mark Fortier (sous la direction de), *L'économie sociale: l'avenir d'une illusion*, Montréal, Fides, 25-54.
443. Lamoureux, Henri (1991). *L'intervention sociale collective. Une éthique de la solidarité*, Glen Sutton, Le Pommier, 232 pages.
444. Lamoureux, Henri (1994). «Intervention communautaire: des pratiques en quête de sens», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, n° 2, 33-43.
445. Lamoureux, Jocelyne (1994). *Le partenariat à l'épreuve: l'articulation paradoxale des dynamiques institutionnelles et communautaires dans le domaine de la santé mentale*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 235 pages.
446. Lamoureux, Josée (1998). «Concertation et démocratie: enjeux pour le mouvement syndical et les groupes communautaires» dans Tremblay, Diane-Gabrielle (sous la direction de), *Objectif plein emploi. Le marché, la social-démocratie ou l'économie sociale?*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 255-270.
447. Laplante, Annie et Patrick Duguay (sous la direction de Louis Favreau) (1999). *La Coopérative Bon Ménage-Plus: une coopérative d'insertion de jeunes sur le marché du travail*, Université du Québec à Montréal, Cahiers du CRISES, ES-9902, 34 pages.
448. Laplante, Laurent (1999a). «Des gens capables de transformer leurs problèmes en projets collectifs», *RND: revue Notre-Dame*, n° 7, juillet-août, 16-28.
449. Laplante, Laurent (1999b). «L'économie sociale: un camouflage», *RND: revue Notre-Dame*, n° 7, juillet-août, 1-13.

450. Larochelle, G. et S. Robichaud (1991). «Contestation et attestation étatique. Le nouveau catéchisme des groupes communautaires au Québec», *Revue française de science politique*, vol. 41, n° 5, 649-675.
451. Larose, Gérald et François Aubry (1998). «La Confédération des syndicats nationaux et l'économie solidaire au Québec», *La Revue de la Confédération française démocratique du travail*, n° 11, juin-juillet, 38-46.
452. Larose, Gérald et François Aubry (1999). «La Confédération des syndicats nationaux et l'économie solidaire», *Économie et solidarités*, vol. 30, n° 2, 112-119.
453. Latouche, Serge (1999). «L'efficacité raisonnable et le piège de l'efficacité rationnelle», *Économie et humanisme*, n° 347, décembre 1998-janvier 1999, 32-38.
454. Laville, Jean-Louis (1990). «Économie et solidarité. Pour une problématique du changement institutionnel», *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 89, 289-312.
455. Laville, Jean-Louis (1992a). «La création institutionnelle locale : l'exemple des services de proximité en Europe», *Sociologie du travail*, vol. 34, n° 3, 353-368.
456. Laville, Jean-Louis (1992b). *Les services de proximité en Europe*, Paris, Syros Alternatives, 247 pages.
457. Laville, Jean-Louis (1992c). «Pour de nouvelles solidarités en Europe: les services de proximité», *Esprit*, n° 1, janvier, 112-129.
458. Laville, Jean-Louis (1994a). «Économie solidaire et crise de l'État en Europe», *Revue internationale d'action communautaire*, vol. 32, n° 72, 17-26.
459. Laville, Jean-Louis (1995a). «De la genèse à la crise de l'État-providence», *Lien social et politiques-RIAC*, n° 33, printemps, 37-46.
460. Laville, Jean-Louis (1995b). «L'économie solidaire: une nouvelle forme d'économie sociale?», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 255, 70-80.
461. Laville, Jean-Louis (1996). «État et société face au défi de la solidarité» dans Eme, Bernard, Favreau, Louis, Laville, Jean-Louis et Yves Vaillancourt (sous la direction de), *Société civile, État et économie plurielle*, Paris et Montréal, Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie (CRIDA), Labo-

- ratoire de sociologie des institutions (LSCI), Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises, les syndicats et l'économie sociale (CRISES), 16-28.
462. Laville, Jean-Louis (1997a). *Services de proximité: la construction sociale d'un champ d'activités économiques*, Montréal, Cahiers du Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS), Département de travail social, Université du Québec à Montréal, n° 97-04, 53 pages.
463. Laville, Jean-Louis (1997b). «Un nouveau contrat social», *Possibles*, vol. 21, n°s 2-3, 106-114.
464. Laville, Jean-Louis (1998a). «Associations, entreprises et politiques publiques: l'exemple des services de proximité», *La revue du M.A.U.S.S. semestrielle*, n° 11, premier semestre, 178-208.
465. Laville, Jean-Louis (1998b). «Fait associatif et espace démocratique», *La revue du M.A.U.S.S. semestrielle*, n° 11, premier semestre, 65-74.
466. Laville, Jean-Louis avec la collaboration de Laurent Gardin (1999). «Les coopératives sociales italiennes», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 11, n° 2, vol. 12, n° 1 (numéro double), 63-82.
467. Laville, Jean-Louis (sous la direction de) (1994b). *L'économie solidaire. Une perspective internationale*, Paris, Desclée de Brouwer, 336 pages.
468. Laville, Jean-Louis et Renaud Sainsaulieu (1998). «Les fonctionnements associatifs», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 268, 65-70.
469. Laville, Jean-Louis et Sainsaulieu, Renaud (sous la direction de) (1997). *Sociologie de l'association: des organisations à l'épreuve du changement*, Paris, Desclée de Brouwer, 403 pages.
470. Le Scornet, D. (1999). «Quelle appropriation de la propriété sociale?: formes de propriété», *Pensée*, n° 317, 35-44.
471. Leaper, R. (1995). «Age Concern et activité civique», *Gérontologie et société*, n° 74, 119-123.
472. Lebel, Georges A. (1998). «La reconnaissance de l'économie sociale, ou l'étatisation du communautaire» dans Boivin, Louise et Mark Fortier (sous la direction de), *L'économie sociale: l'avenir d'une illusion*, Montréal, Fides, 101-133.
473. Lebel, Harold (1990). *Rapport d'enquête sur l'impact socio-économique des organismes communautaires de Kamouraska/*

- Rivière-du-Loup/Témiscouata. Les Basques (KRTB)*, TROVEP, 52 pages.
474. Lebiez, Marc et Antoine Jacob (1999). «Existe-t-il encore un modèle suédois? La fin du modèle suédois», *Esprit*, n^{os} 3-4, mars-avril, 92-99.
475. Lecomte, Yves (1997). «De la dynamique des politiques de désinstitutionnalisation au Québec», *Santé mentale au Québec*, vol. 22, n^o 2, automne, 7-24.
476. Lemay, Nancy et Anne-Marie Gaillard (1998). «Insertion au travail et santé mentale : l'expérience d'Accès-Cible (S.M.T.). Entrevue avec Claude Charbonneau», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 11, n^o 1, 9-18.
477. Lemieux, Diane et Yves Vaillancourt (1997). *L'économie sociale et la transformation du réseau des services sociaux et de santé : définitions, état de la situation et enjeux*, Montréal, Cahiers du Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS), Département de travail social, Université du Québec à Montréal, n^o 97-03, 30 pages.
478. Lemieux, Martin (1991). *Le communautaire : une alternative à l'État-providence*, mémoire de maîtrise, Université d'Ottawa, École des études supérieures et de la recherche, 183 pages.
479. Lemieux, Nicole (1994). *Les emplois d'utilité collective : expériences étrangères et québécoises*, Québec, Ministère de la Sécurité du revenu, 142 pages.
480. Lenk, Anna et Caroline Andrew (1995). «Decentralization and the Municipal State : The Case of the Community-Based Non-Profit Sector in Ottawa», *Canadian Journal of Urban Research*, vol. 4, n^o 2, décembre, 293-304.
481. Lévesque, Benoît (1994). «L'institutionnalisation et le financement des services de proximité au Québec», *Coopératives et développement*, vol. 26, n^o 2, 83-104.
482. Lévesque, Benoît (1997a). «Démocratisation de l'économie et économie sociale» dans Laflamme, G. et P.-A. Lapointe (sous la direction de), *La crise de l'emploi. De nouveaux partages s'imposent*, Québec, Presses de l'Université Laval, 87-123.
483. Lévesque, Benoît (1997b). *Démocratisation de l'économie et économie sociale : un scénario radical pour de nouveaux partages*, Montréal, Cahiers du Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises, les syndicats et l'économie sociale

- (CRISES), Département de sociologie, Université du Québec à Montréal, n° 9705, 41 pages.
484. Lévesque, Benoît (1998). «La CSN et l'économie sociale: de promoteur à entrepreneur» dans Bélanger, Yves et Robert Comeau (sous la direction de), *La CSN, 75 ans d'action syndicale et sociale*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 239-245.
485. Lévesque, Benoît (1999a). «Développement local et économie sociale: éléments incontournables du nouvel environnement», *Économie et solidarités*, vol. 30, n° 1, 111-126.
486. Lévesque, Benoît (1999b). «Le Rendez-vous de l'économie sociale et solidaire: un bilan à chaud d'un événement digne de mention», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 11, n° 2, vol. 12, n° 1 (numéro double), 277-290.
487. Lévesque, Benoît, Bourque, Gilles L. et Yves Vaillancourt (1999). «Trois positions dans le débat sur le modèle québécois», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 12, n° 2, 1-10.
488. Lévesque, Benoît, Dumais, Hélène, Bélanger, Jean-Pierre, René, Jean-François et William A. Ninacs (1997). *L'économie sociale, dérision ou panacée?*, Québec, Conseil québécois de développement social, 33 pages.
489. Lévesque, Benoît, Malo, Marie-Claire et Jean-Pierre Girard (1998). «L'ancienne et la nouvelle économie sociale: deux dynamiques, un mouvement?» dans Defourny, J. et P. Develtere, *Économie sociale au Nord et au Sud, une perspective internationale*, Bruxelles, Paris, Université de Liège et Université de Louvain, De Boeck, 195-216.
490. Lévesque, Benoît et Marguerite Mendell (1999). «L'économie sociale au Québec: éléments théoriques et empiriques pour le débat et la recherche», *Lien social et politiques-RIAC*, n° 41, printemps, 105-118.
491. Lévesque, Benoît et Marie-Claire Malo (1992). «L'économie sociale au Québec: une notion méconnue, une réalité économique importante» dans Defourny, Jacques et Jose Luis Monzon Campos (sous la direction de), *Économie sociale: entre économie capitaliste et économie publique/The Third Sector: Cooperative, Mutual and Nonprofit Organizations*, Bruxelles, De Boeck-Wesmael/CIRIEC, 215-276.
492. Lévesque, Benoît et Paul R. Bélanger (1990). «Le système de santé et de services sociaux au Québec: crise des relations de travail

- et du mode de consommation», *Sociologie du travail*, n° 2, 231-244.
493. Lévesque, Benoît et William A. Ninacs (1997). *L'économie sociale au Canada: l'expérience québécoise*, Montréal, Institut de formation en développement économique et communautaire (IFDEC), 23 pages.
494. Lévesque, Benoît et Yves Vaillancourt (1998). *Les services de proximité au Québec: de l'expérimentation à l'institutionnalisation*, Montréal, Cahiers du Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS), Université du Québec à Montréal, 24 pages.
495. Lévesque, Justin et Robert Mayer (1994). «L'État-providence à bout de souffle», *Intervention*, n° 98, juin, 32-41.
496. Lévesque, Louise et Manon Théolis (1993). *Recension des écrits sur les services de répit à domicile destinés aux aidants naturels de personnes atteintes de démence*, Montréal, Université de Montréal, Faculté des sciences infirmières, 97 pages.
497. Lévesque, Marise (sous la direction de Yvan Comeau) (1998). *Monographie du Carrefour Jeunact*, Montréal, Cahiers du Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises, les syndicats et l'économie sociale (CRISES), Collection Entreprises d'économie sociale, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal, n° EC 006, 42 pages.
498. Levy, Reynold (1993). «America's Third Sector and Its Corporate Supporters», *Executive Speeches*, vol. 8, n° 2, oct.-nov., 17-21.
499. Lewis, Jane (1993). «Developing the Mixed Economy of Care: Emerging Issues for Voluntary Organisations», *Journal of Social Policy*, vol. 22, n° 2, avril, 173-192.
500. Lewis, Jane (1998). «Work, Welfare and Lone Mothers», *Political Quarterly*, vol. 69, n° 1, 4-13.
501. Lewis, Jane (1999a). «New Labour, nouvelle Grande-Bretagne? Les politiques sociales et la troisième voie», *Lien social et politiques-RIAC*, n° 41, printemps, 61-70.
502. Lewis, Jane (1999b). «Reviewing the Relationship between the Voluntary Sector and the State in Britain in the 1990s», *Voluntas*, vol. 10, n° 3, 255-270.

503. Lewis, Steven (1997). *Regionalization and Devolution: Transforming Health, Reshaping Politics?*, Saskatoon, Healthnet Regional Health Planning, Occasionnal Paper n° 2, 12 pages.
504. Leys, Colin et Marguerite Mendell (sous la direction de) (1992). *Culture and Social Change: Social Movements in Quebec and Ontario*, Montréal, Black Roses Books, 224 pages.
505. Lightman, E. S. (1997). «Discharge Planning and Community Housing in Ontario», *Social Work in Health Care*, vol. 25, n° 3, 63-75.
506. Lipietz, Alain (1990). «Après-fordisme et démocratie», *Les temps modernes*, n° 524, mars, 97-121.
507. Lipietz, Alain (1998). *La société en sablier*, Paris, Éditions La Découverte et Syros, 386 pages.
508. Lipsky, Michael et Steven Rathgeb Smith (1993). *Nonprofits for Hire. The Welfare State in the Age of Contracting*, Cambridge, Harvard University Press, 292 pages.
509. Lorendahl, Bengt (1997). «L'intégration de l'économie publique et de l'économie sociale et coopérative. Vers un nouveau modèle suédois» dans Monnier, Lionel et Bernard Thiry (sous la direction de), *Mutations structurelles et intérêt général*, Paris, Bruxelles, De Boeck-Wesmael/CIRIEC international, 73-88.
510. Lorendahl, Bengt (1999). «L'intégration de l'économie publique et de l'économie sociale et coopérative: vers un nouveau modèle suédois?», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 11, n° 2, vol. 12, n° 1 (numéro double), 41-62.
511. Lourie, I. S. et J. Katz-Leavy (1991). «New Directions for Mental Health Services for Families and Children», *The Journal of Contemporary Human Services*, vol. 72, n° 5, mai, 277-285.
512. Lundström, Tommy (1996). «The State and Voluntary Social Work in Sweden», *Voluntas*, vol. 7, n° 2, juin, 123-146.
513. Lundström, Tommy et Filip Wikstrom (1997). *The Nonprofit Sector in Sweden*, New York, Johns Hopkins Nonprofit Series II, Manchester University Press, 345 pages.
514. Lyet, Philippe (1998). «L'organisation du bénévolat, un défi pour les acteurs du champ social», *La revue du M.A.U.S.S. semestrielle*, n° 11, premier semestre, 280-294.
515. Lyons, K. (1992). «An NGO's Response to Poverty and Powerlessness on a British Housing Estate: Implications for Social Work

- Education», *International Social Work*, vol. 35, n° 2, avril, 243-253.
516. Maheu, Louis (1991). «Nouveaux mouvements sociaux, mouvement syndical et démocratie», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 4, n° 1, 121-132.
517. Maheu, L. et Paul-Antoine Bien-Aimé (1996). «Et si le travail exercé sur l'humain faisait une différence...», *Sociologie et sociétés*, vol. 28, n° 1, printemps, 188-199.
518. Malo, Marie-Claire (1991). «Les associations au sein de l'économie sociale», *Inter-Action*, octobre, 39-47.
519. Malpass, Peter (1998). *The New Governance of Social Housing in Britain: The Role of Not-for-Profit Organisations in the Restructured Welfare State*, Bristol, International Sociological Association.
520. Manoa, Jean-Yves, Vienney, Claude et Daniel Rault (1992). «Les institutions de l'économie sociale en France. Identifications et mesures statistiques» dans Defourny, Jacques et José Luis Monzon Campos (sous la direction de), *Économie sociale. Entre économie capitaliste et économie publique/The Third Sector. Cooperative, Mutual and Nonprofit Organizations*, Bruxelles, Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative/De Boeck Université, 57-102.
521. Manuel, José et Fresno Garcia (1999). «L'empowerment, stratégie d'inclusion des groupes défavorisés», *Les politiques sociales*, n°s 3-4, 29-36.
522. Marchal, Emmanuelle (1990). *Du désintéressement au marché: les différentes formes d'entreprises associatives*, France, Dossier de recherche du CEE, n° 33, 84 pages.
523. Marchal, Emmanuelle (1992). «L'entreprise associative entre calcul économique et désintéressement», *Revue française d'économie*, vol. 33, n° 3, juil.-sept., 365-390.
524. Marques-Pereira, Berengère (1990). «La dynamique du compromis social-démocrate», *Sociologie du travail*, vol. 32, n° 1, 285-308.
525. Martel, Chantal (1995). *Le développement de l'emploi lié à l'économie sociale: les enjeux pour les femmes*, Conseil du statut de la femme, direction de la recherche et de l'information, 21 pages.

526. Martel, Chantal (1996). *L'économie sociale et les femmes: garder l'œil ouvert*, Québec, Conseil du statut de la femme, 37 pages.
527. Martin, Patricia Yancey, DiNitto, Diana, Byington, Diane et Sharon M. Maxwell (1992). «Organizational and Community Transformation: The Case of a Rape Crisis Center», *Administration in Social Work*, vol. 16, n^{os} 3-4, 123-145.
528. Massey, Andrew (sous la direction de) (1997). *Globalization and Marketization of Government Services: Comparing Contemporary Public Sector Developments*, États-Unis, St. Martin's Press Inc./MacMillan Publishers Ltd, 167 pages.
529. Masson, Dominique (1999). «Repenser l'État-providence. Nouvelles perspectives féministes», *Recherches féministes*, vol. 12, n^o 1, 5-24.
530. Mathieu, Réjean, Crémieux, Pierre-Yves, Tremblay, Diane-Gabrielle, van Schendel, Vincent, Jetté, Christian et Nathalie Gignac (1996). *L'impact économique et social du secteur communautaire dans quatre arrondissements de la Ville de Montréal (Document de consultation)*, Montréal, Cahiers du Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS), Département de travail social, Université du Québec à Montréal, n^o 96-04, 108 pages.
531. Mayaux, François (1999). «Typologie des conseils d'administration d'association», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n^o 272, 45-57.
532. Mayer, Francine et Ruth Rose (1998). «L'effet des politiques de financement des services de garde sur le choix des modes de garde des familles québécoises», *L'actualité économique*, vol. 74, n^o 1, 63-94.
533. McCarthy, Kathleen (1996). «Women and Philanthropy», *Voluntas*, vol. 7, n^o 4, décembre, 331-335.
534. McKenzie, Brad (1991). «Decentralization in Winnipeg: Assessing the Effects of Community-Based Child Welfare Services», *Revue canadienne de politique sociale/Canadian Review of Social Policy*, n^o 27, 57-65.
535. McMillan, Brad, Florin, Paul, Stevenson, John, Kerman, Ben et Roger E. Mitchell (1995). «Empowerment Praxis in Community Coalitions», *American Journal of Community Psychology*, vol. 23, n^o 5, octobre, 699-728.

536. McNutt, John G. et Katherine Mary Boland (1999). «Electronic Advocacy by Nonprofit Organizations in Social Welfare Policy», *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, 28, n° 4, 432-451.
537. Mendell, Marguerite (1994). «New Social Partnerships: Crisis Management or a New Social Contract?», *Coopératives et développement*, vol. 26, n° 2, 105-126.
538. Mendell, Marguerite (1998). «L'emploi comme mode privilégié de répartition de la richesse: le cas de l'économie sociale» dans Tremblay, Diane-Gabrielle (sous la direction de), *Objectif plein emploi. Le marché, la social-démocratie ou l'économie sociale?*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 145-158.
539. Mercier, Céline, Corin, Ellen et Sophie Alarie (1999). *Les parcours de réinsertion chez des personnes sans abri, alcooliques et toxicomanes*, Verdun, Division de la recherche psychosociale, Centre de recherche de l'hôpital Douglas, 96 pages.
540. Mercier, Céline et Deena White (1995). «La politique de santé mentale et la communautarisation des services», *Santé mentale au Québec*, vol. 20, n° 1, 17-30.
541. Mercier, Céline et Guylaine Racine (1993). «Résultats d'un programme de suivi communautaire pour femmes sans abri alcooliques et toxicomanes», *Intervention*, n° 94, mars, 15-28.
542. Mercier, Clément, Gendreau, Carole, Dostie, Jo-Anne et Louise Fontaine (sous la direction de) (1995). *Au cœur des changements sociaux: les communautés et leurs pouvoirs*, Sherbrooke, Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CLSC (RQIIAC), 332 pages.
543. Mercier, Clément et Daniel Bouffard (1997). «Pauvreté et CLSC dans la MRC du Haut St-François: vers de nouveaux modes d'intervention» dans Plamondon, Denis, Dubord, Sylvie, Maltais, Danielle, Brassard, Sylvie, Boivin, Huguette et Mario Couture (sous la direction de), *Au-delà de la tourmente... des nouvelles alliances à bâtir! Actes du V^e colloque du Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CLSC et en Centre de santé (RQIIAC)*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), Université du Québec à Chicoutimi, 165-191.
544. Mercier, C., Provost, G., Denis, G. et F. Vincelette (1999). *Le développement de l'employabilité et l'intégration au travail pour les personnes ayant des problèmes de santé mentale. Rapport final*

- de la recherche-action «IMPACT TRAVAIL»*, Verdun, Division de la recherche psychosociale, Centre de recherche de l'hôpital Douglas, 71 pages.
545. Meyer, Thomas (1999). «The Third Way at the Crossroads», *International Politics and Society*, n° 3, 294-304.
546. Michaud, Jacinthe (1997). «Le mouvement des centres de santé : grandeur et misère de la participation et stratégies politiques de transformation du discours de l'État», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 10, n° 1, 97-110.
547. Michelsen, Johannes (1992). «The Market, the Welfare State and the Socio-Economic Sector. The Case of Denmark» dans Defourny, Jacques et José Luis Monzon Campos (sous la direction de), *Économie sociale. Entre économie capitaliste et économie publique/The Third Sector. Cooperative, Mutual and Nonprofit Organizations*, Bruxelles, Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative/De Boeck Université, 257-292.
548. Midgley, James (1999). «Growth, Redistribution, and Welfare : Toward Social Investment», *The Social Service Review*, vol. 73, n° 1, 3-21.
549. Ministère de la Sécurité du Revenu et de la Condition féminine, Secrétariat de la Condition féminine (1995). *Orientations ministérielles suite aux recommandations du Comité d'orientation et de concertation sur l'économie sociale*, Québec, Gouvernement du Québec.
550. Mintzberg, Henry (1996). «Managing Government, Governing Management», *Harvard Business Review*, mai-juin, 75 pages.
551. Mishra, Ramesh (1990). *The Welfare State in the Capitalism Society. Policies of Retrenchment and Maintenance in Europe, North America and Australia*, Toronto, University of Toronto.
552. Monnier, Lionel et Bernard Thiry (1997). «Architecture et dynamique de l'intérêt général» dans Monnier, Lionel et Bernard Thiry (sous la direction de), *Mutations structurelles et intérêt général*, Paris, Bruxelles, De Boeck-Wesmael/CIRIEC international, 11-30.
553. Monzon Campos, José Luis (1992). «L'économie sociale : troisième secteur d'un système en mutation/The Origins, Forms and Roles of a Third Major Sector» dans Defourny, Jacques et José Luis Monzon Campos (sous la direction de), *Économie sociale :*

entre économie capitaliste et économie publique/The Third Sector: Cooperative, Mutual and Nonprofit Organizations, Bruxelles, De Boeck-Wesmeal/CIRIEC, 13-19.

554. Monzon Campos, José Luis (1997). «Les contributions de l'économie sociale à l'intérêt général» dans Monnier, Lionel et Bernard Thiry (sous la direction de), *Mutations structurelles et intérêt général*, Paris, Bruxelles, De Boeck-Wesmael/CIRIEC international, 89-100.
555. Moquet-Anger, M. L. (1993). «La place des établissements privés à but non lucratif dans la réforme hospitalière. (The Place of the Non Profitmaking Private Company in the Hospital Reform)», *Revue juridique de l'Ouest*, n° 4, 549-564.
556. Moreau, Jacques (1994). *L'économie sociale face à l'ultra-libéralisme*, Paris, Syros, 158 pages.
557. Morin, Paul (1992). «Être chez soi: désir des personnes psychiatriquées et défi des intervenants», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 5, n° 1, 47-61.
558. Morin, R., Dansereau, F. et D. Nadeau (1990). *L'habitation sociale: Synthèse de la littérature*, Montréal, Institut national de la recherche scientifique/Urbanisation, Université du Québec à Montréal, Collection Rapports de recherche, 109 pages.
559. Morin, Richard, Bouchard, Marie-J., Chicoine, Nathalie et Winnie Frohn (1999). *Problématique d'insertion et logement communautaire: enquête dans la quartier Hochelaga-Maisonneuve à Montréal*, Montréal, Chaire de coopération Guy-Bernier, Université du Québec à Montréal, n° 107, 97 pages.
560. Moscovitch, Allan (1997). «Social Assistance in the New Ontario» dans Ralph, Diana, St-Amand, Nérée et André Régimbald (sous la direction de), *Open for Business, Closed to People: Mike Harris's Ontario*, Halifax, Ferwood Publishing, 80-91.
561. Mossé, Philippe (1998). «Pour une analyse socio-économique du bénévolat associatif», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 267, 40-51.
562. Moulin, J. (1990). *À partir de l'expérience de la création d'un service d'accompagnement en direction d'adultes déficients intellectuels profonds. La nécessaire diversification des réponses institutionnelles*, thèse de doctorat, École Nationale de la santé publique, Rennes, France, 78 pages.

563. Mouvement populaire et communautaire 04 (1993). *L'impact social et économique des groupes populaires et communautaires de la région 04*, Québec, 50 pages.
564. Moxley, R. L. et C. Proctor (1995). «Community Solidarity, Political Competitiveness, and Social Rigidity: Relationships with Social and Health Services», *Rural Sociology*, vol. 60, n° 2, 310-322.
565. Mundindi, Georges (1994). *La société coopérative comme instrument de prise en charge communautaire responsable*, mémoire de maîtrise, IRECUS, Université de Sherbrooke, 89 pages.
566. Munkner, H. H. (1994). «Panorama of Cooperatives, Mutuals and Associations in Germany, Which Do Not Consider Themselves as Forming a Sector of "Economie sociale", *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, vol. 65, n° 2, 32 pages.
567. Murie, Alan (1995). «Housing: On the Edge of the Welfare State» dans Gladstone, David (sous la direction de), *British Social Welfare. Past, Present and Future*, Londres, ULC Press, 124-141.
568. Murray, Robin (1993). «Transforming the Fordist State» dans Albo, Gregory, Panitch, Leo et David Langille (sous la direction de), *Popular Power and Democratic Administration. A Different Kind of State?*, Toronto, Oxford University Press, 51-65.
569. Mwarigha, M. S. et Colette Murphy (1997). *Merchants of Care? The Non-Profit Sector in a Competitive Social Services Marketplace*, Toronto, The Social Planning Council of Metropolitan Toronto, 44 pages.
570. Myers, A. M., Pfeiffle, P. et K. Hinsdale (1994). «Building a Community Based Consortium for AIDS Patients Services», *Public Health Reports*, vol. 109, n° 4, 555-562.
571. Myles, John et Paul Pierson (1999). «La réforme des États-providences libéraux au Canada et aux États-Unis, ou la revanche de Friedman», *Lien social et politiques-RIAC*, n° 42, automne, 25-36.
572. Nadeau, C. (1997). «L'économie sociale et le virage ambulatoire: un piège ou une chance pour le communautaire?», *La Gazette des femmes*, vol. 18, n° 5, jan.-fév., 30-32.
573. Nadeau, Valérie (sous la direction de Yvan Comeau) (1998). *La Maison de la famille*, Montréal, Cahiers du Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises, les syndicats et l'économie sociale (CRISES), Collection Entreprises

- d'économie sociale, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal, n° EC 007, 24 pages.
574. Naparstek, Arthur *et al.* (1997). «Community Building: Revitalizing the Nation's Public Housing», *Journal of Housing and Community Development*, vol. 54, 39-48.
575. Neamtan, Nancy (1997). «Allocution de clôture au colloque de NPS "L'économie sociale et les services sociaux et de santé: enjeux et perspectives"», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 10, n° 2, 203-214.
576. Neamtan, Nancy (1998). «Le Chantier de l'économie sociale: un bilan» dans Tremblay, Diane-Gabrielle (sous la direction de), *Objectif plein emploi. Le marché, la social-démocratie ou l'économie sociale?*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 157-166.
577. Ngo Manguelle, Christiane et Marie-Thérèse Séguin (1998). *Centres communautaires de santé et de bien-être au Nouveau-Brunswick: un état de la question*, Moncton, Cahier de recherche de la Chaire d'études coopératives n° 98-10, Université de Moncton, 39 pages.
578. Ninacs, William A. (1995). «Entraide économique, création d'entreprises, politiques sociales et empowerment», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 8, n° 1, 97-120.
579. Noël, Alain (1996). «Vers un nouvel État-providence? Enjeux démocratiques», *Politique et sociétés*, n° 30, 15^e année, 3-27.
580. Noraz, Christel-Anne (sous la direction de Benoît Lévesque et Louis Favreau) (1995). *Processus et stratégies d'insertion sociale dans un projet communautaire: le cas de la Cuisine Collective Hochelaga-Maisonneuve*, Montréal, Cahiers du Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises, les syndicats et l'économie sociale (CRISES), Collection Thèses et mémoires, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal, vol. 95, n° 3, 152 pages.
581. Nutt, Paul C. et Robert W. Backoff (1994). «Transforming Public and Third Sector Organizations Facing Difficult Times», *Technological Forecasting and Social Change*, vol. 45, n° 2, février, 131-151.
582. Nyssens, Marthe (1997). «Popular Economy in the South, Third Sector in the North: Are They Signs of a Germinating Economy

- of Solidarity?», *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, vol. 68, n° 2, 171-200.
583. O'Connor-Pirkle, M. (1996). *Tracking Systemic Change in an Inter-agency Partnership: The Case of Herkimer County (New York)*, thèse de doctorat, Columbia University Teachers College, 245 pages.
584. Office municipal d'habitation de Montréal (1997). *L'action communautaire dans les HLM de Montréal*, Montréal, 112 pages.
585. O'Looney, J. (1994). «Designing Community Social Services», *Journal of Sociology and Social Welfare*, vol. 21, n° 3, 107-134.
586. Onyx, Jenny et Madi Maclean (1996). «Careers in the Third Sector», *Nonprofit Management and Leadership*, vol. 6, n° 4, été, 331-345.
587. Orban, Stephan et Robert Schediwy (1992). «L'économie sociale en Autriche» dans Defourny, Jacques et José Luis Monzon Campos (sous la direction de), *Économie sociale. Entre économie capitaliste et économie publique/The Third Sector. Cooperative, Mutual and Nonprofit Organizations*, Bruxelles, Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative/De Boeck Université, 297-312.
588. Osborne, Stephen et Norman Flynn (1997). «Managing the Innovative Capacity of Voluntary and Non-profit Organizations in the Provision of Public Services», *Public Money and Management*, vol. 17, n° 4, oct.-déc., 31-39.
589. Osborne, Stephen P. (1995). *The Once and Future Pioneers? The Role of Voluntary Organisations in Innovation in the Personal Social Services*, thèse de doctorat, Aston University.
590. Osborne, Stephen P. (1998). «Organizational Structure and Innovation in U. K. Voluntary Social Welfare Organizations: Applying the Aston Measures», *Voluntas*, vol. 9, n° 4, 345-362.
591. Osborne, Stephen et Piers Waterston (1994). «Defining Contracts between the State and Charitable Organisations in National Accounts: A Perspective from the UK», *Voluntas*, vol. 5, n° 3, décembre, 291-300.
592. Ovretveit, John (1996). «Beyond the Public-Private Debate: The Mixed Economy of Health», *Health Policy*, vol. 35, janvier, 73-93.

593. Packard, T., Bailey, D. et P. Chatterjee (1992). «Organization Development Technologies in Community Development: A Case Study», *Journal of Sociology and Social Welfare*, vol. 19, n° 2, juin, 3-15.
594. Panchaud, Christine et Sandro Cattacin (1997). «The Contribution of Nonprofit Organisations to the Management of HIV/AIDS: A Comparative Study», *Voluntas*, vol. 8, n° 3, septembre, 213-234.
595. Panet-Raymond, Jean (1991). «Le partenariat entre l'État et les organismes communautaires: un défi pour la formation en travail social», *Service social*, vol. 40, n° 2, 54-73.
596. Panet-Raymond, Jean (1994). «Les nouveaux rapports entre l'État et les organismes communautaires à l'ombre de la loi 120», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, n° 1, 79-94.
597. Panet-Raymond, Jean et Denis Bourque (1991). *Partenariat ou pater-nariat? La collaboration entre établissements publics et organismes communautaires œuvrant auprès des personnes âgées à domicile*, Montréal, Groupe de recherche en développement communautaire, École de service social, Université de Montréal, 175 pages.
598. Panitch, Leo (1993). «A Different Kind of State» dans Albo, Gregory, Panitch, Leo et David Langille (sous la direction de), *Popular Power and Democratic Administration. A Different Kind of State?*, Toronto, Oxford University Press, 2-16.
599. Panitch, Leo (1994). «Changing Gears: Democratizing the Welfare State» dans Johnson, Andrew F., McBride, Stephen et Patrick J. Smith (sous la direction de), *Continuities and Discontinuities. The Political Economy of Social Welfare and Labour Market Policy in Canada*, Toronto, University of Toronto Press.
600. Paquet, Renaud (1999). «Emplois de l'économie sociale: démocratisation du travail ou exploitation d'une main-d'œuvre qualifiée?» *Économie et solidarités*, vol. 30, n° 1, 78-94.
601. Paquet, Renaud, Deslauriers, Jean-Pierre et Marc Sarrazin (1999). «La syndicalisation des salariés du communautaire», *Relations industrielles*, vol. 54, n° 2, 292-318.
602. Paquet, Renaud et Jacques L. Boucher (1998). *Les rapports de travail dans les entreprises de l'économie sociale*, Hull, Chaire de recherche en développement communautaire de l'Université du Québec à Hull (UQAH), 19 pages.

603. Parazelli, Michel (1992). «La productique sociale : un point de vue communautaire sur les risques sociaux du chapitre 42 des lois du Québec (loi 120)», *Service social*, vol. 41, n° 1, 127-142.
604. Parazelli, Michel (1994). «La coalition des organismes communautaires du Québec (1985-1991): d'une pratique démocratique à un mimétisme», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, n° 1, 111-130.
605. Parazelli, Michel (1997). «À travers la tourmente que reste-t-il des alliances?» dans Plamondon, Denis, Dubord, Sylvie, Maltais, Danielle, Brassard, Sylvie, Boivin, Huguette et Mario Couture (sous la direction de), *Au-delà de la tourmente, de nouvelles alliances à bâtir. Actes du V^e colloque du Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CLSC et en Centre de santé (RQIIAC)*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), Université du Québec à Chicoutimi, 19-30.
606. Parazelli, Michel et Gilles Tardif (1998). «Le mirage démocratique de l'économie sociale» dans Boivin, Louise et Mark Fortier (sous la direction de), *L'économie sociale: l'avenir d'une illusion*, Montréal, Fides, 55-100.
607. Parker, Robert Timothy (1995). *Money Talks: The Role of Incentives as Motivators in Nonprofit Organizations*, thèse de doctorat, Nova Southeastern University, 159 pages.
608. Parodi, Maurice (1996). «La riche nature ou la double ambivalence des associations du secteur sanitaire et social», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 260, 32-41.
609. Parodi, Maurice (1998). «Sciences sociales et "spécificités méritoires" des associations», *La revue du M.A.U.S.S. semestrielle*, n° 11, premier semestre, 136-154.
610. Pasquier-Merlet, E. et A. von Blin (1993). *L'enjeu de l'entretien des parties communes en H.L.M.*, Nantes, France, Groupe d'études et de recherches sociales, Plan construction et architecture, n° 91-11/03, 175 pages.
611. Pelletier, Daniel (sous la direction de Yvan Comeau) (1999). *Monographie du Centre résidentiel et communautaire Jacques-Cartier*, Université du Québec à Montréal, Cahiers du CRISES, ES-9914, 31 pages.

612. Pelletier, Gérard R. (1994). «Les valeurs coopératives et la législation: approche par l'analyse récente», *Coopératives et développement*, vol. 26, n° 1, 37-57.
613. Penard, M., Bernillon, F., Szinetar, P., Hissar Houti, W., Gontier, P., Cornu, B., Demoustier, Danièle, Abdellatif, Chaouite, Assuman, Semicoglu Plouhinec, Brion, G., Hofmann, B. et F. Hannover (1994). «Jeunes associations, une nouvelle citoyenneté», *Territoires*, n° 350, 19-57.
614. Perkins, Douglas D. (1995). «Speaking Truth to Power: Empowerment Ideology as Social Intervention and Policy», *American Journal of Community Psychology*, vol. 23, n° 5, octobre, 765-795.
615. Perlmutter, Felice Davidson et Carolyn Teich Adams (1990). «The Voluntary Sector and For-Profit Ventures: The Transformation of American Social Welfare?», *Administration in Social Work*, vol. 14, n° 1, 1-13.
616. Perret, Bernard et Guy Roustang (1993). *L'économie contre la société. Affronter la crise de l'intégration sociale et culturelle*, Paris, Éditions du Seuil, 274 pages.
617. Perri 6 (1995). «The Voluntary and Non-Profit Sectors in Continental Europe» dans Smith, Justin Davis, Rochester, Collin et Rodney Hedley (sous la direction de), *An Introduction to the Voluntary Sector*, Londres et New York, Routledge, 128-156.
618. Perri 6 et Isabel Vidal (sous la direction de) (1994). *Delivering Welfare. Repositioning Non-Profit and Co-Operative Action in Western European Welfare States*, Barcelone, Centre d'Initiatives de l'Economia Social, 409 pages.
619. Pestoff, Victor A. (1990). «Nonprofit Organizations and Consumer Policy: The Swedish Model» dans Anheier, Helmut K. et Wolfgang Seibel (sous la direction de), *The Third Sector: Comparative Studies of Non-Profit Organizations*, Berlin et New York, Walter de Gruyter.
620. Pestoff, Victor A. (1992). «Third Sector and Co-Operative Services: An Alternative to Privatization», *Journal of Consumer Policy*, vol. 15, n° 1, 21-45.
621. Pestoff, Victor A. (1994). «Beyond Exit and Voice in Social Services-Citizen as Co-Producers» dans Perri 6 et Isabel Vidal (sous la direction de), *Delivering Welfare: Repositioning Non-Profit and*

- Co-operative Action in Western European Welfare States*, Barcelone, Centre d'Initiatives de l'Economia Social (CIES), 151-168.
622. Pestoff, Victor A. (1995). «Local Economic Democracy and Multi-Stakeholder Cooperatives», *Journal of Rural Cooperation*, vol. 23, n° 2, 151-167.
623. Pestoff, Victor A. (2000). «Enriching Swedish Women's Environment: The case of Social Enterprise in Day Care», *Economic and Industrial Democracy*, vol. 21, n° 1, 39-70.
624. Petitet, Sylvain (1995). «Évolution des rapports entre la commune et les associations dans la gestion des services publics locaux», *Sociologie du travail*, vol. 37, n° 1, 87-99.
625. Phillips, Susan D. et Katherine A. Graham (2000). «Hand-in-Hand: When Accountability Meets Collaboration in the Voluntary Sector» dans Banting, Keith G. (sous la direction de), *The Nonprofit Sector in Canada. Role and Relationship*, Montréal et Kingston, School of Policy Studies, McGill-Queen's University Press, 149-190.
626. Picard, André (1997). *Charité bien ordonnée ou charité mal ordonnée? Une nouvelle réalité pour les organismes caritatifs du Canada*, Toronto, Atkinson Charitable Foundation, 154 pages.
627. Pineault, Pierre (1997). «Le retour de la charité. La solidarité saisie par la main invisible», *Cahiers de recherche sociologique*, n° 29, 79-102.
628. Piore, Michael J. (1998). «Rethinking the Conception of Social Democracy» dans Tremblay, Diane-Gabrielle (sous la direction de), *Objectif plein emploi. Le marché, la social-démocratie ou l'économie sociale?*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 31-42.
629. Potte, Jean-Marc (1998). *Du combat au partenariat*, Québec, Nota bene, 272 pages.
630. Plamondon, Denis (1991). «Vers un modèle de services socio-sanitaires alternatifs?», *Intervention*, n° 90, octobre, 72-77.
631. Plamondon, Denis, Dubord, Sylvie, Maltais, Danielle, Brassard, Sylvie, Boivin, Huguette et Mario Couture (sous la direction de) (1997). *Au-delà de la tourmente... de nouvelles alliances à bâtir. Actes du V^e colloque du Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CLSC et en Centre de santé (RQIIAC)*, Chicoutimi, Groupe de recherche et

- d'intervention régionales (GRIR), Université du Québec à Chicoutimi, 461 pages.
632. Plumeau, chiffon et compagnie (1996). *Projet d'intégration sociale et de création d'emplois dans le secteur de l'entretien domestique pour les personnes âgées et les personnes présentant des incapacités fonctionnelles dans l'arrondissement Plateau-Mont-Royal*, Montréal, Centre-Sud, CLSC du Plateau Mont-Royal, CLSC Saint-Louis-du-Parc, CLSC Centre-Sud, 65 pages.
633. Pomeroy, Steve (1996). «Le logement en tant que politique sociale» dans Centre d'études prospectives sur l'habitation et le cadre de vie, Société canadienne d'hypothèques et de logement et Caledon Institute of Social Policy (sous la direction de), *Le rôle du logement dans la politique sociale*, Ottawa, Caledon Institute of Social Policy, 2-16.
634. Poulet, Isabelle (1994). «Élasticité et résistance de l'informel: les politiques partenariales de prévention en Belgique», *Lien social et politiques-RIAC*, vol. 32, n° 72, 87-102.
635. Poulin, André (1997). *Les résidents des coopératives d'habitation au Québec en 1996. Rapport statistique*, Montréal, Confédération québécoise des coopératives d'habitation et Fédération des coopératives d'habitation de l'île de Montréal, 90 pages.
636. Povie, Lydia (1997). «Belgique: plus de mutualité, moins de solidarité. Le paradoxe de l'assurance maladie-invalidité», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 263, 71-79.
637. Prades, Jacques (1999). «Économie sociale et exclusion en Europe», *Économie et humanisme*, n° 347, décembre 1998-janvier 1999, 7-13.
638. Prévost, Martine (1996). *Interaction des logiques du don et de l'État en santé et services sociaux: étude du partenariat entre le CLSC de Bellechasse et deux groupes communautaires*, mémoire de maîtrise, Université Laval, 184 pages.
639. Priemus, Hugo et Peter Boelhouwer (1999). «Social Housing Finance in Europe: Trends and Opportunities», *Urban Studies*, vol. 36, n° 4, 633-645.
640. Proulx, Jean (1998). *L'impact social et économique des organismes communautaires du territoire de la MRC Nicolet-Yamaska*, Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska, 46 pages.

641. Putnam, Robert (1993). *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton, Princeton University Press, 249 pages.
642. Putnam, Robert (1996). «The Strange Disappearance of Civic America», *The American Prospect*, n° 24, hiver, 34-48.
643. Quarter, Jack (1992). *Canada's Social Economy. Co-operatives, Non-profits, and Other Community Enterprises*, Toronto, James Lorimer & Company Publishers, 203 pages.
644. Ralph, Diana, St-Amand, Nérée et André Régimbald (sous la direction de) (1997). *Open for Business, Closed to People: Mike Harris's Ontario*, Halifax, Ferwood Publishing, 207 pages.
645. Ranci, Costanzo (1994). «The Third Sector in Welfare Policies in Italy: The Contradictions of a Protected Market», *Voluntas*, vol. 5, n° 3, décembre, 247-271.
646. Randall, Nancy et Daniel Hoffman (1993). «Creating Affordable Housing through Nonprofit for Profit Partnerships», *Real Estate Finance Journal*, vol. 9, n° 2, hiver, 71-76.
647. Rands, Stan (1994). *Privilege and Policy. A History of Community Clinics in Saskatchewan*, Saskatoon, Community Health Cooperative Federation, 133 pages.
648. Raymond, Sylvain (1999). «Le milieu communautaire et la prévention du suicide au Québec», *Frontières*, vol. 12, n° 1, 89-93.
649. Redjeb, Belhassen (1994). «Du communautaire dans la réforme Côté: analyse de l'affirmation de la normativité des systèmes», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, n° 1, 95-110.
650. Regroupement des organismes communautaires des Laurentides (1996). *Le profil des organismes communautaires des Laurentides intervenant dans le domaine de la santé et des services sociaux: les résultats d'une enquête*, St-Jérôme, 101 pages.
651. Regroupement québécois des coopérateurs et coopératrices du travail (RQCCT) (1996). *Économie sociale. Prendre notre place. La position du RQCCT*, Montréal, RQCCT, 7 pages.
652. Rekart, Josephine (1993). *Public Funds, Private Provision. The Role of the Voluntary Sector*, Vancouver, UBC Press, 194 pages.
653. René, Jean-François (1994). «Jeunes adultes et vie précaire: la place grandissante des ressources intermédiaires», *Lien social et politiques-RIAC*, vol. 32, n° 72, 151-162.

654. Rewniak, Dwayne O. M. (1997). *Third Sector Housing: An Examination of Third Sector Housing Initiatives and a Comparison of the Private and Non-Profit Rental Market in Inner-City Winnipeg*, University of Manitoba, 175 pages.
655. Reynolds, Brigid et Sean Healy (sous la direction de) (1999). *Social Partnership in a New Century*, Irlande, Conference-of-Religious-of-Ireland, 153 pages.
656. Rheault, Sylvie (1994). «Domicile ou hébergement? Quand les croyances prennent le dessus», *Service social*, vol. 43, n° 1, 33-46.
657. Richard, Diane (1995). *L'incidence des programmes de financement des services de garde sur les familles avec enfants d'âge préscolaire selon le type de famille et le niveau de revenu au Québec*, mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 184 pages.
658. Rifkin, Jeremy (1996a). *La fin du travail*, Montréal, Boréal et La Découverte, traduit de l'américain par Pierre Rouve, 436 pages.
659. Rifkin, Jeremy (1996b). «A New Social Contract», *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, n° 544, mars, 16-26.
660. Robichaud, Suzie (1998). *Le bénévolat. Entre le cœur et la raison*, Chicoutimi, Les Éditions JCL, 274 pages.
661. Robinson, M. (1995). «Towards a New Paradigm of Community Development», *Community Development Journal*, vol. 30, n° 1, janvier, 21-30.
662. Robitaille, Jean (1995). «Les relations entre l'État et le communautaire: un mariage de raison?», *Le Magazine de Vie ouvrière*, n° 254, mai-juin, 22-33.
663. Robitaille, Jean (sous la direction de) (1998). «Ces entreprises qui veulent changer le monde. Dossier sur l'économie sociale», *Recto Verso*, n° 275, novembre-décembre, 26-38.
664. Robitaille, Yves (1997). «Vous avez dit "économie sociale"», *Possibles*, vol. 21, n° 2, 82-93.
665. Rochon, Christopher J. (1997). *A Case Study of an Effective Third Sector Organization*, University of Alberta, 268 pages.
666. Rock, Charles P. et Mark Klinedinst (1992). «In Search of the Social Economy in the United States: A Proposal» dans Defourny, Jacques et José Luis Monzon Campos (sous la direction de), *Éco-*

- nomie sociale. Entre économie capitaliste et économie publique/ The Third Sector. Cooperative, Mutual and Nonprofit Organizations*, Bruxelles, Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative/De Boeck Université, 319-380.
667. Rock, Charles P. et Mark Klinedinst (1995). «États-Unis : aux marges de l'économie sociale», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 255, 48-60.
668. Rodrigue, Norbert (1995). «La communautarisation : vecteur de changement social», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 8, n° 1, 229-234.
669. Room, Graham et Perri 6 (1994). «Welfare States in Europe and the Third Sector» dans Perri 6 et Isabel Vidal (sous la direction de), *Delivering Welfare. Repositioning Non-Profit and Co-operative Action in Western European Welfare States*, Barcelone, Centre d'Initiatives de l'Economia Social, 39-67.
670. Rosanvallon, Pierre (1995). *La nouvelle question sociale. Repenser l'État-providence*, Paris, Éditions du Seuil, 228 pages.
671. Ross, David (1990). *Economic Dimensions of Volunteer Work in Canada*, Ottawa, Secrétariat d'État du Canada.
672. Roy, Jacques (1994). «L'histoire du maintien à domicile ou les nouveaux apôtres de l'État», *Service social*, vol. 43, n° 1, 7-32.
673. Roy, Jacques en collaboration avec Aline Vézina et Francine Saillant (1994). *Priorités de recherche en soutien à domicile : bilan des consultations en CLSC*, Sainte-Foy, Université Laval, Centre de recherche sur les services communautaires, 44 pages.
674. Roy, Louis (1997). «Organismes communautaires, syndicats et réseau de la santé et des services sociaux : jusqu'où vont les alliances?» dans Plamondon, Denis, Dubord, Sylvie, Maltais, Danielle, Brassard, Sylvie, Boivin, Huguette et Mario Couture (sous la direction de), *Au-delà de la tourmente... de nouvelles alliances à bâtir! Actes du V^e colloque du Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CLSC et en Centre de santé (RQIIAC)*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), Université du Québec à Chicoutimi, 81-90.
675. Roy, Shirley, Rozier, Marielle et Pierre Langlois (1998). «Les interventions des centres de jour : les pratiques diversifiées d'un

- modèle spécifique d'accompagnement social», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 11, n° 1, 99-113.
676. Rugh, Thomas E. (1996). *Fostering Social Innovation through Associations of Nonprofit Organizations*, thèse de doctorat, États-Unis, The Union Institute, 259 pages.
677. Sajardo-Moreno, Antonia (1996). «Économie sociale et services sociaux en Espagne», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 261, 58-67.
678. Salamon, Lester M. (1993). «The Marketization of Welfare: Changing Nonprofit and For-Profit Roles in the American Welfare State», *Social Service Review*, vol. 67, n° 1, mars, 16-39.
679. Salamon, Lester M. (1995). *Partners in Public Service. Government-Nonprofit Relations in the Modern Welfare State*, États-Unis, The Johns Hopkins University Press, 312 pages.
680. Salamon, Lester M. (1999). «The Nonprofit Sector at a Crossroads: The Case of America», *Voluntas*, vol. 10, n° 1, 5-24.
681. Salamon, Lester M. et Helmut K. Anheier (1992a). «In Search of the Non-profit Sector II: The Problem of Classification», *Voluntas*, vol. 3, n° 3, décembre, 267-309.
682. Salamon, Lester M. et Helmut K. Anheier (1992b). «In Search of the Non-profit Sector I: The Question of Definitions», *Voluntas*, vol. 3, n° 2, novembre, 125-151.
683. Salamon, Lester M. et Helmut K. Anheier (1996). *The Emerging Sector; an Overview*, New York, St. Martin's Press, 168 pages.
684. Salamon, Lester M. et Helmut K. Anheier (1997). *Defining the Nonprofit Sector, A Cross-National Analysis*, New York, Manchester University Press, 526 pages.
685. Salamon, Lester M. et Helmut K. Anheier (1998a). «Le secteur de la société civile, une nouvelle force sociale», *La revue du M.A.U.S.S. semestrielle*, n° 11, premier semestre, 99-110.
686. Salamon, Lester M. et Helmut K. Anheier (1998b). «Social Origins of Civil Society: Explaining the Non-profit Sector Cross-Nationally», *Voluntas*, vol. 9, n° 3, 213-148.
687. Sarazin, Marc (1997). «Les organismes communautaires et le réseau: jusqu'où vont les alliances?» dans Plamondon, Denis, Dubord, Sylvie, Maltais, Danielle, Brassard Sylvie, Boivin, Huguette et Mario Couture (sous la direction de), *Au-delà de la tourmente... de nouvelles alliances à bâtir. Actes du V^e colloque*

- du Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CLSC et en Centre de santé (RQIIAC)*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), Université du Québec à Chicoutimi, 91-106.
688. Sarrasin, Richard (1994). «L'évolution de la politique familiale québécoise», *Intervention*, n° 99, octobre, 7-16.
689. Sarrasin, Marie-Claude et Gérald Larose (1999). *Promouvoir une société équitable. Rapport du chantier*, Québec, Gouvernement du Québec et Bureau du Sommet du Québec et de la jeunesse, 98 pages.
690. Saucier, Carol (1991). *Le coopératisme en habitation: qu'une question d'entraide et de solidarité?*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC), n° 16, 131-150.
691. Saucier, Carol (1995). «Pouvoir, démocratie et vie quotidienne: le cas des coopératives d'habitation et de travail au Québec» dans Séguin, Marie-Thérèse (sous la direction de), *Pratiques coopératives et mutations sociales*, Paris, Éditions L'Harmattan, 75-81.
692. Saucier, Carol, Nicole Thivierge avec la collaboration de Desrosiers, Caroline, Légaré, Marie et Dominique Potvin (1999). *Un portrait de l'économie sociale au Bas-Saint-Laurent*, Rimouski, CRDC/CRES-BSL/GRIDEQ/Université du Québec à Rimouski, 154 pages.
693. Savard, Raymonde (1998). «Le temps d'une génération», *Possibles*, vol. 22, n° 1, 95-108.
694. Scharf, Kimberley, Cherniavsky, Ben et Roy Hogg (1997). *Tax Incentives for Charities in Canada*, Ottawa, Canadian Policy Research Networks, 51 pages.
695. Scheffels, C. M. (1990). *Dans un réseau d'accueil et d'écoute téléphonique: créer une dynamique d'animation auprès des bénévoles par l'amélioration du service rendu aux personnes isolées*, mémoire de maîtrise, Rennes, École Nationale de la Santé Publique, 91 pages.
696. Schervish, Paul G. et John J. Havens (1997). «Social Participation and Charitable Giving: A Multivariate Analysis», *Voluntas*, vol. 8, n° 3, septembre, 235-260.
697. Schlesinger, Mark, Gray, Bradford et Elizabeth Bradley (1996). «Charity and Community: The Role of Nonprofit Ownership in a Managed Health Care System», *Journal of Health Politics, Policy and Law*, vol. 21, n° 4, hiver, 697-751.

698. Schuman, Cinthia H. et Alan J. Abramson (2000). «Collaborating for Usable Knowledge: A Work in Progress by the Nonprofit Sector Research Fund», *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, vol. 29, n° 1, 11-23.
699. Scott, Jacqueline Thayer (1992). *Voluntary Sector in Crisis: Canada's Changing Public Philosophy of the State and its Impact on Voluntary Charitable Organizations*, thèse de doctorat, University of Colorado, 482 pages.
700. Secrétariat au développement des régions (1996). *Des emplois permanents dans l'aide domestique pour les personnes âgées ou autres clientèles*, Montréal, Secrétariat au développement des régions.
701. Séguin, Anne-Marie et Paul Villeneuve (1999). «Intervention gouvernementale et habitation sociale: Anne, ma sœur, Anne, ne vois-tu rien venir?», *Recherches féministes*, vol. 12, n° 1, 25-42.
702. Séguin, Marie-Thérèse (sous la direction de) (1995). *Pratiques coopératives et mutations sociales*, Paris, L'Harmattan, 270 pages.
703. Seibel, W. (1990). «Government/Third-Sector Relationship in a Comparative Perspective: The Cases of France and West Germany», *Voluntas*, vol. 1, n° 1, mai, 42-60.
704. Selle, Per (1993). «Voluntary Organisations and the Welfare State: The Case of Norway», *Voluntas*, vol. 4, n° 1, avril, 1-15.
705. Serva, Mauricio (1999). «L'État et les organisations de l'économie solidaire, un partenariat complexe», *Économie et solidarités*, vol. 30, n° 1, 160-171.
706. Sévigny, Andrée et Aline Vézina (1996). «Les raisons qui motivent les aînés à utiliser ou à ne pas utiliser les services des organismes communautaires dans leurs stratégies de soutien à domicile», *Intervention*, n° 103, octobre, 26-35.
707. Sévigny, Andrée et Yves Hurtubise (1997). «L'évolution des services de santé et des services sociaux. La réaction des groupes d'aînés québécois», *Service social*, vol. 46, n° 1, 119-146.
708. Sharpe, David (1994). *A Portrait of Canada's Charities. The Size, Scope and Financing of Registered Charities*, Toronto, Canadian Centre for Philanthropy.
709. Shields, John et B. Mitchell Evans (1998). *Shrinking the State: Globalization and Public Administration Reform*, Halifax, Ferwood Publishing, 322 pages.

710. Shortell, S., Gillies, M. R. K. et J. Devers (1995). «Reinventing the American Hospital», *The Milbank Quarterly*, vol. 73, n° 2, 131-160.
711. Shragge, Eric (1990). «Community-Based Practice : Political Alternatives or New State Forms?» dans Davies, Linda et Eric Shragge (sous la direction de), *Bureaucracy and Community. Essays on the Politics of Social Work Practice*, Montréal, Black Rose, 178 pages.
712. Shragge, Eric et Kathryn Church (1998). «None of your Business?! Community Economic Development and the Mixed Economy of Welfare», *Revue canadienne de politique sociale/Canadian Review of Social Policy*, n° 41, 33-44.
713. Simard, Julie (sous la direction de Yvan Comeau) (1999). *Mono-graphie de la Coopérative de services à domicile du Cap Diamant*, Université du Québec à Montréal, Cahiers du CRISES, ES-9916, 31 pages.
714. Simbandumwe, Louise, Fulton Murray et Lou Hammond Ketilson (1991). *The Co-operative Sector in Saskatchewan: A Statistical Overview*, University of Saskatchewan, Centre for the Study of Co-operatives, 43 pages.
715. Simonet, Maud (1998). «Le bénévole et le volunteer; ce que traduire veut dire», *La revue du M.A.U.S.S. semestrielle*, n° 11, premier semestre, 57-64.
716. Skelton, Ian (1996). «The Geographic Distribution of Social Housing in Ontario, Canada : Comparing Public Housing and Locally Sponsored, Third Sector Housing», *Housing Studies*, vol. 11, n° 2, avril, 189-206.
717. Skelton, Ian (1998). «Welfare Pluralism : Perspectives on Potentialities», *Revue canadienne de politiques sociales/Canadian Review of Social Policy*, n° 41, 45-53.
718. Smith, Justin Davis, Rochester, Colin et Rodney Hedley (sous la direction de) (1995). *An Introduction to the Voluntary Sector*, Londres et New York, Routledge, 260 pages.
719. Smith, Larry (1992). *Canada's Charitable Economy*, Toronto, Canadian Foundation for Economic Education,
720. Smith, Steven Rathgeb et Michael Lipsky (1992). «Privatization in Health and Human Services: A Critique», *Journal of Health Politics, Policy and Law*, vol. 17, n° 2, été, 233-253.

721. Smith, Steven Rathgeb (1996). «Transforming Public Services: Contracting for Social and Health Services in the US», *Public Administration*, vol. 74, été, 113-127.
722. Smith, Susan J. et Sara Mallinson (1997). «Housing for Health in a Post-Welfare State», *Housing Studies*, vol. 12, n° 2, avril, 173-200.
723. Snavely, Keith et Uday Desai Bulgaria's (1995). «Non-profit Sector: the Search for Form, Purpose, and Legitimacy», *Voluntas*, vol. 6, n° 1, avril, 23-38.
724. Soifer, S. et H. Resnick (1993). «Prospects for Social Work Cooperatives in the 1990s», *Administration in Social Work*, vol. 17, n° 3, 99-116.
725. Spear, Roger, Leonetti, Aude et Alan Thomas (1994). *Third Sector Care*, Milton Keynes, Open University, Co-operatives Research Unit, 103 pages.
726. Stewart, John (1995). «Accountability and Empowerment in Welfare Services» dans Gladstone, David (sous la direction de), *British Social Welfare. Past, Present and Future*, Londres, ULC Press, 289-302.
727. Strohl, H. (1991). «Les conditions d'une meilleure prise en compte d'objectifs santé dans les politiques sociales», *Santé publique*, vol. 3, n° 2, 46-47.
728. Struthers, James (1995). *The Limits of Affluence: Welfare in Ontario, 1920-1970*, Toronto, University of Toronto Press, 401 pages.
729. Stryjan, Yohanan (1994). «Co-operatives in the Welfare Market: The Swedish Case» dans Perri 6 et Isabel Vidal (sous la direction de), *Delivering Welfare: Repositioning Non-Profit and Co-operative Action in Western European Welfare States*, Barcelone, Centre d'Initiatives de l'Economia Social, 305-341.
730. Stryjan, Yohanan et Filip Wijkström (1996). «Cooperatives and Nonprofit Organizations in Swedish Social Welfare», *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, vol. 67, n° 1, 5-28.
731. Sue, Roger (1996). «La société en mutation ou l'avènement du quaternaire» dans Eme, Bernard, Favreau, Louis, Laville, Jean-Louis et Yves Vaillancourt (sous la direction de), *Société civile, État et économie plurielle*, Paris et Montréal, Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie (CRIDA), Laboratoire de sociologie des institutions (LSCI), Collectif de

- recherche sur les innovations sociales dans les entreprises, les syndicats et l'économie sociale (CRISES), 65-76.
732. Tassie, Bill, Murray, Vic et James Cutt (1998). «Evaluating Social Service Agencies: Fuzzy Pictures of Organizational Effectiveness», *Voluntas*, vol. 9, n° 1, mars, 59-79.
733. Taylor, Marilyn (1995). «Voluntary Action and the State» dans Gladstone, David (sous la direction de), *British Social Welfare. Past, Present and Future*, Londres, ULC Press, 214-240.
734. Taylor, Marilyn et Andrea Bassi (1998). «Unpacking the State: The Implications for the Third Sector of Changing Relationship between National and Local Government», *Voluntas*, vol. 9, n° 2, 113-136.
735. Taylor, Marilyn et John Lansley (1992). «Ideology and Welfare in the UK: The Implications for the Voluntary Sector», *Voluntas*, vol. 3, n° 2, 153-174.
736. Taylor, Marilyn (sous la direction de) (1992). «The Changing Role of the Nonprofit Sector in Britain: Moving toward the Market» dans Gidron, Benjamin, Kramer, Ralph M. et Lester M. Salamon (sous la direction de), *Government and the Third Sector. Emerging Relationships in Welfare States*, San Francisco, Jossey-Bass Publishers, 147-176.
737. Taylor, Marilyn, Langan, Joan et Paul Hoggett (1995). *Encouraging Diversity: Voluntary & Private Organisations in Community Care*, Aldershot, Arena, Ashgate Publishing Limited, 103 pages.
738. Taylor, Marilyn et Paul Hoggett (1994). «Trusting in Networks? the Third Sector and Welfare Change» dans Perri 6 et Isabel Vidal (sous la direction de), *Delivering Welfare. Repositioning Non-Profit and Co-operative Action in Western European Welfare States*, Barcelone, Centre d'Iniciatives de l'Economia Social, 125-149.
739. Tchernonog, Viviane (1999). «Trajectoires associatives: premiers éléments sur la mortalité des associations», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 272, 26-44.
740. Tessier, Danièle avec la collaboration de Susie Roussel (1998). *L'empreinte des pratiques communautaires dans la Petite-Nation et la Vallée-de-la-Lièvre: impact social et économique*, Hull, Corporation de développement communautaire Rond Point, 82 pages.

741. Tessier, L. et M. Clément (avec le concours de Vesta Wagener-Jobidon) (1992). *La réadaptation psychosociale en psychiatrie: défis des années 90*, Boucherville, Éditions G. Morin/Comité de la santé mentale du Québec, 238 pages.
742. Tessier, Réjean, Blais, Marie-Céline et Guylaine Dion (1995). *Stress et santé au travail dans les garderies du Québec*, Sainte-Foy, École de psychologie, Groupe de recherche sur les inadaptations psychosociales chez l'enfant, Université Laval, 136 pages.
743. Thériault, Luc, Jetté, Christian, Mathieu, Réjean et Yves Vaillancourt (1998). *Social Housing with Community Support: An Examination of the FOHM Experience in Montreal*, Regina, SPR Occasional Papers, Social Policy Research Unit, Faculty of Social Work, University of Regina, 27 pages.
744. Thériault, Luc en collaboration avec Sandra Salhani (2000). *At the Loose End of the Continuum: A Study of Two Saskatchewan Non-Profit Organizations Delivering Preventive Home Care Services*, Regina, Social Policy Research Unit, Faculty of Social Work, University of Regina, 106 pages.
745. Tomas Carpi, Juan A. (1997). «The Prospects for the Social Economy in a Changing World», *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, vol. 68, n° 2, 247-280.
746. Torjman, Sherri (1997). *Civil Society: Reclaiming Our Humanity*, Ottawa, Caledon Institute of Social Policy, 19 pages.
747. Tourigny, André (1996). *L'allocation directe au Québec: des modes de fonctionnement variés à découvrir, des points de vue à faire connaître*, Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux, 145 pages.
748. Tremblay, Marielle et Pierre-André Tremblay (sous la direction de) (1998). *Les contributions sociales et économiques des organismes communautaires de la Corporation de développement communautaire du ROC*, Chicoutimi, GRIR éditeur, Université du Québec à Chicoutimi, 218 pages.
749. Triomphe, Annie et Judith Boumendil (1996). «La place des associations dans la gestion des établissements et services sociaux», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, n° 259, 16-24.
750. Turk, Jim (1997). «Days of Action: Challenging the Harris Corporate Agenda» dans Ralph, Diana, St-Amand, Nérée et André Régimbald (sous la direction de), *Open for Business, Closed to*

- People: Mike Harris's Ontario*, Halifax, Ferwood Publishing, 165-176.
751. Vaccaro, A. (1995). «Mégatendances dans le secteur du financement des associations humanitaires», *Humanisme et entreprise*, n° 211, 65-78.
752. Vachon, Gisèle (1998). *Étude des contextes favorables à l'émergence d'entreprises de l'économie sociale visant l'insertion de personnes sans emploi*, mémoire de maîtrise, Université Laval, 152 pages.
753. Vaillancourt, Yves (1993). «Trois thèses concernant le renouvellement des pratiques sociales dans le secteur public des services sociaux et de santé au Québec», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 6, n° 1, 1-14.
754. Vaillancourt, Yves (1994). «Éléments de problématique concernant l'arrimage entre le communautaire et le public dans le domaine de la santé et des services sociaux», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, n° 2, 227-248.
755. Vaillancourt, Yves (1995). «Vers un nouveau contrat social», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 8, n° 2, 1-14.
756. Vaillancourt, Yves (1996a). «La transformation du réseau de la santé et des services sociaux : quelques enjeux» dans Rondeau, G., Cantin, S. et I. Pépin (sous la direction de), *Impact des changements sociaux actuels sur la violence faite aux femmes et aux enfants*, Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes, Collection réflexions, 29-42.
757. Vaillancourt, Yves (1996b). «Sortir de l'alternative entre privatisation et étatisation dans la santé et les services sociaux» dans Eme, Bernard, Favreau, Louis, Laville, Jean-Louis et Yves Vaillancourt (sous la direction de), *Société civile, État et économie plurielle*, Paris et Montréal, Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie (CRIDA), Laboratoire de sociologie des institutions (LSCI), Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises, les syndicats et l'économie sociale (CRISES), 147-224.
758. Vaillancourt, Yves (1997a). «Élément de contextualisation historique du virage ambulatoire au Québec» dans Plamondon, Denis, Dubord, Sylvie, Maltais, Danielle, Brassard, Sylvie, Boivin, Huguette et Mario Couture (sous la direction de), *Au-delà*

de la tourmente... de nouvelles alliances à bâtir! Actes du V^e colloque du Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CLSC et en Centre de santé (RQIIAC), Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), Université du Québec à Chicoutimi, 325-338.

759. Vaillancourt, Yves (1997b). « Mise en contexte du projet de recherche : 30 ans de développement des pratiques en travail social au Québec (1960-1990) » dans Plamondon, Denis, Dubord, Sylvie, Maltais, Danielle, Brassard, Sylvie, Boivin, Huguette et Mario Couture (sous la direction de), *Au-delà de la tourmente... de nouvelles alliances à bâtir! Actes du V^e colloque du Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CLSC et en Centre de santé (RQIIAC)*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), Université du Québec à Chicoutimi, 283-292.
760. Vaillancourt, Yves (1999). « Tiers secteur et reconfiguration des politiques sociales », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 11, n^o 2, vol. 12, n^o 1 (numéro double), 21-40.
761. Vaillancourt, Yves en collaboration avec Christian Jetté (1997). *Vers un nouveau partage des responsabilités dans les services sociaux et de santé: rôles de l'État, du marché, de l'économie sociale et du secteur informel*, Montréal, Cahiers du Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS), Département de travail social, Université du Québec à Montréal, n^o 97-05, 302 pages.
762. Vaillancourt, Yves, Mathieu, Réjean, Jetté, Christian et Raymonde Bourque (1993). « Quelques enjeux en rapport avec la privatisation des services de santé et des services sociaux dans la conjoncture actuelle », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 6, n^o 1, 193-200.
763. Vaillancourt, Yves, Aubry, François, D'Amours, Martine, Jetté, Christian, Thériault, Luc et Louise Tremblay (2000). *Économie sociale, santé et bien-être: la spécificité du modèle québécois au Canada*, Montréal, Cahiers du Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS), Département de travail social, Université du Québec à Montréal, n^o 00-01, 41 pages.
764. Vaillancourt, Yves et Christian Jetté (1999a). *L'aide à domicile au Québec: relecture de l'histoire et piste d'action*, Montréal,

- Cahiers du Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS), Département de travail social, Université du Québec à Montréal, n° 99-02, 30 pages.
765. Vaillancourt, Yves et Christian Jetté (1999b). *Le rôle accru du tiers secteur dans les services à domicile concernant les personnes âgées au Québec*, Montréal, Cahiers du Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS), Département de travail social, Université du Québec à Montréal, n° 99-03, 37 pages.
766. Vaillancourt, Yves et Daniel Labesse (1997). *Projet d'équipe de recherche «Économie sociale, santé et bien-être» présenté au Conseil québécois de la recherche sociale (CQRS). Programmation 1997-2000*, Montréal, Cahiers du Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS), Département de travail social, Université du Québec à Montréal, n° 97-10, 44 pages.
767. Vaillancourt, Yves et Jean-Louis Laville (1998). «Les rapports entre associations et État: un enjeu politique», *La revue du M.A.U.S.S. semestrielle*, n° 11, premier semestre, 119-135.
768. Valverde, Mariana (1995a). «La charité et l'État: un mariage mixte centenaire», *Revue internationale d'action communautaire*, vol. 33, n° 73, 27-35.
769. Valverde, Mariana (1995b). «The Mixed Social Economy as a Canadian Tradition», *Studies in Political Economy*, n° 47, été, 33-60.
770. Vandergang, Agnès J. (1996). «Consumer/Survivor Participation in the Operation of Community Mental Health Agencies and Programs in Metro Toronto: Input or Impact?», *Canadian Journal of Community Mental Health*, vol. 15, 153-170.
771. Vanier, Carole (1999). *Étude de l'épuisement professionnel et des facteurs associés chez des intervenants et intervenantes de ressources communautaires en santé mentale*, thèse de doctorat en psychologie, Université du Québec à Montréal, 341 pages.
772. Vanoni, Didier (1999). «Éléments de bilan des relogements dans les PLA-TS: Un reste à charge trop élevé pour les locataires et une approche en terme de couverture du "tout habiter"», *Recherche sociale*, n° 152, octobre-décembre, 31-42.
773. Vanoni, Didier et Fanny Lainé (1999). «L'exclusion du logement: l'état des connaissances sur les situations, les populations con-

- cernées et les facteurs excluants», *Recherche sociale*, n° 151, juillet-septembre, 4-34.
774. Vanoni, Didier et Isabelle Benjamin (1999). «Le relogement dans le parc PLA/TS, un facteur d'insertion», *Recherche sociale*, n° 151, juillet-septembre, 35-37.
775. Ventura, Fosco (1992). «Reflections from the Field. The Role of the Nonprofit Sector: How Can Social Welfare Experiences Be Developed in East and West Europe?», *Social Development Issues*, vol. 14, n°s 2-3, 150-162.
776. Vézina, Aline, Vézina, Jean et Caroline Tard (1994). «Recension des écrits sur le soutien à domicile: la personne âgée et les ressources communautaires, des acteurs oubliés», *Service social*, vol. 43, n° 1, 67-86.
777. Videla, M. H. (1992). *Modélisation du processus de décision dans les organisations à production économique et sociale: les centres d'aide par le travail*, thèse de doctorat, Université de Bordeaux 1.
778. Vienney, Claude (1994). *L'économie sociale*, Paris, La Découverte, 125 pages.
779. Vincent, Gilbert (1998). «Les associations du travail social, acteurs politiques», *La revue du M.A.U.S.S. semestrielle*, n° 11, premier semestre, 295-308.
780. Wagner, Antonin (1994). «The Significance and Function of Social Welfare Associations in Switzerland» dans Perri 6 et Isabel Vidal (sous la direction de), *Delivering Welfare: Repositioning Non-Profit and Co-operative Action in Western European Welfare State*, Barcelone, Centre d'Initiatives de l'Economia Social (CIES), 343-353.
781. Walker, Christopher (1993). «Nonprofit Housing Development: Status, Trends and Prospects», *Housing Policy Debate*, vol. 4, n° 3, 369-314.
782. Wandersman, Abraham et Jeanette Alderman (1993). «Incentives, Costs, and Barriers for Volunteers: A Staff Perspective on Volunteers in One State», *Review of Public Personnel Administration*, vol. 13, hiver, 67-77.
783. Warin, Philippe (1995). «Les HLM: impossible participation des habitants», *Sociologie du travail*, vol. 37, n° 2, 151-176.

784. Warrington, M. J., Peck, J., Jones, Martyn, Goodwin, N., Pinch, S., Charlesworth, J., Clarke, J., Cochrane, A., Patterson, A. et P. I. Pinch (1995). «Theme Issue: The Welfare State», *Environment and Planning*, vol. 27, n° 9, 1341-1346.
785. Watier, Patrick (1998). «Formes de la socialisation et éthique de la sociabilité», *La revue du M.A.U.S.S. semestrielle*, n° 11, premier semestre, 263-279.
786. Weiss, Daniel Aaron (1996). *Towards a Theory on the Formation of Social Capital*, thèse de doctorat, University of Minnesota, 174 pages.
787. Welch, David (1997). «The Franco-Ontarian Community Under The Harris Counter-Revolution» dans Ralph, Diana, St-Amand, Nérée et André Régimbald (sous la direction de), *Open for Business, Closed to People: Mike Harris's Ontario*, Halifax, Ferwood Publishing, 122-133.
788. Weller, Jean-Marc (1998). «La modernisation des services publics par l'usager: une revue de la littérature (1986-1996)», *Sociologie du travail*, vol. 40, n° 3, 365-392.
789. Werner, Steve et Gretchen Gemeinhardt (1995). «Nonprofit Organizations: What Factors Determine Pay Levels?», *Compensation and Benefits Review*, vol. 27, n° 5, sept.-oct., 53-61.
790. Wernet, S. P. (1994). «A Case Study of Adaptation in a Nonprofit Human Service Organization», *Journal of Community Practice*, vol. 1, n° 3, 93-112.
791. Westerdahl, Stig et Hans Westlund (1998). «Social Economy and New Jobs. A Summary of Twenty Case Studies in European Regions», *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, vol. 69, n° 2, 193-218.
792. The Western Institute for Public Policy (1993). *Forging Responsible Partnerships: Human Services in Review*, Regina, The Council on Social Development Regina inc., 141 pages.
793. White, Deena (1993). «The Community-Based Mental Health System: What Does It Mean?», *Revue canadienne de politique sociale/Canadian Review of Social Policy*, n° 31, printemps, 31-62.
794. White, Deena (1994). «La gestion communautaire de l'exclusion», *Lien social et politiques-RIAC*, vol. 72, n° 32, 37-52.

795. Wijkström, Filip (1996). «The Swedish Nonprofit Organizations, Privatization and the Mixed Economy. A Managerial Economics Perspective», *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, vol. 68, n° 4, 665-688.
796. Wilkinson, Paul et Jack Quarter (1996). *Building a Community-Controlled Economy: The Evangeline Co-operative Experience*, Toronto, University of Toronto Press, 186 pages.
797. Wineburg, Robert J. (1993). «Social Policy, Community Service Development, and Religious Organizations», *Nonprofit Management and Leadership*, vol. 3, n° 3, été, 283-297.
798. Wistow, G., Knapp, M., Hardy, B. et C. Allen (1992). «From Providing to Enabling: Local Authorities and the Mixed Economy of Social Care», *Public Administration*, vol. 70, n° 1, été, 25 pages.
799. Wistow, G., Knapp, M., Hardy, B. et C. Allen (1994). *Social Care in a Mixed Economy*, Buckingham et Philadelphie, Open University Press, 166 pages.
800. Wolch, Jennifer (1999). «Decentering America's Nonprofit Sector: Reflections on Salamon's Crises Analysis», *Voluntas*, vol. 10, n° 1, 25-36.
801. Wolff, N. (1998). «Access, Hospital Ownership, and Competition between Forprofit and Nonprofit Institutions», *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, vol. 27, n° 2, 203-236.
802. Woodard, K. L. et P. Doreian (1994). «Utilizing and Understanding Community Service Provision Networks: A Report of Three Case Studies Having 583 Participants», *Journal of Social Service Research*, vol. 18, n°s 3-4, 1-41.
803. Woods, Marcelle (1996). *La participation vécue par des femmes actives dans leur association de locataires*, Université Laval, 156 pages.
804. Wuthnow, Robert (sous la direction de) (1991). *Between States and Markets: The Voluntary Sector in Comparative Perspective*, Princeton, Princeton University Press, 318 pages.
805. Yeandle, Sue (1994). «Life Courses and Life Planning in Social Context: What Role for Third Sector in Supporting Women?» dans Perri 6 et Isabel Vidal (sous la direction de), *Delivering Welfare. Repositioning Non-Profit and Co-operative Action in Western European Welfare States*, Barcelone, Centre d'Initiatives de l'Economia Social, 97-123.

806. Young, Dennis R. (1998). «Commercialism in Nonprofit Social Service Associations: Its Character, Significance, and Rationale», *Journal of Policy Analysis and Management*, vol. 17, n° 2, 278-297.
807. Young, Dennis R. (2000). «Alternative Models of Government-Nonprofit Sector Relations: Theoretical and international Perspectives», *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, vol. 29, n° 1, 149-172.
808. Young, Dennis R., Koenig, Bonnie L., Najam, Adil et Julie Fischer (1999). «Strategy and Structure in Managing Global Associations», *Voluntas*, vol. 10, n° 4, 323-344.
809. Young, K. R. (1994). «An Evaluative Study of a Community Health Service Development», *Journal of Advanced Nursing*, vol. 19, n° 1, 58-65.
810. Zimmer, Annette (1995). «German Speaking Non-Profit Sector Researchers Meet in Switzerland», *Voluntas*, vol. 6, n° 2, août, 226-230.
811. Zimmer, Annette (1999). «Corporatism revisited. The Legacy of History and the German Nonprofit Sector», *Voluntas*, vol. 10, n° 1, 37-50.

INDEX THÉMATIQUE

acteur social (134)

1, 17, 35, 38, 43, 48, 57, 60, 64, 69, 74, 83, 84, 89, 101, 102, 114, 122, 126, 133, 141, 151, 156, 158, 175, 193, 194, 195, 196, 204, 214, 216, 221, 242, 243, 251, 254, 271, 278, 285, 290, 301, 302, 311, 322, 323, 326, 337, 338, 345, 353, 363, 365, 366, 369, 374, 379, 395, 399, 400, 411, 413, 422, 424, 436, 446, 448, 450, 451, 452, 467, 478, 482, 483, 484, 486, 487, 490, 491, 496, 504, 506, 514, 516, 524, 526, 533, 534, 537, 538, 547, 552, 553, 561, 566, 573, 575, 576, 604, 605, 613, 631, 634, 644, 651, 654, 655, 663, 664, 666, 669, 673, 684, 692, 703, 706, 707, 717, 745, 746, 750, 757, 763, 767, 768, 769, 776, 777, 778, 779, 783, 788, 793, 800

administration publique (232)

2, 5, 10, 15, 16, 24, 25, 41, 44, 49, 54, 55, 56, 61, 62, 68, 71, 74, 85, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 96, 99, 100, 101, 114, 126, 131, 133, 134, 142, 163, 168, 171, 172, 173, 179, 185, 196, 197, 201, 203, 205, 208, 213, 223, 226, 233, 236, 241, 243, 253, 254, 263, 269, 270, 274, 277, 279, 283, 284, 285, 288, 290, 293, 299, 301, 309, 314, 315, 317, 318, 320, 321, 322, 330, 332, 336, 343, 344, 345, 349, 352, 353, 354, 355, 356, 358, 360, 361, 364, 365, 366, 367,

368, 372, 374, 375, 377, 379, 382, 387, 391, 397, 398, 399, 401, 407, 408, 419, 423, 428, 429, 431, 433, 434, 435, 440, 445, 446, 451, 462, 464, 467, 472, 473, 480, 488, 491, 492, 494, 495, 502, 503, 509, 512, 514, 519, 525, 526, 528, 530, 534, 540, 546, 550, 558, 560, 563, 565, 567, 570, 575, 576, 581, 584, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 605, 606, 609, 616, 617, 618, 621, 622, 624, 626, 630, 631, 634, 638, 643, 644, 647, 649, 652, 655, 662, 664, 668, 672, 673, 674, 679, 685, 687, 693, 694, 704, 705, 709, 711, 718, 721, 725, 726, 728, 730, 733, 734, 736, 738, 743, 753, 754, 756, 757, 767, 768, 779, 780, 783, 787, 788, 791, 792, 793, 794, 799, 800, 807

agence (14)

55, 80, 143, 202, 361, 393, 419, 569, 709, 732, 733, 770, 790, 792

association (280)

2, 4, 5, 7, 8, 11, 12, 15, 16, 19, 20, 21, 24, 25, 31, 34, 35, 36, 39, 44, 45, 46, 47, 60, 62, 64, 65, 68, 70, 86, 87, 88, 91, 93, 98, 99, 100, 102, 103, 104, 105, 109, 112, 113, 118, 120, 128, 131, 133, 134, 140, 142, 144, 151, 152, 153, 156, 162, 171, 174, 176, 177, 178, 184, 187, 188, 190, 191, 192, 193, 197, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 218, 221, 223, 229, 230, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 245, 246, 250, 257, 261, 262, 267, 272, 277, 282, 283, 285, 290, 291, 292, 294, 295, 301, 302, 306, 317, 319, 320, 321, 324, 325, 327, 328, 333, 338, 344, 345, 352, 356, 358, 366, 367, 368, 370, 371, 372, 373, 385, 392, 393, 397, 398, 399, 401, 402, 407, 408, 410, 412, 414, 417, 418, 426, 428, 437, 443, 444, 445, 448, 449, 450, 453, 454, 456, 460, 462, 464, 465, 468, 469, 470, 471, 472, 476, 477, 478, 481, 491, 498, 499, 514, 518, 519, 520, 522, 523, 527, 530, 536, 540, 541, 544, 547, 549, 550, 553, 554, 559, 561, 562, 566, 572, 586, 587, 588, 589, 595, 596, 597, 601, 603, 604, 608, 609, 613, 614, 615, 617, 620, 624, 630, 631, 636, 638, 640, 643, 645, 648, 649, 653, 654, 660, 664, 665, 666, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 682, 683, 685, 687, 692, 695, 699, 705, 706, 712, 715, 719, 720, 721, 723, 730, 739, 740, 743, 744, 748, 749, 754, 756, 758, 761, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 771, 776, 778, 779, 782, 786, 789, 795, 806, 810

autonomie organisationnelle (11)

215, 361, 423, 480, 481, 535, 537, 615, 768, 769, 811

bénévolat (113)

7, 8, 18, 21, 23, 34, 39, 45, 46, 65, 68, 90, 92, 94, 104, 105, 114, 133, 135, 143, 170, 176, 198, 202, 203, 205, 206, 212, 215, 219,

- 229, 238, 254, 257, 269, 314, 324, 325, 328, 343, 344, 345, 354, 360, 377, 379, 381, 388, 390, 391, 396, 418, 419, 432, 433, 442, 449, 473, 477, 496, 509, 512, 514, 522, 526, 530, 531, 561, 563, 569, 590, 608, 616, 618, 626, 638, 640, 642, 643, 650, 652, 658, 660, 666, 671, 682, 692, 694, 695, 697, 699, 704, 708, 709, 712, 715, 718, 719, 723, 730, 733, 735, 740, 748, 757, 758, 761, 775, 780, 782, 797, 804, 805
- cadre juridique (39)
15, 60, 68, 72, 96, 106, 112, 166, 192, 206, 210, 213, 218, 233, 265, 318, 340, 362, 364, 381, 382, 431, 470, 472, 520, 555, 608, 612, 617, 618, 636, 666, 683, 694, 697, 702, 723, 725, 791
- CDC (3)
192, 273, 542
- CDEC (6)
192, 273, 282, 435, 494, 712
- charité (34)
34, 44, 45, 59, 61, 92, 104, 105, 114, 182, 198, 203, 212, 361, 362, 373, 377, 381, 392, 418, 419, 569, 578, 591, 626, 643, 666, 694, 696, 718, 719, 751, 806, 807
- CLD (4)
196, 279, 353, 494
- CLSC (38)
10, 40, 52, 79, 80, 85, 99, 115, 140, 158, 162, 180, 185, 224, 273, 280, 285, 286, 303, 319, 320, 327, 405, 407, 439, 440, 444, 459, 494, 542, 543, 632, 638, 673, 687, 758, 761, 764
- communautaire (215)
4, 7, 8, 11, 12, 31, 35, 39, 44, 45, 46, 47, 48, 50, 53, 64, 65, 68, 77, 79, 82, 85, 87, 88, 89, 91, 99, 100, 101, 102, 109, 113, 118, 120, 122, 124, 126, 135, 140, 141, 142, 144, 152, 153, 156, 164, 168, 171, 175, 176, 178, 184, 187, 188, 190, 192, 193, 194, 197, 201, 207, 208, 209, 216, 218, 223, 229, 230, 231, 233, 234, 235, 236, 240, 242, 246, 250, 267, 272, 274, 275, 278, 280, 281, 282, 284, 285, 286, 292, 295, 297, 301, 302, 303, 306, 311, 319, 320, 321, 327, 333, 335, 345, 356, 358, 366, 367, 385, 392, 393, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 407, 412, 417, 426, 428, 431, 436, 437, 443, 444, 445, 446, 448, 449, 450, 467, 471, 472, 473, 477, 478, 481, 488, 491, 518, 522, 523, 527, 530, 534, 537, 538, 540, 541, 549, 562, 563, 566, 570, 572, 577, 580, 584, 586, 595, 596, 597, 601, 603, 604, 605, 606, 611, 620, 624, 630, 631, 638, 640, 645, 648,

649, 653, 660, 662, 663, 664, 674, 675, 676, 678, 687, 706, 710, 711, 712, 715, 720, 732, 740, 748, 754, 758, 761, 762, 763, 764, 766, 767, 768, 769, 771, 776, 782, 786, 789, 794, 809, 810

communication (12)

7, 8, 118, 260, 262, 358, 376, 383, 406, 593, 698, 808

condition de développement (109)

3, 4, 15, 20, 25, 33, 44, 45, 47, 55, 56, 63, 97, 101, 108, 109, 110, 113, 120, 127, 130, 140, 144, 145, 151, 152, 153, 156, 164, 166, 170, 181, 186, 188, 195, 208, 210, 215, 218, 230, 231, 234, 239, 244, 248, 250, 257, 259, 263, 275, 281, 287, 306, 318, 340, 347, 349, 353, 369, 372, 376, 388, 391, 401, 408, 412, 417, 424, 425, 431, 434, 436, 452, 454, 455, 482, 497, 536, 544, 546, 562, 564, 565, 572, 573, 588, 589, 604, 609, 612, 620, 632, 646, 661, 676, 678, 681, 682, 686, 702, 706, 723, 730, 739, 743, 745, 781, 799, 801

condition de travail (48)

18, 30, 40, 51, 59, 67, 68, 79, 80, 126, 143, 144, 158, 165, 220, 229, 230, 294, 363, 370, 393, 406, 415, 416, 437, 442, 473, 523, 530, 534, 563, 573, 586, 600, 601, 602, 607, 623, 632, 650, 692, 740, 742, 744, 748, 771, 784, 789

contractualisation (13)

172, 213, 288, 296, 349, 350, 423, 499, 621, 624, 720, 729, 790

coopérative (104)

10, 11, 15, 16, 29, 36, 41, 60, 68, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 96, 101, 117, 136, 148, 149, 151, 153, 155, 156, 157, 158, 160, 161, 162, 165, 166, 167, 173, 174, 187, 192, 193, 206, 207, 210, 211, 212, 232, 298, 310, 316, 340, 341, 342, 368, 369, 402, 407, 418, 443, 447, 448, 455, 456, 462, 466, 470, 472, 480, 491, 493, 509, 510, 520, 547, 550, 553, 554, 559, 565, 566, 587, 612, 617, 618, 622, 623, 635, 643, 647, 651, 666, 677, 683, 690, 691, 692, 702, 713, 714, 724, 729, 730, 752, 761, 766, 778, 796

crise (67)

15, 25, 37, 48, 68, 73, 80, 81, 82, 98, 111, 154, 160, 163, 222, 247, 254, 260, 262, 263, 275, 276, 279, 281, 283, 311, 324, 359, 360, 363, 371, 394, 395, 399, 403, 413, 439, 451, 456, 459, 478, 482, 483, 492, 495, 506, 507, 556, 580, 606, 629, 630, 658, 661, 670, 672, 677, 699, 702, 704, 712, 726, 754, 755, 757, 759, 767

DEC (8)

154, 282, 285, 400, 436, 640, 740, 748

décentralisation (27)

52, 68, 83, 96, 146, 201, 279, 352, 360, 365, 379, 387, 399, 401,
428, 441, 478, 480, 509, 534, 618, 701, 702, 704, 727, 755, 800

désinstitutionnalisation (12)

63, 331, 378, 408, 475, 505, 557, 562, 741, 743, 761, 762

don (13)

21, 98, 128, 253, 254, 345, 379, 392, 425, 428, 627, 708, 785

éducation (6)

30, 61, 298, 411, 583, 746

Église (17)

34, 38, 59, 104, 132, 170, 172, 182, 203, 313, 381, 555, 627, 645,
669, 758, 797

emploi (108)

13, 18, 24, 25, 36, 38, 44, 60, 65, 66, 68, 81, 82, 101, 106, 111,
121, 135, 154, 155, 163, 165, 167, 191, 196, 206, 208, 210, 211,
214, 217, 224, 227, 249, 253, 254, 255, 259, 264, 265, 273, 274,
275, 276, 279, 281, 297, 298, 311, 322, 334, 351, 364, 368, 436,
437, 441, 447, 448, 449, 456, 457, 459, 460, 462, 463, 473, 476,
479, 482, 488, 493, 507, 521, 525, 530, 538, 542, 544, 560, 563,
578, 580, 599, 600, 616, 618, 629, 640, 644, 650, 651, 653, 658,
659, 662, 670, 677, 700, 725, 740, 741, 746, 752, 766, 777, 780,
791

empowerment (45)

22, 45, 82, 87, 107, 124, 190, 215, 220, 235, 254, 273, 277, 287,
295, 302, 319, 328, 343, 350, 375, 408, 422, 515, 521, 533, 535,
542, 562, 578, 605, 614, 620, 631, 644, 653, 726, 733, 741, 743,
757, 759, 792, 796, 803

État-providence (112)

4, 9, 19, 28, 30, 42, 58, 68, 71, 72, 81, 93, 95, 111, 113, 132, 139,
150, 160, 161, 172, 188, 205, 222, 228, 245, 254, 259, 260, 262,
263, 264, 267, 275, 276, 281, 282, 283, 288, 296, 299, 315, 324,
336, 359, 360, 363, 371, 379, 393, 394, 397, 398, 412, 426, 427,
428, 433, 434, 441, 442, 450, 454, 459, 461, 474, 478, 481, 487,
495, 508, 526, 529, 542, 547, 548, 551, 556, 567, 568, 571, 579,
599, 603, 620, 627, 628, 629, 630, 651, 661, 669, 670, 672, 677,
678, 679, 699, 703, 704, 709, 757, 758, 760, 765, 767, 768, 769,
775, 784, 794, 805

évaluation (97)

1, 3, 10, 11, 13, 14, 18, 22, 38, 39, 45, 46, 65, 89, 90, 91, 103, 104, 105, 125, 126, 133, 135, 140, 145, 154, 157, 164, 174, 180, 185, 189, 190, 192, 195, 198, 203, 209, 210, 219, 237, 251, 266, 292, 300, 310, 322, 329, 330, 331, 337, 338, 339, 351, 353, 373, 380, 382, 385, 389, 390, 408, 409, 410, 411, 429, 444, 466, 479, 490, 502, 530, 539, 543, 544, 561, 569, 578, 590, 609, 640, 675, 676, 684, 692, 698, 732, 739, 740, 743, 744, 748, 766, 770, 772, 774, 809

famille (28)

37, 38, 58, 124, 140, 190, 201, 249, 313, 375, 421, 500, 511, 515, 532, 534, 573, 584, 618, 643, 657, 688, 716, 728, 732, 774, 780, 790

femme (57)

6, 9, 23, 30, 38, 67, 68, 70, 85, 89, 120, 126, 135, 141, 163, 175, 191, 194, 202, 204, 215, 221, 226, 227, 237, 243, 272, 307, 322, 323, 324, 365, 366, 367, 409, 442, 477, 488, 500, 525, 526, 527, 533, 541, 546, 549, 559, 563, 572, 586, 623, 650, 701, 702, 716, 803, 805

financement (186)

7, 10, 13, 17, 18, 19, 20, 21, 25, 28, 39, 40, 41, 44, 45, 46, 47, 57, 60, 61, 65, 69, 74, 90, 92, 94, 101, 104, 105, 121, 123, 127, 145, 146, 149, 160, 162, 163, 165, 172, 182, 185, 187, 188, 192, 199, 201, 203, 206, 210, 212, 215, 225, 229, 230, 231, 237, 240, 266, 269, 290, 294, 297, 305, 308, 309, 310, 313, 315, 316, 337, 338, 341, 348, 351, 352, 353, 355, 360, 361, 362, 364, 366, 373, 376, 377, 381, 389, 390, 392, 393, 394, 396, 398, 401, 408, 411, 413, 415, 416, 418, 419, 423, 425, 431, 432, 440, 451, 456, 473, 480, 481, 493, 498, 503, 509, 511, 527, 530, 532, 547, 549, 560, 563, 569, 570, 571, 576, 577, 588, 591, 592, 615, 618, 626, 627, 632, 633, 639, 640, 643, 644, 645, 647, 648, 649, 650, 652, 654, 657, 658, 663, 666, 669, 680, 686, 687, 694, 696, 698, 708, 718, 719, 721, 732, 737, 740, 743, 746, 747, 748, 751, 754, 756, 761, 763, 769, 778, 780, 787, 790, 792, 797, 799, 801, 802

formation (28)

41, 106, 126, 129, 136, 143, 155, 191, 192, 217, 224, 240, 271, 298, 342, 364, 406, 476, 515, 530, 542, 580, 595, 632, 651, 725, 737, 784

garderie (26)

45, 57, 192, 214, 256, 294, 305, 404, 411, 431, 455, 456, 458, 462, 493, 494, 509, 532, 569, 623, 643, 657, 714, 729, 742, 766

hébergement (11)

96, 244, 329, 389, 390, 431, 477, 618, 656, 756, 761

hôpital (12)

80, 220, 308, 331, 348, 381, 555, 561, 647, 710, 784, 801

insertion (36)

27, 37, 81, 101, 106, 116, 119, 129, 153, 154, 210, 211, 214, 217,
227, 240, 255, 265, 282, 333, 335, 351, 428, 447, 466, 476, 479,
521, 539, 544, 559, 637, 675, 752, 772, 774

institutionnalisation (62)

6, 29, 36, 60, 83, 115, 117, 144, 145, 147, 172, 195, 196, 212, 218,
233, 238, 246, 256, 259, 265, 282, 287, 368, 405, 418, 446, 454,
455, 456, 458, 460, 462, 481, 484, 490, 494, 510, 516, 520, 538,
547, 553, 555, 564, 566, 575, 576, 617, 634, 645, 647, 649, 660,
729, 733, 763, 765, 766, 778, 805, 810

intersectorialité (19)

3, 71, 109, 184, 206, 236, 273, 408, 435, 511, 557, 604, 633, 650,
668, 722, 743, 754, 761

itinérance (7)

244, 270, 406, 429, 539, 541, 557

jeune (29)

7, 8, 22, 38, 57, 124, 129, 183, 190, 202, 214, 235, 287, 298, 313,
335, 404, 407, 447, 497, 511, 542, 559, 584, 611, 634, 653, 689,
806

lien social (79)

21, 31, 33, 37, 42, 81, 86, 98, 101, 102, 103, 117, 128, 133, 135,
137, 138, 145, 157, 159, 163, 164, 251, 254, 255, 260, 262, 290,
297, 302, 323, 324, 325, 328, 335, 338, 344, 345, 363, 381, 388,
399, 403, 408, 413, 429, 443, 455, 460, 462, 464, 465, 468, 469,
513, 538, 542, 552, 564, 578, 580, 582, 609, 614, 616, 627, 628,
636, 641, 642, 741, 743, 746, 773, 785, 786, 794, 796, 802

logement social (85)

22, 32, 37, 41, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 107, 145, 164, 167,
177, 184, 192, 200, 216, 225, 228, 239, 241, 242, 244, 268, 270,
289, 301, 316, 334, 335, 340, 343, 347, 354, 355, 364, 386, 408,
438, 477, 480, 493, 505, 515, 519, 542, 557, 558, 559, 567, 574,
584, 610, 611, 618, 633, 635, 639, 643, 646, 654, 656, 690, 691,
701, 702, 714, 716, 722, 741, 743, 766, 772, 773, 774, 780, 781,
783, 784, 788, 803

mode de gestion (165)

6, 7, 8, 10, 11, 22, 28, 48, 49, 51, 54, 59, 62, 64, 74, 76, 87, 92, 95, 96, 99, 101, 103, 106, 110, 130, 133, 143, 144, 148, 149, 157, 160, 161, 162, 163, 165, 167, 174, 184, 193, 199, 205, 206, 210, 212, 215, 216, 220, 223, 224, 231, 237, 238, 249, 259, 261, 273, 288, 289, 300, 301, 303, 307, 318, 327, 328, 350, 354, 361, 364, 367, 379, 382, 388, 391, 393, 397, 401, 406, 408, 412, 415, 416, 417, 418, 419, 423, 432, 443, 447, 453, 456, 468, 469, 481, 483, 488, 492, 497, 506, 509, 518, 522, 523, 530, 535, 540, 550, 558, 561, 573, 580, 581, 588, 589, 590, 592, 593, 602, 607, 608, 611, 614, 618, 624, 628, 634, 645, 660, 667, 676, 695, 697, 702, 703, 705, 710, 711, 713, 718, 724, 725, 729, 737, 738, 741, 743, 744, 749, 753, 755, 756, 759, 761, 770, 777, 778, 784, 787, 789, 791, 797, 804, 808

modèle de développement (195)

3, 4, 9, 13, 16, 17, 19, 24, 25, 26, 28, 30, 35, 38, 42, 43, 50, 53, 60, 68, 82, 83, 93, 95, 96, 98, 100, 106, 113, 114, 116, 131, 132, 138, 139, 141, 146, 147, 150, 156, 159, 160, 161, 168, 169, 182, 195, 197, 198, 200, 205, 207, 209, 212, 218, 226, 228, 234, 243, 245, 247, 250, 254, 255, 257, 259, 262, 263, 264, 265, 277, 279, 282, 283, 284, 288, 293, 296, 314, 318, 324, 326, 332, 333, 344, 346, 348, 358, 363, 365, 371, 374, 387, 394, 403, 405, 412, 413, 422, 425, 426, 427, 428, 431, 441, 450, 451, 454, 460, 463, 466, 467, 474, 482, 483, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 493, 495, 500, 501, 504, 506, 507, 509, 510, 513, 518, 524, 528, 529, 545, 548, 549, 550, 551, 554, 556, 566, 568, 571, 582, 587, 606, 613, 616, 618, 619, 620, 622, 627, 628, 630, 641, 644, 651, 655, 659, 666, 667, 669, 670, 679, 683, 684, 685, 686, 688, 689, 699, 703, 709, 715, 717, 726, 728, 730, 731, 738, 750, 756, 760, 763, 767, 784, 794, 795, 799, 800, 810, 811

mutuel (13)

36, 137, 197, 206, 212, 368, 369, 418, 470, 520, 553, 636, 778

organisation du travail (101)

7, 8, 25, 48, 49, 51, 52, 54, 62, 65, 80, 85, 88, 95, 106, 125, 130, 143, 155, 157, 158, 162, 179, 184, 187, 188, 195, 208, 220, 229, 230, 231, 235, 238, 248, 296, 303, 305, 307, 324, 325, 339, 341, 345, 376, 379, 388, 393, 397, 399, 408, 428, 447, 463, 466, 468, 469, 482, 483, 492, 497, 506, 507, 514, 516, 517, 523, 531, 536, 541, 573, 585, 589, 590, 593, 600, 602, 607, 611, 616, 624, 650,

658, 663, 665, 675, 676, 681, 702, 710, 713, 742, 743, 744, 753, 755, 759, 761, 771, 784, 809

partenariat (270)

2, 4, 5, 10, 29, 38, 44, 50, 53, 56, 57, 65, 68, 75, 77, 78, 84, 86, 90, 92, 94, 99, 100, 101, 108, 109, 113, 114, 118, 122, 124, 126, 130, 131, 132, 133, 134, 140, 142, 147, 163, 168, 171, 172, 173, 175, 176, 181, 183, 186, 192, 195, 203, 204, 205, 215, 216, 223, 233, 236, 241, 248, 251, 254, 259, 267, 269, 270, 274, 276, 277, 280, 282, 284, 286, 287, 288, 289, 296, 300, 302, 303, 306, 311, 313, 314, 317, 320, 321, 324, 327, 329, 332, 336, 337, 338, 341, 344, 345, 349, 350, 352, 353, 355, 356, 359, 360, 361, 363, 364, 365, 366, 367, 372, 376, 377, 379, 384, 391, 398, 399, 401, 407, 408, 409, 410, 419, 420, 422, 424, 426, 427, 428, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 443, 444, 445, 446, 450, 451, 452, 457, 461, 467, 472, 473, 477, 481, 494, 497, 499, 502, 508, 509, 510, 512, 514, 516, 519, 525, 527, 530, 537, 540, 543, 546, 550, 555, 558, 563, 569, 573, 574, 576, 580, 582, 583, 584, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 603, 604, 605, 606, 609, 615, 616, 617, 620, 621, 624, 625, 626, 629, 631, 632, 634, 636, 638, 640, 644, 645, 646, 649, 650, 655, 659, 662, 663, 668, 669, 674, 678, 679, 683, 686, 687, 692, 694, 698, 702, 703, 704, 705, 709, 710, 712, 717, 718, 720, 721, 725, 729, 734, 735, 736, 738, 740, 743, 746, 748, 753, 754, 756, 761, 762, 766, 767, 768, 769, 781, 787, 791, 792, 794, 796, 800, 802, 807, 811

participation (204)

10, 18, 22, 38, 41, 45, 48, 62, 63, 67, 68, 74, 75, 84, 86, 89, 92, 97, 99, 101, 103, 107, 110, 116, 117, 126, 128, 130, 135, 147, 148, 149, 150, 152, 154, 157, 159, 160, 162, 163, 166, 174, 177, 184, 196, 201, 206, 209, 211, 212, 216, 219, 223, 228, 230, 231, 238, 248, 254, 255, 260, 261, 262, 269, 277, 278, 280, 284, 289, 295, 297, 300, 301, 307, 319, 323, 333, 337, 339, 340, 342, 349, 364, 365, 366, 369, 370, 375, 381, 382, 396, 399, 403, 406, 408, 412, 415, 416, 417, 418, 427, 437, 442, 443, 446, 447, 456, 457, 458, 460, 461, 462, 464, 465, 466, 472, 477, 478, 481, 482, 483, 488, 492, 497, 503, 506, 511, 513, 516, 528, 530, 531, 533, 535, 538, 540, 542, 546, 549, 552, 558, 563, 564, 573, 577, 580, 584, 598, 599, 600, 602, 604, 605, 606, 607, 610, 611, 621, 622, 625, 629, 631, 635, 641, 642, 643, 650, 666, 667, 668, 670, 676, 682, 690, 691, 695, 696, 699, 702, 709, 713, 724, 725, 731, 737, 738, 743, 745,

751, 753, 755, 759, 761, 770, 777, 782, 783, 785, 788, 791, 796,
797, 803, 810

patronat (10)

54, 111, 195, 300, 392, 498, 537, 602, 666, 751

pauvreté (50)

22, 37, 38, 47, 55, 66, 68, 106, 119, 138, 176, 177, 184, 190, 191,
242, 243, 270, 274, 275, 281, 282, 284, 292, 297, 304, 311, 322,
358, 359, 363, 375, 380, 388, 479, 515, 538, 543, 571, 578, 580,
618, 633, 716, 727, 728, 772, 773, 774, 780

personne âgée (31)

8, 57, 97, 164, 216, 224, 256, 263, 343, 390, 405, 431, 456, 458,
471, 584, 595, 597, 618, 632, 700, 706, 707, 728, 747, 762, 765,
776, 780, 796, 806

personne handicapée (9)

380, 431, 432, 433, 632, 747, 749, 752, 777

personnel salarié (113)

7, 8, 18, 25, 36, 39, 46, 48, 49, 51, 52, 54, 59, 62, 65, 79, 85, 92,
94, 110, 117, 121, 125, 130, 133, 138, 148, 149, 155, 156, 157, 158,
160, 161, 162, 163, 165, 184, 185, 208, 212, 215, 219, 231, 238,
248, 280, 282, 289, 297, 305, 307, 311, 312, 324, 325, 327, 339,
340, 345, 348, 354, 367, 368, 370, 395, 396, 406, 413, 415, 416,
418, 421, 451, 455, 477, 488, 492, 497, 514, 517, 520, 522, 526,
531, 534, 547, 563, 586, 587, 600, 601, 602, 605, 608, 618, 621,
622, 631, 650, 651, 692, 724, 725, 742, 749, 753, 761, 771, 779,
780, 782, 795

politique sociale (116)

4, 26, 28, 30, 43, 56, 58, 66, 68, 69, 72, 109, 111, 115, 119, 123,
132, 137, 139, 141, 146, 150, 172, 176, 182, 200, 222, 240, 245,
259, 261, 264, 265, 271, 290, 299, 304, 305, 330, 334, 336, 338,
346, 351, 352, 379, 380, 384, 398, 403, 404, 411, 420, 424, 431,
432, 438, 458, 459, 464, 475, 479, 480, 499, 500, 501, 510, 519,
521, 532, 536, 545, 548, 551, 557, 560, 567, 571, 578, 579, 599,
603, 614, 630, 633, 634, 636, 639, 644, 645, 646, 657, 659, 666,
669, 670, 688, 689, 701, 707, 716, 717, 722, 727, 728, 730, 735,
756, 758, 760, 761, 779, 781, 794, 798, 799

prévention (21)

88, 109, 119, 124, 181, 183, 190, 242, 249, 266, 271, 291, 292, 313,
351, 511, 603, 614, 634, 648, 710

privatisation (55)

- 28, 51, 68, 96, 122, 137, 138, 158, 162, 178, 212, 254, 296, 299, 308, 318, 348, 350, 370, 384, 397, 412, 414, 418, 423, 427, 433, 440, 441, 472, 501, 550, 556, 567, 569, 582, 592, 615, 618, 621, 678, 697, 720, 722, 747, 756, 757, 761, 762, 768, 775, 784, 795, 798, 806
- professionnalisation (21)
79, 120, 214, 215, 220, 224, 240, 312, 341, 376, 396, 414, 432, 443, 471, 586, 590, 615, 661, 675, 680
- programmation (112)
17, 18, 19, 26, 39, 40, 45, 61, 65, 69, 94, 109, 110, 119, 123, 125, 127, 128, 130, 138, 160, 172, 177, 179, 183, 186, 208, 210, 224, 230, 231, 248, 249, 267, 271, 278, 282, 285, 287, 288, 299, 305, 319, 320, 327, 329, 350, 351, 352, 355, 368, 389, 390, 397, 409, 411, 419, 420, 423, 424, 427, 429, 431, 432, 445, 455, 462, 468, 469, 473, 482, 497, 511, 520, 523, 528, 530, 540, 544, 547, 562, 569, 570, 577, 585, 587, 589, 626, 632, 640, 645, 659, 666, 678, 697, 716, 720, 727, 737, 740, 741, 748, 758, 761, 766, 777, 786, 798, 799, 802, 804, 809
- qualité du service (29)
28, 56, 91, 101, 103, 108, 125, 180, 220, 230, 271, 296, 325, 330, 343, 348, 351, 383, 384, 397, 429, 564, 624, 665, 697, 710, 720, 729, 744
- réforme (34)
5, 26, 43, 99, 139, 233, 246, 286, 290, 304, 308, 315, 319, 320, 321, 329, 404, 405, 437, 448, 485, 505, 555, 560, 596, 603, 633, 644, 649, 687, 693, 758, 761, 787
- régie régionale (3)
171, 274, 761
- régionalisation (6)
175, 306, 429, 503, 542, 755
- relation de service (9)
86, 198, 325, 328, 429, 517, 665, 680, 802
- relation de travail (15)
48, 52, 59, 80, 149, 198, 229, 307, 408, 492, 530, 602, 607, 743, 784
- santé (53)
10, 11, 28, 60, 70, 91, 96, 118, 160, 161, 162, 169, 181, 199, 204, 226, 266, 269, 271, 292, 309, 314, 329, 334, 339, 341, 348, 357,

383, 389, 390, 431, 438, 503, 542, 546, 554, 577, 592, 594, 603, 618, 643, 647, 693, 714, 721, 742, 746, 780, 801, 806, 809

santé mentale (44)

1, 50, 53, 56, 63, 78, 89, 107, 129, 216, 236, 319, 320, 321, 331, 339, 378, 386, 431, 433, 438, 445, 475, 476, 496, 511, 540, 542, 544, 557, 562, 595, 596, 675, 712, 741, 761, 762, 770, 771, 792, 793, 801, 802

secteur marchand (56)

2, 15, 16, 24, 112, 133, 134, 147, 197, 205, 254, 257, 270, 294, 311, 317, 330, 344, 352, 360, 374, 383, 391, 407, 414, 434, 456, 460, 462, 467, 491, 494, 509, 525, 528, 547, 555, 578, 594, 616, 618, 644, 652, 654, 680, 694, 709, 712, 736, 750, 757, 758, 761, 780, 792, 806

sens du travail (37)

7, 8, 67, 68, 82, 111, 135, 148, 157, 217, 248, 254, 275, 281, 297, 311, 312, 339, 344, 359, 367, 442, 526, 544, 586, 600, 602, 616, 620, 623, 653, 658, 670, 675, 731, 771, 805

sida (11)

6, 88, 186, 291, 314, 398, 420, 424, 466, 570, 594

société civile (28)

5, 92, 100, 114, 134, 254, 277, 279, 280, 293, 365, 381, 458, 461, 488, 490, 513, 533, 598, 642, 685, 686, 745, 746, 769, 794, 800, 808

soutien à domicile (83)

26, 32, 34, 40, 45, 57, 60, 69, 83, 85, 96, 97, 101, 130, 145, 158, 164, 166, 171, 180, 214, 224, 226, 248, 249, 252, 256, 258, 259, 291, 308, 309, 310, 311, 325, 329, 338, 383, 384, 389, 390, 405, 415, 416, 430, 431, 435, 439, 440, 447, 458, 462, 464, 477, 494, 496, 505, 542, 572, 577, 595, 596, 597, 618, 632, 660, 663, 672, 673, 700, 706, 707, 713, 729, 744, 747, 761, 762, 764, 765, 766, 776, 799

syndicat (40)

25, 48, 50, 51, 52, 54, 64, 66, 68, 69, 79, 80, 83, 111, 137, 197, 395, 401, 413, 436, 437, 439, 440, 446, 451, 452, 467, 477, 484, 491, 492, 516, 537, 601, 629, 644, 647, 674, 750, 761

territoire (128)

4, 22, 30, 31, 33, 38, 53, 55, 56, 60, 61, 68, 82, 87, 96, 108, 109, 110, 121, 122, 123, 142, 163, 167, 177, 183, 186, 192, 195, 205, 214, 215, 218, 224, 228, 241, 243, 251, 254, 260, 271, 272, 273,

275, 276, 277, 278, 279, 281, 282, 284, 285, 286, 287, 299, 300,
 311, 317, 318, 321, 329, 347, 348, 353, 365, 377, 379, 387, 392,
 396, 400, 417, 424, 427, 428, 429, 436, 441, 455, 458, 467, 473,
 480, 481, 485, 499, 509, 527, 530, 535, 537, 542, 559, 562, 564,
 565, 575, 583, 585, 589, 593, 610, 614, 618, 624, 641, 661, 667,
 676, 692, 697, 700, 702, 712, 716, 718, 725, 727, 734, 781, 784,
 786, 791, 793, 796, 797, 798, 809

toxicomanie (9)

88, 244, 287, 300, 345, 535, 539, 541, 615

transformation (204)

4, 9, 15, 16, 24, 25, 26, 38, 43, 49, 53, 58, 62, 68, 73, 74, 82, 83,
 92, 93, 95, 107, 111, 114, 122, 132, 137, 139, 141, 146, 159, 163,
 168, 169, 175, 179, 194, 200, 201, 202, 212, 222, 226, 228, 229,
 230, 233, 246, 247, 253, 254, 255, 259, 263, 264, 267, 268, 269,
 272, 273, 276, 282, 283, 291, 299, 304, 308, 318, 321, 326, 334,
 346, 352, 358, 359, 363, 371, 374, 387, 393, 394, 395, 402, 403,
 411, 413, 417, 427, 432, 433, 441, 442, 448, 459, 461, 462, 463,
 467, 474, 475, 477, 481, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490,
 492, 500, 501, 502, 503, 504, 506, 507, 508, 510, 512, 516, 519,
 524, 525, 526, 529, 540, 545, 548, 552, 553, 565, 567, 568, 569,
 571, 579, 581, 582, 585, 589, 592, 598, 606, 620, 625, 627, 628,
 630, 642, 649, 651, 654, 655, 658, 664, 668, 670, 672, 677, 679,
 685, 688, 689, 693, 701, 702, 703, 704, 707, 709, 712, 715, 717,
 721, 731, 733, 734, 745, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760,
 761, 762, 763, 764, 765, 767, 768, 769, 775, 787, 788, 792, 794,
 795, 799, 807

travail social (41)

32, 49, 81, 82, 153, 155, 179, 202, 223, 235, 247, 254, 273, 276,
 282, 284, 312, 327, 380, 393, 394, 421, 431, 443, 444, 477, 515,
 516, 536, 542, 543, 595, 623, 630, 631, 706, 711, 753, 759, 775,
 779

usager (121)

6, 10, 11, 15, 18, 36, 41, 48, 51, 52, 57, 60, 63, 69, 86, 87, 89, 91,
 96, 107, 116, 117, 121, 129, 130, 135, 138, 147, 148, 151, 152, 160,
 161, 162, 163, 165, 177, 180, 184, 206, 212, 215, 220, 231, 235,
 248, 249, 256, 269, 289, 290, 295, 301, 304, 307, 325, 330, 340,
 341, 345, 354, 367, 374, 375, 386, 390, 408, 411, 415, 416, 418,
 423, 429, 443, 455, 456, 481, 488, 496, 497, 530, 532, 544, 547,
 554, 557, 558, 563, 580, 587, 610, 618, 620, 621, 622, 632, 635,

640, 647, 650, 657, 695, 706, 707, 725, 726, 729, 730, 737, 743,
748, 749, 753, 755, 761, 770, 776, 783, 788, 792, 802

UWA (3)

229, 607, 676

violence (6)

120, 141, 202, 204, 215, 527

virage ambulatoire (11)

23, 68, 226, 308, 309, 351, 352, 442, 572, 632, 758

LE CARNET DE BORD

Disons d'abord que la structure générale de présentation des documents se définit à partir du type de document consulté. À cet égard, quatre types de documents ont été retenus : les monographies, les chapitres de livre, les périodiques et les thèses (incluant les mémoires). Cette typologie des documents constitue en fait notre modèle de base qui commande la spécification des champs descriptifs destinés à recevoir les informations relatives aux références. Plusieurs champs descriptifs sont communs à l'ensemble du corpus documentaire : le ou les auteur(s), le titre, l'éditeur, le lieu d'édition, la date de publication, le nombre de pages, la langue écrite du document, le(s) pays concerné(s), les mots clés, les notes supplémentaires, les résumés et les descripteurs. C'est pourquoi, dans les explications qui vont suivre, nous porterons notre attention plus spécialement sur les champs descriptifs spécifiques à chacun des types de documents.

Notez que nous n'avons pas utilisé le champ réservé aux résumés. Les lois et règlements relatifs aux droits d'auteur nous interdisent de reproduire les résumés inclus dans les bases de données en ligne et sur CD-ROM. Il nous aurait donc fallu rédiger nous-mêmes un résumé pour

chacune des fiches bibliographiques, ce qui représentait un travail impossible à réaliser dans le cadre du présent projet. Néanmoins, nous avons conservé les descripteurs attribués aux documents que nous avons recensés à partir des bases de données en ligne et sur CD-ROM. Ces descripteurs décrivent les contenus des documents et peuvent, dans certains cas, constituer un outil de recherche supplémentaire pour les utilisateurs de la base de données que nous avons construite sur support informatique.

Nous avons classifié sous la désignation *Monographie* tous les documents qui ne sont pas des périodiques, des chapitres de livre ou encore des thèses. Ce sont alors des livres, des rapports de recherche, des comptes rendus de congrès, des documents gouvernementaux ou ministériels, des actes de colloque, des documents produits par les organisations syndicales, les groupes communautaires, les groupes de femmes, etc. Lorsque des informations plus précises étaient disponibles sur la forme et les caractéristiques générales du document (par exemple, actes de colloque, rapport de recherche, etc.) ou sur le contenu (théorie, statistique, aspect historique, etc.), nous l'avons indiqué dans le champ portant le sigle «TyDc» pour «Type de document».

Monographie

Autr	auteur
Titre	titre
Edit	éditeur
PIPu	lieu d'édition
Date	date de publication
Page	nombre de pages
Lang	langue du document
TyDc	type de document (rapport de recherche, compte rendu de congrès, etc.) ou contenu (théorie, statistique, historique, etc.)
Pays	pays analysé(s) dans le document
Mots	mots-clés
Note	note supplémentaire sur le document
Rés.	résumé des ouvrages (espace non utilisé)
Desc	descripteurs empruntés aux bases de données consultées

En ce qui a trait aux *Périodiques*, nous avons regroupé sous ce thème tous les documents dont la périodicité de publication varie du

quotidien à l'annuel. Dans ce type de document, le champ «**Titr**» signifie le titre de l'article, le champ «**Jrnl**» désigne le titre du périodique, alors que le champ «**VoId**» permet d'identifier le volume, le numéro et le mois de publication de l'article.

Périodique

Autr	auteur
Titr	titre
Jrnl	titre du périodique
PIPu	lieu de publication du périodique
Date	date de publication
VoId	volume et numéro de publication du périodique
Page	nombre de pages
Lang	langue du document
TyDc	contenu du document (théorie, statistique, historique, etc.)
Pays	pays analysé(s) dans le document
Mots	mots-clés
Note	note supplémentaire sur le document
Rés.	résumé des ouvrages (espace non utilisé)
Desc	descripteurs empruntés aux bases de données consultées

Pour les *Thèses*, nous avons ajouté le champ «**Dir.**» qui désigne le directeur de la thèse ainsi que le champ «**Univ**» qui renvoie à l'université où cette thèse a été réalisée. Notons que dans cette forme de document, on retrouve aussi quelques mémoires de maîtrise. Cette information figure dans le champ «**TyDc**», c'est-à-dire dans les «**Types de document**».

Thèse

Autr	auteur
Titr	titre
Dir.	directeur de la thèse ou du mémoire
Univ	université où a été réalisé la thèse ou le mémoire
Date	date de publication
Page	nombre de pages
Lang	langue du document
TyDc	contenu du document (théorie, statistique, historique, etc.)

Pays	pays analysé(s) dans le document
Mots	mots-clés
Note	note supplémentaire sur le document
Rés.	résumé des ouvrages (espace non utilisé)
Desc	descripteurs empruntés aux bases de données consultées

Finalement, en ce qui concerne les **Chapitres de livre**, nous retrouvons dans un premier temps l'auteur du chapitre désignée par le sigle «**Autr**». Dans un deuxième temps, le titre du chapitre du livre figure dans le premier champ indiqué par «**Titr**», le second champ identifié par le sigle «**Titr**» étant réservé au titre du livre. Le mot «**dans**» permet de lier le titre du chapitre à son livre. L'abréviation «**dir.**» désigne les personnes sous la direction desquelles a été publiée le livre.

Chapitre de livre

Autr	auteur du chapitre
Titr	titre du chapitre
Dans	dans
Autr	auteur
Titr	titre
Edit	éditeur
PLPu	lieu de publication
Date	date de publication
Page	nombre de pages
Lang	langue du document
TyDc	contenu du document (théorie, statistique, historique, etc.)
Pays	pays analysé(s) dans le document
Mots	mots-clés
Note	note supplémentaire sur le document
Rés.	résumé des ouvrages (espace non utilisé)
Desc	descripteurs empruntés aux bases de données consultées

À titre indicatif, et afin de permettre à l'utilisateur d'avoir une meilleure vue d'ensemble de la structure de fonctionnement du logiciel ainsi que de ses principaux champs descriptifs, nous présentons ci-dessous un exemple d'affichage d'une référence bibliographique à partir du logiciel *ProCite*. À noter que, dans cet exemple, le document

sélectionné est un **chapitre de livre**. Nous retrouvons donc, représentés dans la figure, les champs descriptifs associés à ce type de document.

FIGURE 1
Exemple d'affichage d'une référence sur le logiciel *ProCite*

<input type="button" value="Update"/> <input type="button" value="Cancel"/> <input type="button" value="Prevsel"/> <input type="button" value="Prev"/> <input type="button" value="Next"/> <input type="button" value="Nextsel"/>	
Alphabetical Order 642 of 642 selected	
Autr	<i>Nom, Prénom/Nom, Prénom (auteur du chapitre)</i>
Titr	<i>Titre du chapitre</i>
Dans	<i>dans</i>
Dir.	<i>Nom, Prénom/Nom, Prénom (sous la direction de)</i>
Titr	<i>Titre du livre</i>
Edit	<i>Éditeur</i>
PIPu	<i>Lieu d'édition</i>
Date	<i>Date de publication</i>
Page	<i>Nombre de pages</i>
Lang	<i>Langue d'écriture</i>
TyDe	<i>Type de document ou contenu (théorie, statistique, etc.)</i>
Pays	<i>Pays concerné(s) par le chapitre</i>
Mots	<i>Mots clés</i>
Note	<i>Note sur le document</i>
Rés.	<i>Espace pour résumé des ouvrages (non utilisé)</i>
Desc	<i>Descripteurs empruntés aux bases de données</i>

<input type="checkbox"/> Chapitre de livre <input type="checkbox"/> Monographie <input type="checkbox"/> Périodique <input checked="" type="checkbox"/> Thèse	Record Number <input type="text" value="302"/> <input checked="" type="checkbox"/> Selected
--	--

Nature du support

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements.....	vii
Introduction	1
CHAPITRE I	
L'économie sociale : problématique et méthodologie	9
1. Éléments de problématique et implications méthodologiques.....	9
2. La nouvelle économie sociale : une réalité mouvante et diversifiée, un concept polysémique et contemporain.....	15
3. Les critères de sélection du corpus documentaire	17
4. Notre stratégie de cueillette de données.....	20
5. Les mots clés et les thématiques identifiées	22
5.1 La crise et la transformation de l'État-providence....	23
5.2 La transformation de l'État-providence au Québec dans le domaine de la santé et du bien-être	25
5.3 L'économie sociale et la <i>Politique de la santé et du bien-être</i> (PSBE)	29

5.4	L'économie sociale et les rapports sociaux de production	31
5.5	L'économie sociale et les rapports sociaux de consommation	32
5.6	L'économie sociale et les rapports homme-femme ...	34
5.7	La liste des mots clés caractérisant les références bibliographiques	38
5.8	Présentation des résultats par le biais du logiciel <i>ProCite</i>	41
6.	Pourquoi réaliser une recension des écrits concernant l'économie sociale?	42
 CHAPITRE II		
	L'analyse des résultats de la recherche	49
7.	L'analyse des références et de leur contenu	49
7.1	Type de documents recensés et langue de publication	49
7.2	L'économie sociale et les territoires nationaux concernés	52
7.3	L'évolution de la production littéraire traitant de l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être au Québec	53
7.4	L'évolution de la production littéraire traitant de l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être en Europe	58
7.5	L'évolution de la production littéraire traitant de l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être au Canada (sans le Québec)	62
7.6	L'évolution de la production littéraire traitant de l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être aux États-Unis	66
7.7	Quelques hypothèses en lien avec l'indexation par mots clés	69
7.8	Limites et potentialités de l'économie sociale	78
	CONCLUSION	89
	BIBLIOGRAPHIE	95
	INDEX THÉMATIQUE	177
	ANNEXE : LE CARNET DE BORD	191

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1: Principaux termes utilisés dans les recherches sur CD-ROM.....	15
TABLEAU 2: Bases de données consultées	16
TABLEAU 3: Nature des transformations institutionnelles du système socio-sanitaire québécois selon la période historique concernée.....	27
TABLEAU 4: Mots clés se rapportant à la dimension des rapports sociaux	40
TABLEAU 5: Mots clés se rapportant aux dimensions institutionnelle et organisationnelle	41
TABLEAU 6: Nombre de références selon le type de document et la langue de publication pour les années 1990 à 2000.....	50
TABLEAU 7: Nombre et proportion de documents recensés selon les pays concernés	52

TABLEAU 8:	Classification des mots clés par ordre alphabétique et leur occurrence dans le corpus documentaire	70
TABLEAU 9:	Classification décroissante des mots clés selon leur occurrence dans le corpus documentaire	71
TABLEAU 10:	Occurrence des mots clés les plus fréquemment identifiés dans la littérature sur l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être selon la dimension des rapports sociaux	73
TABLEAU 11:	Occurrence des mots clés les plus fréquemment identifiés dans la littérature sur l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être selon les dimensions institutionnelle et organisationnelle	76
TABLEAU 12:	Occurrence des mots clés «bénévolat» et «personnel salarié» dans la littérature recensée sur l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être au Québec, au Canada (sans le Québec), aux États-Unis, en Angleterre et en France de 1990 à 2000.....	82

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1: Nombre de documents recensés selon l'année de publication pour l'ensemble du corpus traitant de l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être de 1990 à 1999.....	51
FIGURE 2: Nombre de documents recensés selon l'année de publication pour le corpus traitant de l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être au Québec de 1990 à 1999.....	54
FIGURE 3: Nombre de documents recensés selon l'année de publication pour le corpus traitant de l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être en Europe de 1990 à 1999.....	59
FIGURE 4: Nombre de documents recensés selon l'année de publication pour le corpus traitant de l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être au Canada (sans le Québec) de 1990 à 1999	64

FIGURE 5: Nombre de documents recensés selon l'année de publication pour le corpus traitant de l'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être aux États-Unis de 1990 à 1999 66